

CONSEIL COMMUNAL DU 24 JUIN 2024  
GEMEENTERAAD VAN 24 JUNI 2024

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

**Présents**  
**Aanwezig**

Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;  
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Isabelle Molenberg, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;  
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, Anne Drion du Chapois, Yves Van de Castele, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;  
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusé**  
**Verontschuldigd**

Michèle Nahum, *Echevin(e)/Schepen*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**SECRETARIAT - SECRETARIAAT**

**Secrétariat - Secretariaat**

24.06.2024/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que :

- Mme NAHUM est excusée ;
- Mme GOOSSENS et M. SIX arriveront en cours de séance.

**Mededelingen.**

De voorzitter deelt mee dat:

- mw. NAHUM verontschuldigd is;
- mw. GOOSSENS en dhr. SIX later tijdens de zitting zullen aankomen.

24.06.2024/A/0002 **Point non inscrit à l'ordre du jour - Urgence - Décision.**

La présidente invite l'assemblée à approuver l'inscription d'un point en urgence intitulé « Ordonnance de police relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024 - Modification - Approbation ». Celui-ci a été transmis, au préalable, à tous les conseillers afin qu'ils en prennent connaissance.

L'urgence est admise à l'unanimité.

32 votants : 32 votes positifs.

**Niet op de agenda voorkomende punt - Spoedbehandeling - Beslissing.**

De voorzitter nodigt de bijeenkomst uit de inschrijving van een dringend punt goed te keuren met als titel "Politieverordening betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024 - Wijziging - Goedkeuring". Dit punt werd voorafgaandelijk ter kennisneming aan de raadsleden toegezonden.

De spoedbehandeling wordt unaniem aanvaard.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.*

*Laïla Anbari entre en séance / treedt in zitting.*

*Ingrid Goossens entre en séance / treedt in zitting.*

24.06.2024/A/0003 **Procès-verbal de la séance du 27/05/2024 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance 27/05/2024 est approuvé.

35 votants : 35 votes positifs.

**Proces-verbaal van de vergadering van 27/05/2024 - Goedkeuring.**

Het proces-verbaal van de vergadering van 27/05/2024 wordt goedgekeurd.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

**AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN**

**Affaires juridiques - Juridische zaken**

24.06.2024/A/0004 **Elections communales 2024 - Ordonnance de police - Affichage électoral - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le Règlement général de police approuvé en sa séance du 22/04/2024 ;

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 07/07/1994 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux, communaux et de districts et pour l'élection directe des conseils de l'aide sociale, et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code électoral communal bruxellois, notamment ses articles 22bis et 30 ;

Vu l'arrêté de police du 18/04/2024 du Ministre-Président de la Région bruxelloise relatif à la publicité électorale ;

Considérant que des élections communales se tiendront le 13/10/2024 ;

Considérant que les candidats figurant sur les listes constituées en vue des prochaines élections communales souhaiteront faire de la publicité électorale par voie d'affichage ;

Vu le nombre de panneaux d'affichage électoral qui seront installés sur le territoire de la commune ;

Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre publics, notamment dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique ;

Considérant qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage sur les biens tant privés que publics et le mobilier urbain, qui entraîne, outre des dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire d'empêcher le surcollage, notamment dans une logique de propreté publique et de développement durable ;

Vu les résultats recueillis par les différents partis ou listes lors des dernières élections communales du 14/10/2018 ;

Considérant qu'au vu de ces résultats, on peut objectivement considérer qu'une répartition équitable des espaces d'affichages peut être faite en tenant compte, d'une part, du fait que le groupe politique ou le parti est actuellement représenté ou non au sein du Conseil communal, ainsi que, d'autre part, en tenant compte de l'appartenance linguistique de ce parti ou de cette liste ;

Considérant qu'en cas d'appartenance à un « cartel » se présentant aux élections communales (réunissant différents partis sur une seule et même liste - par exemple sous le sigle « LB » ou « intérêt communal » ou tout autre sigle composé du nom de divers partis), qu'il soit ou non bilingue, ces mêmes critères seront d'application afin de déterminer le coefficient total d'espace d'affichage qui sera attribué à ce cartel ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 119 et 135 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

ARRETE :

**Article 1 - Objet :**

§1. La présente ordonnance s'applique à l'affichage électoral fait sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert en vue des élections communales du 13/10/2024 et vient compléter les dispositions du Règlement général de police qui s'y rapportent.

**Article 2 - Dispositions concernant l'affichage électoral :**

§1. Sans préjudice de l'application des dispositions du Règlement général de police,

l'affichage électoral est interdit sur la voie publique sauf, aux conditions reprises dans la présente ordonnance, sur les panneaux électoraux communaux spécialement prévus à cet effet.

§2. Les panneaux communaux destinés à l'affichage électoral sont situés aux emplacements suivants :

1. avenue du Roi Chevalier (sur la berne centrale vue côté parking Delhaize City),
2. place du Tomberg (sur la pelouse face à l'avenue des Vaillants),
3. rue Théodore De Cuyper (face à l'avenue Jacques Brel),
4. avenue Marcel Thiry (à l'angle avec la rue Théodore De Cuyper, à la plaine de jeux),
5. avenue Emile Vandervelde (à l'angle avec l'avenue Albert Dumont),
6. chemin du Struykbeken (le long de la clôture du stade Fallon),
7. boulevard de la Woluwe (à l'angle avec la rue Voot),
8. boulevard Brand Whitlock (le long de la clôture de l'école),
9. chemin des Deux Maisons (derrière l'arrêt de bus),
10. cours Paul-Henri Spaak (à l'angle avec le boulevard de la Woluwe).

Vingt-deux panneaux sont placés à chacun des emplacements repris ci-dessus.

§3. L'affichage sur les panneaux électoraux communaux est effectué exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Il ne peut en aucun cas être effectué par une personne étrangère au personnel communal, mandatée ou non par les candidats ou représentants d'une quelconque liste.

§4. En ce qui concerne la répartition de l'espace d'affichage, chaque liste représentée au Conseil communal dispose de quatre panneaux d'affichage. Les listes non représentées au Conseil communal se partagent quatre panneaux d'affichage, deux panneaux étant réservés pour les dispositions légales.

L'affichage se fera dans l'ordre des numéros affectés aux listes dès qu'ils seront connus à partir du 19/09/2024. D'ici là, l'affichage se fait dans l'ordre décroissant des résultats obtenus par les listes aux élections communales de 2018.

§5. Chaque liste désirant voir ses affiches apposées sur les panneaux électoraux communaux désigne un représentant dûment mandaté pour déposer lesdites affiches aux services communaux ainsi que pour en préciser les modalités d'affichage. Au moment du premier dépôt, ce représentant mentionne le ou les partis politiques qui reconnaissent la liste dont il est le mandataire.

Le représentant désigné peut, le cas échéant, communiquer la présentation souhaitée des affiches sur les panneaux. Celle-ci doit correspondre à l'espace attribué. Les affiches doivent être conformes aux lois et règlements applicables en la matière.

§6. Le dépôt se fait à partir du 31/08/2024. Les affiches électorales doivent obligatoirement être déposées les lundis de 08h à 10h, à Wolu Techni-Cité, chaussée de Stockel 80, entre les mains de M. Alain CRAPS ou de son remplaçant.

§7. Conformément au principe mentionné au §3, ces affiches sont apposées sur les panneaux communaux exclusivement par le personnel communal désigné à cette fin. Un dispositif empêchant le surcollage des affiches est mis en place.

Les représentants des listes peuvent demander un nouvel affichage pour autant que ladite demande soit dûment justifiée.

Il appartient au représentant de chaque liste d'avertir les services communaux de la détérioration éventuelle de ses affiches et de fournir celles qui les remplacent. Il est

procédé à un nouvel affichage dans les meilleurs délais en fonction de l'organisation des services communaux chargés de l'affichage.

§8. Depuis le jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et jusqu'au 13/10/2024 à 16h, l'organisation de caravanes motorisées dans le cadre des élections communales est interdite.

§9. Les réclamations portant sur l'application de la présente ordonnance doivent être introduites devant le Collège des bourgmestre et échevins.

### **Article 3 - Sanctions :**

Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans le présent règlement sont assimilés à du mobilier urbain. A ce titre, tant le Code pénal que le Règlement général de police prévoyant des amendes administratives sont d'application en cas de détérioration, notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions.

Toute personne qui commettrait une infraction à la présente ordonnance est passible d'une amende administrative d'un montant maximum de 500 EUR si elle est majeure et de 175 EUR maximum si elle est mineure ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits. En outre, les documents apposés en violation des dispositions du présent règlement seront enlevés d'office par le personnel communal, aux frais des contrevenants et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables, sans préjudice de l'application des sanctions administratives prévues par le Règlement général de police, s'il y a lieu.

### **Article 4 - Diffusion :**

Outre les mesures d'affichage prévues à l'article 112 de la nouvelle loi communale, un exemplaire de la présente ordonnance sera envoyé à chaque liste présentant des candidats aux élections communales, à l'adresse du siège de la liste ou de la personne qui a déposé la liste.

Cette ordonnance entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication et reste en vigueur jusqu'au 13/10/2024 à 16h.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

35 votants : 35 votes positifs.

### **Gemeenteraadsverkiezingen 2024 - Politieverordening - Aanplakking van verkiezingsaffiches - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het Algemeen politiereglement goedgekeurd in zijn zitting van 22/04/2024;

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 07/07/1994 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, de districtsraden en voor de rechtstreekse verkiezing van de raden voor maatschappelijk welzijn, en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het Brussels gemeentelijk kieswetboek, inzonderheid artikelen 22bis en 30;

Gelet op het politiebepsluit van 18/04/2024 van de Minister-President van het Brussels Gewest betreffende de verkiezingsreclame;

Overwegende dat de gemeenteraadsverkiezingen zullen plaatsvinden op 13/10/2024;

Overwegende dat de kandidaten die voorkomen op de lijsten die zijn opgesteld met het oog op de volgende gemeenteraadsverkiezingen, verkiezingsaffiches wensen op te hangen;

Gelet het aantal verkiezingsborden die op het grondgebied van de gemeente zullen worden geïnstalleerd;

Overwegende dat het de taak is van de gemeenten de handhaving van de openbare gezondheid, rust en orde te garanderen voor de bewoners, in het bijzonder op de openbare weg, op openbare plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het, om deze opdracht tijdens de verkiezingsperiode te kunnen vervullen, belangrijk is om verschillende maatregelen te nemen om de aanplakking op de openbare weg te reguleren;

Overwegende dat het belangrijk is om ongecontroleerde aanplakkingen te vermijden, zowel op private en openbare eigendommen als op straatmeubilair, die naast schade ook leiden tot aanzienlijke visuele vervuiling die schadelijk kan zijn voor de openbare veiligheid en rust;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het overplakken van affiches te voorkomen, met name in het belang van de openbare netheid en duurzame ontwikkeling;

Gelet op de resultaten die de verschillende partijen of lijsten hebben behaald bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen van 14/10/2018;

Overwegende dat, gelet op deze resultaten, objectief kan worden aangenomen dat een billijke verdeling van de aanplakplaatsen mogelijk is, rekening houdend met enerzijds het feit dat de politieke groepering of partij momenteel al dan niet vertegenwoordigd is in de Gemeenteraad, en anderzijds met de taalkundige affiliatie van deze partij of deze lijst;

Overwegende dat in geval van lidmaatschap van een "kartel" dat zich kandidaat stelt voor de gemeenteraadsverkiezingen (dat verschillende partijen verenigt op één en dezelfde lijst - bijvoorbeeld onder het acroniem "LB" of "intérêt communal" of een ander acroniem samengesteld uit de namen van verschillende partijen), ongeacht of deze al dan niet tweetalig is, dezelfde criteria zullen worden toegepast om de totale coëfficiënt van de affichageruimte te bepalen die aan dit kartel zal worden toegekend;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 135;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLUIT:

### **Artikel 1 - Voorwerp:**

§1. Deze ordonnantie is van toepassing op de verkiezingsaffiches die op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe worden aangeplakt met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen van 13/10/2024 en vult de bepalingen van het Algemeen politiereglement aan die daarop betrekking hebben.

## **Artikel 2 - Bepalingen betreffende verkiezingsaffiches:**

§1. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van het Algemeen politiereglement zijn verkiezingsaffiches verboden op de openbare weg, behalve, onder de voorwaarden bepaald in deze ordonnantie, op gemeentelijke verkiezingsborden die speciaal voor dit doel zijn voorzien.

§2. De gemeentelijke aankondigingsborden voor de gemeenteraadsverkiezingen bevinden zich op de volgende plekken:

1. Ridder Koninglaan (op de centrale berm gezien vanaf de parkeerplaats van Delhaize City),
2. Tombergplein (op het grasveld tegenover de Dapperenlaan),
3. Théodore De Cuypersstraat (tegenover de Jacques Brellaan),
4. Marcel Thiry laan (op de hoek met de Théodore De Cuypersstraat, bij het speelplein),
5. Emile Vanderveldelaan (op de hoek met de Albert Dumontlaan),
6. Struykbekeweg (langs de omheining van het Fallonstadion),
7. Woluwedal (op de hoek met de Vootstraat),
8. Brand Whitlocklaan (langs de omheining van de school),
9. Tweehuizenweg (achter de bushalte),
10. Paul-Henri Spaakpromenade (op de hoek met het Woluwedal).

Op elk van bovenvermelde plekken worden er tweeëntwintig borden geplaatst.

§3. De aanplakking op de gemeentelijke verkiezingsborden gebeurt uitsluitend door gemeentepersoneel dat daartoe is aangesteld. Ze mag in geen geval worden uitgevoerd door een andere persoon dan het gemeentepersoneel, al dan niet gemandateerd door de kandidaten of vertegenwoordigers van een lijst.

§4. Wat de toewijzing van affichageruimte betreft, beschikt elke lijst die vertegenwoordigd is in de Gemeenteraad over vier afficheborden. Lijsten die niet vertegenwoordigd zijn in de Gemeenteraad delen vier afficheborden, waarvan er twee gereserveerd zijn voor wettelijke bepalingen.

De aanplakking gebeurt in de volgorde van de nummers die aan de lijsten zijn toegekend, zodra die bekend zijn vanaf 19/09/2024. Tot die tijd gebeurt de aanplakking in aflopende volgorde van de resultaten die de lijsten hebben behaald bij de gemeenteraadsverkiezingen van 2018.

§5. Elke lijst die zijn affiches op de gemeentelijke verkiezingsborden wil laten aanbrengen, duidt een naar behoren gemachtigde vertegenwoordiger aan om deze affiches bij de gemeentelijke diensten in te dienen en de plaatsingsmodaliteiten te bepalen. Bij de eerste aanbieding van de affiches vermeldt de vertegenwoordiger de politieke partij(en) die de lijst waarvan hij de gevolmachtigde is, erkent (erkennen). De aangewezen vertegenwoordiger kan eventueel de gewenste lay-out van de affiches op de verkiezingsborden aangeven. Deze moet overeenkomen met de toegewezen ruimte. De affiches moeten voldoen aan de ter zake geldende wetten en reglementen.

§6. Affiches moeten worden neergelegd vanaf de 31/08/2024. De affiches moeten worden neergelegd op maandag van 8.00 tot 10.00 uur bij Wolu Techni-Cité, Stokkelsesteenweg 80, in handen van dhr. Alain CRAPS of zijn plaatsvervanger.

§7. Overeenkomstig het principe vermeld in §3 worden deze affiches uitsluitend door het daartoe aangestelde gemeentepersoneel op de gemeentelijke aankondigingsborden aangebracht. Er wordt een voorziening geïnstalleerd om te voorkomen dat de affiches

worden overgeplakt.

De vertegenwoordigers van de lijsten kunnen een nieuwe aanplakking aanvragen op voorwaarde dat het verzoek naar behoren wordt gemotiveerd.

Het is de verantwoordelijkheid van de vertegenwoordiger van elke lijst om de gemeentelijke diensten op de hoogte te brengen van eventuele schade aan zijn affiches en om de affiches te vervangen. Een nieuwe affiche zal zo snel mogelijk worden aangebracht, afhankelijk van de organisatie van de gemeentelijke diensten die verantwoordelijk zijn voor het aanplakken.

§8. Vanaf de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie tot 13/10/2024 om 16.00 uur is het organiseren van gemotoriseerde caravans ten behoeve van gemeenteraadsverkiezingen verboden.

§9. Klachten over de toepassing van deze verordening moeten worden ingediend bij het College van burgemeester en schepenen.

### **Artikel 3 - Sancties:**

De verkiezingsborden en -instrumenten waarnaar in dit reglement wordt verwezen, worden beschouwd als straatmeubilair. Als zodanig zijn zowel het Strafwetboek als het Algemeen politiereglement, die voorzien in administratieve boetes, van toepassing in geval van schade, in het bijzonder door het overplakken van affiches of het toevoegen van opschriften.

Iedere persoon die onderhavige verordening overtreedt, is strafbaar met een administratieve boete van maximaal 500 EUR indien hij of zij meerderjarig is en van maximaal 175 EUR indien hij of zij minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten. Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van dit reglement zijn aangebracht, automatisch verwijderd door het gemeentepersoneel, op kosten van de overtreders en, bij gebrek daaraan, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers, onverminderd de toepassing van de administratieve sancties voorzien in het Algemeen politiereglement, indien van toepassing.

### **Artikel 4 - Verspreiding:**

Naast de aanplakacties voorzien in artikel 112 van de nieuwe gemeentewet, zal een kopie van deze ordonnantie worden bezorgd aan elke lijst die kandidaten voorstelt voor de gemeenteraadsverkiezingen, op het adres van de maatschappelijke zetel van de lijst of van de persoon die de lijst heeft neergelegd.

Deze ordonnantie treedt in werking de dag na haar bekendmaking en blijft van kracht tot 13/10/2024 om 16.00 uur.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

*Isabelle Molenberg quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Julie Van Goidsenhoven-Bolle quitte la séance / verlaat de zitting.*

**Ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets, telle que modifiée, et notamment son article 19 § 6 qui dispose que : « [...] *les communes peuvent, le cas échéant, sur tout ou partie de leur territoire, imposer aux producteurs ou détenteurs de déchets de faire usage, sur le terrain dont ils sont propriétaires ou sur la voirie, de poubelles rigides individuelles dans lesquelles seront placés les sacs de déchets destinés à la collecte des biodéchets et des déchets résiduels, et ce en tenant compte des caractéristiques urbanistiques du territoire concerné et des capacités des producteurs ou détenteurs de déchets à pouvoir stocker ces poubelles rigides. [...]* » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment les articles 4 et 6 ;

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, telle que modifiée ;

Vu son ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques, arrêtée le 26/06/2023 ;

Considérant que les communes ont notamment pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics et qu'à cet effet, elles prennent toutes les mesures nécessaires en vue de notamment :

- promouvoir la propreté et l'hygiène des propriétés tant publiques que privées ;
- garantir la santé publique de leurs habitants ;

Considérant que sur le territoire de la commune, les renards, pies et autres animaux errants causent de nombreux désagréments en déchirant les sacs poubelles déposés sur les trottoirs, en attente de leur ramassage ;

Considérant que, dans un premier temps, une ordonnance a été prise le 25/05/2021, visant les quartiers Kapelleveld-UCL et Woluwe et que celle-ci ne concernait que les ménages ;

Considérant que l'ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques arrêtée le 26/06/2023 a étendu le champ d'application de l'ordonnance arrêtée le 25/05/2021 à toute la commune ;

Considérant que cette ordonnance ne préjuge pas de décisions complémentaires sur la base des évaluations du service de la propreté publique ;

Considérant qu'en égard à la nécessité pour les producteurs de déchets de s'équiper de manière adéquate, une mesure transitoire s'appliquera pour ce faire ;

Vu l'avis conforme favorable rendu le 11/05/2023 par l'Agence régionale pour la Propreté ;

Considérant que la loi du 11/12/2023 modifiant la loi du 24/06/2023 relative aux

sanctions administratives communales porte notamment le montant maximum de l'amende administrative pour les contrevenants majeurs à 500 EUR (anciennement 350 EUR) ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'adapter l'ordonnance en ce sens ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 ;

Sur proposition de Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver :

- la modification suivante à l'ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques :
  - modification de l'article 5.1 comme suit :

« §1 Quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance peut être puni d'une amende administrative.

§2 Sans préjudice de toute autre réglementation spécifique, y compris fiscale, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 500 EUR ou 175 EUR, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3 Quiconque a enfreint les dispositions de la présente ordonnance doit aussitôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer à la présente ordonnance. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant. » ;

- le texte définitif modifié de l'ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques, tel que repris ci-après :

### **Ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers et organiques**

#### **Article 1 :**

§1 « **Déchets** » : les déchets comprenant les :

- « **biodéchets** » : les déchets alimentaires ou de cuisine issus tant des ménages que du secteur non ménager ;
- « **déchets résiduels** » : les déchets non recyclables provenant de l'activité normale des ménages et du secteur non ménager.

Sont exclus : les déchets devant être collectés dans les sacs bleus, jaunes et verts.

§2 « **Agence régionale pour la Propreté** » : l'organisme d'intérêt public créé par l'ordonnance du 19/07/1990 chargé d'assurer les collectes périodiques en porte-à-porte des déchets ménagers et des déchets assimilés et/ou des déchets triés sélectivement.

§3 « **Poubelle rigide** » : le conteneur normalisé dont la matière, le volume, la couleur, les inscriptions individuelles sont validés par l'Agence régionale pour la Propreté, et ce, en fonction du type de déchets. Le mode de distribution ainsi que les points de vente sont quant à eux déterminés par la commune.

#### **Article 2 :**

§1 Les déchets visés à l'article 1, §1 sont impérativement placés dans les sacs réglementaires à l'intérieur de poubelles rigides telles que définies à l'article 1, §3 de la présente ordonnance.

§2 Le poids des sacs réglementaires ne peut dépasser 15 kg.

§3 Les immeubles à appartements doivent également faire usage de poubelles rigides pour les déchets visés à l'article 1.

§4 Les immeubles à appartements comprenant plus de 5 appartements et un local poubelles devront faire usage de conteneurs collectifs et conclure un contrat d'enlèvement avec un prestataire externe.

§5 Les ménages ou établissements du secteur non ménager ne pouvant techniquement accueillir les poubelles rigides ou ayant des difficultés justifiées à l'utilisation de ces dernières peuvent être autorisés à poursuivre l'utilisation des sacs réglementaires en adressant une demande de dérogation écrite et motivée auprès du Collège des bourgmestre et échevins qui statuera sur la demande.

### **Article 3 :**

La présente ordonnance s'appliquera progressivement à l'ensemble du territoire communal selon les modalités temporelles arrêtées par le Collège.

Les décisions du Collège seront communiquées pour information au Conseil communal dès la plus prochaine séance qui suit.

### **Article 4 :**

§1 La/Le (Les) poubelle(s) rigide(s) / conteneur(s) est (sont) déposée(s) devant l'immeuble d'où elle/il(s) provient(nent), au(x) jour(s) et selon les modalités fixés par l'Agence régionale pour la Propreté.

Lorsque la collecte a lieu le matin, les poubelles rigides / conteneurs sont déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion.

Lorsque la collecte est effectuée en soirée, les poubelles rigides / conteneurs sont déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

L'usager prendra également toutes les précautions compte tenu des circonstances et prévisions météorologiques.

§2 Les poubelles rigides / conteneurs doivent être placés en bord de chaussée, contre la façade ou contre l'alignement, à l'entrée des voies inaccessibles aux véhicules de collecte ou des chemins privés. Ils ne peuvent en aucun cas gêner ou entraver la circulation des usagers de la voie publique et doivent être parfaitement visibles de la rue.

Le dépôt ne peut se faire ni devant la maison ou la propriété voisine, ni au pied des arbres d'alignement, ni autour du mobilier urbain.

§3 Chaque usager devra inscrire sur la poubelle rigide / le conteneur le numéro de police de son immeuble.

§4 Au cas où une voirie publique, en raison de son état ou suite à une circonstance particulière, ne serait pas accessible aux véhicules de collecte à l'heure habituelle de passage, l'Agence régionale pour la Propreté, en accord avec l'autorité communale, peut obliger les riverains à placer leurs poubelles rigides à un point de rassemblement déterminé et communiqué par toute voie de communication jugée appropriée.

§5 Sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, les poubelles rigides doivent être rentrées :

- pour les collectes le matin : le jour même de la collecte au plus tard à 20 heures ;
- pour les collectes en soirée : le lendemain au plus tard à 10 heures.

§6 Après enlèvement des déchets, l'occupant de l'immeuble dont ils sont issus est tenu de nettoyer la voie publique s'il s'avère que celle-ci a été souillée par leur présence.

§7 Si pour quelque raison que ce soit (neige, verglas, grève...), le ramassage n'a pas été effectué, les récipients de collecte et, d'une manière générale, et sans préjudice de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement,, les déchets non enlevés le jour de la collecte par l'Agence régionale pour la Propreté doivent être rentrés par les personnes les ayant déposés, et ce, le jour même du ramassage, à 20 heures au plus tard.

## **Article 5 :**

### **Article 5.1**

§1 Quiconque contrevient aux dispositions de la présente ordonnance peut être puni d'une amende administrative.

§2 Sans préjudice de toute autre réglementation spécifique, y compris fiscale, cette amende administrative ne peut excéder la somme de 500 EUR ou 175 EUR, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

§3 Quiconque a enfreint les dispositions de la présente ordonnance doit aussitôt régulariser la situation et remettre les choses en état de manière à se conformer à la présente ordonnance. Pour ce faire, il suivra les éventuelles recommandations de l'autorité compétente. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

### **Article 5.2**

Conformément à la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions administratives et mesures alternatives établies par la présente ordonnance peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 15.

### **Article 5.3**

Conformément à la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions et les mesures alternatives décidées par le fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnées à la gravité des faits qui les motivent.

### **Article 5.4**

§1 Prestation citoyenne

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

§2 Médiation locale

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer une médiation locale au contrevenant ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette médiation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi 24/06/2013.

### **Article 5.5**

§1 Implication parentale

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proposer une procédure d'implication parentale au père, à la mère, au tuteur ou à la personne ayant la garde du contrevenant mineur de 18 ans accomplis au moment des faits.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

#### §2 Médiation locale pour les mineurs

Le fonctionnaire sanctionnateur propose une médiation locale au contrevenant mineur âgé de 16 ans accomplis au moment des faits.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

#### §3 Prestation citoyenne pour les mineurs

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation locale, le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer une prestation citoyenne au contrevenant mineur âgé de 16 ans accomplis au moment des faits.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24/06/2013.

### **Article 6 :**

§1 La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> du mois qui suit celui de sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale.

Dès son entrée en vigueur, la présente ordonnance abroge l'ordonnance relative à l'utilisation de poubelles rigides pour la collecte des déchets ménagers, arrêtée le 25/05/2021.

§2 Toutefois, afin de laisser aux citoyens le temps suffisant pour s'organiser, le non-respect de la présente ordonnance ne fera l'objet que d'un simple avertissement pendant les trois mois qui suivent son entrée en vigueur.

§3 Cette ordonnance ne s'applique pas aux collectes visées par un contrat spécifique conclu avec l'Agence régionale pour la Propreté.

§4 Cette ordonnance s'applique sans préjudice de l'ordonnance du 14/06/2012 relative aux déchets et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 09/02/2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18/07/2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ou tout autre texte qui viendrait les remplacer et/ou les modifier.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

### **Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval - Wijziging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14/06/2012 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 19 § 6 dat het volgende bepaalt: "[...] kunnen de gemeenten, in voorkomend geval, op hun hele grondgebied of op een deel ervan, de producenten of houders van afvalstoffen verplichten om op het terrein waarvan ze eigenaar zijn, of op de weg, gebruik te maken van individuele harde vuilnisbakken waarin de vuilniszakken bestemd voor de ophaling van bioafval en restafval worden geplaatst rekening houdend met de stedenbouwkundige kenmerken van het grondgebied in kwestie en de mogelijkheden van de producenten of houders van afvalstoffen om die harde vuilnisbakken binnen te zetten. [...]";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18/07/2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, in het bijzonder artikelen 4 en 6;

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval, aangenomen op 26/06/2023;

Overwegende dat de gemeenten met name als opdracht hebben om hun inwoners de voordelen te laten genieten van een goed politieel bestuur, met name op het vlak van netheid, hygiëne, veiligheid en rust in de straten en openbare plaatsen en gebouwen en dat ze daartoe alle nodige maatregelen nemen om onder meer:

- de netheid en hygiëne van zowel openbare als particuliere eigendommen te bevorderen;
- de volksgezondheid van hun inwoners te waarborgen;

Overwegende dat op het grondgebied van de gemeente vossen, eksters en andere zwerfdieren tal van ongemakken veroorzaken door de vuilniszakken die op de trottoirs zijn gedeponerd, te verscheuren in afwachting van hun ophaling;

Overwegende dat aanvankelijk een ordonnantie op 25/05/2021 werd uitgevaardigd die gericht was op de wijken Kapelleveld-UCL en Woluwe en alleen betrekking had op huishoudens;

Overwegende dat de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval, aangenomen op 26/06/2023, het toepassingsgebied van de ordonnantie aangenomen op 25/05/2021 heeft uitgebreid tot de hele gemeente;

Overwegende dat deze ordonnantie niet vooruitloopt op verdere beslissingen op basis van de evaluaties van de dienst Openbare reinheid;

Overwegende dat aangezien de producenten van afvalstoffen zich op adequate wijze moeten uitrusten, hiervoor een overgangsmaatregel zal gelden;

Gelet op het gunstig advies afgeleverd op 11/05/2023 door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Overwegende dat de wet van 11/12/2023 tot wijziging van de wet van 24/06/2023 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor meerderjarige overtreders optrekt tot 500 EUR (vroeger 350 EUR);

Overwegende dat de huidige ordonnantie bijgevolg dienovereenkomstig moet worden aangepast;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

**BESLIST** om het volgende goed te keuren:

- de volgende wijziging van de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval:
  - wijziging van artikel 5.1 als volgt:

"§1 Een ieder die handelt in strijd met de bepalingen van deze ordonnantie kan worden gestraft met een administratieve boete.

§2 Onverminderd andere specifieke reglementeringen, waaronder fiscale, mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 500 EUR of 175 EUR, naargelang de overtreder op het ogenblik van de feiten meerderjarig of minderjarig was.

§3 Een ieder die de bepalingen van deze ordonnantie heeft overtreden, moet de situatie onmiddellijk herstellen en alles opnieuw in overeenstemming brengen met deze ordonnantie. Daartoe zal hij de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid volgen. Bij gebreke daarvan behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om op kosten en risico van de overtreder actie te ondernemen."

- de gewijzigde definitieve tekst van de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval, zoals hieronder opgenomen:

### **Ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk en organisch afval**

#### **Artikel 1:**

§1 "Afvalstoffen": afvalstoffen, waaronder:

- "bioafval": voedsel- of keukenafval van zowel de huishoudelijke als de niet-huishoudelijke sector;
- "restafval": niet-recycleerbaar afval afkomstig van de normale activiteiten van huishoudens en de niet-huishoudelijke sector.

Uitgesloten: afval dat in blauwe, gele en groene zakken moet worden ingezameld.

§2 "Gewestelijk Agentschap voor Netheid": de instelling van openbaar nut die is opgericht bij de ordonnantie van 19/07/1990 en belast is met de periodieke huis-aan-huisophaling van huishoudelijk en soortgelijk afval en/of selectief gesorteerd afval.

§3 "Harde vuilnisbak": de gestandaardiseerde container waarvan het materiaal, het volume, de kleur en de individuele opschriften worden bepaald door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, afhankelijk van het soort afval. De wijze van distributie en de verkooppunten worden bepaald door de gemeente.

#### **Artikel 2:**

§1 Het in artikel 1, §1, bedoelde afval moet in de voorgeschreven zakken worden geplaatst in harde vuilnisbakken als omschreven in artikel 1, §3, van deze ordonnantie.

§2 Het gewicht van de voorgeschreven zakken mag niet meer bedragen dan 15 kg.

§3 Flatgebouwen moeten voor het in artikel 1 bedoelde afval eveneens gebruik maken van harde vuilnisbakken.

§4 Flatgebouwen met meer dan 5 appartementen en een afvalruimte moeten collectieve containers gebruiken en een ophaalcontract sluiten met een externe dienstverlener.

§5 Huishoudens of inrichtingen in de niet-huishoudelijke sector die technisch niet in staat zijn vaste vuilnisbakken te gebruiken of die gerechtvaardigde moeilijkheden ondervinden om deze te gebruiken, kunnen toestemming krijgen om de reglementaire zakken te blijven gebruiken door een schriftelijk en gemotiveerd verzoek om vrijstelling in te dienen bij het College van burgemeester en schepenen, dat zich over de aanvraag uitspreekt.

### **Artikel 3:**

Deze ordonnantie zal geleidelijk in de gehele gemeente van toepassing zijn overeenkomstig de door het College vastgestelde tijdsregeling.

De beslissingen van het College zullen tijdens de eerstvolgende zitting ter informatie aan de Gemeenteraad worden meegedeeld.

### **Artikel 4:**

§1 De harde vuilnisbak(ken) / container(s) wordt (worden) gedeponeerd voor het gebouw waarvan ze afkomstig is (zijn), op de dag(en) en op de wijze die door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid worden vastgesteld.

Wanneer de ophaling 's morgens plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken / containers de avond voor de ophaling na 18.00 uur gedeponeerd of op de dag zelf van ophaling voordat de vuilniswagen langskomt.

Wanneer de ophaling 's avonds plaatsvindt, worden de harde vuilnisbakken na 18.00 uur gedeponeerd op de dag zelf van ophaling voordat de vuilniswagen langskomt.

De gebruiker moet ook alle voorzorgsmaatregelen treffen in het licht van de omstandigheden en de weersvoorspellingen.

§2 De harde vuilnisbakken / containers moeten aan de rand van de weg worden geplaatst, tegen de gevel of tegen de rooilijn, bij de ingang van voor vuilniswagens ontoegankelijke rijstroken of privéwegen. Zij mogen in geen geval het verkeer van de gebruikers van de openbare weg hinderen of belemmeren en moeten vanaf de straat perfect zichtbaar zijn.

Ze mogen niet gedeponeerd worden voor het naburige huis of eigendom, noch aan de voet van de rooibomen noch rond het stadsmeubilair.

§3 Elke gebruiker moet op de harde vuilnisbak / container het polisnummer van zijn gebouw schrijven.

§4 Indien een openbare weg, door zijn toestand of ten gevolge van een bijzondere omstandigheid, niet toegankelijk is voor ophaalwagens op het gebruikelijke tijdstip van doorgang, kan het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, in overleg met het gemeentebestuur, de inwoners verplichten hun harde vuilnisbakken te plaatsen op een welbepaalde verzamelplaats die wordt meegedeeld via elk communicatiemiddel dat daartoe geschikt wordt geacht.

§5 Onverminderd het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18/07/2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, moeten de harde vuilnisbakken worden binnengezet:

- voor de ophalingen 's morgens: op de dag van ophaling uiterlijk om 20.00 uur;
- voor de ophalingen 's avonds: de volgende dag uiterlijk om 10.00 uur.

§6 Na verwijdering van het afval is de bewoner van het gebouw waarvan het afkomstig is, verplicht de openbare weg schoon te maken als blijkt dat deze door de aanwezigheid van de zakken bevuild is.

§7 Indien om welke reden dan ook (sneeuw, ijs, staking...) de ophaling niet heeft plaatsgevonden, moeten de ophaalcontainers en in het algemeen het afval dat op de dag van ophaling door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid niet is opgehaald, op de dag van ophaling uiterlijk om 20.00 uur terug binnen worden gezet door de personen die het hebben gedeponeerd, onverminderd het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18/07/2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering.

## **Artikel 5:**

### **Artikel 5.1**

§1 Een ieder die handelt in strijd met de bepalingen van deze ordonnantie kan worden gestraft met een administratieve boete.

§2 Onverminderd andere specifieke reglementeringen, waaronder fiscale, mag deze administratieve geldboete niet hoger zijn dan 500 EUR of 175 EUR, naargelang de overtreder op het ogenblik van de feiten meerderjarig of minderjarig was.

§3 Een ieder die de bepalingen van deze ordonnantie heeft overtreden, moet de situatie onmiddellijk herstellen en alles opnieuw in overeenstemming brengen met deze ordonnantie. Daartoe zal hij de eventuele aanbevelingen van de bevoegde overheid volgen. Bij gebreke daarvan behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om op kosten en risico van de overtreder actie te ondernemen.

### **Artikel 5.2**

In overeenstemming met de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, kunnen de bij deze ordonnantie vastgestelde administratieve sancties en alternatieve maatregelen in geval van recidive binnen 24 maanden na de oplegging van een sanctie worden verhoogd, zonder dat wordt afgeweken van de in artikel 15 genoemde bedragen.

### **Artikel 5.3**

In overeenstemming met de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, staan de sancties en alternatieve maatregelen waartoe de sanctionerende ambtenaar uit hoofde van deze ordonnantie heeft besloten, in verhouding tot de ernst van de feiten waarvoor zij zijn opgelegd.

### **Artikel 5.4**

#### **§1 Gemeenschapsdienst**

De sanctionerende ambtenaar kan, wanneer hij dit passend acht, een gemeenschapsdienst voorstellen aan de overtreder die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 18 jaar heeft bereikt.

Deze dienst wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

#### **§2 Lokale bemiddeling**

De sanctionerende ambtenaar kan de vader, de moeder, de voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder die op het ogenblik van de feiten jonger is dan 18 jaar, een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorstellen.

Deze bemiddeling wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

### **Artikel 5.5**

#### **§1 Ouderlijke betrokkenheid**

De sanctionerende ambtenaar kan de vader, de moeder, de voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder die op het ogenblik van de feiten jonger is dan 18 jaar, een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorstellen.

Deze procedure wordt uitgevoerd in overeenstemming met de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

#### **§2 Lokale bemiddeling voor minderjarigen**

De sanctionerende ambtenaar stelt lokale bemiddeling voor aan de minderjarige overtreder die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

Deze procedure wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

#### **§3 Burgerdienst voor minderjarigen**

Indien het aanbod van lokale bemiddeling wordt geweigerd of mislukt, kan de

sanctionerende ambtenaar, indien hij dit passend acht, een burgerdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

Deze dienst wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden die zijn vastgelegd in de wet van 24/06/2013.

**Artikel 6:**

§1 Onderhavige ordonnantie treedt in werking op de eerste van de maand die volgt op de bekendmaking ervan, overeenkomstig artikel 114 van de nieuwe gemeentewet.

Zodra zij in werking treedt, trekt deze ordonnantie de ordonnantie betreffende het gebruik van harde vuilnisbakken voor het ophalen van huishoudelijk afval, aangenomen op 25/05/2021, in.

§2 Om de burgers echter voldoende tijd te geven om zich te organiseren, zal niet-naleving van deze ordonnantie slechts het voorwerp uitmaken van een eenvoudige waarschuwing gedurende de drie maanden na de inwerkingtreding ervan.

§3 Deze ordonnantie is niet van toepassing op ophalingen die onder een specifiek contract met het Gewestelijk Agentschap voor Nethheid vallen.

§4 Deze ordonnantie is van toepassing onverminderd de ordonnantie van 14/06/2012 betreffende afvalstoffen en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09/02/2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18/07/2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0006 **Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, arrêté par le Conseil communal en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013, du 17/12/2018 et du 24/04/2023 ;

Considérant que la commune, pour des raisons de sécurité, a interdit la circulation des chiens non tenus en laisse ;

Considérant qu'à la demande des propriétaires de chiens, une zone de liberté a toutefois été accordée sur les hauteurs du Parc de Roodebeek ;

Considérant toutefois qu'une seule zone de liberté pour tout le territoire communal

était trop faible compte tenu de la demande et de l'étendue du territoire et qu'il a semblé opportun de permettre aux propriétaires de chiens de les laisser courir sans laisse dans une seconde zone (soit au stade Fallon) ;

Considérant que la zone clôturée du stade communal semble adéquate mais en limitant les heures d'accès afin de veiller à la tranquillité des riverains ;

Considérant que la loi du 11/12/2023 modifiant la loi du 24/06/2023 relative aux sanctions administratives communales porte notamment le montant maximum de l'amende administrative pour les contrevenants majeurs à 500 EUR (anciennement 350 EUR) ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver :

- les modifications suivantes au règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, approuvé en séance publique du 19/03/2012 et modifié en séances du 18/11/2013, du 17/12/2018 et du 24/04/2023 :

- modification de l'article 6.3 comme suit :

« Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :

6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :

- les hauteurs du Parc de Roodebeek ;
- la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h du lundi au vendredi. **Le samedi et le dimanche, ainsi que les jours fériés, l'accès est limité de 09h à 12h30.** » ;

- modification de l'article 9 : les mots « 350 EUR » sont remplacés par les mots « 500 EUR » :

« Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement ou non titulaire d'une autorisation requise pour les activités soumises à autorisation sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, à savoir 500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis au moment des faits.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative. » ;

- le texte définitif modifié du règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, tel que repris ci-après :

# **Règlement de police concernant l'usage et l'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert**

## **Article 1<sup>er</sup>**

Le présent règlement s'applique à tous les usagers des parcs, espaces verts et aires de jeux situés sur le domaine public de la commune de Woluwe-Saint-Lambert à l'exception des parcs et espaces verts gérés par une autre autorité administrative.

## **Article 2**

Sauf s'il en est disposé autrement à l'entrée des lieux précités, notamment par pictogramme, les heures d'ouverture sont les suivantes :

- 1) pour les parcs et espaces verts :
  - du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre : de 06h à 23h.
  - du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars : de 07h à 21h.

2) pour les plaines de jeux :

- du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre : de 07h à 22h.
- du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars : de 08h à 20h.

## **Article 3**

Sans préjudice des obligations découlant des prescriptions contenues dans les arrêtés de classement et de sauvegarde, toute activité organisée ayant un caractère collectif ou étant susceptible de causer des dommages aux arbres, aux pelouses, aux massifs arbustifs et boisés, aux chemins, sentiers et aux équipements de diverses natures ne peut avoir lieu dans les parcs, espaces verts et aires de jeux en l'absence d'autorisation délivrée par le bourgmestre.

## **Article 4**

Aucun véhicule motorisé n'est autorisé dans lesdits espaces sauf véhicules de sécurité, de service de la commune ou véhicules disposant d'une autorisation du bourgmestre. Leur vitesse de circulation est limitée à 5 km/h.

## **Article 5**

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les espaces visés par le présent règlement :

- 5.1. de franchir les clôtures.
- 5.2. d'endommager les plantations, le mobilier, les constructions, les chemins divers.
- 5.3. d'enlever les bourgeons et les fleurs ou d'arracher des plantes quelconques.
- 5.4. de grimper aux arbres.
- 5.5. de jouer sur les plans d'eau lorsqu'ils sont gelés.
- 5.6. de faire du feu.
- 5.7. de camper.
- 5.8. de pratiquer des activités susceptibles de gêner les riverains et les usagers, de perturber la quiétude des lieux et la tranquillité des promeneurs et d'affecter la flore ou la faune.
- 5.9. de laisser des enfants sans surveillance.
- 5.10. d'utiliser les emplacements et équipements réservés à des jeux spécifiques à d'autres fins.
- 5.11. de jeter des objets et des débris ailleurs que dans les poubelles.
- 5.12. de se livrer à tout dépôt clandestin d'objets ou d'immondices.
- 5.13. d'aller soi-même ou de laisser aller les animaux dans les pièces d'eau.
- 5.14. d'accéder avec des animaux dans les aires de jeux et les zones réservées aux enfants, aux jeux et aux sports ou de les inciter à détruire les engins de jeux, l'équipement ou le mobilier.

- 5.15. de nourrir les animaux, sauf aux endroits prévus à cet effet.
- 5.16. de prendre ou de blesser des animaux, de détruire les nids par quelque moyen que ce soit.
- 5.17. de laisser les animaux domestiques faire leurs besoins dans des lieux non prévus à cet effet.
- 5.18. de s'asseoir sur le dossier des bancs publics de même que de se coucher dessus.
- 5.19. de circuler dans les endroits interdits d'accès.
- 5.20. de stationner devant les entrées et accès des parcs, espaces verts et aires de jeux.
- 5.21. de fumer dans les aires de jeux et les aires réservées aux enfants, aux jeux et aux sports.

#### **Article 6**

Sans préjudice des dispositions légales applicables dans les parcs, espaces verts et aires de jeux, l'autorisation du bourgmestre est nécessaire pour :

- 6.1. y introduire des objets encombrants ou des animaux dangereux.
- 6.2. circuler à bicyclette, trottinette, planches à roulettes, patins à roulettes, etc., en dehors des pistes cyclables, des chemins et des sentiers en dur, exception faite des vélos pour enfant de moins de 11 ans.
- 6.3. circuler avec des chiens non tenus en laisse, à l'exception des endroits spécialement prévus à cet effet :
  - les hauteurs du Parc de Roodebeek ;
  - la zone clôturée du stade communal entre 09h et 20h du lundi au vendredi. Le samedi et le dimanche, ainsi que les jours fériés, l'accès est limité de 09h à 12h30.
- 6.4. colporter ou vendre quoi que ce soit.
- 6.5. se livrer à toute action publicitaire que ce soit par l'apposition de banderoles, d'affiches ou de panneaux commerciaux ou par l'usage de tout autre procédé.
- 6.6. pêcher dans les étangs ou les bassins.

#### **Article 7**

Toute personne qui n'obtempérerait pas aux injonctions des fonctionnaires de police ou aux instructions données par toute autre personne habilitée par le Collège des bourgmestre et échevins pourra être expulsée.

#### **Article 8**

Le bourgmestre ou l'autorité qu'il désigne peut ordonner la fermeture des espaces prévus au présent règlement en cas de nécessité.

#### **Article 9**

Toute personne ayant commis une infraction au présent règlement ou non titulaire d'une autorisation requise pour les activités soumises à autorisation sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 13/05/1999, à savoir 500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis au moment des faits.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Des mesures alternatives de prestation citoyenne (facultative) et de médiation locale (obligatoire pour les mineurs et facultative pour les majeurs) sont mises en place.

En ce qui concerne les mineurs, une procédure d'implication parentale facultative est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, à l'imposition d'une amende administrative.

#### **Article 10**

Le bourgmestre peut refuser toute occupation temporaire de parc, espace vert ou d'aire

de jeux.

### **Article 11**

Tout point non repris dans le présent règlement sera tranché par le Collège des bourgmestre et échevins.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

### **Politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Wijziging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd door de Gemeenteraad in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013, 17/12/2018 en 24/04/2023;

Overwegende dat de gemeente om veiligheidsredenen het verkeer van honden zonder leiband heeft verboden;

Overwegende dat op verzoek van de hondeneigenaars toch een hondenlosloopzone is toegekend in de hoogtes van het Roodebeekpark;

Overwegende echter dat één enkele hondenlosloopzone voor het gehele gemeentelijke grondgebied te weinig was gezien de vraag en de omvang van het grondgebied en dat het aangewezen leek de hondeneigenaars toe te staan hun honden los te laten lopen in een tweede zone (in het Fallonstadion);

Overwegende dat de omheinde zone van het gemeentestadion adequaat lijkt, maar dat de toegangsuren moeten worden beperkt om de rust van de wijkbewoners te waarborgen;

Overwegende dat de wet van 11/12/2023 tot wijziging van de wet van 24/06/2023 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties het maximumbedrag van de administratieve geldboete voor meerderjarige overtreders optrekt tot 500 EUR (vroeger 350 EUR);

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST om het volgende goed te keuren:

- de volgende wijzigingen van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, goedgekeurd in openbare zitting van 19/03/2012 en gewijzigd in zittingen van 18/11/2013, 17/12/2018 en 24/04/2023:
  - wiiziging van artikel 6.3 als volgt:

“Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:

6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:

- de hoogtes van het Roodebeekpark;
- de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur, van maandag tot vrijdag. **Op zaterdag en zondag, evenals op feestdagen, is de toegang beperkt van 9.00 tot 12.30 uur.**
  - wijziging van artikel 9: de woorden "350 EUR" worden vervangen door de woorden "500 EUR":

“Iedere persoon die een inbreuk pleegt op onderhavig reglement of die geen houder is van een vereiste toelating voor activiteiten waarvoor een toelating nodig is, zal een administratieve boete opgelegd krijgen volgens de tarieven voorzien door de wet van 13/05/1999, namelijk maximaal 500 EUR indien deze persoon meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer deze persoon minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten.

Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.”;

- de gewijzigde definitieve tekst van het politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-LambrechtsWoluwe, zoals hieronder opgenomen:

### **Politiereglement houdende het gebruik en de bezetting van parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe**

#### **Artikel 1**

Onderhavig reglement is van toepassing op alle gebruikers van de parken, groene ruimtes en speelpleinen op het openbaar domein van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met uitzondering van de parken en groene ruimtes die door een ander administratief bestuur beheerd worden.

#### **Artikel 2**

Behalve indien aan de ingangen van voornoemde plaatsen anders wordt aangeduid, met name door middel van pictogrammen, zijn de openingsuren de volgende;

- 1) voor de parken en groene ruimtes:
  - van 1 april tot en met 30 september: van 6.00 tot 23.00 uur.
  - van 1 oktober tot en met 31 maart: van 7.00 tot 21.00 uur.
- 2) voor de speelpleinen:
  - van 1 april tot en met 30 september: van 7.00 tot 22.00 uur.
  - van 1 oktober tot en met 31 maart: van 8.00 tot 20.00 uur.

### **Artikel 3**

Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit de voorschriften vervat in de beschermings- en bewaringsbesluiten is, bij ontstentenis van een toelating toegekend door de burgemeester, iedere georganiseerde activiteit met een collectief karakter of van dien aard dat er schade berokkend zou kunnen worden aan de bomen, grasvelden, het struikgewas, de wegen, paden en de verschillende soorten uitrusting niet toegestaan in de parken, groene ruimtes en speelpleinen.

### **Artikel 4**

In voormelde ruimtes zijn geen gemotoriseerde voertuigen toegestaan behalve voertuigen van de veiligheidsdiensten, dienstwagens van de gemeente of voertuigen die een toelating hebben van de burgemeester. Hun snelheid is beperkt tot 5 km/u.

### **Artikel 5**

Onverminderd de bestaande wettelijke bepalingen verbiedt onderhavig reglement de volgende zaken in voormelde ruimtes:

- 5.1. over de omheiningen kruipen.
- 5.2. de diverse aanplantingen, meubilair, constructies, wegen beschadigen.
- 5.3. knoppen en bloemen van welke plant dan ook meenemen of afrukken.
- 5.4. in de bomen klimmen.
- 5.5. op de waterpartijen spelen wanneer deze bevroren zijn.
- 5.6. vuur aanmaken.
- 5.7. kamperen.
- 5.8. activiteiten ontplooiën die de omwonenden en gebruikers zouden kunnen storen, de stilte van de plaats, de rust van de wandelaars, en de flora of de fauna zouden kunnen verstoren.
- 5.9. kinderen onbeheerd laten.
- 5.10. de ruimtes en de uitrustingen die specifiek voor het spel zijn voorbehouden voor andere doeleinden gebruiken.
- 5.11. voorwerpen en afval elders werpen dan in de vuilnisbakken.
- 5.12. iedere vorm van sluikestorten.
- 5.13. zelf waterpartijen betreden of dit toestaan aan dieren.
- 5.14. met dieren de speelpleinen of de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport betreden of dieren aanzetten om speeltoestellen, uitrusting of het meubilair te vernielen.
- 5.15. de dieren voederen, behalve op de hiervoor voorziene plaatsen.
- 5.16. op welke wijze dan ook dieren vastgrijpen of verwonden of nesten vernielen.
- 5.17. huisdieren hun natuurlijke behoefte laten doen op plaatsen die hier niet voor voorzien zijn.
- 5.18. op de rugleuning van de openbare banken zitten of op de banken gaan liggen.
- 5.19. plaatsen betreden waarvan de toegang verboden is.
- 5.20. voor de ingangen en toegangen van de parken, groene ruimtes en speelpleinen parkeren.
- 5.21. roken in de speelpleinen en de zones voorbehouden aan kinderen, aan spelletjes en aan sport.

### **Artikel 6**

Onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn in de parken, groene ruimtes en speelpleinen is voor de volgende zaken de toestemming van de burgemeester vereist:

- 6.1. er hinderlijke voorwerpen of gevaarlijke dieren naartoe brengen.
- 6.2. zich buiten de fietspaden en de verharde wegen en paden verplaatsen per fiets, step, skateboard, rolschaatsen, enz., met uitzondering van fietsjes voor kinderen jonger dan 11 jaar.
- 6.3. er zich begeven met honden die niet aan de leiband worden gehouden, met

uitzondering van de plaatsen die hier speciaal voor zijn voorzien:

- de hoogtes van het Roodebeekpark;
- de omheinde zone van het gemeentestadion tussen 9.00 en 20.00 uur, van maandag tot vrijdag. Op zaterdag en zondag, evenals op feestdagen, is de toegang beperkt van 9.00 tot 12.30 uur.

6.4. leuren of wat dan ook verkopen.

6.5. reclame voeren door spandoeken, affiches of reclameborden aan te brengen, of door het gebruik van gelijk welke andere procedure.

6.6. vissen in de vijvers of de bekkens.

#### **Artikel 7**

Iedere persoon die geen gevolg geeft aan de bevelen van de politieambtenaren of aan de richtlijnen van alle andere personen die hiertoe door het College van burgemeester en schepenen bevoegd werden, zal er uitgezet kunnen worden.

#### **Artikel 8**

De burgemeester of de door hem aangeduide autoriteit kan, indien nodig, de sluiting bevelen van de ruimtes die in onderhavig reglement bedoeld zijn.

#### **Artikel 9**

Iedere persoon die een inbreuk pleegt op onderhavig reglement of die geen houder is van een vereiste toelating voor activiteiten waarvoor een toelating nodig is, zal een administratieve boete opgelegd krijgen volgens de tarieven voorzien door de wet van 13/05/1999, namelijk maximaal 500 EUR indien deze persoon meerderjarig is en maximaal 175 EUR wanneer deze persoon minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt op het ogenblik van de feiten.

Herhaling bestaat wanneer de overtreder reeds werd gesanctioneerd voor eenzelfde inbreuk binnen de vierentwintig maanden voorafgaand aan de nieuwe vaststelling van de inbreuk.

Er worden alternatieve maatregelen van gemeenschapsdienst (facultatief) en van lokale bemiddeling (verplicht voor de minderjarigen en facultatief voor de meerderjarigen) voorzien.

Wat de minderjarigen betreft, kan er een procedure van ouderlijke betrokkenheid worden voorzien voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of, desgevallend, de oplegging van een administratieve boete.

#### **Artikel 10**

De burgemeester kan iedere tijdelijke bezetting van park, groene ruimte of speelplein weigeren.

#### **Artikel 11**

Iedere punt dat niet in onderhavig reglement is opgenomen, wordt door het College van burgemeester en schepenen beslist.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Commune de Woluwe-Saint-Lambert c/ Fedasil - Arrêté de réquisition du bourgmestre du 25/04/2024 - Arrêt de la Cour d'appel du 23/05/2024 - Tierce opposition - Autorisation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté de police pris par le bourgmestre le 25/04/2024, réquisitionnant une aile vide du Centre Ariane sis avenue Ariane 7, afin d'y reloger les occupantes sans titre ni droit de l'hôtel Monty suite à leur expulsion ;

Considérant que cet arrêté a été dûment notifié à la SLRB (propriétaire du bâtiment), Fedasil et la « Rode Kruis » (gestionnaires exclusifs du Centre) à cette même date ;

Considérant que le 03/05/2024, Fedasil a introduit un recours en extrême urgence contre cet arrêté de réquisition du bourgmestre ;

Considérant que le 13/05/2024, le Conseil d'Etat a rejeté ce recours, s'estimant incompétent pour connaître de ce dernier ; qu'en effet, le Conseil d'Etat a considéré qu'*« il résulte des dispositions précitées que, comme l'a jugé l'arrêt n° 69.976 du 3 décembre 1997, « la phase judiciaire de la réquisition [...] ressortit au juge de paix, et [...] est régie par l'ensemble des règles prévues par ce Code » et que « la légalité des décisions du bourgmestre est soumise, sous tous ses aspects, au contrôle du juge de paix ».* En l'espèce, le préambule de l'acte attaqué, adopté par le bourgmestre, mentionne, notamment, l'article 134bis de la Nouvelle loi communale, la motivation de cet acte indique qu'il en applique le principe, son dispositif procède à la réquisition d'un immeuble et le moyen unique de la requête invoque la violation de cette disposition légale. Le présent recours porte dès lors *prima facie* sur une contestation visée à l'article 591, 8°, du Code judiciaire » ;

Considérant que le 14/05/2024, l'expulsion des occupantes sans titre ni droit de l'hôtel Monty a eu lieu ; que le bourgmestre a dès lors ordonné l'exécution de son arrêté de réquisition d'une aile vide du Centre Ariane ;

Considérant que le même jour, la commune s'est vue citée à comparaître par Fedasil devant le Juge de paix en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté de réquisition mentionné ci-dessus ; que la date de comparution devant le Juge de paix est fixée au 11/06/2024 ;

Considérant qu'il apparaît qu'entre-temps, Fedasil a également et en parallèle introduit une requête unilatérale en extrême urgence devant le Président du Tribunal de première instance, en vue d'obtenir la suspension des démarches liées à l'exécution de l'arrêté de réquisition ainsi que la déclaration selon laquelle la réquisition d'une aile du Centre Ariane par le bourgmestre est illégale ;

Considérant que le Président du Tribunal de première instance a rejeté cette requête unilatérale au motif qu'*« aucune explication un tant soit peu crédible n'est donnée quant au recours à la procédure unilatérale, ce qui démontre la nécessité d'une procédure contradictoire en référé, la requérante cherchant cependant « à tout prix à éviter ce débat contradictoire »*, vu l'existence d'un inventaire erroné, l'absence d'une pièce essentielle à savoir l'arrêt du Conseil d'Etat et l'impossibilité de joindre son conseil » ;

Considérant que Fedasil a introduit un recours devant la Cour d'appel de Bruxelles

contre l'ordonnance rendue par le Président du Tribunal de première instance ;

Considérant que le 23/05/2024, la Cour d'appel a donné droit à la requête de Fedasil et l'a jugée recevable et fondée ;

Considérant que l'arrêt de la Cour d'appel donne injonction à la commune de libérer les lieux réquisitionnés du Centre Ariane et d'en rendre la plein et entière jouissance à Fedasil à l'issue du délai de trente jours prenant cours à partir de la signification de son arrêt, sous peine d'astreinte ;

Considérant que la commune a reçu la signification de l'arrêt de la Cour d'appel le 30/05/2024 ;

Considérant que la Cour d'appel a rendu cet arrêt par défaut, puisque la commune n'était pas partie à la procédure initiée unilatéralement par Fedasil ; qu'une procédure en opposition peut être introduite à l'encontre de cet arrêt ;

Considérant qu'il va sans dire que l'arrêt de la Cour d'appel est contestable en tout point, tant en fait qu'en droit ; que d'une part, la saturation du Centre Ariane et les travaux en cours revendiqués par Fedasil ne sont nullement démontrés ; que d'autre part, la citation introduite devant le Juge de paix met à néant l'argument de l'urgence de la situation ;

Considérant que par décision du 06/06/2024 et compte tenu de l'urgence provoquée par la requête unilatérale en extrême urgence de Fedasil, le Collège des bourgmestre et échevins a décidé de former opposition contre l'arrêt de la Cour d'appel rendu le 23/05/2024 afin de pouvoir défendre les intérêts de la commune ;

Considérant que la décision du Collège doit formellement obtenir du Conseil communal, avant la clôture des débats judiciaires, une autorisation d'agir en ce sens ;

Considérant que l'opposition a entre-temps été bien formée au nom de la commune ;

Considérant qu'il convient en conséquence à présent d'autoriser formellement l'opposition telle que formée auprès de la Cour d'appel de Bruxelles ;

Vu les articles 123, 8° et 270, alinéa 1<sup>er</sup> de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'autoriser l'opposition telle que formée auprès de la Cour d'appel de Bruxelles contre son arrêt rendu le 23/05/2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

**Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe t/ Fedasil - Opvorderingsbesluit van de burgemeester van 25/04/2024 - Arrest van het Hof van beroep van 23/05/2024 - Derdenverzet -Toelating.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

24.06.2024/A/0008 **Installation de caméras fixes et d'une caméra fixe temporaire de type 4V + PTZ de surveillance dans les lieux ouverts - Demande de la zone de police 5343 Montgomery - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée ;

Vu l'article 5 § 2 du chapitre III de la loi du 21/03/2007 précisant que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance dans un lieu ouvert doit être prise après avis positif du Conseil communal de la commune où se situe le lieu et sur la base de la consultation préalable du chef de corps de la zone de police ;

Vu la consultation préalable du chef de corps de la zone de police du 27/05/2024 ;

Vu les informations communiquées par la zone de police, en sa qualité de responsable de traitement, qui sont les suivantes :

- le responsable du traitement est la zone de police 5343 Montgomery ;
- la dénomination du traitement est : caméras de surveillance fixes placées dans les lieux ouverts ;
- la finalité du traitement : prévenir, constater ou déceler les délits contre les personnes ou les biens ;
- la base légale : la loi du 21/03/2007 (M.B. 31/05/2007) et l'article 25/4 de la loi du 05/08/1992 ;
- l'emplacement de 3 caméras de surveillance et le périmètre de la zone surveillée :
  - Caméra 2063 : Tomberg / Allée maison communale
  - ainsi qu'une caméra fixe temporaire dont la localisation pourra naturellement varier.
  - Les caméras reprises ci-dessous font l'objet d'un changement de localisation :
    - Caméra 2047 : château Malou Parking
    - Caméra 2051 : chaussée de Stockel / Mont Saint-Lambert
- les destinataires : les services de police, les autorités judiciaires et les personnes ayant fait une demande d'accès conformément à l'article 12 de la loi ;
- les délais de conservation : un mois tel que le prévoit l'article 5 § 4, alinéa 5 de la loi du 21/03/2007 ;
- les mesures de sécurité : il est renvoyé au document joint au dossier soumis au Conseil communal ;
- la manière de prise de connaissance par les intéressés : un pictogramme signalant l'existence d'une surveillance par caméra sera apposé à l'entrée des secteurs filmés ;
- le point de contact pour le droit d'accès aux images : la zone de police 5343 Montgomery ;
- la personne de contact pour les demandes d'information : le chef de corps de la zone de police 5343 Montgomery ;

Vu les articles 117 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE, après consultation préalable du chef de corps, de faire part de son avis positif quant au placement des caméras dans les lieux énumérés ci-dessous :

- Caméra 2063 : Tomberg / Allée maison communale
- ainsi qu'une caméra fixe temporaire dont la localisation pourra naturellement varier.
- Les caméras reprises ci-dessous font l'objet d'un changement de localisation :
  - Caméra 2047 : château Malou Parking
  - Caméra 2051 : chaussée de Stockel / Mont Saint-Lambert.

La numérotation des caméras reprises ci-dessus a été ajustée aux fins de correspondre à la liste reçue du chef de corps de la zone police, annexée à son courrier du 27/05/2024.

Le placement de caméras fixes de surveillance, de type 4V-PTZ, sera autorisé également sur tous les lieux déjà approuvés par le Conseil en séance du 20/03/2023 ainsi que sur les trois nouveaux lieux précités et la localisation de la caméra fixe temporaire de surveillance pourra naturellement varier dans le périmètre du territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, conformément à l'article 5 § 2/1 de la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Plaatsing van vaste bewakingscamera's en een tijdelijke vaste bewakingscamera van het type 4V + PTZ in niet-besloten plaatsen - Verzoek van de politiezone 5343 Montgomery - Advies.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd;

Gelet op artikel 5 § 2 van hoofdstuk III van de wet van 21/03/2007 waarin verduidelijkt wordt dat de beslissing om één of meerdere bewakingscamera's te installeren op een niet-besloten plaats genomen moet worden na positief advies van de Gemeenteraad van de gemeente waar de plaats zich bevindt en na de voorafgaandelijke raadpleging van de korpschef van de politiezone;

Gelet op de voorafgaandelijke raadpleging van de korpschef van de politiezone van 27/05/2024;

Gelet op de informatie bezorgd door de politiezone, in zijn hoedanigheid van verantwoordelijke voor de verwerking, die de volgende is:

- de verantwoordelijke voor de verwerking is de politiezone 5343 Montgomery;
- de benaming van de verwerking is: vaste bewakingscamera's in niet-besloten plaatsen;
- de finaliteit van de verwerking: het voorkomen, vaststellen of opsporen van misdrijven tegen personen of goederen;
- de wettelijke basis: wet van 21/03/2007 (B.S. 31/05/2007) en artikel 25/4 van de wet van 05/08/1992;

- de locatie van 3 nieuwe bewakingscamera's en de perimeter van de bewaakte zone:
  - Camera 2063: Tomberg / Langs het gemeentehuis
  - evenals een tijdelijke vaste camera waarvan de plaats uiteraard kan variëren.
  - De volgende camera's zijn van plaats veranderd:
    - Camera 2047: Parkeerplaats van het Maloukasteel
    - Camera 2051: Stockelse Steenweg / Sint-Lambertusberg
- de ontvangers: de politiediensten, de gerechtelijke autoriteiten en de personen die een verzoek voor toegang krachtens artikel 12 van de wet hebben ingediend;
- de bewaartermijnen: een maand zoals voorzien in artikel 5 § 4, lid 5 van de wet van 21/03/2007;
- de veiligheidsmaatregelen: er wordt verwezen naar het document dat bij het dossier gevoegd werd dat aan de Gemeenteraad werd overgemaakt;
- de manier van kennisname van de bewaking door de betrokkenen: er zal een pictogram dat de aanwezigheid van een bewakingscamera aangeeft, aan de toegang tot de gefilmde sectoren worden geplaatst;
- het contactpunt voor het recht van toegang op de beelden: de politiezone 5343 Montgomery;
- de contactpersoon voor de informatieaanvragen: de korpschef van de politiezone 5343 Montgomery;

Gelet op artikelen 117 en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST, na de voorafgaandelijk advies van de korpschef, zijn positief advies mee te delen over de plaatsing van de bewakingscamera's in de hieronder opgesomde plaatsen:

- Camera 2063: Tomberg / Langs het gemeentehuis
- evenals een tijdelijke vaste camera waarvan de plaats uiteraard kan variëren.
- De volgende camera's zijn van plaats veranderd:
  - Camera 2047: Parkeerplaats van het Maloukasteel
  - Camera 2051: Stockelse Steenweg / Sint-Lambertusberg.

De nummering van de hierboven vermelde camera's is aangepast om overeen te komen met de lijst die is ontvangen van de korpschef van de politiezone, die als bijlage bij zijn brief van 27/05/2024 is gevoegd.

De plaatsing van vaste bewakingscamera's, type 4V-PTZ, zal eveneens worden toegestaan op alle locaties die reeds werden goedgekeurd door de Raad in zitting van 20/03/2023, alsook op de drie nieuwe locaties die hierboven werden vermeld en de locatie van de tijdelijke vaste bewakingscamera kan uiteraard variëren binnen de perimeter van het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, in overeenstemming met artikel 5 § 2/1 van de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0009 **Installation de caméras fixes et d'une caméra fixe temporaire de type 4V + PTZ de surveillance dans les lieux ouverts - Convention Commune / Zone de police 5343 Montgomery - Avenant n° 5 à la convention 2 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 21/03/2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée ;

Vu l'article 25/4 de la loi du 05/08/1992 sur la fonction de police, telle que modifiée ;

Vu la loi du 08/12/1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, telle que modifiée ;

Vu la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 ;

Vu les articles 117 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant n° 5 à la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 :

**AVENANT N° 5 À LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LA COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT ET LA ZONE DE POLICE MONTGOMERY 5343 APPROUVÉE EN SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 26/06/2017.**

ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre, et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal,

Ci-après dénommée : « la commune »,

ET :

La zone de police Montgomery 5343, chaussée Saint-Pierre 122 à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent DE WOLF, président du Collège de police, et M. Michaël JONNIAUX, chef de corps,

Ci-après dénommée : « la zone de police »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

**Article 1**

L'article intitulé « Article 1 - OBJET » de la convention conclue entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la zone de police Montgomery 5343 approuvée en séance du Conseil communal du 26/06/2017 est remplacé comme suit :

« La présente convention a pour objet de préciser les relations entre les parties

concernant les caméras installées sur le territoire de la commune destinées à surveiller les lieux publics ouverts (tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public) dont la gestion est confiée à la zone de police Montgomery.

Les lieux concernés sont les suivants :

- Caméra 2001 – secteur Tomberg / avenue Paul Hymans
- Caméra 2002 – secteur Tomberg / Parc
- Caméra 2003 – secteur Poséidon / Parking
- Caméra 2004 – secteur Poséidon / Métro
- Caméra 2005 – secteur Parking Roodebeek / Métro
- Caméra 2006 – secteur Wolubilis
- Caméra 2007 – secteur avenue Georges Henri / square de Meudon
- Caméra 2008 – secteur avenue Georges Henri / place J.B. Degrooff
- Caméra 2009 – secteur avenue Georges Henri / boulevard Brand Whitlock
- Caméra 2010 – secteur place Saint-Lambert
- Caméra 2011 – secteur Andromède / 2 Maisons
- Caméra 2012 – secteur Andromède / Plaine de jeux
- Caméra 2013 – secteur Andromède / Piétonnier
- Caméra 2014 – secteur Hof ten Berg / Plaine de jeux
- Caméra 2015 – secteur Hof ten Berg / Plaine de jeux
- Caméra 2016 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Emile Vandervelde
- Caméra 2017 – secteur Gulledelle / chemin des Deux Maisons
- Caméra 2018 – secteur avenue Georges Henri / avenue de Mai
- Caméra 2019 - secteur avenue Georges Henri / Entrée du parc
- Caméra 2020 – secteur avenue Emile Vandervelde / avenue Jean-François Debecker
- Caméra 2021 – secteur chemin du Struykbeken / chaussée de Stockel
- Caméra 2022 – secteur avenue Grosjean / avenue des Pléiades / avenue du Centaure
- Caméra 2023 – secteur Marcel Thiry / avenue des Communautés
- Caméra 2024 – secteur avenue de Wezembeek / Parking Kraainem
- Caméra 2025 – secteur avenue de Broqueville / avenue Louis Gribaumont
- Caméra 2026 – secteur square Levie
- Caméra 2027 – secteur boulevard de la Woluwe / rue Voot
- Caméra 2028 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Hippocrate
- Caméra 2029 – secteur place Jean-Baptiste Carnoy UCL
- Caméra 2030 – secteur avenue Emmanuel Mounier / avenue Konrad Adenauer
- Caméra 2031 – secteur place de la Sainte-Famille
- Caméra 2032 – secteur avenue Marcel Thiry / rue Théodore De Cuyper
- Caméra 2033 – secteur Tomberg / rue de la Roche Fatale
- Caméra 2034 – secteur place du Sacré-Coeur
- Caméra 2035 – secteur avenue Albert Dumont / val des Seigneurs
- Caméra 2036 – secteur chaussée de Roodebeek / avenue des Constellations
- Caméra 2037 – secteur parvis Saint-Henri
- Caméra 2038 – secteur square Vergote
- Caméra 2039 – secteur place/rue Saint-Lambert
- Caméra 2040 – secteur château Malou 1
- Caméra 2041 – secteur château Malou 2
- Caméra 2042 – secteur rue Théodore De Cuyper / Hof ten Berg
- Caméra 2043 – secteur avenue de l'Idéal / place de l'Alma
- Caméra 2044 – secteur venelle Georges Désir / avenue de la Charmille
- Caméra 2045 – secteur place Jean-Baptiste Carnoy 2
- Caméra 2046 – secteur venelle Georges Désir / clos des Bouleaux
- Caméra 2047 – secteur château Malou Parking**
- Caméra 2048 – secteur chaussée de Roodebeek / chemin des Deux Maisons
- Caméra 2049 – secteur avenue Andromède (chemin Galaxy)

Caméra 2050 – secteur avenue du Capricorne

**Caméra 2051 – secteur chaussée de Stockel / Mont Saint-Lambert**

Caméra 2052 – secteur avenue du Val d’Or / avenue Antoine Joseph Slegers

Caméra 2053 – secteur avenue Marcel Thiry / rue d’Aragon

Caméra 2054 – secteur Roodebeek / Orion / Heydenberg / Croix du Sud

Caméra 2055 – secteur rue Saint-Lambert / rue des Floralies

Caméra 2056 – secteur avenue de Calabre / avenue Jean Monnet

Caméra 2057 – secteur square Joséphine-Charlotte / avenue de Broqueville

Caméra 2058 – secteur avenue Jean-François Debecker / rue Joseph Aernaut

Caméra 2059 – secteur boulevard de la Woluwe / avenue Marcel Thiry

Caméra 2060 – secteur Montagne des Lapins / rue André Crabbe

Caméra 2061 – secteur avenue Konrad Adenauer / Chapelle-aux-Champs

Caméra 2062 – secteur Andromède 1 (ZP)

**Caméra 2063 – secteur Tomberg / Allée maison communale**

+ stade Fallon (12 caméras)

La numérotation des caméras reprises ci-dessus a été ajustée aux fins de correspondre à la liste reçue du chef de corps de la zone police annexée à son courrier du 27/05/2024.

Le placement de caméras fixes de surveillance, de type 4V-PTZ, sera autorisé également sur tous les lieux déjà approuvés par le Conseil en séance du 20/03/2023 ainsi que sur les trois nouveaux lieux précités et la localisation de la caméra fixe temporaire de surveillance pourra naturellement varier dans le périmètre du territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert, conformément à l’article 5 § 2/1 de la loi du 21/03/2007 réglant l’installation et l’utilisation de caméras de surveillance.

Le présent avenant n° 5 est établi le ..... à Woluwe-Saint-Lambert en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Pour la zone de police,

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

Michaël  
JONNIAUX,  
Chef de corps

Vincent DE WOLF,  
Président

Patrick  
LAMBERT,  
Secrétaire  
communal

Olivier  
MAINGAIN,  
Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Plaatsing van vaste bewakingscamera's en een tijdelijke vaste bewakingscamera van het type 4V + PTZ in niet-besloten plaatsen - Overeenkomst Gemeente / Politiezone 5343 Montgomery - Aanhangsel nr. 5 van de overeenkomst 2 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, zoals gewijzigd;

Gelet op artikel 25/4 van de wet van 05/08/1992 op het politieambt, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 08/12/1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, zoals gewijzigd;

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017;

Gelet op artikelen 117 en 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST het aanhangsel nr. 5 van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 goed te keuren:

**AANHANGSEL Nr. 5 VAN DE OVEREENKOMST TUSSEN DE GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE EN DE POLITIEZONE MONTGOMERY 5343 GOEDGEKEURD DOOR DE GEMEENTERAAD OP 26/06/2017.**

TUSSEN:

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door dhr. Olivier MAINGAIN, burgemeester, en dhr. Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris,

Hierna “de gemeente” genoemd,

EN:

De politiezone Montgomery 5343, Sint-Pietersteenweg 122 te 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door dhr. Vincent DE WOLF, voorzitter van het Politiecollege, en dhr. Michaël JONNIAUX, korpschef,

Hierna “de politiezone” genoemd,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

**Artikel 1**

Het artikel genoemd “Artikel 1 - DOEL” van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en de politiezone Montgomery 5343 goedgekeurd door de Gemeenteraad op 26/06/2017 wordt vervangen als volgt:

“Onderhavige overeenkomst heeft als doel de relaties tussen de partijen te verduidelijken in verband met de camera's die op het grondgebied van de gemeente geïnstalleerd zijn en die bestemd zijn voor het bewaken van niet-besloten plaatsen (elke niet-afgebakende en voor het publiek toegankelijke ruimte) waarvan het beheer aan de politiezone wordt toevertrouwd;

De betrokken plaatsen zijn de volgende:

Camera 2001 – sector Tomberg / Paul Hymanslaan

Camera 2002 – sector Tomberg / Park

Camera 2003 – sector Poseidon / Parkeerplaats

Camera 2004 – sector Poseidon / Metro  
 Camera 2005 – sector Parkeerplaats Roodebeek / Metro  
 Camera 2006 – sector Wolubilis  
 Camera 2007 – sector Georges Henriiaan / Meudonsquare  
 Camera 2008 – sector Georges Henriiaan / J.B. Degrooffplein  
 Camera 2009 – sector Georges Henriiaan / Brand Whitlocklaan  
 Camera 2010 – sector Sint-Lambertusplein  
 Camera 2011 – sector Andromeda / 2 Huizen  
 Camera 2012 – sector Andromeda / Speelplein  
 Camera 2013 – sector Andromeda / Voetgangerszone  
 Camera 2014 – sector Hof ten Berg / Speelplein  
 Camera 2015 – sector Hof ten Berg / Speelplein  
 Camera 2016 – sector Woluwedal / Emile Vanderveldelaan  
 Camera 2017 – sector Gulledelle / Tweehuizenweg  
 Camera 2018 – sector Georges Henriiaan / Meilaan  
 Camera 2019 – sector Georges Henriiaan / Ingang park  
 Camera 2020 – sector Emile Vanderveldelaan / Jean-François Debeckerlaan  
 Camera 2021 – sector Struykbekenweg / Stokkelse Steenweg  
 Camera 2022 – sector Grosjeanlaan / Plejadenlaan / Centauruslaan  
 Camera 2023 – sector Marcel Thiry / Gemeenschappenlaan  
 Camera 2024 – sector Wezembeekse Laan / Parkeerplaats Kraainem  
 Camera 2025 – sector de Broquevillelaan / Louis Gribaumontlaan  
 Camera 2026 – sector Levieplein  
 Camera 2027 – sector Woluwedal / Vootstraat  
 Camera 2028 – sector Woluwedal / Hippokrateslaan  
 Camera 2029 – sector Jean-Baptiste Carnoyplein UCL  
 Camera 2030 – sector Emmanuel Mounierlaan / Konrad Adenauerlaan  
 Camera 2031 – sector Heilige-Familieplein  
 Camera 2032 – sector Marcel Thiryiaan / Théodore De Cuyperstraat  
 Camera 2033 – sector Tomberg / Noodlottige Rotsstraat  
 Camera 2034 – sector Heilig-Hartplein  
 Camera 2035 – sector Albert Dumontlaan / Herendal  
 Camera 2036 – sector Roodebeeksteenweg / Sterrebeeldenlaan  
 Camera 2037 – sector Sint-Henriksvoorplein  
 Camera 2038 – sector Vergotesquare  
 Camera 2039 – sector Sint-Lambertusplein/-straat  
 Camera 2040 – sector Maloukasteel 1  
 Camera 2041 – sector Maloukasteel 2  
 Camera 2042 – sector Théodore De Cuyperstraat / Hof ten Berg  
 Camera 2043 – sector Ideaallaan / Almaplein  
 Camera 2044 – sector Georges Désirsteeg / Haagbeukenlaan  
 Camera 2045 – sector Jean-Baptiste Carnoyplein 2  
 Camera 2046 – sector Georges Désirsteeg / Berkenhof  
**Camera 2047 – sector Parkeerplaats van het Maloukasteel**  
 Camera 2048 – sector Roodebeeksteenweg / Tweede Huizenweg  
 Camera 2049 – sector Andromedalaan (Galaxyweg)  
 Camera 2050 – sector Steenboklaan  
**Camera 2051 – sector Stockelsteenweg / Sint-Lambertusberg**  
 Camera 2052 – sector Gouddallaan / Antoine Joseph Slegerslaan  
 Camera 2053 – sector Marcel Thiryiaan / Aragonstraat  
 Camera 2054 – sector Roodebeek / Orion / Heydenberg / Zuiderkruis  
 Camera 2055 – sector Sint-Lambertusstraat / Floraliënstraat  
 Camera 2056 – sector Calabriëlaan / Jean Monnetlaan  
 Camera 2057 – sector Joséphine-Charlottesquare / de Broquevillelaan

Camera 2058 – sector Jean-François Debeckerlaan /Joseph Aernautstraat  
Camera 2059 – sector Woluwedal / Marcel Thirylaan  
Camera 2060 – sector Konijnenberg / André Crabbestraat  
Camera 2061 – sector Konrad Adenauerlaan / Veldkapel  
Camera 2062 – sector Andromeda 1 (PZ)  
**Camera 2063 – sector Tomberg / Langs het gemeentehuis**  
+ Fallonstadion (12 camera's)

De nummering van de hierboven vermelde camera's is aangepast om overeen te komen met de lijst die is ontvangen van de korpschef van de politiezone, die als bijlage bij zijn brief van 27/05/2024 is gevoegd.

De plaatsing van vaste bewakingscamera's, type 4V-PTZ, zal eveneens worden toegestaan op alle locaties die reeds werden goedgekeurd door de Raad in zitting van 20/03/2023, alsook op de drie nieuwe locaties die hierboven werden vermeld en de locatie van de tijdelijke vaste bewakingscamera kan uiteraard variëren binnen de perimeter van het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, in overeenstemming met artikel 5 § 2/1 van de wet van 21/03/2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's.

Onderhavige aanhangsel nr. 5 werd op .....te Sint-Lambrechts-Woluwe opgesteld in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de politiezone,

Voor de gemeente Sint-Lambrechts-  
Woluwe,

Michaël  
JONNIAUX,  
Korpschef

Vincent DE WOLF,  
Voorzitter

Patrick  
LAMBERT,  
Gemeentesecretaris

Olivier  
MAINGAIN,  
Burgemeester

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **Assurances - Verzekeringen**

24.06.2024/A/0010 **Assurance collective hospitalisation du Service fédéral des Pensions (SFP) - Service social collectif (SSC) - Marché public - Proposition d'adhésion au SSC en vue de participer à l'appel d'offres pour adhérer au contrat-cadre 2026-2031 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de renouveler l'assurance collective

hospitalisation pour les années 2026 à 2031 ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Lambert prévoit, dans le statut du personnel communal (Principes généraux - Service social - Article 4 - Point 2), approuvé par le Conseil communal en séance du 22/01/2024, que les primes afférentes à l'affiliation des membres du personnel à l'assurance collective « soins de santé » sont payées par la commune ;

Vu la loi du 18/03/2016 portant notamment sur la reprise du Service social collectif de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale par le Service fédéral des Pensions, telle que modifiée ;

Considérant que le Service fédéral des Pensions - Service social collectif a proposé un contrat-cadre d'assurance collective hospitalisation aux administrations provinciales et locales en vertu de l'article 21, 5° de la loi du 18/03/2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 18/10/2021 d'adhérer, avec effet au 01/01/2022, à l'assurance hospitalisation collective que proposait le Service fédéral des Pensions (SFP) - Service social collectif (SSC) pour une durée de 4 ans, soit pour les années 2022 à 2025 ;

Vu le courrier du 15/04/2024 du Service social collectif (SSC) par lequel le SSC informe les administrations provinciales et locales que :

- le contrat-cadre a du succès : ± 750 administrations y ont adhéré ;
- le SSC est tenu de lancer un nouvel appel d'offres pour un nouveau marché pour les années 2026 à 2031, moyennant une demande de dérogation pour lancer un marché de 6 ans au lieu de 4 ans ;
- peu d'assureurs sont en mesure d'assumer un contrat d'une telle envergure et il est devenu difficile pour le Service social collectif (SSC) d'assumer techniquement la gestion administrative des administrations non affiliées à leur service ;
- la commune reste affiliée dans le contrat actuel jusqu'au 31/12/2025 ;
- la commune, n'étant pas affiliée au SSC, ne pourra plus adhérer au prochain contrat-cadre qui prendra cours le 01/01/2026, sauf si celle-ci décide de s'affilier au SSC ;

Considérant que l'affiliation au SSC offre divers avantages aux travailleurs des administrations affiliées et représente un coût de 0,14 % de la masse salariale brute soumise aux cotisations de sécurité sociale, soit un coût estimé à ± 55.000 EUR/an ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative, dans le cadre de l'harmonisation des services entre la commune, le CPAS et Wolu-Facilities ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- de prendre connaissance du courrier reçu du Service social collectif (SSC) sur les nouvelles modalités pour pouvoir adhérer au prochain contrat-cadre d'assurance hospitalisation collective qui fera l'objet du marché public 2026-2031 ;
- de s'affilier au Service social collectif (SSC) à partir du 01/01/2026 ;
- de financer la dépense estimée de ± 55.000 EUR/an par le crédit à inscrire aux budgets ordinaires des exercices 2026, 2027, 2028, 2029, 2030 et 2031, à l'article 00000/118-01 ;

- de transmettre un exemplaire de la présente délibération au Service social collectif (SSC).

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

**Collectieve hospitalisatieverzekering van de Federale Pensioendienst (SFP) - Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) - Overheidsopdracht - Voorstel om toe te treden tot de GSD met het oog op deelname aan de kaderovereenkomst 2026-2031 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om de collectieve hospitalisatieverzekering te hernieuwen voor de jaren 2026 tot 2031;

Overwegende dat de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe in het gemeentelijk personeelsstatuut (Algemene beginselen - Sociale dienst - Artikel 4 - Punt 2), goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 22/01/2024, bepaalt dat de premies met betrekking tot de aansluiting van de personeelsleden bij de collectieve verzekering “gezondheidszorg” door de gemeente worden betaald;

Gelet op de wet van 18/03/2016, zoals gewijzigd, betreffende met name de overname van de gemeenschappelijke sociale dienst van de Dienst voor de Bijzondere socialezekerheidsstelsels door de Federale Pensioendienst;

Overwegende dat de Federale Pensioendienst - Gemeenschappelijke Sociale Dienst aan de provinciale en lokale besturen een kaderovereenkomst heeft voorgesteld voor de collectieve hospitalisatieverzekering krachtens artikel 21, 5° van de wet van 18/03/2016;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18/10/2021 om met ingang van 01/01/2022 toe te treden tot de collectieve hospitalisatieverzekering aangeboden door de Federale Pensioendienst (FPD) - Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) voor een periode van 4 jaar, namelijk voor de jaren 2022 tot 2025;

Gelet op de brief van 15/04/2024 van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) waarin de GSD de provinciale en lokale besturen informeert dat:

- de kadervereenkomst een succes is: ± 750 besturen hebben zich hierbij aangesloten;
- de GSD is verplicht om een nieuwe offerteaanvraag uit te schrijven voor een nieuwe opdracht voor de jaren 2026 tot 2031, onder voorbehoud van een verzoek om vrijstelling om een opdracht voor 6 jaar in plaats van 4 jaar uit te schrijven;
- weinig verzekeraars zijn in staat om zo'n omvangrijke overeenkomst aan te gaan en het is voor de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) moeilijk geworden om technisch het administratieve beheer op zich te nemen van administraties die niet bij hun dienst zijn aangesloten;
- de gemeente blijft onder het huidige contract aangesloten tot 31/12/2025;
- aangezien de gemeente niet is aangesloten bij de GSD, zal ze niet meer kunnen toetreden tot de volgende kaderovereenkomst, dat zal lopen vanaf 01/01/2026, tenzij ze beslist om zich aan te sluiten bij de GSD;

Overwegende dat de aansluiting bij de GSD verschillende voordelen biedt aan de werknemers van de aangesloten administraties en een kost vertegenwoordigt van 0,14% van de bruto loonmassa die onderhevig is aan socialezekerheidsbijdragen, hetzij een geschatte kost van ± 55.000 EUR/jaar;

Overwegende dat collectieve aankopen kunnen leiden tot aanzienlijke besparingen en administratieve vereenvoudiging, in het kader van de harmonisatie van de diensten tussen de gemeente, het OCMW en Wolu-Facilities;

BESLIST, onder voorbehoud van opnemings van de nodige kredieten door de Gemeenteraad en goedkeuring daarvan door de toezichthoudende autoriteit:

- kennis te nemen van de ontvangen brief van de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) over de nieuwe voorwaarden voor toetreding tot de volgende kaderovereenkomst voor de collectieve hospitalisatieverzekering, dat het voorwerp zal uitmaken van de overheidsopdracht 2026-2031;
- toe te treden tot de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD) vanaf 01/01/2026;
- de geraamde uitgave van ± 55.000 EUR/jaar te financieren uit de in de gewone begrotingen op te nemen kredieten voor de dienstjaren 2026, 2027, 2028, 2029, 2030 en 2031, onder artikel 00000/118-01;
- een kopie van deze beraadslaging over te maken aan de Gemeenschappelijke Sociale Dienst (GSD).

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **MÉDIATEUR COMMUNAL - GEMEENTELIJKE BEMIDDELAAR**

### **Médiateur communal - Gemeentelijke bemiddelaar**

24.06.2024/A/0011 **Médiateur communal - Rapport d'activités 2023 - Communication.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et l'article 23 du règlement portant le code communal de la participation approuvé par le Conseil communal le 24/11/2008 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport d'activités 2023 du médiateur communal.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

## **Gemeentelijke ombudsman - Activiteitenverslag 2023 - Mededeling.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet en artikel 23 van het reglement betreffende de gemeentelijke participatiecode goedgekeurd door de Gemeenteraad op 24/11/2008;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/06/2024;

NEEMT KENNIS van het activiteitenverslag 2023 van de gemeentelijke ombudsman.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

*Quentin Deville quitte la séance / verlaat de zitting.*

## **ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN**

### **Administration et marchés - Administratie en opdrachten**

24.06.2024/A/0012 **Acquisition d'un souffleur avec batterie - Marché de faible montant (ID 3294) - Désignation du fournisseur : CLABOTS TOOLS - Dépense : 2.200 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un souffleur avec batterie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un souffleur avec batterie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 2.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que 3 firmes ont été consultées et ont remis offre :

- CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles : 2.166,69 EUR TVAC,
- AGRI BOSS, Mechelsesteenweg 568 à 1930 Nossegem : 2.462,45 EUR TVAC,
- MAPECO, Mechelsesteenweg 315 à 1800 Vilvoorde : 2.499,30 EUR TVAC ;

Considérant que sur les firmes consultées, la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, a remis l'offre la plus intéressante pour un montant de 2.166,69 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un souffleur avec batterie au montant maximum de 2.200 TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme CLABOTS TOOLS, quai des Usines 5-9 à 1000 Bruxelles, pour l'acquisition d'un souffleur avec batterie, conformément à son offre d'un montant de 2.166,69 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'un montant de 2.200 EUR à l'article 87500/744-51/7177 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Aankoop van een blazer met batterij - Opdracht van beperkte waarde -  
Aanduiding van de leverancier: CLABOTS TOOLS - Uitgave: 2.200 EUR incl.  
btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0013 **Services Sports et F.A.S.E. - Acquisition de quatre défibrillateurs (ID 3281) -  
Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HALF BLUE  
(CARDIOSERVICE) - Dépense : 6.500 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Diensten Sport en G.S.S.T. - Aankoop van vier defibrillatoren (ID 3281) -  
Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HALF BLUE  
(CARDIOSERVICE) - Uitgave: 6.500 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat er op aanvraag van de diensten Sport en G.S.S.T. vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat er op aanvraag van de diensten Sport en G.S.S.T. vier defibrillatoren moeten worden aangekocht;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 6.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende twee ondernemers werden geraadpleegd:

- EURODIST, rue Louis Braille 10 te 1420 Nivelles: 7 903,36 EUR incl. btw,
- HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik: 6 457,52 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE) de economisch voordeligste aanbieding voorstelt;

Overwegende dat het dienstig is deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van vier externe defibrillatoren voor de diensten Sport en G.S.S.T. te gunnen aan de firma HALF BLUE (CARDIOSERVICE), Researchpark 40 te 1731 Zellik;
- de betaling van 6.500 EUR incl. btw uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 76410/744-98/6750 (3.250 EUR) en artikel 83400/744-98/6752 (3.250 EUR) van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.06.2024/A/0014 **Serres communales - Acquisition d'un transformateur de tension pour réparer le système de charge des véhicules électriques (ID 3296) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : REXEL - Dépense : 6.800 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Gemeentelijke serres - Aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen te herstellen (ID 3296) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: REXEL - Uitgave: 6.800 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat 2 firma's werden geraadpleegd:

- de firma REXEL sa, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, voor een bedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;
- de firma CEBEO, gelegen Louis Schmidlaan 3 bus 1 te 1040 Etterbeek, voor een bedrag van 7.368,91 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma REXEL sa, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, de meest interessante offerte heeft ingediend voor een bedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76600/724-60/410 (6.800 EUR incl), van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de aankoop van een spanningstransformator om het oplaadsysteem voor elektrische voertuigen van de gemeentelijke serres te herstellen;
- de opdracht van beperkte waarde te kiezen als plaatsingsprocedure;
- deze opdracht te gunnen aan de firma REXEL, gelegen Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik (BE 0437.237.396), tegen het nagerekende offertebedrag van 6.793,21 EUR incl. btw;
- de uitgave van 6.800 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 76600/724-60/410 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels gewestelijk Herfinancieringsfonds van gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.06.2024/A/0015 **Ecole Princesse Paola - Acquisition d'un matelas de chute (ID 3284) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : IDEMASPORT - Dépense : 909,42 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir un matelas de chute pour la salle de gymnastique de l'école Princesse Paola ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir un matelas de chute pour la salle de gymnastique de l'école Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 909,42 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

- IDEMASPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister : 909,42 EUR TVAC,
- GYMNOVA, rue Gaston de Flotte 45 à 13375 Marseille (France) : 1.668,59 EUR TVAC,
- ADEC SPORT, rue des Pieds d'Alouette 39 à 5100 Namur : 1.802,90 EUR TVAC ;

Considérant que l'offre de la firme IDEMASPORT répond aux besoins et est économiquement la plus avantageuse ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer le marché à la firme IDEMASPORT ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme IDEMASPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister, pour l'acquisition d'un matelas de chute pour l'école Princesse Paola, et ce, en application des articles

92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense de 909,42 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/6774 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**School "Princesse Paola" - Aankoop van een valmat (ID 3284) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: IDEMASPORT - Uitgave : 909,42 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0016 **"Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord" - Acquisition de matériel - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : BEKAFUN BV et THOMANN GmbH - Dépense : 2.570 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Aankoop van materieel - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: BEKAFUN bv en THOMANN GmbH - Uitgave: 2.570 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord volgend op de toekenning van een subsidie van de Vlaamse Overheid;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat 2 firma's geraadpleegd werden door de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord en prijs ingediend hebben:

- BEKAFUN BV: 1.674,29 EUR incl. btw,
- THOMANN GmbH: 886,99 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73411/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van materieel voor de Gemeentelijke Muziekacademie voor Muziek en Woord;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan:
  - BEKAFUN BV (BE 0770.510.194), Heilig Hartstraat 23 te 8870 Izegem, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 1.674,29 EUR incl. btw,
  - THOMANN GmbH, Hans-Thomann-Str. 1 à D - 96138 Burgebrach, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 886,99 EUR incl. btw;
- een bedrag van 2.570 EUR incl. btw in te schrijven (BEKAFUN BV: 1.680 EUR incl. btw en THOMANN GmbH : 890 EUR incl. btw) op artikel 73411/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgaven zullen gefinancierd worden door de subsidie toegekend door de Vlaamse Overheid.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

**Centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » - Acquisition d'une débroussailleuse (ID 3289) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BODART - Dépense : 1.200 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir une débroussailleuse pour le centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique d'acquérir une débroussailleuse pour le centre d'éducation à l'environnement « Le Petit Foriest » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.200 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

- KEMPENEER TUINMACHINES NV, Ninoofsesteenweg 659 à 1701 Dilbeek : 1.369 EUR TVAC,
- SOMAGRI SPRL, chaussée de Tirlemont 110 à 5030 Gembloux : 1.369 EUR TVAC,
- HORTICOLE BODART, chaussée de Nivelles 35a à 1460 Ittre : 1.194,46 EUR TVAC ;

Considérant que la firme HORTICOLE BODART a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORTICOLE BODART, chaussée de Nivelles 35a à 1460 Ittre, pour l'acquisition d'une débroussailleuse pour le centre d'éducation à

l'environnement « Le Petit Foriest », aux conditions de son offre du 18/04/2024, pour un montant de 1.194,46 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense estimée à 1.200 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/744-98/7120 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Opleidingscentrum voor leefmilieu "Le Petit Foriest" - Aankoop van een bosmaaier (ID 3289) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HORTICOLE BODART - Uitgave: 1.200 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0018 **"Prinses Paolaschool" - Etude de stabilité dans le cadre de l'étude d'extension (ID 3273) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STABILAS - Dépense : 11.500 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Prinses Paolaschool - Stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding (ID 3273) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: STABILAS - Uitgave: 11.500 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000

EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 11.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het om een opdracht van beperkte waarde gaat;

Overwegende dat de volgende firma's geraadpleegd werden:

- PROJECTS - STABILAS: 9.897,80 EUR incl. btw,
- STRUCTIS: 12.886,50 EUR incl. btw,
- ENESTA: heeft geen offerte ingediend,
- PERNAY: heeft geen offerte ingediend,
- JZH: heeft geen offerte ingediend,
- B SOLUTIONS: heeft geen offerte ingediend,
- FRANZ DUPONT: heeft geen offerte ingediend;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/722-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

- de opdracht voor een stabiliteitsstudie in het kader van de studie voor de uitbreiding van de Prinses Paolaschool te gunnen aan de firma STABILAS (BE 0558.849.266), Spoorweglaan 29 te 2610 Antwerpen, tegen het nagerekende inschrijvingsbedrag van 9.897,80 EUR incl. btw;
- een bedrag van 11.500 EUR vast te leggen;
- de betaling goed te keuren met het krediet ingeschreven op artikel 72200/722-60/7052 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Développement durable, planification et perspectives - Planification stratégique, il s'indique de lancer un marché portant sur la réalisation d'une étude globale de mobilité du quartier Linthout ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Développement durable, planification et perspective - Planification stratégique, il s'indique de lancer un marché portant sur la réalisation d'une étude globale de mobilité du quartier Linthout ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3304 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 42100/747-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- AGORA BUREAU D'ETUDES, avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest ;
- TRANSITEC, rue Th. Verhaegen 196 à 1060 Saint-Gilles ;
- ESPACES-MOBILITES, rue d'Arlon 22 à 1050 Ixelles ;
- ICEDD ASBL, boulevard Frère Orban 4 à 5000 Namur ;
- TRACTEBEL ENGINEERING, boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles ;
- ARIES CONSULTANTS, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles ;
- ARCADIS BELGIUM, rue du Marquis 1 à 1000 Bruxelles ;
- GEOSOLUTIONS, avenue Reine Astrid 16 à 5000 Namur.

Vu la Nouvelle loi communale et notamment l'article 234 §3 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet la réalisation d'une étude globale portant sur la mobilité du quartier Linthout ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché en application des articles 42 §1, 1 °a) de la loi du 17/06/2016, 90 1° de l'A.R. du 18/04/2017 ainsi que l'A.R. du 14/01/2013 et ses modifications ultérieures sur les marchés publics et 234 §3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges y afférant, rédigé par la division Administration et Marchés ;
- d'approuver la dépense estimée de 50.000 EUR TVAC à imputer à l'article 42100/747-60 du budget extraordinaire 2024 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :
  - AGORA BUREAU D'ETUDES, avenue Van Volxem 79 à 1190 Forest ;
  - TRANSITEC, rue Th. Verhaegen 196 à 1060 Saint-Gilles ;
  - ESPACES-MOBILITES, rue d'Arlon 22 à 1050 Ixelles ;
  - ICEDD ASBL, boulevard Frère Orban 4 à 5000 Namur ;
  - TRACTEBEL ENGINEERING, boulevard Simon Bolivar 34-36 à 1000 Bruxelles ;
  - ARIES CONSULTANTS, rue Royale 55 à 1000 Bruxelles ;
  - ARCADIS BELGIUM, rue du Marquis 1 à 1000 Bruxelles ;
  - GEOSOLUTIONS, avenue Reine Astrid 16 à 5000 Namur.

Les fonds nécessaires au paiement de cette dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**D.O.P.V. - Uitgebreid mobiliteitsonderzoek van de wijk Linthout (ID 3304) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen studie bureaus: 8 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0020 **Budget participatif 2023 (ID 3286) - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de réaliser les projets du budget participatif 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3286 relatif au marché « Budget participatif 2023 (ID 3286) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort,
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
- WALGREEN, avenue Fond Generet Dion 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 76600/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3286 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Budget participatif 2023 (ID 3286) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-

- Boitsfort,
- VERTCONCEPT SPRL, rue de Grammont 37 à 7830 Bassilly,
  - WALGREEN, avenue Fond Generet Dion 42 à 1325 Chaumont-Gistoux ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 76600/725-60/6919.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Participatieve begroting 2023 (ID 3286) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0021 **Gestion Espace Public - Achat de 5 conteneurs de 770 L (ID 3291) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MANUTAN - Dépense : 2.100 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 conteneurs bleus de 770 L, 1 conteneur noir de 770 L et 1 conteneur jaune de 770 L pour le service Propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 3 conteneurs bleus de 770 L, 1 conteneur noir de 770 L et 1 conteneur jaune de 770 L pour le service Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- MANUTAN : 2.054,16 EUR TVAC,
- MOSBENELUX : 2.398,18 EUR TVAC,
- STIMA : pas d'offre remise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 87500/744-98 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme MANUTAN, chaussée de Mons 1424 à 1070 Anderlecht, en vue d'acquérir 3 conteneurs bleus de 770 L, 1 conteneur noir de 770 L et 1 conteneur jaune de 770 L, conformément à son offre du 14/05/2024, pour un montant de 2.054,16 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de 2.100 EUR à l'article 87500/744-98/7050 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Beheer Openbare Ruimte - Aankoop van 5 containers van 770 L (ID 3291) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MANUTAN - Uitgave: 2.100 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

**Gestion Espace Public - Acquisition de 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique (ID 3292) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : MOS BENELUX - Dépense : 3.300 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- GLASDON : n'a pas pu remettre offre suivant les clauses techniques,
- MANUTAN : n'a pas pu remettre offre,
- MOS BENELUX : 3.273,96 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 87500/744-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture de 5 chariots porte-sac pour le service Propreté publique ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au seul soumissionnaire ayant remis offre, à savoir MOS BENELUX (BE 0439.037.440), rue de la Sucrierie 33A à 4280 Hannut, pour le montant d'offre contrôlé de 3.273,96 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 3.300 EUR ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 87500/744-51/7060 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Beheer Openbare Ruimte - Aankoop van 5 wagentjes voor vuilniszak voor de dienst Openbare Reinheid (ID 3292) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: MOS BENELUX - Uitgave: 3.300 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0023 **Gestion Espace Public - Zones de dépôt (ID 3293) - Aménagement - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EUROVIA BELGIUM - Dépense : 36.100 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager des zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'aménager des zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées et ont remis offre :

- TRAVAUX STEPHANOIS : 37.570,50 EUR TVAC,
- LES ENTREPRISES MELIN : 37.207,50 EUR TVAC,
- EUROVIA BELGIUM : 36.090,19 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42100/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à l'aménagement de zones de dépôt pour les trottinettes et vélos partagés ;
- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec le soumissionnaire EUROVIA BELGIUM (BE 0402.784.778), allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, pour le montant d'offre contrôlé de 36.090,19 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 36.100 EUR à l'article 42100/731-60/7175 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Beheer Openbare Ruimte - Dropzones (ID 3293) - Aanleg - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: EUROVIA BELGIUM - Uitgave: 36.100 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0024 **Gestion Espace Public - Inventaire signalisation et zones vertes (ID 3300) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TECCON - Dépense : 18.000 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

**Beheer Openbare Ruimte - Inventaris signalisatie en groenzones (ID 3300) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TECCON - Uitgave: 18.000 EUR incl. btw - Informatie.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een inventaris van signalisatie en groenes zones;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een inventaris van signalisatie en groenes zones;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat volgende ondernemers uitgenodigd werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- Land-Expert, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg;
- Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke;

Overwegende dat 2 offertes ontvangen werden:

- Land-Expert, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg (52.223,60 EUR);
- Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke (16.068,80 EUR);

Overwegende dat er voorgesteld wordt deze opdracht te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke tegen het nagerekende offertebedrag van 16.068,80 EUR;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2024, op artikel 42100/747-60 van de buitengewone begroting en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST :

- Goekeuring te verlenen aan de opdracht van beperkte waarde “ inventaris van signalisatie en groenes zones-ID3033”;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde Teccon, Kleimoer 16 te 9030 Mariakerke tegen het nagerekende offertebedrag van 16.068,80 EUR.
- de betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in het budget van 2024, op artikel 42100/747-60 van de buitengewone begroting waarop een bedrag van 18.000 EUR incl. btw wordt vastgelegd.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

24.06.2024/A/0025 **Maison communale - Fourniture de bancs et de bacs d'orangerie (ID 3299) - Procédure négociée sans publicité préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 75.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’acquérir des bancs et des bacs d’orangerie pour l’avant de la maison communale ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’acquérir des bancs et des bacs d’orangerie pour l’avant de la maison communale;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2024-3299 relatif au marché “Fourniture de bancs et de bacs – ID3299”;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans

publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage ;
- PONCELET SIGNALISATION SA, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flemalle ;
- HUSSON, route de l'Europe, Zone Industrielle BP 1 à 68650 Lapoutroie (France) ;

Considérant que la date du 24/06/2024 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42500/741-52 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire;

Vu l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires par le Conseil communal à la modification budgétaire n° 2 du budget 2024 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges N° 2024-3299 et le montant estimé du marché "Fourniture de bancs et de bacs (ID3299)". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 75.000 EUR TVAC.
- de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ACE MOBILIER URBAIN, chemin du Notaire 2, Zoning du Scailmont à 7170 Manage ;
  - PONCELET SIGNALISATION SA, rue de l'Arbre Saint-Michel 89 à 4400 Flemalle ;
  - HUSSON, route de l'Europe, Zone Industrielle BP 1 à 68650 Lapoutroie (France).
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 24/06/2024.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 42500/741-52.
- de financer cette dépense par le prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.
- d'informer le conseil communal de la présente décision. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gemeentehuis - Levering van banken en plantenbakken (ID 3299) -  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen  
firma's: 3 - Uitgave: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0026 **Moulin à vent - Travaux de rénovation - Marché de faible montant - Désignation  
du fournisseur : BOERS & PEUSENS BVBA - Dépense : 15.000 EUR TVAC -  
Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.  
32 votants : 32 votes positifs.

**Windmolen - Renovatiewerken - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding  
van de leverancier: BOERS & PEUSENS bvba - Uitgave: 15.000 EUR incl. btw -  
Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot renovatiewerken in de windmolen ;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot renovatiewerken in de windmolen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen,  
inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000  
EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de  
rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,  
leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van  
overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid  
artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene  
uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het een opdracht van beperkte waarde betreft;

Gelet op de offerte van de firma BOERS & PEUSENS bvba, Hundelgemsesteenweg  
1340 te 9820 Merelbeke, van 13.733,50 EUR incl. btw;

Overwegende dat een subsidieaanvraag bij de Directie Cultureel Erfgoed werd  
ingediend;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 77300/724-60

van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 15.000 EUR incl. btw vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor renovatie werken in de windmolen te gunnen aan de firma BOERS & PEUSENS bvba, Hundelgemsesteenweg 1340 te 9820 Merelbeke;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte ten bedrage van 13.733,50 EUR incl. btw;
- een bedrag van 15.000 EUR incl. btw vast te leggen op artikel 77300/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN BESLIST de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2024 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0027 **Acquisition de 5 chaudières - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FACQ - Dépense : 10.233,33 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

**Aankoop 5 verwarmingsketels - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FACQ - Uitgave: 10.233,33 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van 5 verwarmingsketels;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van 5 verwarmingsketels;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de firma FACQ, Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, een offerte heeft ingediend voor een bedrag van 10.233,33 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 10400/724-60 (2.046,67 EUR), 76410/724-60 (2.046,67 EUR), 72200/724-60 (2.046,66 EUR) en 92200/724-60 (4.093,33 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van 5 verwarmingsketels (1 voor de bioscoopzaal van het gemeentehuis, 1 voor het tennishuisje, 1 voor de huisbewaarder van de school "Vervloesem" en 2 voor de gemeentewoningen (Sint-Lambertusstraat 82 en 118/6));
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de enige bieder, zijnde de firma FACQ (BE 0416.587.977), Leuvensesteenweg 536 te 1930 Zaventem, tegen het nagerekende offertebedrag van 10.233,33 EUR incl. btw;
- de uitgave van 10.233,33 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikelen 10400/724-60/6935 (2.046,67 EUR), 76410/724-60/6936 (2.046,67 EUR), 72200/724-60/6937 (2.046,66 EUR) en 92200/724-60/6938 (4.093,33 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN BESLIST de wijziging van het investeringsprogramma van de begroting van het dienstjaar 2024 goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0028 **Divers bâtiments communaux - Remplacement de quatre systèmes de détection incendie - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : GIMI - Dépense : 23.100 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux (WTC, école Georges Désir - Notre petite école, crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek ») ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire de procéder au remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux (WTC, école Georges Désir - Notre petite école, crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek ») ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 23.100 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- GIMI, rue Pierre Henvard 70 B à 4053 Chaudfontaine,

- BEMAC, avenue du Progrès 28 B à 4432 Ans ;

Considérant que seule la firme suivante a remis offre :

- GIMI, rue Pierre Henvard 70 B à 4053 Chaudfontaine : 22.565,16 EUR TVAC (WTC : 11.258,11 EUR TVAC, école Georges Désir - Notre petite école : 1.000,95 EUR TVAC, crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek » : 10.306,10 EUR TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme GIMI, rue Pierre Henvard 70 B à 4053 Chaudfontaine, pour le remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux, au montant de son offre contrôlé de 22.565,16 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2024, aux articles 13700/724-60, 72200/724-60 et 84400/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme GIMI, rue Pierre Henvard 70B à 4053 Chaudfontaine, pour le remplacement de quatre systèmes de détection incendie dans divers bâtiments communaux, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense et d'engager le montant total de 23.100 EUR au budget extraordinaire de l'exercice 2024, selon la répartition suivante :
  - WTC : 11.500 EUR TVAC à l'article 13700/724-60/7178,
  - école Georges Désir - Notre petite école : 1.100 EUR TVAC à l'article 72200/724-60/7179,
  - crèches Prince Baudouin et « KDV Roodebeek » : 10.500 EUR TVAC à l'article 84400/724-60/7180 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Divers bâtiments communaux - Remplacement de quatre systèmes de détection incendie ».

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné aux articles 13700/724-60, 72200/724-60 et 84400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Divers bâtiments communaux - Remplacement de quatre systèmes de détection incendie ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Verschillende gemeentelijke gebouwen - Vervanging van vier branddetectiesystemen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: GIMI - Uitgave: 23.100 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0029 **Castel - Acquisition d'un accélérateur ionique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FOXECO - Dépense : 1.300 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un accélérateur ionique pour le Castel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du Patrimoine, il s'indique de procéder à l'acquisition d'un accélérateur ionique pour le Castel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 1.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Vu l'offre de la firme FOXECO, rue de Gozée 300 à 6110 Montigny-le-Tilleul, d'un montant de 1.228,15 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme

FOXECO, rue de Gozée, 300 à 6110 Montigny-le-Tilleul pour l'acquisition d'un accélérateur ionique conformément à son offre d'un montant de 1.228,15 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver l'engagement d'un montant de 1.300,00 EUR à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Castel - Acquisition d'un accélérateur ionique ».

Cette dépense sera financée par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 73410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Castel - Acquisition d'un accélérateur ionique ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Castel - Aankoop van een ionische versneller - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FOXECO - Uitgave: 1.300 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0030 **Gestion du patrimoine communal - Projet site « Van Meyel - Baudouin » - Etude de sol - Centrale d'achat - Bruxelles Environnement - Fournisseur : SOL-EX - Dépense : 22.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine et dans le cadre du projet du futur site « Van Meyel - Baudouin », il s'indique de commander deux études de sol ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine et dans le cadre du projet du futur site « Van Meyel - Baudouin », il s'indique de commander deux études de sol ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que Bruxelles Environnement a attribué, le 20/10/2022, le marché relatif aux études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région bruxelloise (lot 3) en centrale d'achat au bureau d'études SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux ;

Considérant que Bruxelles Environnement permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat ;

Vu la décision du Conseil communal prise en sa séance du 14/11/2022, approuvant la convention telle que modifiée par Bruxelles Environnement ;

Vu les offres de SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, du 29/04/2024 ;

Considérant que l'estimation de la dépense de 22.000 EUR TVAC est à imputer à l'article 72200/722-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver, en application des articles 2, 6° et 47 § 2 de la loi du 17/06/2016, des arrêtés royaux des 18/04/2017 et 14/01/2013 et de l'article 236 de la nouvelle loi communale, la commande deux études de sol dans le cadre du projet du futur site « Van Meyel - Baudouin », via la centrale d'achat de Bruxelles Environnement, auprès de l'adjudicataire SOL-EX, rue Gustave Masset 60 à 5030 Gembloux, aux conditions de ses offres du 29/04/2024 ;
- d'approuver la dépense estimée à 22.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 72200/722-60/6859 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

32 votants : 32 votes positifs.

**Beheer van het gementelijk patrimonium - Werfproject "Van Meyel - Baudouin" - Grondonderzoek - Aankoopcentrale - Leefmilieu Brussel - Leverancier: SOL-EX - Uitgave: 22.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Xavier Liénart quitte la séance / verlaat de zitting.*

24.06.2024/A/0031

**Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) - Procédure négociée sans publicité préalable - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère opportun de placer du mobilier urbain sur la place du Temps Libre ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère opportun de placer du mobilier urbain sur la place du Temps Libre ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3290 relatif au marché « Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ADEZZ BV, Liessenstraat 4 à 5405 AG Uden (Pays-Bas),
- VERA NV, Vuurgatstraat 86 à 3090 Overijse,
- AGREBA SRL, avenue J.F. Debecker 31 A en c/c,
- KUBIK-CREATION SRL, rue des Blés d'Or 8 à 1360 Perwez ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 42500/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3290 et le montant estimé de 50.000 EUR TVAC du marché « Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain (ID 3290) ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
  - ADEZZ BV, Liessenstraat 4 à 5405 AG Uden (Pays-Bas),
  - VERA NV, Vuurgatstraat 86 à 3090 Overijse,
  - AGREBA SRL, avenue J.F. Debecker 31 A en c/c,
  - KUBIK-CREATION SRL, rue des Blés d'Or 8 à 1360 Perwez ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 42500/741-52/6954 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance »

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 42500/741-52 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Place du Temps Libre - Fourniture de mobilier urbain ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

31 votants : 27 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

**Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290) -  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen  
firma's: 4 - Uitgave : 50.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het  
investeringsprogramma - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de levering van stadsmeubilair voor het Vrijtijdsplein;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 30/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de levering van stadsmeubilair voor het Vrijtijdsplein;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1<sup>o</sup>, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3290 betreffende de opdracht "Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290)";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ADEZZ bv, Liessenstraat 4 te 5405 AG Uden (Nederland),
- VERA nv, Vuurgatstraat 86 te 3090 Overijse,
- AGREBA bv, J.F. Debeckerlaan 31 A t/g,
- KUBIK-CREATION srl, rue des Blés d'Or 8 te 1360 Perwez;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42500/741-52 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds, onder voorbehoud van wijziging van het investeringsprogramma;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3290 en de raming van 50.000 EUR incl. btw voor de opdracht “Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair (ID 3290)”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
  - ADEZZ bv, Liessenstraat 4 te 5405 AG Uden (Nederland),
  - VERA nv, Vuurgatstraat 86 te 3090 Overijse,
  - AGREBA bv, J.F. Debeckerlaan 31 A t/g,
  - KUBIK-CREATION srl, rue des Blés d'Or 8 te 1360 Perwez;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 42500/741-52/6954 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN BESLIST de titel van het investeringsprogramma vermeld op artikel 42500/741-52 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 te wijzigen als volgt: "Vrijtijdsplein - Levering van stadsmeubilair".

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

31 stemmers : 27 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

*Steve Detry quitte la séance / verlaat de zitting.*

## **GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM**

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

24.06.2024/A/0032 **Avenue Georges Henri 359 - Logements - Fixation des loyers - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble sis avenue Georges Henri 359 ;

Considérant que celui-ci vient de faire l'objet d'une rénovation importante ;

Considérant que deux logements sont prêts à la location ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les loyers qui seront exigés ;

Vu la grille des loyers de référence de la Région bruxelloise ;

Considérant que, sur la base des éléments factuels introduits dans le logiciel, le loyer de référence pour ces appartements se situe :

- pour l'appartement +1 : entre 859 et 1.049 EUR,
- pour l'appartement +2 et 3 : entre 887 et 1.085 EUR ;

Considérant que, sur la base des montants investis par la commune pour l'acquisition et la rénovation de cet immeuble et d'un taux de rendement brut de 3,65 %, les loyers des logements devraient être de 946,12 EUR et 1.057,43 EUR ;

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE de fixer les loyers pour les appartements de l'immeuble sis avenue Georges Henri 359 comme suit :

- appartement +1 : 945 EUR,
- appartement +2 et 3 : 1.055 EUR.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

### **Georges Henrilaan 359 - Huisvesting - Vaststelling van de huurprijzen - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het gebouw aan de Georges Henrilaan 359;

Overwegende dat dit gebouw onlangs grote renovatiewerkzaamheden heeft ondergaan;

Overwegende dat twee woningen klaar zijn om verhuurd te worden;

Overwegende dat de huurprijzen moeten worden vastgesteld;

Gelet op het rooster van referentiehuurprijzen van het Brussels Gewest;

Overwegende dat, op basis van de in de software ingevoerde feitelijke elementen, de referentiehuurprijs voor deze appartementen ligt:

- voor appartement +1: tussen 859 en 1.049 EUR,
- voor appartement +2 en 3: tussen 887 en 1.085 EUR;

Overwegende dat, op basis van de door de gemeente geïnvesteerde bedragen voor de aankoop en renovatie van dit gebouw en een bruto rendement van 3,65%, de huurprijzen voor de appartementen 946,12 EUR en 1.057,43 EUR zouden moeten bedragen;

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de huurprijzen voor de appartementen in het gebouw aan de Georges Henrilaan 359 als volgt vast te stellen:

- appartement +1: 945 EUR,
- appartement +2 en 3: 1.055 EUR.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0033 **Avenue Andromède 83 - Occupation par l'antenne Nicole Dereppe - Avenant au bail - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'Habitation Moderne est propriétaire de l'immeuble sis avenue Andromède 83 ;

Vu le contrat de bail signé le 18/02/2003 ;

Considérant que ces locaux étaient initialement destinés à accueillir l'antenne locale de la Croix-Rouge de Belgique ;

Considérant que la Croix-Rouge a été relocalisée ;

Considérant que la commune a implanté dans les locaux l'antenne Nicole Dereppe qui regroupe des activités du service Prévention de la commune, telles qu'un atelier de recherche active d'emploi, une antenne scolaire, des permanences psychosociales, des projets socio-culturels, la médiation de proximité, les éducateurs de rue..., afin de renforcer la cohésion sociale du quartier ;

Considérant que l'usage des locaux a changé et qu'il y a donc lieu de clarifier la situation juridique liée à cette occupation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant ci-dessous :

## **AVENANT AU CONTRAT DE BAIL DU 18/02/2003 ANDROMEDE 83**

Entre les soussignés :

D'une part :

**L'Habitation Moderne SC : Mont-Saint-Lambert 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert**

Société Immobilière de Service Public, agréée par la Société du Logement de la Région Bruxelloise, sous le numéro 270 et inscrite sous le numéro 104 au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale auprès du Tribunal du Commerce de Bruxelles, ayant son siège social en ses bureaux, à Woluwe-Saint-Lambert, Mont-Saint-Lambert 2, représentée par :

M. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Président,

M. Michaël LORIAUX, Vice-Président

et M. Benoît MAIRY, Directeur général,

agissant conformément à l'article 17 des statuts, ci-après dénommée « le bailleur »

et d'autre part :

**Commune de Woluwe-Saint-Lambert : Avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert,**

représentée par :

M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal,

et M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre,

ci-après dénommée « le preneur ».

Préambule

La commune loue depuis 2003 des locaux situés avenue Andromède 83. Ceux-ci étaient initialement destinés à accueillir l'antenne locale de la Croix-Rouge de Belgique. Celle-ci a été relocalisée. La commune a implanté dans les locaux l'antenne Nicole Dereppe qui regroupe des activités du service Prévention de la commune, telles qu'un atelier de recherche active d'emploi, une antenne scolaire, des permanences psychosociales, des projets socio-culturels, la médiation de proximité, les éducateurs de rue..., afin de renforcer la cohésion sociale du quartier.

Il a donc été convenu de modifier l'article 3 de la convention comme suit :

**Ancien article 3 :** Le preneur destinera exclusivement les lieux loués à usage principal de la section locale de la Croix-Rouge.

Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable du bailleur.

Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne qui exercerait des activités comme indépendant autres que celles prévues à l'usage principal du présent contrat.

Aucun changement de cette destination en cours de bail ne sera opposable au bailleur, sauf son accord préalable et écrit.

**Nouvel article 3 :** Le preneur destinera exclusivement les lieux à l'implantation de

services publics ayant directement pour mission de renforcer la cohésion sociale du quartier.

Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable du bailleur.

Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne qui exercerait des activités comme indépendant autres que celles prévues à l'usage principal du présent contrat.

Aucun changement de cette destination en cours de bail ne sera opposable au bailleur, sauf son accord préalable et écrit.

Fait en deux exemplaires, chacune des parties déclarant en avoir reçu un exemplaire.

A Woluwe-Saint-Lambert,

Le...../...../2024

Signatures précédées de la mention « Lu et approuvé »

Le bailleur,

B. MAIR	M. LORIAUX	P.A. de MAERE d'AERTRYCKE
Directeur général	Vice-Président	Président

Le preneur,

Patrick LAMBERT	Olivier MAINGAIN
Secrétaire communal	Bourgmestre

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

**Andromedelaan 83 - Gebruik door de antenne Nicole Dereppe - Aanhangsel bij de huurovereenkomst - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

*Xavier Liénart entre en séance / treedt in zitting.*  
*Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.*  
*Steve Detry entre en séance / treedt in zitting.*

24.06.2024/A/0034 **Villa Montald - Rez-de-chaussée (partie) - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15/06/2023 de mettre fin à la convention relative à l'occupation de la villa Montald par l'ASBL Villa Montald et de maintenir les activités de la maison de jeunes sous une autre relation contractuelle ;

Vu le projet de convention rédigé en collaboration avec la « VGC » et « Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel » (ENTREE.brussels) ;

Considérant qu'une durée de 6 mois est prévue afin d'évaluer au mieux le cadre de la relation pour l'avenir après une période test ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

**CONVENTION-TYPE D'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX PAR  
UNE ASSOCIATION**

**ENTRE**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de (nom, prénom), (fonction), et (nom, prénom), secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024 ;

Ci-après dénommée « la commune » ;

**ET**

L'ASBL "Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel" (ENTREE.brussels), ayant son siège place Anneessens 13 à 1000 Bruxelles, représentée par , le(s) responsable(s) de l'association, agissant en qualité de en exécution de la délibération du conseil d'administration de .././.... et/ou de l'assemblée générale de .././..... ;

Ci-après dénommée « l'association » ou « l'occupant » ;

**PREAMBULE :**

Cette convention est conclue entre la commune et l'association en tenant compte du fait que cette dernière fournit un service d'intérêt public, culturel ou sportif, destiné en priorité aux citoyens de la commune.

La mise à disposition gratuite de locaux à cette association contribue donc à l'élargissement de l'offre de services accessibles et adaptés aux besoins des citoyens de la commune.

## **IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1. Objet de la convention**

La présente convention régit l'occupation des locaux décrits ci-dessous par l'association qui les utilise pour ses activités. Les locaux se situent chaussée de Roodebeek 270 (Villa Montald) à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, conformément au plan ci-joint, sous liseré rouge et un sous-sol. Les sanitaires sous liseré vert sont partagés avec les autres occupants de la Villa.

L'association utilise les locaux en collaboration avec MJ de Schakel ;

l'organisation utilise les locaux pour développer des activités pour les jeunes, avec des tiers et des organisations pour l'encadrement de la jeunesse et les collectifs de jeunes, ainsi qu'avec des particuliers.

Les locaux mis à disposition ne seront utilisés que pour les activités de l'association, à l'exclusion de toute autre utilisation. L'association ne peut permettre l'utilisation des locaux à des fins d'hébergement sans l'accord écrit préalable du Collège des bourgmestre et échevins de la commune. L'association est tenue de faire un usage effectif des locaux donnés en occupation.

Dans le cadre de ses activités, l'asbl peut accueillir des personnes physiques ou morales. Cependant, aucune activité commerciale ou assimilée ne pourra être exercée dans les locaux et l'asbl ne pourra tirer un profit financier de ces occupations (uniquement répercuter les frais d'exploitation du bien), ainsi que des revenus provenant de la vente de boissons et des revenus provenant de l'organisation de fêtes et d'activités.

Si les activités de l'association ne présentaient plus d'intérêt public, culturel, social ou sportif et/ou n'étaient plus principalement destinées aux citoyens de la commune, la commune mettra fin à la convention dans les conditions mentionnées à l'article 2.

L'association s'engage à veiller au bon usage du lieu et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage également à notifier par écrit à l'administration (service Propriétés communales) toute modification des statuts et tout changement concernant la personne chargée des relations avec la commune.

### **2. Durée**

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2024. Elle est conclue pour une durée déterminée de 6 mois. Par la suite, une convention révisée sera signée entre les parties concernées pour une durée indéterminée.

La commune ou l'association peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 10 mois, par courrier recommandé. Le congé prend cours le 01 septembre suivant sa notification.

### **3. Caution**

Avant la remise des clés, l'association doit fournir une caution dont le montant est calculé sur la base de 2 EUR par m<sup>2</sup> utilisé. Toutefois, le dépôt ne peut être inférieur à 350 EUR. Le montant exact de la caution sera déterminé lors de la signature de la convention. L'association s'acquitte de cette obligation en déposant des espèces sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès d'un organisme financier de son choix. Les intérêts de la somme ainsi placée seront capitalisés sur le compte individualisé.

Ce placement confère à la commune le privilège des avoirs du compte pour toutes les créances résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'association.

Le compte bancaire de la caution, tant pour le principal que pour les intérêts, ne peut être aliéné sans la présentation soit d'une autorisation écrite établie au plus tôt lors de la résiliation de la présente convention, soit d'une copie d'une décision de justice.

#### **4. Charges**

Sont à charge de l'association:

- les frais liés à la consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage, ainsi qu'à l'abonnement à ces services ;

La répartition des frais de chauffage sera calculée sur la base de répartiteur de chaleur. La répartition des consommations d'électricité et d'eau, autant que techniquement possible, sera réalisée sur la base de compteurs de passage.

- en cas de sinistre, la franchise légale déduite par l'assureur du bâtiment (voir article 5) ;
- les frais de téléphone ainsi que l'abonnement à ces services ;
- les frais, taxes, redevances, abonnements d'internet ;
- le nettoyage des locaux occupés ;
- les réparations aux frais de l'occupant des locaux occupés ;
- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre l'occupant.

La répartition des frais de chauffage sera calculée sur la base de répartiteur de chaleur. La répartition des consommations d'électricité et d'eau, autant que techniquement possible, sera réalisée sur la base de compteurs de passage. A défaut, sur la base d'une moyenne de jours/semaines/mois d'utilisation par utilisateur et par surface

En l'absence de compteurs individuels ou d'accord séparé, la répartition des frais communs et de la consommation collective d'énergie se fera au prorata de la surface occupée.

La commune fournira un décompte détaillé des charges à l'association au moins une fois par an. Cette dernière a le droit d'analyser les comptes et d'exiger la présentation de pièces justificatives.

Dès réception du décompte susmentionné, la commune ou l'association verse à l'autre partie la différence entre les provisions versées et les coûts réels.

La provision peut être ajustée par la commune en fonction des frais réels tels qu'ils résultent du dernier décompte effectué.

Hormis les petites réparations incombant aux occupants conformément à la doctrine et jurisprudence constante, la commune assure la gestion technique de l'immeuble.

En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenue de lui signaler immédiatement :

1. tout trouble de fait et de droit relatif au bien donné en occupation ;
2. tout dommage dont la réparation est à charge de l'occupant.

À défaut d'avoir averti la commune, l'association est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

Chaque année, entre le 01/05 et le 31/07, les parties organisent, de commun accord, à tout le moins une visite des lieux afin d'établir les travaux éventuellement à réaliser sur le bien.

Le service communal Gestion du patrimoine/Propriétés communales est le service de contact.

## **5. Assurances**

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'association.

Par conséquent, celle-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux et bris de vitrage. L'association devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

L'association doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans le mois de la signature de la présente convention et à chaque date d'anniversaire de la convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'association.

Dans tous les cas, la commune renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, dégradations et dégradations dont l'association pourrait être victime.

L'association assumera personnellement et, à la décharge de la commune toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

## **6. Taxes et impôts**

L'association est redevable des impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou à l'occupation du bien donné en occupation (par exemple, taxe sur l'enlèvement des ordures).

Les frais d'enregistrement sont à charge de l'association.

Le précompte immobilier est à charge de la commune.

## **7. État des lieux**

Au plus tard avant l'occupation des lieux par l'association et à la fin de la convention, après l'enlèvement du mobilier appartenant à l'association et avant la remise des clés, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.

A cette occasion, les parties procèdent également à l'enregistrement de l'index de tous

les compteurs.

L'association rend les lieux dans l'état établi suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le montant des dommages et intérêts sera fixé par le service Propriétés communales.

L'association répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu sans sa faute. L'association répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les locaux donnés en occupation.

8. /

## **9. Réparations**

La commune peut effectuer toute réparation lui incombant.

Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, l'association est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution de tous travaux que la commune juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement même si elle se prolonge au-delà de 40 jours.

## **10. Modifications au bien**

L'association ne pourra modifier les lieux donnés en occupation sans accord préalable et écrit de la commune. Elle ne pourra faire usage de la façade pour y placer une antenne de radio ou de télévision ou, plus généralement, d'y placer ou d'y fixer quoi que ce soit.

La commune n'est pas tenue de verser une indemnité si elle conserve les modifications apportées à l'immeuble sans autorisation. Elle peut également exiger la remise en état des lieux et si l'association ne répond pas, après une mise en demeure, elle peut elle-même faire exécuter les travaux aux frais de l'association.

Dans le cadre de cette convention, l'association peut, avec l'accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins, peindre ou tapisser dans des tons neutres avec des matériaux de bonne qualité. L'utilisation d'appareils électriques susceptibles de causer des nuisances doit faire l'objet d'un accord avec le service communal Propriétés communales.

L'association est par ailleurs autorisée, dans le respect des normes urbanistiques, à placer son logo et celui de son pouvoir subsidiant.

## **11. Accès au bien donné en occupation**

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien donné en occupation pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'association de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'association 48 heures à l'avance.

## **12. Élection de domicile et statuts**

Pour l'exécution de la convention, l'association fait élection de domicile à son siège social.

Pour l'association, toute nomination, démission ou révocation d'un responsable, ainsi que les modifications des statuts, ou la dissolution de l'association seront

communiquées par écrit à la commune au moyen d'un extrait de la décision de l'organe compétent (services de la Culture et des Propriétés communales) dans les huit jours qui suivent la décision, en indiquant l'adresse du successeur ou du liquidateur de l'association.

En l'absence de cette communication et de la signature du nouveau responsable, la commune se réserve le droit de se retourner contre le seul responsable qu'elle connaît.

### **13. Sous-location, jouissance, animaux**

En aucun cas, l'association ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux, à l'exception des animaux d'assistance. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège des bourgmestre et échevins.

### **14. Application des lois**

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

### **15. Juridiction compétente**

Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents. Le cas échéant, la langue de la convention déterminera le tribunal compétent, en fonction du régime linguistique.

### **16. Enregistrement**

L'association fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

### **17. Résiliation pour faute**

L'occupant supporte tous les coûts, frais et dépenses résultant de cette résiliation.

### **18. Redevance d'occupation forfaitaire**

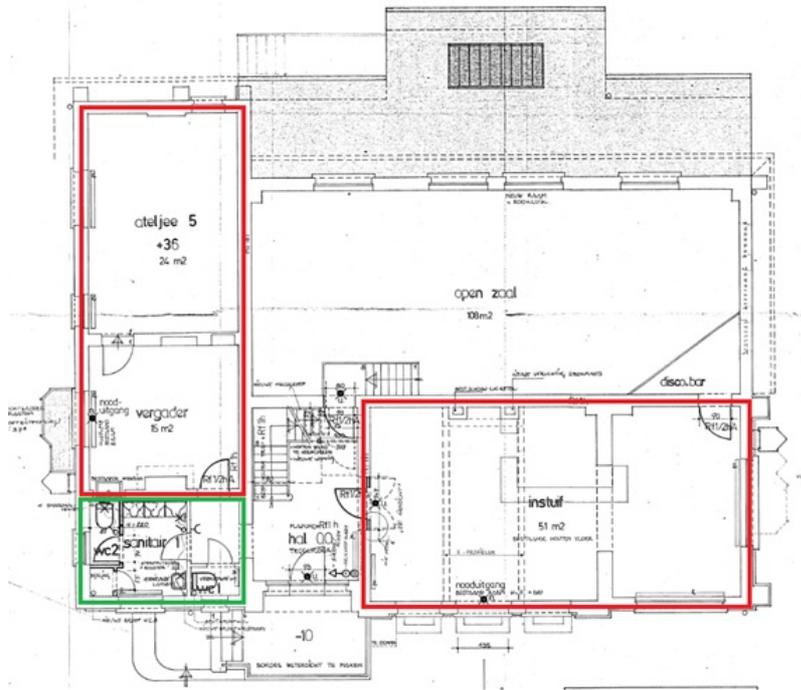
Si l'occupant reste dans le bâtiment à la fin du droit d'occupation (résiliation du droit d'occupation ou préavis), les parties fixent la redevance d'occupation à un montant forfaitaire de 50,00 EUR par m<sup>2</sup>/mois. Cela n'exclut en rien la possibilité pour la commune de réclamer d'éventuels dommages et intérêts en raison de la poursuite illégale de l'occupation du bâtiment.

Fait à Sint-Lambrechts-Woluwe, le \_\_\_\_\_ en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'association, \_\_\_\_\_ Signature de la commune,

Le Secrétaire communal, (Membre du Collège),



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

### **Villa Montald - Benedenverdieping (deel) - Overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 15/06/2023 om de overeenkomst betreffende het gebruik van de villa Montald door de vzw Villa Montald te beëindigen en de activiteiten van het jeugdhuis onder een andere contractuele relatie te behouden;

Gelet op de ontwerpovereenkomst opgesteld in samenwerking met de VGC en Jeugdhuisen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels);

Overwegende dat er een periode van 6 maanden gepland is om na een testperiode het kader van de relatie voor de toekomst zo goed mogelijk te evalueren;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

**BESLIST** de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

## TYPE-OVEREENKOMST VOOR HET GEBRUIK VAN GEMEENTELIJKE LOKALEN DOOR EEN VERENIGING

### **TUSSEN:**

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van (naam, voornaam), (functie), en (naam, voornaam), gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024;

Hierna "de gemeente" genoemd

### **EN:**

De vzw Jeugdhuizen Ondersteuning Brussel (ENTREE.brussels) met zetel te Anneessensplein 13 à 1000 Brussels, vertegenwoordigd door ,verantwoordelijke(n) van de vereniging, handelend in de hoedanigheid van en volgens de beraadslaging van de Raad van bestuur van .././.... en/of de Algemene vergadering van .././.....

Hierna "de vereniging" of "de gebruiker" genoemd

### **INLEIDING:**

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeente en de vereniging rekening houdend met het feit dat deze laatste een dienst van openbaar, cultureel of sportief belang aanbiedt, die hoofdzakelijk bestemd is voor de burgers van de gemeente.

De terbeschikkingstelling van gratis lokalen aan deze vereniging draagt dus bij tot de uitbreiding van het aanbod van toegankelijke diensten, aangepast aan de behoeften van de burgers van de gemeente.

### **WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:**

#### **1. Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het hieronder beschreven goed door de vereniging die het voor haar activiteiten gebruikt. Het goed is gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksesteenweg 270 (Villa Montald) conform bijgevoegd plan, onder rode rand en een kelder. De sanitaire voorzieningen in de groene boord worden gedeeld met de andere gebruikers van de Villa.

De vereniging gebruikt de lokalen in samenwerking met MJ de Schakel, gebruikt de organisatie de ruimtes om activiteiten te ontwikkelen voor jongeren, met derde partijen en organisaties betreffende jeugdwerk en jongerencollectieven alsook particulieren.

Het ter beschikking gestelde goed zal enkel gebruikt worden voor de activiteiten van de vereniging, met uitsluiting van ieder ander gebruik. De vereniging mag niet toelaten dat de lokalen gebruikt worden voor huisvesting behoudens schriftelijke en voorafgaandelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen van de gemeente. De vereniging is ertoe gehouden het in gebruik gegeven goed effectief te gebruiken.

In het kader van haar activiteiten mag de vzw particulieren of rechtspersonen

ontvangen. Er mogen echter geen commerciële of gelijkaardige activiteiten worden uitgeoefend in de lokalen en de vzw mag geen financiële winst halen uit deze activiteiten (enkel de werkingskosten van het goed doorrekenen) en de inkomsten voortvloeiend uit de verkoop van drank en de inkomsten voortvloeiend uit het organiseren van feesten en activiteiten.

Indien de activiteiten van de vereniging niet langer van openbaar, cultureel, sociaal of sportief belang zouden zijn en/of niet langer hoofdzakelijk voor de burgers van de gemeente bestemd zouden zijn, zal de gemeente de overeenkomst beëindigen onder de in artikel 2 genoemde voorwaarden.

De vereniging verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het respect van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

## **2. Duur**

Deze gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2024. Ze wordt gesloten voor een bepaalde duur van 6 maanden. Hierna wordt een herziene overeenkomst tussen de betrokken partijen getekend van onbepaalde duur.

De gemeente of de vereniging kan de overeenkomst op elk moment beëindigen met een opzegtermijn van 10 maanden per aangetekende brief. De opzegging wordt van kracht op 01 september volgend op de kennisgeving.

## **3. Waarborg**

Voor het overhandigen van de sleutels moet de vereniging een waarborg stellen waarvan het bedrag berekend wordt op basis van 2,00 EUR per gebruikte m<sup>2</sup>. De waarborg mag evenwel niet kleiner zijn dan 350,00 EUR. Het exacte bedrag van de waarborg zal bepaald worden bij de ondertekening van de overeenkomst. Ze voldoet aan deze verplichting door het plaatsen van contanten op een geïndividualiseerde rekening die op haar naam geopend wordt bij een financieel organisme van haar keuze. De intresten van de zo geplaatste som worden gekapitaliseerd op de geïndividualiseerde rekening.

Door deze plaatsing krijgt de gemeente het voorrecht op het actief van de rekening voor alle vorderingen voortkomende uit het geheel of gedeeltelijk niet naleven van de verplichtingen van de vereniging.

Er kan niet beschikt worden over de bankrekening van de waarborg, zowel voor de hoofdsom als voor de intresten, zonder het voorleggen van ofwel een schriftelijke toelating ten vroegste opgemaakt bij het beëindigen van deze overeenkomst ofwel een kopie van een gerechtelijke beslissing.

## **4. Lasten**

Zijn ten laste van de vereniging:

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming, en uit het abonnement op deze diensten;

De verdeling van de verwarmingskosten zal worden berekend op basis van warmtedistributie. Voor zover technisch mogelijk worden elektriciteits- en waterverbruik toegerekend op basis van debietmeters.

- in geval van schade, de wettelijke franchise die afgehouden wordt door de verzekeraar van het gebouw (zie artikel 5);
- de telefoonkosten en het abonnement op deze diensten;
- de kosten, belastingen, bijdragen, abonnementen voor internet;
- het schoonmaken van de gebruikte lokalen;
- herstellingen ten laste van de gebruiker van de gebruikte lokalen;
- de terugbetaling van de premietoeslag in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker;

De verdeling van de verwarmingskosten zal worden berekend op basis van een warmteverdeler. Voor zover technisch mogelijk wordt de verdeling van het elektriciteits- en waterverbruik toegerekend op basis van doorstroommeters. Bij gebreke daarvan op basis van een gemiddeld aantal dagen/weken/maanden gebruik per gebruiker en per oppervlakte.

Bij ontstentenis van afzonderlijke meters of van een aparte overeenkomst, gebeurt de verdeling van de gezamenlijke kosten en van het collectieve energieverbruik naar rato van de bezette oppervlakte.

De gemeente zal minstens eenmaal per jaar een gedetailleerde kostenstaat van de lasten aan de vereniging bezorgen. Deze heeft het recht om de rekeningen te analyseren en het voorleggen van bewijsstukken te eisen.

Bij ontvangst van de voornoemde kostenstaat betaalt de gemeente of de vereniging aan de andere partij het verschil tussen de betaalde provisies en de reële kosten.

De provisie kan door de gemeente aangepast worden in functie van de reële uitgaven zoals die voortkomen uit de laatste uitgevoerde afrekening.

Met uitzondering van kleine reparaties, die onder de verantwoordelijkheid van de gebruikers vallen in overeenstemming met de gevestigde doctrine en jurisprudentie, verzekert de gemeente het technisch beheer van het gebouw.

De gebruiker wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het in gebruik gegeven goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gebruiker valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de vereniging verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan zij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

Elk jaar, tussen 01/05 en 31/07, organiseren de partijen in onderling overleg minstens één bezoek aan het pand om vast te stellen welke eventuele werkzaamheden aan het pand moeten worden uitgevoerd.

De gemeentelijke dienst Erfgoedbeheer/Gemeente-eigendommen is het aanspreekpunt.

## **5. Verzekeringen**

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" (brand, waterschade, glasbreuk) die een clause bevat die verhaal op de vereniging uitsluit.

Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade en glasbreuk afsluiten. Ze zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het

gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen.

Het staat haar vrij een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

De vereniging moet een polis aangaan die haar risico's dekt betreffende haar burgerlijke aansprakelijkheid en die van haar agenten en aangestelden voor alle schadegevallen die kunnen voorvallen in het kader van de uitbating van het goed. De vereniging zal een kopie van deze polis en het betalingsbewijs van de premie aan de gemeente overmaken binnen de maand na ondertekening van deze overeenkomst en op iedere verjaardag van de overeenkomst. Indien de gemeente het bewijs van de verzekeringspolis en/of de betaling van de premie niet binnen de bovenvermelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een aanmaning per aangetekende brief om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag na de verzending van de aangetekende brief. Na deze periode wordt deze overeenkomst automatisch opgeheven ten nadele van de vereniging.

In ieder geval verzaakt de vereniging zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de gemeente in hoofde van de beschikkingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de vereniging het slachtoffer zou kunnen zijn.

De vereniging neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de haar ter beschikking gestelde lokalen.

## **6. Taksen en belastingen**

De vereniging staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het in gebruik gegeven goed (bijvoorbeeld belasting op het ophalen van huisvuil).

De registratiekosten zijn ten laste van de vereniging.

De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

## **7. Plaatsbeschrijving**

Ten laatste voor de vereniging de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair dat aan de vereniging toebehoort en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt.

Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

De vereniging laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve vergane of door ouderdom aangetaste zaken of door overmacht. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De vereniging staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De vereniging staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de in gebruik gegeven lokalen ontvangt.

8. /

## **9. Herstellingen**

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is.

In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek, moet de vereniging dulden dat de gemeente, zonder vergoeding, de werken uitvoert die zij nodig acht in het kader van een renovatieplan of een herinrichting zelfs als dit langer duurt dan 40 dagen.

## **10. Wijzigingen aan het goed**

De vereniging mag de in gebruik gegeven plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Zij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de vereniging niet reageert, na een ingebrekestelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de vereniging.

In het kader van deze overeenkomst mag de vereniging, na voorafgaandelijk akkoord van het College van burgemeester en schepenen, schilderen of behangen in neutrale tinten met materialen van goede kwaliteit. Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst Gemeente-eigendommen.

De vereniging mag ook haar logo en dat van haar subsidiërende overheid plaatsen, in overeenstemming met de stedenbouwkundige voorschriften.

## **11. Toegang tot het in gebruik gegeven goed**

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het in gebruik gegeven goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de vereniging al haar verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de vereniging 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

## **12. Keuze van woonplaats en statuten**

Voor de uitvoering van de overeenkomst kiest de vereniging haar maatschappelijke zetel als domicilie.

Voor de vereniging zal iedere benoeming, ontslag of afzetting van een beheerder, alsook de wijzigingen aan de statuten, of de ontbinding van de vereniging schriftelijk meegedeeld worden aan de gemeente bij middel van een uittreksel van de beslissing van het bevoegde orgaan (diensten Cultuur en Gemeente-eigendommen) binnen de acht dagen na de beslissing met vermelding van het adres van de opvolger of de vereffenaar van de vereniging.

Bij gebrek aan deze mededeling en de handtekening van de nieuwe verantwoordelijke behoudt de gemeente zich het recht voor om zich te keren tegen de enige verantwoordelijke die zij kent.

## **13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren**

De vereniging mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen, met uitzondering van hulpdieren. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

#### **14. Toepassing van de wetten**

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

#### **15. Bevoegde jurisdictie**

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

#### **16. Registratie**

De vereniging registreert de overeenkomst binnen 2 maanden na de datum van ondertekening.

#### **17. Ontbinding wegens fout**

De gebruiker draagt alle kosten, lasten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

#### **18. Forfaitaire bezettingsvergoeding**

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging van het gebruiksrecht of opzeggingstermijn), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50 EUR per m<sup>2</sup>/maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van de onrechtmatige voortzetting van het gebruik van het gebouw.

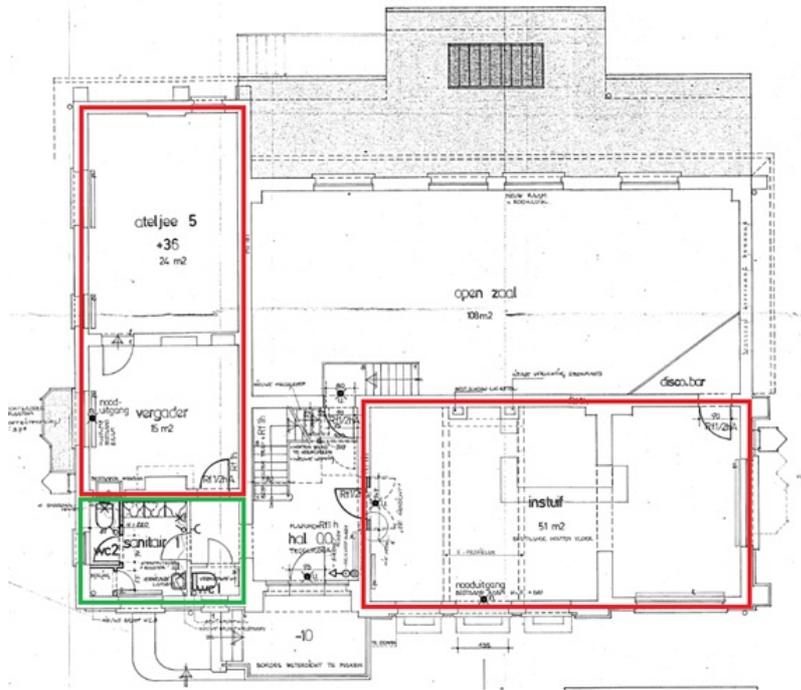
Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op \_\_\_\_\_ in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de vereniging, \_\_\_\_\_ Handtekening van de gemeente,

De Gemeentesecretaris, (Lid van het College),

## Bijlage



De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0035 **Stade Fallon - Antennes-relais de mobilophonie - Conventions - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrale numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1<sup>re</sup> Division, Section B, reprenant une grande partie du stade Fallon ;

Vu sa délibération du 19/09/2002 approuvant deux conventions pour l'installation d'antennes de mobilophonie au stade communal ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03/12/2020 de résilier ces conventions avec effet au 04/08/2024 ;

Considérant que les opérateurs ont désiré négocier de nouvelles conventions ;

Considérant que la suppression de ces antennes créerait une nette diminution de la couverture de réseau, d'autant plus problématique lors d'évènements sportifs concentrant de nombreuses personnes.

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver les deux conventions reprises ci-dessous :

**CONTRAT DE BAIL**

**Code du site : BX3164E**

**ENTRE D'UNE PART :**

L'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert

Dont le siège est situé Avenue Paul Hymans 2 à 1200 Bruxelles

Représentée ici par son Bourgmestre, Monsieur Olivier MAINGAIN et son Secrétaire communal, Monsieur Patrick LAMBERT, ci-après dénommé « Le BAILLEUR »,

**ET D'AUTRE PART :**

Belgium Tower Partners SA, avec siège situé 1831 Diegem, Culliganlaan 2C et enregistrée sous le numéro d'entreprise 0783 543 729 (RPM Bruxelles), représentée ici par Monsieur Leonardus van DIJK, en sa qualité de Chief Operating Officer (COO), ci-après dénommée « BTP » ou « Le PRENEUR »;

Le BAILLEUR et BTP sont ci-après dénommés conjointement « Les PARTIES », et chacun séparément « La PARTIE » ;

LES PARTIES reconnaissent avoir la capacité juridique de signer le présent bail et d'accorder les droits qui y sont prévus ;

Le présent contrat de bail (y compris ses annexes) est ci-après dénommé « Le CONTRAT » ;

Préambule :

Les PARTIES ont conclu un contrat d'occupation précaire signé le 04/06/2003, ayant pour objet :

- la mise à disposition d'une surface d'environ 50 m<sup>2</sup> afin d'y implanter une station de télécommunication ( la « Surface »), située : avenue J.F. Debecker 54 et enregistré au cadastre sous le numéro 26P7 commune de Woluwé-Saint Lambert - 1ère division Section B
- de procéder au remplacement de deux pylônes d'éclairage afin d'implanter sur l'un d'eux des antennes et équipements de télécommunication tout en maintenant les appareils d'éclairage existants.

En date du 26/01/2021, le BAILLEUR a signifié au PRENEUR sa décision de résilier la convention d'occupation précaire suite à une décision Collège des bourgmestre et échevins du 03/12/2020 avec effet au 04/08/2024.

La convention d'occupation précaire prévoyait, à la fin du contrat et après démontage des équipements de l'opérateur, le transfert, sans frais, de la propriété des structures de soutènement et de soulèvement (fondation et pylône) à la commune.

**Il a été convenu et accepté ce qui suit :**

La convention d'Occupation à Titre Précaire signé le 04/06/2003 est, à partir du

01/08/2024, remplacée par le présent contrat de Bail.

Le transfert de la propriété du pylône n°1 (structures de soutènement et de soulèvement) repris à l'annexe B.2 est postposé à l'issue de la présente convention conformément à l'article 6.3.

### **Article 1 : Objet du contrat**

1.1. La Commune déclare :

- Etre plein BAILLEUR du bien immobilier situé à 1200 Bruxelles, Avenue J.F. Debecker 54 et inscrit au registre cadastral sous le numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1ère Division, Section B, ci-après dénommé « Le Bien Immobilier » (Annexe D) ;
- Posséder le droit de libre disposition du Bien Immobilier et qu'il n'existe pas de créances, d'hypothèque ou de privilèges sur le bien qui compromettent l'utilisation normale du Bien Loué par Le PRENEUR.

1.2. Le BAILLEUR donne en location au PRENEUR qui accepte des emprises reprises sous liseré rouge au plan joint à l'annexe B.1 (ci-après dénommées la « Surface » ou « le Bien Loué »), situé sur le Bien Immobilier.

1.3. Le bien loué sera utilisée pour exploiter une station de télécommunication (systèmes de télécommunication, ensemble de leurs accessoires et des appareillages périphériques) aux conditions stipulées dans le présent contrat.

1.4. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à y placer un container avec des équipements de télécommunications et à relier ceux-ci au réseau de téléphonie et électrique en domaine public ainsi qu'aux antennes et équipements du PRENEUR sur le pylône d'éclairage n° 1 repris au plan repris en annexe B.2.

De plus, le BAILLEUR autorise le PRENEUR et ses utilisateurs à placer des antennes et équipements de télécommunication sur ce pylône d'éclairage.

1.5. Le PRENEUR et ses utilisateurs peuvent améliorer, modifier ou étendre les équipements dans et sur le Bien Loué à tout moment, en tenant compte des progrès scientifiques, techniques et technologiques en la matière, et des exigences applicables en matière de partage de sites d'antennes et d'utilisation conjointe de l'infrastructure.

1.6. Le BAILLEUR accorde au PRENEUR le droit solliciter, l'agrandissement du Bien Loué (le « Bien Loué Supplémentaire »), afin qu'il puisse apporter des modifications, des compléments, des remplacements, des remises à neuf ou des extensions à tout équipement se trouvant dans ou sur le Bien Loué. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Le cas échéant, en cas d'augmentation substantielle de la superficie initiale avec le Bien Loué Supplémentaire, le montant du loyer repris à l'article 5 pourra être revu au tarif de 25 EUR/m<sup>2</sup>/an à indexer conformément à l'article 5.4.

1.7. Dans les quinze jours calendrier de l'entrée en vigueur de la présente convention, un état des lieux détaillé du Bien Loué et du pylône n° 1 sera établi par les parties, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la

plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le PRENEUR devra restituer le Bien Loué et le pylône n°1 en parfait état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux détaillé sera établi, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

## **Article 2 : Obligations du BAILLEUR**

2.1. Le BAILLEUR s'engage à laisser jouir paisiblement le PRENEUR du Bien Loué et à entretenir le Bien Immobilier aux abords immédiats du Bien Loué afin de lui assurer cette jouissance paisible.

2.2. Le BAILLEUR s'engage à n'accorder aucun droit d'utilisation ou d'occupation à titre quelconque (bail, concession, etc.) à quiconque pour l'installation ou l'exploitation de systèmes de communication mobile ou de tous autres systèmes susceptibles de nuire à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations, sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR.

2.3. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR et à ses utilisateurs à demander et obtenir, en son nom ou pour compte du BAILLEUR, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires ou utiles pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la conservation, la réparation et la modification du Bien Loué, y compris l'espace à l'extérieur du Bien Loué pour ce qui concerne les câbles et les raccordements utiles. La pose des câbles et des raccordements utiles doit cependant faire l'objet d'un accord préalable du BAILLEUR. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision.

2.4. Le BAILLEUR coopérera avec le PRENEUR et ses utilisateurs si cela est nécessaire pour l'introduction et le suivi des demandes et l'obtention des permis, approbations et autorisations mentionnés ci-dessus. Le BAILLEUR transmettra au PRENEUR tous les documents relatifs au Bien Immobilier qui lui seront nécessaires ou qui seront nécessaires à ses utilisateurs.

2.5. Le BAILLEUR donne également l'autorisation au PRENEUR et à ses utilisateurs d'effectuer tous les essais, inspections et études préparatoires nécessaires sur le Bien Immobilier pour autant qu'ils ne portent pas atteinte à l'état et à la conservation du Bien Immobilier. Si tel devait être le cas, l'accord préalable du BAILLEUR serait requis.

2.6. Le BAILLEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat du Bien Loué doit toujours être assuré. Aussi, le BAILLEUR informera au préalable le PRENEUR de son intention d'exécuter sur le Bien Immobilier des travaux à proximité du Bien Loué ou d'effectuer des travaux susceptibles d'influer sur le fonctionnement des Installations, et ce, moyennant un préavis 90 jours calendrier, sauf

force majeure ou urgence.

2.7. Le BAILLEUR informera préalablement le PRENEUR de toute modification aux appareils d'éclairage afin de mettre à jour les calculs de stabilité du pylône n°1.

### **Article 3: Obligations du PRENEUR**

3.1. Le PRENEUR s'engage à respecter et à faire respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant Bien loué et la station de télécommunication.

3.2. De plus, le PRENEUR s'engage à demander ou à ce que ses utilisateurs demandent toutes les autorisations nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations. Les travaux ne pourront débuter qu'après obtention, par le PRENEUR ou ses utilisateurs, de toutes ces autorisations.

3.3. Le PRENEUR s'engage à utiliser et faire utiliser par ses utilisateurs le Bien Loué en bon père de famille et à payer le loyer et les charges au BAILLEUR comme déterminé à l'article 5.

3.4. Le PRENEUR évitera toute action et utilisation du Bien Loué qui pourrait compromettre le fonctionnement normal des installations existantes du BAILLEUR.

3.5. Le PRENEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat de l'éclairage doit toujours être assuré.

3.6. Le PRENEUR informera au préalable le BAILLEUR de son intention d'entreprendre des travaux sur le Bien Immobilier ou sur le Bien Loué et ce, moyennant un préavis de trois mois, sauf force majeure ou urgence.

3.7. Le PRENEUR s'engage à garantir l'entretien structurel des pylônes d'éclairage (hors appareils d'éclairage) n° 1 et 2 tels que définis à l'annexe B.2, à effectuer les contrôles périodiques et la maintenance requis des pylônes et des équipements de sécurité. Il prendra en charge les calculs de stabilité nécessaires à chaque modification d'équipements sur le pylône n°1. D'autre part, le PRENEUR s'engage à réserver une charge minimale correspondant à la charge actuelle pour le cadre et les appareils d'éclairage du BAILLEUR.

3.8. A l'échéance du présent Contrat pour quelque raison que ce soit, le PRENEUR enlèvera, dans un délai de 90 jours calendrier, ses installations à ses frais à l'exception des structures de support dans le sol (pour autant qu'il y en ait) et du pylône d'éclairage n° 1 conformément à l'article 7.4.

Le BAILLEUR prend toutes les mesures nécessaires pour que les équipements se trouvant sur ou dans le Bien Loué puissent être enlevés par le PRENEUR, ses utilisateurs ou toute autre personne désignée par le PRENEUR.

### **Article 4 : Début - Durée - Fin**

4.1. Le contrat prendra effectivement cours le 01/08/2024 et est conclu pour une durée de neuf (9) années consécutives.

4.2. Il sera automatiquement renouvelé pour six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le PRENEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance des neuf (9)

années en cours.

4.3. À l'issue de cette période de neuf et six ans, le contrat est automatiquement renouvelé par périodes de six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le BAILLEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 730 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours ou que le PRENEUR communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours.

4.4. Chaque prolongation sera soumise aux mêmes termes et conditions que ceux convenus dans le contrat en cours.

4.5. Le PRENEUR est autorisé à mettre fin à tout moment au présent contrat de bail moyennant un préavis de 180 jours calendrier, si les besoins du réseau, les besoins commerciaux ou opérationnels du PRENEUR ou si certaines spécifications des systèmes de télécommunication ou tout autre système destiné aux télécommunications ont pour effet de rendre les conditions du contrat inacceptables. Dans ce cas, le PRENEUR doit au BAILLEUR une indemnité forfaitaire équivalente à un an de loyer annuel tel que fixé à l'article 5.1. de la présente convention.

4.6. En cas d'expropriation par mesure d'intérêt général, le présent contrat de bail expirera à la date à laquelle l'autorité expropriante aura effectivement pris possession du Bien Loué. Les Parties conviennent dans ce cas de renoncer aux éventuelles actions qu'elles seraient susceptibles d'intenter réciproquement. Elles feront valoir conjointement leurs droits à l'égard de l'autorité expropriante.

#### **Article 5 : Loyer - Mode de paiement - Taxes - Indexation - Charges**

5.1. En contrepartie de la location de la Surface, le PRENEUR s'engage à payer un loyer annuel d'un montant de 7.800 EUR (**sept mille huit cent EUR**) comme suit :

- moment du paiement : annuellement, au plus tard le dixième jour calendrier du mois anniversaire de début de ce contrat de Bail (ou si le dixième jour est un dimanche ou un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) ;
- Premier paiement : le 10/08/2024
- numéro de compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert avec comme référence : Pylône 1 Stade communal loyer

5.2. Tous les impôts et taxes directement liés à l'installation, à l'entretien et à la gestion de l'équipement dans et sur le Bien Loué sont à la charge du PRENEUR ou de ses utilisateurs.

5.3. Toutes les taxes sur les redevances (de location), ainsi que toutes les retenues à la source sur les redevances (de location) et, d'une manière générale, tous les impôts ou taxes relatifs au droit de propriété sur le Bien Loué sont à la charge du BAILLEUR. Le BAILLEUR bénéficie actuellement d'une exonération de précompte immobilier pour le Bien Immobilier. Si cette situation devait être revue du fait de l'exploitation visée par la présente convention, les conséquences financières seraient à charge du PRENEUR. Dans cette hypothèse, une division de la parcelle sera sollicitée par le BAILLEUR afin de déterminer précisément la part du revenu cadastral afférant à l'objet de la présente convention.

5.4. Le loyer sera ajusté annuellement à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat en fonction des fluctuations de l'indice santé (tableaux de 2013),

moyennant l'application de la formule ci-dessous :

$F \times I$ $i$	<b>F = loyer de base visé à l'article 3.1</b> <b>I = index du mois qui précède le mois de l'ajustement</b> <b>i = index du mois d'entrée en vigueur de ce contrat de BAIL.</b>
------------------	--

Au cas où la formule d'ajustement se heurterait à des objections de droit, le calcul de la fluctuation se fera sur la base des dispositions légales en vigueur au moment de l'ajustement.

5.5. Sur simple demande écrite, le PRENEUR remboursera le BAILLEUR des frais relatifs à la consommation d'électricité de ses installations et de celle de ses utilisateurs sur la base du relevé du compteur de passage et au tarif unitaire payé par le BAILLEUR.

### **Article 6 : Accès**

6.1. Le BAILLEUR accorde expressément au PRENEUR et à ses utilisateurs un accès complet, illimité et permanent au Bien Immobilier pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la réparation ou la modification d'équipements sur le Bien Loué. Cet accès est accordé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à toute personne désignée à cet effet par le PRENEUR ou ses utilisateurs.

6.2. Le BAILLEUR devra donc, sur simple demande du PRENEUR, accorder l'accès au Bien Immobilier au personnel de celui-ci et à toutes les personnes autorisées par celui-ci à compter de la date de signature du présent Contrat.

6.3. Le BAILLEUR fournira au PRENEUR et à ses utilisateurs les clés, badges et codes nécessaires pour accéder au Bien Immobilier (maximum 2 exemplaires). Le PRENEUR et ses utilisateurs sont autorisés à installer un coffre-fort à clés à proximité de l'accès au Bien Loué.

6.4. Le BAILLEUR confirme par la présente qu'aucun autre consentement n'est requis de la part d'un tiers pour avoir un accès complet et sans restriction au Bien Immobilier. Si le consentement de toute autre personne est requis pour accéder au Bien Immobilier, le BAILLEUR s'engage à l'obtenir.

### **Article 7 : Propriété**

7.1. Tous les éléments et composants de l'équipement sur ou dans le Bien Loué sont et resteront la propriété exclusive du PRENEUR ou de ses utilisateurs en vertu d'un droit de superficie-conséquence conformément à l'article 3.182 du nouveau Code Civil.

7.2. Les structures de support souterraines (pour autant qu'il y en ait) et le pylône d'éclairage n° 1 deviendront automatiquement la propriété du BAILLEUR à la fin du Contrat.

## **Article 8 : Transfert ou vente du Bien Immobilier - Droit de préemption - Force contraignante**

8.1. Le présent contrat de bail lie les Parties ainsi que leurs successeurs, représentants, personnel et mandataires.

8.2. En cas de cession (donation, vente...) du Bien Loué par le BAILLEUR à un tiers, celui-ci (nouveau BAILLEUR) ne pourra mettre fin au contrat de bail que dans les cas et aux conditions visés à l'article 4 du présent contrat, uniquement si le contrat de bail a une date certaine avant la cession du Bien loué par le BAILLEUR ou si le PRENEUR occupe au moins depuis 6 mois le Bien Loué, à défaut d'une telle date certaine.

8.3. Le BAILLEUR informera non seulement l'acheteur ou le cessionnaire de certains droits de l'existence et du contenu du Contrat, mais aussi de la durée restante de celui-ci, y compris l'état des possibilités de prolongation dont le PRENEUR dispose encore.

## **Article 9 : Cession et sous-location**

9.1. Le PRENEUR peut solliciter la cession du présent contrat de bail. La demande est envoyée au BAILLEUR par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Tous les droits et obligations du PRENEUR vis-à-vis du BAILLEUR conformément aux dispositions du présent contrat prendront fin au moment de la cession du contrat de bail. Le nouveau PRENEUR reprendra tous les droits et obligations du PRENEUR aux termes du présent contrat, et ce, à la date de la cession.

9.2. Le PRENEUR peut sous-louer le présent contrat de bail, à condition d'en informer le BAILLEUR par lettre recommandée. Chaque sous-location devra respecter les dispositions du présent contrat.

## **Article 10 : Destruction du Bien Loué**

10.1. Dans le cas où le Bien Loué, indépendamment de la volonté du BAILLEUR, serait partiellement ou totalement détruit et que le BAILLEUR décide de reconstruire le Bien Loué, le PRENEUR et ses utilisateurs auront le droit de reconstruire leurs équipements sur le Bien Loué reconstruit.

10.2. Dans le cas où le Bien Loué original ne peut plus être utilisé pendant les travaux de reconstruction ou si le BAILLEUR décide de ne pas reconstruire le Bien Loué, le BAILLEUR fournira, au mieux de ses capacités, une alternative équivalente (Mise à disposition du PRENEUR un emplacement de maximum 150m<sup>2</sup> pour le placement d'une installation provisoire, pylône et station de base, pendant la durée des travaux de reconstruction).

## **Article 11 : Responsabilités et Assurances**

11.1. Le PRENEUR n'est responsable, tant à l'égard des tiers que du BAILLEUR,

que des dommages directs qui résulteraient de la présence ou du fonctionnement de ces installations pendant le montage et pendant toute la durée du Contrat. Le PRENEUR souscrira auprès d'une compagnie d'assurance agréée une assurance spéciale qui couvre tant les dommages matériels, corporels et immatériels.

11.2. A cet effet, le PRENEUR doit souscrire une assurance couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

11.3. Le PRENEUR souscrira également une police d'assurance en responsabilité civile occupant auprès d'une compagnie d'assurance reconnue et agréée pour couvrir les périls nommés comprenant au minimum les garanties de base à savoir l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et les sinistres de voisinage. Le BAILLEUR fera insérer dans sa police incendie un abandon de recours contre le PRENEUR, sauf en cas de faute lourde ou de dol. Le PRENEUR fera également insérer un abandon de recours réciproque à l'égard du BAILLEUR et son assureur.

11.4. Une preuve de ces polices d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise au BAILLEUR dans les huit jours calendrier de la signature de la présente convention. Si le BAILLEUR n'a pas reçu la preuve de cette polie d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, le BAILLEUR adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts du PRENEUR.

11.5. La responsabilité du PRENEUR sera toujours limitée à un montant maximum de 1.250.000 EUR par sinistre par an.

## **Article 12 : Notifications**

12.1. Les notifications à l'autre partie doivent toujours être faites aux adresses suivantes et à l'attention des personnes mentionnées ci-dessous :

<b>BTP :</b>	<b>BAILLEUR :</b>
BELGIUM TOWER PARTNERS SA	Administration communale de Woluwe-Saint Lambert
Culliganlaan 2C Boîte 7 à 1831 Diegem	Avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert
A l'attention de BTP Estates	Service Gestion du Patrimoine / Propriétés communales
<a href="mailto:estates@belgiumtowerpartners.com">estates@belgiumtowerpartners.com</a>	<a href="mailto:prop.eig@woluwe1200.be">prop.eig@woluwe1200.be</a>
Tél: 02/373.81.81	Tél : 02/761.28.18 ou 02/761.28.20

12.2. Les parties s'informent mutuellement dans les meilleurs délais, et si possible à l'avance, de toute modification de ces coordonnées.

## **Article 13 : Traitement des données à caractère personnel**

13.1. Pour l'application du présent article, les termes utilisés sont définis comme le prévoit le règlement 2016/679 ("règlement général sur la protection des données" ou

" RGPD "). Le PRENEUR traite les données à caractère personnel dans le cadre du présent Contrat en tant que responsable du traitement des données. A cet égard, le PRENEUR informe le BAILLEUR de ce traitement de données à caractère personnel conformément aux articles 13 et 14 du RGPD par le biais de la déclaration relative au traitement des données personnelles figurant à l'Annexe A du présent Contrat, qui en fait partie intégrante.

#### **Article 14 : Clauses abusives**

14.1. Les Parties attirent leur attention mutuelle sur les articles VI.91/3 à VI.91/6 du Code de droit économique et déclarent que, selon elles, le présent Contrat ne contient pas de clauses abusives au sens de la législation précitée, compte tenu des circonstances concrètes dans lesquelles ce Contrat a été conclu. En particulier, chaque partie déclare que chaque clause du présent contrat est le résultat de véritables négociations menées sur un pied d'égalité avec l'autre partie, et qu'elle accepte chaque clause en comprenant parfaitement son contenu et ses conséquences juridiques, en les considérant comme justes, équilibrées et appropriées au regard de l'ensemble du contrat et des objectifs qu'elle poursuit avec ce contrat. Les Parties déclarent que les risques respectifs qu'elles doivent supporter dans le cadre du présent Contrat ont été pris en compte de manière appropriée et suffisante dans le loyer, de sorte que tout risque supporté par une Partie est compensé par une contrepartie équivalente de la part de l'autre Partie.

#### **Article 15 : Enregistrement**

15.1. Le PRENEUR s'engage à faire enregistrer ce contrat. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de ce contrat sont à charge du PRENEUR.

#### **Article 16 : Dispositions diverses**

16.1. Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs, oraux ou écrits, y compris le bail du 04/06/2003 entre les Parties ou leurs prédécesseurs concernant l'objet du présent Contrat.

16.2. Les Parties conviennent que le présent Contrat peut être signé et délivré au moyen de signatures électroniques par l'une ou l'autre Partie et que les signatures figurant dans le présent Contrat constituent des signatures originales.

16.3. La date de signature du présent Contrat par la dernière Partie à l'avoir signé sera considérée comme la date du présent Contrat.

16.4. Toutes les adaptations et tous les amendements au présent contrat doivent être effectués par écrit et acceptés explicitement par les deux Parties.

16.5. Si l'une des clauses du présent contrat venait à être déclarée nulle en tout ou en partie, toutes les autres dispositions demeureront néanmoins applicables sauf si cette nullité devait rompre l'équilibre contractuel initial.

16.6. Les tribunaux francophones de Bruxelles seront seuls compétents.

Annexes :

- A. Déclaration relative au traitement des données personnelles
- B. Description du Bien Loué
- C. Certificat de compte bancaire
- D. Preuve de propriété
- E. Copie, recto et verso, de la carte d'identité du BAILLEUR ou de son représentant légal.
- F. Dans le cas des entreprises : preuve du pouvoir de signature du représentant du BAILLEUR.

<b>Signature(s) du BAILLEUR</b>	
Patrick LAMBERT	Olivier MAINGAIN
Secrétaire communal	Bourgmestre
Fait à .....	
Le .....	
<b>Signature BELGIUM TOWER PARTNERS SA</b>	
Leonardus van DIJK	
Fait à Diegem	
Le .....	

**Annexe A - Déclaration relative au traitement des données personnelles**

BTP loue un bien immobilier et a donc besoin de certaines données personnelles du BAILLEUR à cette fin.

Le BAILLEUR ("vous") fournit des données personnelles dans le cadre d'un contrat de bail conclu avec BTP. BTP agit en tant que responsable du traitement des données à caractère personnel que vous avez fournies et, à ce titre, s'efforce de respecter le

cadre juridique applicable, tel que la loi belge sur la protection de la vie privée du 30 juillet 2018 et le règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD »).

Vous reconnaissez avoir lu et accepté la présente déclaration relative au traitement des données personnelles (« Déclaration ») et consentez ainsi au traitement de vos données personnelles tel que décrit dans la présente.

## **1. Qui traite vos données personnelles ?**

BTP agit en tant que contrôleur de données. En outre, BTP fait appel à des sous-traitants qui traitent vos données personnelles pour le compte de BTP.

BTP fait appel aux sous-traitants suivants pour le traitement de vos données à caractère personnel : Sous-traitants en relation avec la sauvegarde informatique des données à caractère personnel.

## **2. Pourquoi traitons-nous vos données personnelles ?**

BTP collecte et traite vos données personnelles aux fins suivantes, ainsi qu'à d'autres fins compatibles avec celles-ci :

1. Exécution des obligations de paiement en vertu du Contrat ;
2. A des fins de communication avec le BAILLEUR ;
3. La gestion des pylônes de transmission situés sur les propriétés louées ;

BTP traite et conserve vos données à caractère personnel aussi longtemps que nécessaire aux fins décrites ci-dessus.

## **3. Sur quelle base juridique traitons-nous vos données personnelles ?**

Nous traitons vos données personnelles dans le cadre de la préparation et de l'exécution du contrat de bail conclu entre vous et BTP (art. 6.1.b RGPD), et/ou des intérêts légitimes de BTP, y compris l'optimisation de la gestion des paiements appropriés et de la communication avec les BAILLEURS (art. 6.1.f RGPD).

## **4. Comment vos données personnelles sont-elles collectées ?**

Nous obtenons vos données personnelles directement de vous, par exemple en remplissant des formulaires ou en nous fournissant d'autres informations.

## **5. Quelles catégories de données à caractère personnel sont traitées ?**

BTP traite les catégories suivantes de données à caractère personnel :

1. Données d'identification, telles que votre nom complet ;
2. Modalités du paiement ;
3. Coordonnées du contact, telles que votre numéro de téléphone, votre adresse et votre adresse électronique ;
4. Preuve de la propriété d'un bien immobilier ou d'un terrain.

## **6. Mes données personnelles sont-elles transférées à des tiers au sein de l'UE ?**

Vos données personnelles peuvent être partagées avec les catégories de sous-traitants décrites à l'article 1 de la présente déclaration.

Pour le reste, vos données personnelles ne seront pas vendues, transférées ou communiquées à des tiers par BTP.

## **7. Mes données personnelles sont-elles traitées en dehors de l'UE ?**

Dans certains cas, vos données personnelles seront transférées et/ou traitées dans des pays situés en dehors de l'Union européenne. Dans ce cas, nous ferons tout notre possible pour nous assurer que cela se déroule conformément à la législation applicable en matière de protection des données et nous mettrons en place des garanties appropriées, telles que des clauses contractuelles standard si cette législation l'exige, afin de promouvoir un niveau adéquat de protection de vos données personnelles.

## **8. Quels sont mes droits ?**

Vous pouvez exercer un certain nombre de droits relatifs à vos données personnelles vis-à-vis de BTP, dans la mesure où vous disposez effectivement de ces droits en vertu de la législation applicable en matière de protection des données.

Vous pouvez exercer ces droits par courrier électronique à l'adresse : [estates@belgiumtowerpartners.com](mailto:estates@belgiumtowerpartners.com) ou par lettre à l'adresse suivante : BELGIUM TOWER PARTNERS, Culliganlaan 2C boîte 7, 1831 Diegem, accompagné d'une preuve de votre identité. BTP répondra à ces demandes et donnera suite ou non à ces demandes conformément à la législation applicable et en principe dans un délai d'un mois, également conformément à la législation applicable.

Vous pouvez également contacter ou porter plainte auprès de l'Autorité de Protection des Données.

### **Droit d'opposition**

Vous avez le droit, sur la base de votre situation particulière, de vous opposer au traitement de vos données personnelles sur la base de l'intérêt justifié de BTP.

### **Droit de retirer le consentement**

Vous avez le droit de retirer votre consentement à tout moment. Ce retrait n'affecte pas la licéité du traitement fondé sur le consentement avant ce retrait.

### **Droit d'accès**

Vous avez le droit d'accéder à vos données personnelles et d'obtenir une copie de ces données. Vous avez également le droit de recevoir certaines informations sur le traitement de vos données personnelles, notamment les finalités du traitement, les catégories de données personnelles, les catégories de destinataires, etc.

### **Droit de rectification**

Vous avez le droit de faire rectifier des données personnelles inexactes ou de faire compléter des données personnelles incomplètes.

### **Droit à l'effacement**

Vous avez le droit de faire effacer vos données personnelles si et dans la mesure où :

1. vos données personnelles ne sont plus nécessaires aux fins visées ;
2. il n'existe plus de base juridique pour le traitement ;
3. vous vous opposez au traitement et il n'existe pas de motifs légitimes impérieux

- pour le traitement par BTP, ou vous vous opposez au traitement à des fins de marketing direct ;
4. vos données personnelles ont été traitées illégalement ; ou
  5. vos données personnelles doivent être supprimées pour se conformer à une obligation légale à laquelle BTP est soumis.

### **Droit à la limitation du traitement**

Vous avez le droit d'obtenir de BTP une limitation du traitement si et dans la mesure où :

1. vous contestez l'exactitude des données à caractère personnel, pendant une période qui permet à BTP de vérifier cette exactitude ;
2. le traitement est illégal et vous vous opposez à l'effacement des données personnelles et demandez plutôt la restriction de leur utilisation ;
3. BTP n'a plus besoin des données personnelles aux fins du traitement, mais vous en avez besoin pour une demande légale ;
4. vous vous êtes opposé au traitement, en attendant de vérifier si les motifs légitimes de BTP l'emportent sur les vôtres.

En cas de restriction du traitement, les données à caractère personnel peuvent encore être conservées par BTP.

### **Droit à la portabilité des données**

Pour les données à caractère personnel qui (i) sont traitées dans le cadre de l'exécution du contrat ou sur base de votre autorisation, (ii) sont communiquées par vos soins à BTP et (iii) sont traitées par des moyens automatisés, vous avez le droit de les obtenir de BTP dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, ainsi que le droit de les transférer ou de les faire transférer directement à un autre responsable du traitement, dans la mesure où cela est techniquement possible.

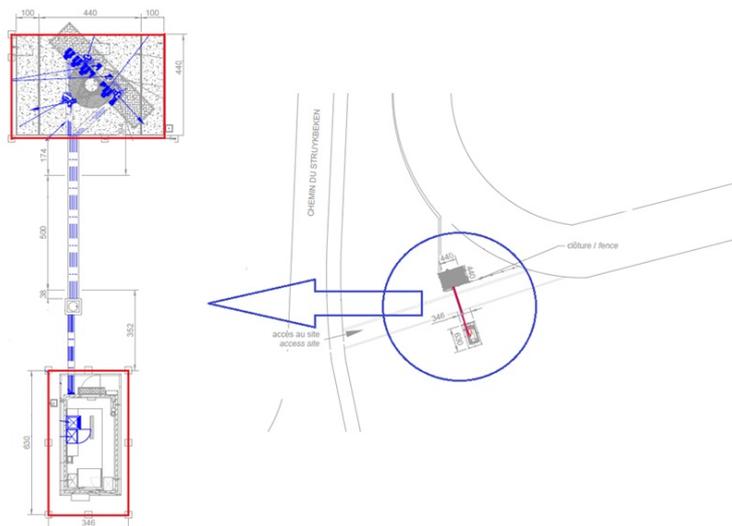
### **9. Amendements**

BTP se réserve le droit d'apporter des changements et des modifications à la présente Déclaration. BTP communiquera clairement ces modifications ou amendements, après quoi vous les accepterez expressément.

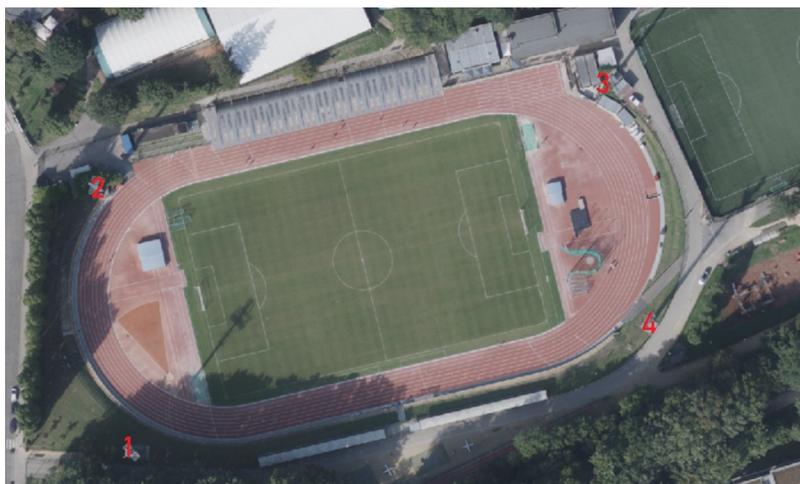
### **10. Contact**

Pour toute question, l'exercice de vos droits et pour toute autre information relative au traitement de vos données personnelles par ou au nom de BTP, veuillez contacter : [estates@belgiumtowerpartners.com](mailto:estates@belgiumtowerpartners.com) .

## Annexe B.1 : plan des emprises



## Annexe B.2 : numérotation des pylônes



### CONTRAT DE BAIL

*Numéro :02CSL*

### Entre d'une part :

La Commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de Monsieur Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, (n° d'entreprise de la commune 0207.389.859) agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du ...,

dénommée ci-après le BAILLEUR,

**et d'autre part :**

**Proximus SA de droit public**

**située à:**

**Boulevard du Roi Albert II, 27**

**1030 Bruxelles**

**TVA BE 0202.239.951 R.P.M. Bruxelles**

ici représentée par :

**Monsieur Wim WIERCX, Domain Manager INVESTMENT**

dénommée ci-après le PRENEUR,

le PRENEUR et le BAILLEUR seront dénommés ensemble les PARTIES.

### **Préambule**

- Les PARTIES ont conclu un contrat d'occupation précaire, portant la référence 02CSL signé le 07/03/2002, ayant pour objet :
  - la mise à disposition d'une surface d'environ 50 m<sup>2</sup> afin d'y implanter une station de télécommunication (la « Surface »), située : avenue J.F. Debecker 54 et enregistré au cadastre sous le numéro 26P7 commune de Woluwé-Saint Lambert - 1ère division Section B
  - de procéder au remplacement de deux pylônes d'éclairage afin d'implanter sur l'un d'eux des antennes et équipements de télécommunication tout en maintenant les appareils d'éclairage existants.
- en date du 26/01/2021, le BAILLEUR a signifié à Proximus sa décision de résilier la convention d'occupation précaire suite à une décision du Collège des bourgmestre et échevins du 03/12/2020 avec effet au 04/08/2024.
- la convention d'occupation précaire prévoyait, à la fin du contrat et après démontage des équipements de l'opérateur, le transfert, sans frais, de la propriété des structures de soutènement et de soulèvement (fondation et pylône) à la commune.

**Il a été convenu et accepté ce qui suit :**

La convention d'Occupation à Titre Précaire 02CSL signé le 07/03/2002 est, à partir du 01/08/2024, remplacée par le présent contrat de Bail.

Le transfert de la propriété du pylône n°4 (structures de soutènement et de soulèvement) repris à l'annexe 2 est postposé à l'issue de la présente convention conformément à l'article 4.4.

### **Article 1 : Objet du contrat**

1.1. La Commune déclare :

- Etre plein BAILLEUR du bien immobilier situé à 1200 Bruxelles Avenue J.F. Debecker 54 et inscrit au registre cadastral sous le numéro 26L8 Woluwe-Saint-Lambert, 1ère Division, Section B, ci-après dénommé "le Bien Immobilier";
- Posséder le droit de libre disposition du Bien Immobilier et qu'il n'existe pas de créances, d'hypothèque ou de privilèges sur le bien qui compromettent l'utilisation normale du Bien Loué par Le PRENEUR.

1.2. Le BAILLEUR donne en location au PRENEUR qui accepte des emprises reprises sous liseré rouge au plan joint à l'annexe 1 (ci-après dénommées la « Surface » ou « le Bien Loué »), situé sur le bien immobilier.

1.3. Le Bien Loué sera utilisée pour exploiter une station de télécommunication (systèmes de télécommunication, ensemble de leurs accessoires et des appareillages périphériques) aux conditions stipulées dans le présent contrat.

1.4. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à y placer un container avec des équipements de télécommunications et à relier ceux-ci au réseau de téléphonie et électrique en domaine public ainsi qu'aux antennes et équipements du PRENEUR sur le pylône d'éclairage n° 4 repris au plan repris en annexe 2.

De plus, le BAILLEUR autorise le PRENEUR à placer des antennes et équipements de télécommunication sur ce pylône d'éclairage.

1.5. Le PRENEUR peut améliorer, modifier ou étendre les équipements dans et sur le Bien Loué à tout moment, en tenant compte des progrès scientifiques, techniques et technologiques en la matière, et des exigences applicables en matière de partage de sites d'antennes et d'utilisation conjointe de l'infrastructure.

1.6. Le BAILLEUR accorde au PRENEUR le droit solliciter, l'agrandissement du Bien Loué (le « Bien Loué Supplémentaire »), afin qu'il puisse apporter des modifications, des compléments, des remplacements, des remises à neuf ou des extensions à tout équipement se trouvant dans ou sur le Bien Loué. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Le cas échéant, en cas d'augmentation substantielle de la superficie initiale avec le Bien Loué Supplémentaire, le montant du loyer repris à l'article 5 pourra être revu au tarif de 25 EUR/m<sup>2</sup>/an à indexer conformément à l'article 5.4.

1.7. Dans les quinze jours calendrier de l'entrée en vigueur de la présente convention, un état des lieux détaillé du Bien Loué et du pylône n° 4 sera établi par les parties, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

1.8. A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le PRENEUR devra restituer le Bien Loué et le pylône n°4 en parfait état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux détaillé sera établi, contradictoirement et aux frais du PRENEUR, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

## **Article 2 : Obligations du BAILLEUR**

2.1. Le BAILLEUR s'engage à laisser jouir paisiblement le PRENEUR du Bien Loué et à entretenir le Bien Immobilier aux abords immédiats du Bien Loué afin de lui assurer cette jouissance paisible.

2.2. Le BAILLEUR s'engage à n'accorder aucun droit d'utilisation ou d'occupation à titre quelconque (bail, concession, etc.) à quiconque pour l'installation ou l'exploitation de systèmes de communication mobile ou de tous autres systèmes susceptibles de nuire à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations, sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR.

2.3. Le BAILLEUR autorise le PRENEUR à demander et obtenir, en son nom ou pour compte du BAILLEUR, tous les permis, approbations et autres autorisations nécessaires ou utiles pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la conservation, la réparation et la modification du Bien Loué, y compris l'espace à l'extérieur du Bien Loué pour ce qui concerne les câbles et les raccordements utiles. La pose des câbles et des raccordements utiles doit cependant faire l'objet d'un accord préalable du BAILLEUR. La demande est envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision.

2.4. Le BAILLEUR coopérera avec le PRENEUR si cela est nécessaire pour l'introduction et le suivi des demandes et l'obtention des permis, approbations et autorisations mentionnés ci-dessus. Le BAILLEUR transmettra au PRENEUR tous les documents relatifs au Bien Immobilier qui lui seront nécessaires.

2.5. Le BAILLEUR donne également l'autorisation au PRENEUR d'effectuer tous les essais, inspections et études préparatoires nécessaires sur le Bien Immobilier pour autant qu'ils ne portent pas atteinte à l'état et à la conservation du Bien Immobilier. Si tel devait être le cas, l'accord préalable du BAILLEUR serait requis.

2.6. Le BAILLEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat du Bien Loué doit toujours être assuré. Aussi, le BAILLEUR informera au préalable le PRENEUR de son intention d'exécuter sur le Bien Immobilier des travaux à proximité du Bien Loué ou d'effectuer des travaux susceptibles d'influer sur le fonctionnement des Installations, et ce, moyennant un préavis de 90 jours calendrier, sauf force majeure ou urgence.

2.7. Le BAILLEUR informera préalablement le PRENEUR de toute modification aux appareils d'éclairage afin de mettre à jour les calculs de stabilité du pylône n°4.

### **Article 3 : Obligations du PRENEUR**

- 3.1. Le PRENEUR s'engage à respecter toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant Bien loué et la station de télécommunication.
- 3.2. De plus, le PRENEUR s'engage à demander toutes les autorisations nécessaires à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des Installations. Les travaux ne pourront débuter qu'après obtention, par le PRENEUR, de toutes ces autorisations.
- 3.3. Le PRENEUR s'engage à utiliser le Bien Loué en bon père de famille et à payer le loyer et les charges au BAILLEUR comme déterminé à l'article 5.
- 3.4. Le PRENEUR évitera toute action et utilisation du Bien Loué qui pourrait compromettre le fonctionnement normal des installations existantes du BAILLEUR.
- 3.5. Le PRENEUR reconnaît que, sauf force majeure, le fonctionnement continu et adéquat de l'éclairage doit toujours être assuré.
- 3.6. Le PRENEUR informera au préalable le BAILLEUR de son intention d'entreprendre des travaux sur le Bien Immobilier ou sur le Bien Loué et ce, moyennant un préavis de trois mois, sauf force majeure ou urgence.
- 3.7. Le PRENEUR s'engage à garantir l'entretien structurel des pylônes d'éclairage (hors appareils d'éclairage) n° 3 et 4 tels que définis à l'annexe 2, à effectuer les contrôles périodiques et la maintenance requis des pylônes et des équipements de sécurité. Il prendra en charge les calculs de stabilité nécessaires à chaque modification d'équipements sur le pylône n°4.. D'autre part, le PRENEUR s'engage à réserver une charge minimale correspondant à la charge actuelle pour le cadre et les appareils d'éclairage du BAILLEUR.
- 3.8. A l'échéance du présent Contrat pour quelque raison que ce soit, le PRENEUR enlèvera, dans un délai de 90 jours calendrier, ses installations à ses frais à l'exception des structures de support dans le sol (pour autant qu'il y en ait) et du pylône d'éclairage n° 4 conformément à l'article 7.4.
- 3.9. Le BAILLEUR prend toutes les mesures nécessaires pour que les équipements se trouvant sur ou dans le Bien Loué puissent être enlevés par le PRENEUR ou toute autre personne qu'il désignerait.

### **Article 4 : Début - Durée - Fin**

- 4.1. Le contrat prendra effectivement cours le 01/08/2024 et est conclu pour une durée de neuf (9) années consécutives.
- 4.2. Il sera automatiquement renouvelé pour six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le PRENEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance des neuf (9) années en cours.
- 4.3. À l'issue de cette période de neuf et six ans, le contrat est automatiquement renouvelé par périodes de six (6) ans et aux mêmes conditions, à moins que le BAILLEUR ne communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 730 jours calendrier avant l'échéance de la période en cours ou que le PRENEUR communique son intention de ne pas le reconduire, par lettre recommandée, et ce, au moins 180 jours calendrier avant l'échéance de la

période en cours.

4.4. Chaque prolongation sera soumise aux mêmes termes et conditions que ceux convenus dans le contrat en cours.

4.5. Le PRENEUR est autorisé à mettre fin à tout moment au présent contrat de bail moyennant un préavis de 180 jours calendrier, si les besoins du réseau, les besoins commerciaux ou opérationnels du PRENEUR ou si certaines spécifications des systèmes de télécommunication ou tout autre système destiné aux télécommunications ont pour effet de rendre les conditions du contrat inacceptables. Dans ce cas, le PRENEUR doit au BAILLEUR une indemnité forfaitaire équivalente à un an de loyer annuel tel que fixé à l'article 5.2. de la présente convention.

4.6. En cas d'expropriation par mesure d'intérêt général, le présent contrat de bail expirera à la date à laquelle l'autorité expropriante aura effectivement pris possession du Bien Loué. Les Parties conviennent dans ce cas de renoncer aux éventuelles actions qu'elles seraient susceptibles d'intenter réciproquement. Elles feront valoir conjointement leurs droits à l'égard de l'autorité expropriante.

### **Article 5 : Loyer - Mode de paiement - Taxes - Indexation - Charges**

5.1. En contrepartie de la location de la Surface, le PRENEUR s'engage à payer un loyer annuel d'un montant de 7.800 EUR (sept mille huit cent EUR) comme suit :

- moment du paiement : annuellement, au plus tard le dixième jour calendrier du mois anniversaire de début de ce contrat de Bail (ou si le dixième jour est un dimanche ou un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit) ;
- premier paiement : le 10/08/2024
- numéro de compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert avec comme référence : Pylône 4 Stade communal loyer

5.2. Tous les impôts et taxes directement liés à l'installation, à l'entretien et à la gestion de l'équipement dans et sur le Bien Loué sont à la charge du PRENEUR.

5.3. Toutes les taxes sur les redevances (de location), ainsi que toutes les retenues à la source sur les redevances (de location) et, d'une manière générale, tous les impôts ou taxes relatifs au droit de propriété sur le Bien Loué sont à la charge du BAILLEUR. Le BAILLEUR bénéficie actuellement d'une exonération de précompte immobilier pour le Bien Immobilier. Si cette situation devait être revue du fait de l'exploitation visée par la présente convention, les conséquences financières seraient à charge du PRENEUR. Dans cette hypothèse, une division de la parcelle sera sollicitée par le BAILLEUR afin de déterminer précisément la part du revenu cadastral afférant à l'objet de la présente convention.

5.4. Le loyer sera ajusté annuellement à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat en fonction des fluctuations de l'indice santé (tableaux de 2013), moyennant l'application de la formule ci-dessous :

<b><u>F x I</u></b>  <b>i</b>	<b>F = loyer de base visé à l'article 3.1</b>  <b>I = index du mois qui précède le mois de l'ajustement</b>  <b>i = index du mois d'entrée en vigueur de ce contrat de BAIL.</b>
-------------------------------------	--

5.5. Au cas où la formule d'ajustement se heurterait à des objections de droit, le calcul de la fluctuation se fera sur la base des dispositions légales en vigueur au moment de l'ajustement.

5.6. Sur simple demande écrite, le PRENEUR remboursera le BAILLEUR des frais relatifs à la consommation d'électricité de ses installations sur la base du relevé du compteur de passage et au tarif unitaire payé par le BAILLEUR.

#### **Article 6 : Accès**

6.1. Le BAILLEUR accorde expressément au PRENEUR un accès complet, illimité et permanent au Bien Immobilier pour l'installation, l'utilisation, l'entretien, la réparation ou la modification d'équipements sur le Bien Loué. Cet accès est accordé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à toute personne désignée à cet effet par le PRENEUR.

6.2. Le BAILLEUR devra donc, sur simple demande du PRENEUR, accorder l'accès au Bien Immobilier au personnel de celui-ci et à toutes les personnes autorisées par celui-ci à compter de la date de signature du présent Contrat.

6.3. Le BAILLEUR fournira au PRENEUR, badges et codes nécessaires pour accéder au Bien Immobilier (maximum 2 exemplaires). Le PRENEUR est autorisé à installer un coffre-fort à clés à proximité de l'accès au Bien Loué.

6.4. Le BAILLEUR confirme par la présente qu'aucun autre consentement n'est requis de la part d'un tiers pour avoir un accès complet et sans restriction au Bien Immobilier. Si le consentement de toute autre personne est requis pour accéder au Bien Immobilier, le BAILLEUR s'engage à l'obtenir.

#### **Article 7 : Propriété**

7.1. Tous les éléments et composants de l'équipement sur ou dans le Bien Loué sont et resteront la propriété exclusive du PRENEUR en vertu d'un droit de superficie-conséquence conformément à l'article 3.182 du nouveau Code Civil.

7.2. Les structures de support souterraines (pour autant qu'il y en ait) et le pylône d'éclairage n° 4 deviendront automatiquement la propriété du BAILLEUR à la fin du Contrat.

#### **Article 8 : Transfert ou vente du Bien Immobilier - Droit de préemption - Force contraignante**

8.1. Le présent contrat de bail lie les Parties ainsi que leurs successeurs, représentants, personnel et mandataires.

8.2. En cas de cession (donation, vente...) du Bien Loué par le BAILLEUR à un tiers, celui-ci (nouveau BAILLEUR) ne pourra mettre fin au contrat de bail que dans les cas et aux conditions visés à l'article 4 du présent contrat, uniquement si le contrat de bail a une date certaine avant la cession du Bien loué par le BAILLEUR ou si le PRENEUR occupe au moins depuis 6 mois le Bien Loué, à défaut d'une telle date

certaine.

8.3. Le BAILLEUR informera non seulement l'acheteur ou le cessionnaire de certains droits de l'existence et du contenu du Contrat, mais aussi de la durée restante de celui-ci, y compris l'état des possibilités de prolongation dont le PRENEUR dispose encore.

#### **Article 9 : Cession et sous-location**

9.1. Le PRENEUR peut solliciter la cession du présent contrat de bail. La demande est envoyée au BAILLEUR par courrier recommandé avec accusé de réception. A défaut de réponse du BAILLEUR dans un délai de 60 jours calendrier à compter de la date de réception du courrier recommandé avec accusé de réception, la demande sera présumée acceptée. En cas de refus, le BAILLEUR devra motiver expressément sa décision. Tous les droits et obligations du PRENEUR vis-à-vis du BAILLEUR conformément aux dispositions du présent contrat prendront fin au moment de la cession du contrat de bail. Le nouveau PRENEUR reprendra tous les droits et obligations du PRENEUR aux termes du présent contrat, et ce, à la date de la cession.

9.2. Le PRENEUR peut sous-louer le présent contrat de bail moyennant accord préalable du BAILLEUR. Chaque sous-location devra respecter les dispositions du présent contrat.

#### **Article 10 : Destruction du Bien Loué**

10.1. Dans le cas où le Bien Loué, indépendamment de la volonté du BAILLEUR, serait partiellement ou totalement détruit et que le BAILLEUR décide de reconstruire le Bien Loué, le PRENEUR aura le droit de reconstruire ses équipements sur le Bien Loué reconstruit.

10.2. Dans le cas où le Bien Loué original ne peut plus être utilisé pendant les travaux de reconstruction ou si le BAILLEUR décide de ne pas reconstruire le Bien Loué, le BAILLEUR fournira, au mieux de ses capacités, une alternative équivalente (Mise à disposition du PRENEUR un emplacement de maximum 150m<sup>2</sup> pour le placement d'une installation provisoire, pylône et station de base, pendant la durée des travaux de reconstruction).

#### **Article 11 : Responsabilités et Assurances**

11.1. Le PRENEUR n'est responsable, tant à l'égard des tiers que du BAILLEUR, que des dommages directs qui résulteraient de la présence ou du fonctionnement de ces installations pendant le montage et pendant toute la durée du Contrat. Le PRENEUR souscrira auprès d'une compagnie d'assurance agréée une assurance spéciale qui couvre tant les dommages matériels, corporels et immatériels.

11.2. A cet effet, le PRENEUR doit souscrire une assurance couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

11.3. Le PRENEUR souscrira également une police d'assurance en responsabilité civile occupant auprès d'une compagnie d'assurance reconnue et agréée pour couvrir

les périls nommés comprenant au minimum les garanties de base à savoir l'incendie, les dégâts des eaux, les risques locatifs et les sinistres de voisinage. Le BAILLEUR fera insérer dans sa police incendie un abandon de recours contre le PRENEUR, sauf en cas de faute lourde ou de dol. Le PRENEUR fera également insérer un abandon de recours réciproque à l'égard du BAILLEUR et son assureur.

11.4. Une preuve de ces polices d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise au BAILLEUR dans les huit jours calendrier de la signature de la présente convention. Si le BAILLEUR n'a pas reçu la preuve de cette polie d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, le BAILLEUR adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts du PRENEUR.

11.5. La responsabilité du PRENEUR sera toujours limitée à un montant maximum de 1.250.000 EUR par sinistre par an.

## **Article 12 : Notifications**

12.1. Les notifications à l'autre partie doivent toujours être faites aux adresses suivantes et à l'attention des personnes mentionnées ci-dessous :

<b>PRENEUR :</b>	<b>BAILLEUR :</b>
	Administration communale de Woluwe-Saint Lambert
	Avenue Paul Hymans 2
A l'attention de	Service Gestion du Patrimoine/Propriétés communales
	prop.eig@woluwe1200.be
Tél:	Tél : 02/761.28.18 ou 02/761.28.20

12.2. Les parties s'informent mutuellement dans les meilleurs délais, et si possible à l'avance, de toute modification de ces coordonnées.

## **Article 13 : Traitement des données à caractère personnel**

13.1. Le PRENEUR ne peut ni traiter ni communiquer les données personnelles du BAILLEUR à des tiers sauf en cas de nécessité dans le cadre d'obligations contractuelles et légales. Pour plus d'information concernant la gestion des données privées par Proximus, nous nous référons à la politique de confidentialité de Proximus qui est disponible sur [www.proximus.be/privacy](http://www.proximus.be/privacy).

## **Article 14 : Clauses abusives**

14.1. Les Parties attirent leur attention mutuelle sur les articles VI.91/3 à VI.91/6 du Code de droit économique et déclarent que, selon elles, le présent Contrat ne contient

pas de clauses abusives au sens de la législation précitée, compte tenu des circonstances concrètes dans lesquelles ce Contrat a été conclu. En particulier, chaque partie déclare que chaque clause du présent contrat est le résultat de véritables négociations menées sur un pied d'égalité avec l'autre partie, et qu'elle accepte chaque clause en comprenant parfaitement son contenu et ses conséquences juridiques, en les considérant comme justes, équilibrées et appropriées au regard de l'ensemble du contrat et des objectifs qu'elle poursuit avec ce contrat. Les Parties déclarent que les risques respectifs qu'elles doivent supporter dans le cadre du présent Contrat ont été pris en compte de manière appropriée et suffisante dans le loyer, de sorte que tout risque supporté par une Partie est compensé par une contrepartie équivalente de la part de l'autre Partie.

#### **Article 15 : Enregistrement**

15.1. Le PRENEUR s'engage à faire enregistrer ce contrat. Tous les frais, droits et éventuelles amendes en rapport avec l'enregistrement de ce contrat sont à charge du PRENEUR.

#### **Article 16 : Dispositions diverses**

16.1. Le présent Contrat constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs, oraux ou écrits, y compris le bail du 04/06/2003 entre les Parties ou leurs prédécesseurs concernant l'objet du présent Contrat.

16.2. Les Parties conviennent que le présent Contrat peut être signé et délivré au moyen de signatures électroniques par l'une ou l'autre Partie et que les signatures figurant dans le présent Contrat constituent des signatures originales.

16.3. La date de signature du présent Contrat par la dernière Partie à l'avoir signé sera considérée comme la date du présent Contrat.

16.4. Toutes les adaptations et tous les amendements au présent contrat doivent être effectués par écrit et acceptés explicitement par les deux Parties.

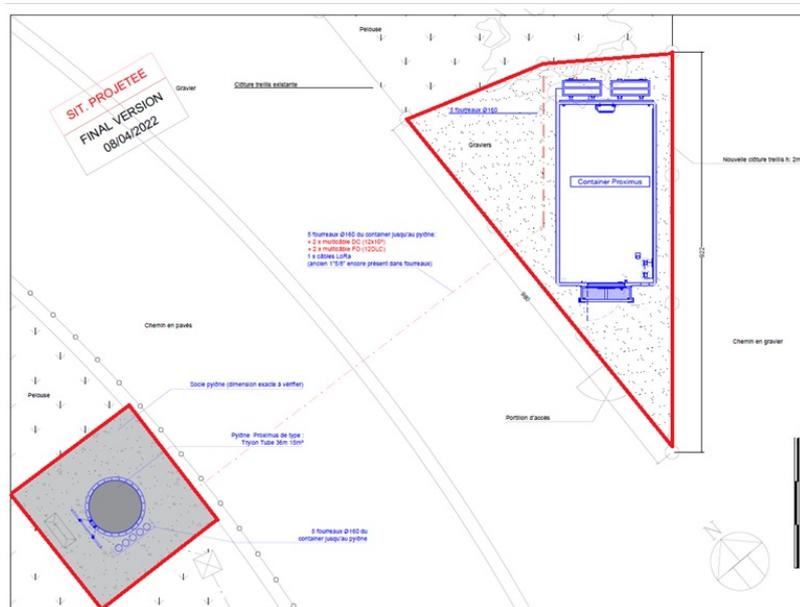
16.5. Si l'une des clauses du présent contrat venait à être déclarée nulle en tout ou en partie, toutes les autres dispositions demeureraient néanmoins applicables sauf si cette nullité devait rompre l'équilibre contractuel initial.

16.6. Les tribunaux francophones de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Bruxelles en date du ..... en trois exemplaires dont chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire et dont un exemplaire est destiné à l'enregistrement.

<b>BAILLEUR :</b>	
Patrick LAMBERT Secrétaire communal	Olivier MAINGAIN Bourgmestre
<b>PRENEUR :</b>	
Wim WIERCX Domain Manager INVESTMENT	

Annexe 1 : plan des emprises





L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Fallonstadion - Relaisantennes van mobilofonie - Overeenkomsten - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het kadastraal perceel nummer 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1e Afdeling, Sectie B, dat een groot deel van het Fallonstadion omvat;

Gelet op zijn beraadslaging van 19/09/2002 houdende goedkeuring van twee overeenkomsten voor de installatie van gsm-antennes aan het gemeentelijk stadion;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 03/12/2020 om deze overeenkomsten te beëindigen met ingang van 04/08/2024;

Overwegende dat de operatoren wensten te onderhandelen over nieuwe overeenkomsten;

Overwegende dat de verwijdering van deze antennes zou leiden tot een aanzienlijke vermindering van de dekking van het netwerk, wat des te problematischer zou zijn tijdens sportevenementen die worden bijgewoond door een grote aantal mensen;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de twee onderstaande overeenkomsten goed te keuren:

## **HUUROVEREENKOMST**

**Code van de site: BX3164E**

### **TUSSEN ENERZIJDS:**

Het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe

Met maatschappelijke zetel gevestigd is te 1200 Brussel, Paul Hymanslaan 2

Hier vertegenwoordigd door haar Burgemeester, de heer Olivier MAINGAIN en haar Gemeentesecretaris, de heer Patrick LAMBERT, hierna genoemd "De VERHUURDER",

### **EN ANDERZIJDS:**

Belgium Tower Partners nv, met maatschappelijke zetel te 1831 Diegem, Culliganlaan 2C en ingeschreven onder het ondernemingsnummer 0783 543 729 (RPR Brussel), hier vertegenwoordigd door de heer Leonardus van DIJK, in zijn hoedanigheid van Chief Operating Officer (COO), hierna genoemd "BTP" of "De HUURDER";

De HUURDER EN BTP worden hierna gezamenlijk aangeduid als "De PARTIJEN", en elk afzonderlijk als "De PARTIJ";

DE PARTIJEN erkennen dat zij de rechtsbevoegdheid hebben om deze huurovereenkomst aan te gaan en de rechten hieronder te verlenen;

Deze huurovereenkomst (inclusief de bijlagen) wordt hierna aangeduid als "De OVEREENKOMST";

Preambule:

De PARTIJEN hebben een tijdelijke gebruiksovereenkomst gesloten, ondertekend op 04/06/2003, met als doel:

- het ter beschikking stellen van een oppervlakte van ongeveer 50 m<sup>2</sup> met het oog op de installatie van een telecommunicatiestation (de "Oppervlakte"), gelegen te: J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26P7 gemeente Sint Lambert-Woluwe - 1e afdeling Sectie B
- de vervanging van twee verlichtingsmasten met het oog op de installatie van telecommunicatieantennes en -apparatuur op één ervan, met behoud van de bestaande verlichtingsarmaturen.

Op 26/01/2021 heeft de VERHUURDER de HUURDER in kennis gesteld van zijn beslissing om de tijdelijke gebruiksovereenkomst te beëindigen ingevolge een beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 03/12/2020 met ingang van 04/08/2024.

Aan het einde van de overeenkomst, na de ontmanteling van het materieel van de exploitant, voorzag de tijdelijke gebruiksovereenkomst in de kosteloze overdracht van de eigendom van de draag- en hijsconstructies (fundering en mast) aan de gemeente.

## **Er werd overeengekomen en aanvaard wat volgt:**

De tijdelijke Gebruiksovereenkomst ondertekend op 04/06/2003 wordt vervangen door deze huurovereenkomst vanaf 01/08/2024.

De eigendomsoverdracht van pyloon nr. 1 (draag- en hijsconstructies) vermeld in bijlage B.2 wordt uitgesteld tot het einde van deze overeenkomst overeenkomstig artikel 6.3.

### **Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst**

1.1. De Gemeente verklaart:

- Dat zij de volle VERHUURDER is van het onroerend goed gelegen te 1200 Brussel, J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1e Afdeling, Sectie B, hierna “het Onroerend Goed” genoemd (Bijlage D);
- Dat zij beschikt over het recht van vrije beschikking over het Onroerend Goed en dat er geen schulden, hypotheken of pandrechten op het goed rusten die het normale gebruik van het Gehuurde Goed door de HUURDER in het gedrang zouden brengen.

1.2. De VERHUURDER verhuurt aan de HUURDER, die aanvaardt, de gebieden weergegeven onder een rode rand op het plan bijgevoegd als Bijlage B.1 (hierna genoemd de “Oppervlakte” of “het Gehuurde Goed”), gelegen op het Onroerend Goed.

1.3. Het gehuurde goed zal worden gebruikt voor de uitbating van een telecommunicatiestation (telecommunicatiesystemen, al hun toebehoren en randapparatuur) onder de voorwaarden bepaald in deze overeenkomst.

1.4. De VERHUURDER machtigt de HUURDER om een container met telecommunicatieapparatuur te plaatsen en deze aan te sluiten op het telefoon- en elektriciteitsnetwerk in het openbaar domein alsook op de antennes en apparatuur van de VERHUURDER op lichtmast nr. 1 aangeduid op het plan in bijlage B.2.

Bovendien geeft de VERHUURDER toestemming aan de HUURDER en zijn gebruikers om antennes en telecommunicatieapparatuur op deze lichtmast te plaatsen.

1.5. De HUURDER en zijn gebruikers kunnen te allen tijde de apparatuur in en op het Gehuurde Goed verbeteren, wijzigen of uitbreiden, rekening houdend met de wetenschappelijke, technische en technologische vooruitgang op dit gebied, en de toepasselijke vereisten met betrekking tot het delen van antenne-opstelpunten en het gezamenlijk gebruik van de infrastructuur.

1.6. De VERHUURDER verleent de HUURDER het recht om uitbreiding van het Gehuurde Goed (het “Bijkomend Gehuurde Goed”) aan te vragen, zodat hij wijzigingen, toevoegingen, vervangingen, opknapbeurten of uitbreidingen kan aanbrengen aan alle apparatuur die zich in of op het Gehuurde Goed bevindt. Het verzoek wordt verzonden per aangetekende post met ontvangstbevestiging. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. In voorkomend geval kan, in geval van een substantiële verhoging van de oorspronkelijke oppervlakte met het Bijkomend

Gehuurde Goed, het huurbedrag bepaald in artikel 5 herzien worden ten belope van 25 EUR/m<sup>2</sup>/jaar, te indexeren overeenkomstig artikel 5.4.

1.7. Binnen de vijftien kalenderdagen na de inwerkingtreding van deze overeenkomst zal door de partijen, in aanwezigheid van beide partijen en op kosten van de HUURDER, een gedetailleerde plaatsbeschrijving van het Gehuurde Goed en mast nr. 1 worden opgemaakt, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gereede partij door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamers, wordt aangewezen.

Bij het verstrijken van deze overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER het Gehuurde Goed en mast nr. 1 in perfecte staat teruggeven, behoudens normale slijtage.

De partijen komen overeen dat op het einde van deze overeenkomst een gedetailleerde plaatsbeschrijving zal worden opgemaakt, gezamenlijk en op kosten van de HUURDER, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gereede partij door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamers, wordt aangewezen.

## **Artikel 2: Verplichtingen van de VERHUURDER**

2.1. De VERHUURDER verbindt zich ertoe om de HUURDER het vreedzame genot van het Gehuurde Goed toe te staan en om het Onroerend Goed in de onmiddellijke nabijheid van het Gehuurde Goed te onderhouden teneinde dit vreedzame genot te verzekeren.

2.2. De VERHUURDER verbindt zich ertoe geen enkel gebruiks- of inzettingsrecht (huur, concessie, enz.) te verlenen aan wie dan ook voor de installatie of exploitatie van mobiele communicatiesystemen of andere systemen die de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten kunnen verstoren, zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de HUURDER.

2.3. De VERHUURDER machtigt de HUURDER en zijn gebruikers om in zijn naam of in naam van de VERHUURDER alle vergunningen, goedkeuringen en andere toelatingen aan te vragen en te verkrijgen die nodig of nuttig zijn voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de instandhouding, de herstelling en de wijziging van het Gehuurde Goed, met inbegrip van de ruimte buiten het Gehuurde Goed met betrekking tot de nuttige kabels en aansluitingen. Voor de installatie van nuttige kabels en aansluitingen is evenwel het voorafgaand akkoord van de VERHUURDER vereist. Het verzoek wordt aangetekend met ontvangstbewijs verstuurd. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt de aanvraag als aanvaard beschouwd. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren.

2.4. De VERHUURDER zal indien nodig samenwerken met de HUURDER en zijn gebruikers voor de indiening en opvolging van de aanvragen en het verkrijgen van de hierboven vermelde vergunningen, goedkeuringen en toelatingen. De VERHUURDER zal aan de HUURDER alle documenten met betrekking tot het Onroerend Goed verstrekken die nodig zijn voor de huurder of zijn gebruikers.

2.5. De VERHUURDER machtigt de HUURDER en zijn gebruikers eveneens om alle nodige tests, inspecties en voorbereidende studies uit te voeren op het Onroerend Goed op voorwaarde dat deze de staat en het behoud van het Onroerend Goed niet aantasten. Indien dit wel het geval is, is de voorafgaande toestemming van de VERHUURDER vereist.

2.6. De VERHUURDER erkent dat, behalve in geval van overmacht, de continue en adequate werking van het Gehuurde Goed steeds moet worden verzekerd. Daarom zal de VERHUURDER de HUURDER op voorhand op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Onroerend Goed in de nabijheid van het Gehuurde Goed of om werken uit te voeren die de werking van de Faciliteiten kunnen beïnvloeden, met een vooropzeg van 90 kalenderdagen, behalve in geval van overmacht of noodsituatie.

2.7. De VERHUURDER zal de HUURDER op voorhand op de hoogte brengen van elke wijziging aan de verlichtingsuitrusting teneinde de stabiliteitsberekeningen voor mast nr. 1 bij te werken.

### **Artikel 3: Verplichtingen van de HUURDER**

3.1. De HUURDER verbindt zich ertoe alle wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende het Gehuurde Goed en het telecommunicatiestation na te leven en te doen naleven.

3.2. Bovendien verbindt de HUURDER zich ertoe alle vergunningen die nodig zijn voor de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten aan te vragen of te laten aanvragen door haar gebruikers. Met de werkzaamheden mag pas worden begonnen nadat de HUURDER of zijn gebruikers al deze vergunningen hebben verkregen.

3.3. De HUURDER verbindt zich ertoe het Huurobject te gebruiken en ervoor te zorgen dat zijn gebruikers het Gehuurde Goed als een goed huisvader gebruiken en de huur en lasten aan de VERHUURDER te betalen zoals bepaald in artikel 5.

3.4. De HUURDER zal elke handeling of gebruik van het Gehuurde Goed vermijden die de normale werking van de bestaande installaties van de VERHUURDER in gevaar kan brengen.

3.5. De HUURDER erkent dat, behoudens overmacht, de continue en adequate werking van de verlichting steeds moet worden verzekerd.

3.6. De HUURDER zal de VERHUURDER vooraf op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Onroerend Goed of het Gehuurde Goed, met een vooropzeg van drie maanden, behalve in geval van overmacht of een noodgeval.

3.7. De HUURDER verbindt zich ertoe het structureel onderhoud van de lichtmasten (exclusief verlichtingsarmaturen) nrs. 1 en 2 zoals gedefinieerd in bijlage B.2 te garanderen en de vereiste periodieke inspecties en onderhoud van de masten en veiligheidsuitrusting uit te voeren. Hij zal verantwoordelijk zijn voor de stabiliteitsberekeningen die vereist zijn voor elke wijziging aan de uitrusting van pylloon nr. 1. Bovendien verbindt de HUURDER zich ertoe een minimale belasting te reserveren die overeenstemt met de huidige belasting voor het frame en de verlichtingsuitrusting van de VERHUURDER.

3.8 Bij het aflopen van deze Overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER zijn installaties binnen 90 kalenderdagen op eigen kosten verwijderen met uitzondering van de draagconstructies in de grond (voor zover aanwezig) en lichtmast nr. 1 conform artikel 7.4.

De VERHUURDER zal alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de installaties die zich op of in het Gehuurde Goed bevinden, kunnen worden verwijderd door de HUURDER, zijn gebruikers of elke andere persoon aangeduid door de HUURDER.

#### **Artikel 4: Begin - Duur - Einde**

4.1. De overeenkomst gaat in op 01/08/2024 en wordt afgesloten voor een duur van negen (9) opeenvolgende jaren.

4.2. Ze wordt automatisch verlengd voor zes (6) jaar onder dezelfde voorwaarden, tenzij de HUURDER ten minste 180 kalenderdagen voor het einde van de lopende negen (9) jaar per aangetekende brief zijn voornemen kenbaar maakt om ze niet te verlengen.

4.3. Op het einde van deze periode van negen en zes jaar, wordt de overeenkomst automatisch verlengd voor periodes van zes (6) jaar en onder dezelfde voorwaarden, tenzij de VERHUURDER ten minste 730 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen of de HUURDER ten minste 180 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen.

4.4. Elke verlenging zal onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als deze overeengekomen in huidige overeenkomst.

4.5. De HUURDER heeft het recht om deze huurovereenkomst te allen tijde te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van 180 kalenderdagen, indien de netwerk-, commerciële of operationele behoeften van de HUURDER of indien bepaalde specificaties van de telecommunicatiesystemen of enig ander systeem bestemd voor telecommunicatie tot gevolg hebben dat de voorwaarden van de overeenkomst onaanvaardbaar worden. In dit geval is de HUURDER aan de VERHUURDER een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd gelijk aan één jaar huur zoals uiteengezet in artikel 5.1. van deze overeenkomst.

4.6 In geval van onteigening ten algemene nutte vervalt deze huurovereenkomst op de datum waarop de onteigenende overheid daadwerkelijk bezit neemt van het Gehuurde Goed. In dit geval komen de Partijen overeen afstand te doen van alle vorderingen die zij jegens elkaar zouden kunnen hebben. Zij zullen gezamenlijk hun rechten doen gelden jegens de onteigenende autoriteit.

#### **Artikel 5: Huur - Betaalwijze - Belasting - Indexering - Lasten**

5.1. Als tegenprestatie voor de huur van de Oppervlakte verbindt de HUURDER zich ertoe een jaarlijkse huur te betalen van 7.800 EUR (**zevenduizend achthonderd EUR**) als volgt:

- tijdstip van betaling: jaarlijks, uiterlijk op de tiende kalenderdag van de

verjaardagsmaand van de aanvang van deze Huurovereenkomst (of indien de tiende dag een zondag of feestdag is, de eerstvolgende werkdag);

- eerste betaling: 10/08/2024;
- rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met referentie: Mast 1 huur gemeentelijk stadion

5.2. Alle belastingen en heffingen die rechtstreeks verband houden met de installatie, het onderhoud en het beheer van de apparatuur in en op het Gehuurde Goed zijn ten lasten van de HUURDER of zijn gebruikers.

5.3. Alle belastingen op (huur)vergoedingen, evenals alle voorheffingen op de (huur)vergoedingen en, in het algemeen, alle belastingen of heffingen met betrekking tot het eigendomsrecht over het Gehuurde Goed zijn voor rekening van de VERHUURDER. De VERHUURDER is momenteel vrijgesteld van onroerende voorheffing op het Onroerend Goed. Als deze situatie zou worden herzien als gevolg van de exploitatie waarop deze overeenkomst betrekking heeft, zullen de financiële gevolgen voor rekening van de HUURDER zijn. In dit geval zal de VERHUURDER een splitsing van het perceel vragen om het aandeel van de kadastrale inkomsten met betrekking tot het voorwerp van deze overeenkomst nauwkeurig te kunnen bepalen.

5.4. De huurprijs zal jaarlijks op de verjaardag van de inwerkingtreding van deze overeenkomst worden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex (tabellen 2013), door toepassing van onderstaande formule:

$\frac{F \times I}{i}$	<p><b>F = basis huurprijs bedoeld in artikel 3.1</b></p> <p><b>I = index van de maand die voorafgaat aan de maand van aanpassing</b></p> <p><b>i = index van de maand waarop deze HUUROVEREENKOMST in werking treedt</b></p>
------------------------	--

In geval van juridische bezwaren tegen de aanpassingsformule wordt de fluctuatie berekend op basis van de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op het moment van de aanpassing.

5.5. Op eenvoudig schriftelijk verzoek vergoedt de HUURDER de kosten aan de VERHUURDER met betrekking tot het elektriciteitsverbruik van zijn installaties en die van zijn gebruikers op basis van de meterstand en tegen het door de VERHUURDER betaalde eenheidstarief.

### **Artikel 6: Toegang**

6.1. De VERHUURDER verleent de HUURDER en zijn gebruikers uitdrukkelijk volledige, onbeperkte en permanente toegang tot het Onroerend Goed voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de herstelling of de wijziging van apparatuur op het Gehuurde Goed. Deze toegang wordt 24 uur per dag en 7 dagen per week verleend aan elke persoon die hiertoe door de HUURDER of zijn gebruikers is aangewezen.

6.2. De VERHUURDER zal daarom op eenvoudig verzoek van de HUURDER toegang tot het Gehuurde Goed verlenen aan het personeel van de HUURDER en aan alle personen die door de HUURDER gemachtigd zijn vanaf de datum van ondertekening van deze Overeenkomst.

6.3. De VERHUURDER zal aan de HUURDER en zijn gebruikers de sleutels, badges en codes verstrekken die nodig zijn om toegang te krijgen tot het Onroerend Goed (maximaal 2 exemplaren). De HUURDER en zijn gebruikers zijn gemachtigd om een sleutelkluis te installeren in de nabijheid van de toegang tot het Gehuurde Goed.

6.4. De VERHUURDER bevestigt hierbij dat er geen verdere toestemming nodig is van een derde partij om volledige en onbeperkte toegang te hebben tot het Onroerend Goed. Indien de toestemming van enige andere persoon vereist is om het Onroerend Goed te betreden, verbindt de VERHUURDER zich ertoe deze te verkrijgen.

### **Artikel 7: Eigendom**

7.1. Alle elementen en onderdelen van de uitrusting op of in het Gehuurde Goed zijn en blijven de exclusieve eigendom van de HUURDER of zijn gebruikers krachtens een recht van opstal in overeenstemming met artikel 3.182 van het nieuwe Burgerlijk Wetboek.

7.2. De ondergrondse draagstructuren (voor zover ze bestaan) en lichtmast nr. 1 worden automatisch eigendom van de VERHUURDER op het einde van de Overeenkomst.

### **Artikel 8: Overdracht of verkoop van het Onroerend Goed - Voorkooprecht - Afdwingbaarheid**

8.1. Deze huurovereenkomst is bindend voor de Partijen en hun opvolgers, vertegenwoordigers, personeel en mandatarissen.

8.2. In geval van overdracht (schenking, verkoop, enz.) van het Gehuurde Goed door de VERHUURDER aan een derde, kan deze laatste (nieuwe VERHUURDER) de huurovereenkomst enkel beëindigen in de gevallen en onder de voorwaarden zoals bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst, en enkel indien de huurovereenkomst een bepaalde datum heeft voorafgaand aan de overdracht van het Gehuurde Goed door de VERHUURDER of indien de HUURDER het Gehuurde Goed gedurende minstens 6 maanden in gebruik heeft genomen bij gebrek aan een dergelijke bepaalde datum.

8.3. De VERHUURDER zal de koper of de verkrijger van bepaalde rechten niet alleen informeren over het bestaan en de inhoud van de Overeenkomst, maar ook over de resterende looptijd van de Overeenkomst, inclusief de status van eventuele verlengingsopties die de HUURDER nog ter beschikking staan.

### **Artikel 9: Overdracht en onderverhuur**

9.1. De HUURDER kan de overdracht van deze huurovereenkomst aanvragen. Het verzoek wordt per aangetekende brief met ontvangstbevestiging naar de VERHUURDER gestuurd. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. Op het ogenblik van de overdracht van de huurovereenkomst vervallen alle rechten en plichten van de HUURDER tegenover de VERHUURDER overeenkomstig de bepalingen van deze

overeenkomst. De nieuwe HUURDER zal alle rechten en verplichtingen van de HUURDER uit hoofde van deze overeenkomst overnemen vanaf de datum van de overdracht.

9.2. De HUURDER mag deze huurovereenkomst onderverhuren op voorwaarde dat de VERHUURDER hierover op voorhand per aangetekend schrijven werd ingelicht. Elke onderverhuur moet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst.

### **Artikel 10: Vernietiging van het Gehuurde Goed**

10.1. In het geval dat het Gehuurde Goed, onafhankelijk van de wil van de VERHUURDER, geheel of gedeeltelijk wordt vernietigd en de VERHUURDER besluit het Gehuurde Goed te herbouwen, hebben de HUURDER en zijn gebruikers het recht om hun apparatuur te herbouwen op het herbouwde Gehuurde Goed.

10.2. Indien het oorspronkelijke Gehuurde Goed niet meer gebruikt kan worden tijdens de heropbouwwerken of indien de VERHUURDER beslist om het Gehuurde Goed niet te herbouwen, zal de VERHUURDER naar best vermogen zorgen voor een gelijkwaardig alternatief (Terbeschikkingstelling aan de HUURDER van een terrein van maximum 150m<sup>2</sup> voor de plaatsing van een tijdelijke installatie, mast en basisstation, voor de duur van de heropbouwwerken).

### **Artikel 11: Verantwoordelijkheid en Verzekeringen**

11.1. De HUURDER is enkel aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover de VERHUURDER, voor rechtstreekse schade die voortvloeit uit de aanwezigheid of de werking van deze installaties tijdens de installatie en gedurende de volledige duur van de Overeenkomst. De HUURDER zal een speciale verzekering afsluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van materiële, lichamelijke en immateriële schade.

11.2. Daartoe dient de HUURDER een verzekering af te sluiten die zijn risico's dekt met betrekking tot zijn burgerlijke aansprakelijkheid, alsook die van zijn aangestelden en werknemers voor elke schade die zou kunnen ontstaan in verband met het gebruik van het goed.

11.3. De HUURDER zal ook een aansprakelijkheidsverzekering voor bewoners afsluiten bij een erkende en goedgekeurde verzekeringsmaatschappij om de genoemde gevaren te dekken, met inbegrip van ten minste de basiswaarborgen, d.w.z. brand, waterschade, huurrisico's en buurtschade. De VERHUURDER zal in zijn brandpolis een afstand van verhaal opnemen tegen de HUURDER, behalve in geval van grove nalatigheid of fraude. De HUURDER zal eveneens een wederzijdse afstand van verhaal tegen de VERHUURDER en zijn verzekeraar opnemen.

11.4. Het bewijs van deze verzekeringspolissen, evenals de betaling van de bijhorende premie, moet binnen de acht kalenderdagen na ondertekening van deze overeenkomst aan de VERHUURDER bezorgd worden. Indien de VERHUURDER het bewijs van deze verzekeringspolis en/of van de betaling van de premie niet heeft ontvangen binnen de hierboven vermelde termijn, zal de VERHUURDER een ingebrekestelling versturen per aangetekend schrijven om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag volgend op de verzending van het aangetekend schrijven. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de HUURDER.

11.5. De aansprakelijkheid van de HUURDER is steeds beperkt tot een maximumbedrag van 1.250.000 EUR per schadegeval per jaar.

### **Artikel 12: Kennisgevingen**

12.1. Kennisgevingen aan de andere partij moeten altijd worden gericht aan de volgende adressen en ter attentie van de hieronder vermelde personen:

<b>BTP:</b>	<b>VERHUURDER:</b>
BELGIUM TOWER PARTNERS nv	Gemeentebestuur Sint-Lambrechts-Woluwe
Culliganlaan 2C Bus 7 te 1831 Diegem	Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe
Ter attentie van BTP Estates	Dienst Beheer van het Patrimonium / Gemeente-eigendommen
<a href="mailto:estates@belgiumtowerpartners.com">estates@belgiumtowerpartners.com</a>	<a href="mailto:prop.eig@woluwe1200.be">prop.eig@woluwe1200.be</a>
Tel: 02/373.81.81	Tel: 02/761.28.18 of 02/761.28.20

12.2. Partijen zullen elkaar zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk vooraf, op de hoogte stellen van iedere wijziging in deze contactgegevens.

### **Artikel 13: Verwerking van persoonsgegevens**

13.1. Voor de toepassing van dit artikel worden de gebruikte termen gedefinieerd zoals uiteengezet in verordening 2016/679 (“Algemene verordening gegevensbescherming” of “AVG”). De HUURDER verwerkt persoonsgegevens onder deze Overeenkomst als de verantwoordelijke voor de verwerking. In dit verband zal de HUURDER de VERHUURDER op de hoogte stellen van deze verwerking van persoonsgegevens in overeenstemming met artikelen 13 en 14 van de AVG door middel van de verklaring met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die is opgenomen in Bijlage A bij deze overeenkomst, die er integraal deel van uitmaakt.

### **Artikel 14: Oneerlijke bedingen**

14.1. De Partijen vestigen elkaars aandacht op de artikelen VI.91/3 tot VI.91/6 van het Wetboek van economisch recht en verklaren dat deze Overeenkomst naar hun mening geen oneerlijke bedingen bevat in de zin van voornoemde wetgeving, rekening houdend met de specifieke omstandigheden waarin deze Overeenkomst werd gesloten. In het bijzonder verklaart elke partij dat elke clause van deze overeenkomst het resultaat is van echte onderhandelingen op gelijke voet met de andere partij, en dat zij elke clause aanvaardt met een volledig begrip van de inhoud en de juridische gevolgen ervan, en dat zij deze billijk, evenwichtig en gepast acht met betrekking tot de overeenkomst als geheel en de doelstellingen die zij met deze overeenkomst nastreeft. De Partijen verklaren dat de respectieve risico's die door hen in verband met deze Overeenkomst moeten worden gedragen, adequaat en voldoende in aanmerking zijn genomen in de huurprijs, zodat elk risico dat door de ene Partij wordt gedragen, wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige tegenprestatie van de andere Partij.

### **Artikel 15: Registratie**

15.1. De HURDER verbindt zich ertoe deze overeenkomst te registreren. Alle kosten, erelonen en eventuele boetes met betrekking tot de registratie van deze overeenkomst zijn ten laste van de HURDER.

### **Artikel 16: Diverse bepalingen**

16.1. Deze Overeenkomst vormt de volledige overeenkomst tussen de Partijen en annuleert en vervangt alle eerdere mondelinge of schriftelijke overeenkomsten en afspraken, inclusief de huurovereenkomst van 04/06/2003 tussen de Partijen of hun voorgangers met betrekking tot het onderwerp van deze Overeenkomst.

16.2. De Partijen komen overeen dat deze Overeenkomst kan worden ondertekend en afgeleverd door middel van elektronische handtekeningen door elke Partij en dat de handtekeningen die in deze Overeenkomst voorkomen, originele handtekeningen zijn.

16.3. De datum van ondertekening van deze Overeenkomst door de Partij die deze als laatste heeft ondertekend, wordt geacht de datum van deze Overeenkomst te zijn.

16.4. Alle aanpassingen en wijzigingen van deze overeenkomst dienen schriftelijk te geschieden en uitdrukkelijk door beide Partijen te worden aanvaard.

16.5. Indien een van de bepalingen van deze overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou worden verklaard, blijven alle andere bepalingen niettemin van toepassing, tenzij een dergelijke nietigheid het oorspronkelijke contractuele evenwicht zou verstoren.

16.6. De Franstalige rechtbanken van Brussel zijn exclusief bevoegd.

Bijlagen:

- A. Verklaring over de verwerking van persoonsgegevens
- B. Beschrijving van het Gehuurde Goed
- C. Bankrekeningcertificaat
- D. Bewijs van eigendom
- E. Kopie, voor- en achterzijde, van de identiteitskaart van de VERHUURDER of van zijn wettelijke vertegenwoordiger.
- F. In het geval van bedrijven: bewijs van bevoegdheid voor ondertekening van de vertegenwoordiger van de VERHUURDER.

<b>Handtekening van de VERHUURDER</b>	
Patrick LAMBERT	Olivier MAINGAIN
Gemeentesecretaris	Burgemeester
Opgemaakt te .....	
Op.....	
<b>Handtekening BELGIUM TOWER PARTNERS nv</b>	
Leonardus van DIJK	
Gedaan te Diegem	
Op.....	

### **Bijlage A - Verklaring over de verwerking van persoonlijke gegevens**

BTP huurt een onroerend goed en heeft daarvoor bepaalde persoonsgegevens van de VERHUURDER nodig.

De VERHUURER (“u”) verstrekt persoonsgegevens als onderdeel van een huurovereenkomst met BTP. BTP treedt op als verantwoordelijke voor de verwerking van de door u verstrekte persoonsgegevens en spant zich als zodanig in om te voldoen aan het toepasselijke wettelijke kader, zoals de Belgische privacywet van 30 juli 2018 en de Europese algemene verordening gegevensbescherming nr. 2016/679 van 27 april 2016 (“AVG”).

U erkent dat u deze verklaring met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (“Verklaring”) hebt gelezen en aanvaard en daarmee instemt met de verwerking van uw persoonsgegevens zoals hierin beschreven.

## **1. Wie verwerkt de persoonsgegevens?**

BTP treedt op als gegevensbeheerder. Daarnaast maakt BTP gebruik van onderaannemers die uw persoonsgegevens verwerken in naam van BTP.

BTP gebruikt de volgende onderaannemers om uw persoonsgegevens te verwerken: Onderaannemers in verband met de geautomatiseerde opslag van persoonsgegevens.

## **2. Waarom verwerken wij u persoonsgegevens?**

BTP verzamelt en verwerkt uw persoonsgegevens voor de volgende doeleinden, evenals voor andere doeleinden die daarmee verenigbaar zijn:

1. Het nakomen van betalingsverplichtingen onder de Overeenkomst;
2. Om te communiceren met de VERHUURDER;
3. Beheer van zendmasten die zich op de gehuurde eigendommen bevinden;

BTP verwerkt en bewaart uw persoonsgegevens zo lang als nodig is voor de hierboven beschreven doeleinden.

## **3. Op welke juridische basis verwerken wij uw persoonsgegevens?**

Wij verwerken uw persoonsgegevens in verband met de voorbereiding en uitvoering van de huurovereenkomst tussen u en BTP (art. 6.1.b AVG), en/of de gerechtvaardigde belangen van BTP, waaronder het optimaliseren van het beheer van passende betalingen en communicatie met de VERHUURDERS (art. 6.1.f AVG).

## **4. Hoe worden uw persoonsgegevens verzameld?**

Wij verkrijgen uw persoonlijke gegevens rechtstreeks van u, bijvoorbeeld door formulieren in te vullen of ons andere informatie te verstrekken.

## **5. Welke categorieën persoonsgegevens worden verwerkt?**

BTP verwerkt de volgende categorieën persoonsgegevens:

1. Identificatiegegevens, zoals uw volledige naam;
2. Betalingsvoorwaarden;
3. Contactgegevens, zoals je telefoonnummer, adres en e-mailadres;
4. Bewijs van eigendom van een onroerend goed of grond.

## **6. Worden mijn persoonlijke gegevens doorgegeven aan derden binnen de EU?**

Uw persoonsgegevens kunnen gedeeld worden met de categorieën van onderaannemers beschreven in artikel 1 van deze verklaring.

Voor het overige worden uw persoonsgegevens niet verkocht, overgedragen of megedeeld aan derden door BTP.

## **7. Worden mijn persoonsgegevens verwerkt buiten de EU?**

In sommige gevallen worden uw persoonsgegevens doorgegeven en/of verwerkt in landen buiten de Europese Unie. In dergelijke gevallen zullen we ons uiterste best doen om ervoor te zorgen dat dit gebeurt in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving inzake gegevensbescherming en zullen we passende waarborgen invoeren, zoals standaard contractuele clausules indien vereist door dergelijke wetgeving, om een adequaat niveau van bescherming van uw persoonsgegevens te bevorderen.

## **8. Wat zijn mijn rechten?**

U kunt een aantal rechten uitoefenen met betrekking tot uw persoonsgegevens ten opzichte van BTP, voor zover u deze rechten daadwerkelijk hebt onder de toepasselijke wetgeving inzake gegevensbescherming.

U kunt deze rechten uitoefenen door een e-mail te sturen naar: [estates@belgiumtowerpartners.com](mailto:estates@belgiumtowerpartners.com) of een brief naar het volgende adres: BELGIUM TOWER PARTNERS, Culliganlaan 2C bus 7, 1831 Diegem, vergezeld van een bewijs van uw identiteit. BTP zal op dergelijke verzoeken reageren en er al dan niet gevolg aan geven in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving en in principe binnen één maand, eveneens in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving.

U kunt ook contact opnemen of een klacht indienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit.

### **Recht op bezwaar**

U hebt het recht om op basis van uw specifieke situatie bezwaar te maken tegen de verwerking van uw persoonsgegevens op grond van een gerechtvaardigd belang van BTP.

### **Recht om toestemming in te trekken**

U hebt het recht om uw toestemming te allen tijde in te trekken. Een dergelijke intrekking heeft geen invloed op de rechtmatigheid van de verwerking op basis van de toestemming voorafgaand aan de intrekking.

### **Recht op toegang**

U hebt het recht om uw persoonsgegevens in te zien en een kopie van die gegevens te krijgen. U hebt ook het recht om bepaalde informatie te ontvangen over de verwerking van uw persoonsgegevens, waaronder de doeleinden van de verwerking, de categorieën persoonsgegevens, de categorieën ontvangers, enz.

### **Recht op rectificatie**

U hebt het recht om onjuiste persoonsgegevens te laten rectificeren of onvolledige persoonsgegevens te laten aanvullen.

### **Recht op wissen**

U hebt het recht om uw persoonsgegevens te laten wissen indien en voor zover:

1. uw persoonsgegevens niet langer nodig zijn voor de doeleinden waarvoor ze zijn verzameld;
2. er niet langer een rechtsgrondslag is voor de verwerking;
3. u bezwaar maakt tegen de verwerking en er geen dwingende legitieme gronden zijn voor de verwerking door BTP, of u bezwaar maakt tegen de verwerking voor direct marketingdoeleinden;
4. uw persoonsgegevens onrechtmatig zijn verwerkt; of
5. uw persoonsgegevens moeten worden verwijderd om te voldoen aan een wettelijke verplichting waaraan BTP is onderworpen.

### **Recht op beperking van de verwerking**

U hebt het recht om van BTP een beperking van de verwerking te verkrijgen indien en voor zover:

1. u de juistheid van de persoonsgegevens betwist, gedurende een periode die BTP toelaat deze juistheid te verifiëren;
2. de verwerking onwettig is en u bezwaar maakt tegen het wissen van de persoonsgegevens en in plaats daarvan verzoekt om beperking van het gebruik ervan;
3. BTP de persoonsgegevens niet langer nodig heeft voor de doeleinden van de verwerking, maar u ze nodig hebt voor een juridisch verzoek;
4. u hebt bezwaar gemaakt tegen de verwerking, in afwachting van verificatie of de legitieme gronden van BTP zwaarder wegen dan de uwe.

Als de verwerking is beperkt, kunnen de persoonsgegevens nog steeds worden bewaard door BTP.

### **Recht op overdracht van gegevens**

Voor persoonsgegevens die (i) worden verwerkt in het kader van de uitvoering van de overeenkomst of op basis van uw toestemming, (ii) door u aan BTP worden meegedeeld en (iii) langs geautomatiseerde weg worden verwerkt, hebt u het recht om ze van BTP te verkrijgen in een gestructureerd, algemeen gebruikt en leesbaar formaat, alsook het recht om ze rechtstreeks over te dragen of te laten overdragen aan een andere verwerkingsverantwoordelijke, voor zover dit technisch mogelijk is.

### **9. Wijzigingen**

BTP behoudt zich het recht voor om wijzigingen en aanpassingen aan deze verklaring aan te brengen. BTP zal deze wijzigingen of amendementen duidelijk communiceren, waarna u ze uitdrukkelijk zult aanvaarden.

### **10. Contact**

Als u vragen hebt, uw rechten wilt uitoefenen of andere informatie wilt over de verwerking van uw persoonsgegevens door of namens BTP, kunt u contact opnemen met: [estates@belgiumtowerpartners.com](mailto:estates@belgiumtowerpartners.com).

### **Bijlage B.1: grondplan**



## Bijlage B.2: nummering van de masten



### HUUROVEREENKOMST

*Nummer:02CSL*

#### **Eenzijds:**

De Gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, Burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, (ondernemingsnummer van de gemeente 0207.389.859) handelend krachtens de beraadslaging van de Gemeenteraad van ...,

hierna te noemen de VERHUURDER,

**en anderzijds:**

**Proximus nv van publiek recht**

**gevestigd te:**

**Koning Albert II-laan, 27**

**1030 Brussel**

**BTW BE 0202.239.951 R.P.R. Brussel**

hier vertegenwoordigd door:

**De heer Wim WIERCX, Domain Manager INVESTMENT**

hierna de HUURDER genoemd,

de HUURDER en de VERHUURDER worden samen de PARTIJEN genoemd.

### **Preambule**

- De PARTIJEN hebben een tijdelijke gebruiksovereenkomst gesloten, met referentie 02CSL, ondertekend op 07/03/2002, met als doel:
  - het ter beschikking stellen van een oppervlakte van ongeveer 50 m<sup>2</sup> met het oog op de installatie van een telecommunicatiestation (de “Oppervlakte”), gelegen te: J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26P7 gemeente Sint Lambrechts-Woluwe - 1e afdeling Sectie B
  - om twee verlichtingsmasten te vervangen met het oog op de installatie van telecommunicatieantennes en -apparatuur op één ervan, met behoud van de bestaande verlichtingsarmaturen.
- op 26/01/2021 heeft de VERHUURDER Proximus op de hoogte gebracht van zijn beslissing om de tijdelijke gebruiksovereenkomst te beëindigen ingevolge een beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 03/12/2020 met ingang van 04/08/2024.
- aan het einde van de overeenkomst en na de ontmanteling van het materieel van de exploitant voorzag de tijdelijke gebruiksovereenkomst in de kosteloze overdracht van de eigendom van de draag- en hijsconstructies (fundering en mast) aan de gemeente.

### **Er werd overeengekomen als volgt:**

De Tijdelijke Gebruiksovereenkomst 02CSL ondertekend op 07/03/2002 wordt vervangen door onderhavige huurovereenkomst met ingang van 01/08/2024.

De eigendomsoverdracht van mast nr. 4 (draag- en hijsstructuren) vermeld in bijlage 2 wordt uitgesteld tot het einde van deze overeenkomst conform artikel 4.4.

### **Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst**

1.1. De Gemeente verklaart:

- Dat zij de volle VERHUURDER is van het onroerend goed gelegen te 1200 Brussel, J.F. Debeckerlaan 54 en ingeschreven in het kadaster onder het nummer 26L8 Sint-Lambrechts-Woluwe, 1e Afdeling, Sectie B, hierna “het Onroerend Goed” genoemd ;
- Dat zij beschikt over het recht van vrije beschikking over het Onroerend Goed en dat er geen schulden, hypotheek of pandrechten op het goed rusten die het normale gebruik van het Gehuurde Goed door de HUURDER het gedrang zouden brengen.

1.2. De VERHUURDER verhuurt aan de HUURDER, die aanvaardt, de gebieden weergegeven onder een rode rand op het plan bijgevoegd als bijlage 1 (hierna genoemd de “Oppervlakte” of “het Gehuurde Goed”), gelegen op het onroerend goed.

1.3. Het Gehuurde Goed zal worden gebruikt voor de uitbating van een

telecommunicatiestation (telecommunicatiesystemen, al hun toebehoren en randapparatuur) onder de voorwaarden bepaald in deze overeenkomst.

1.4. De VERHUURDER machtigt de HUURDER om een container met telecommunicatieapparatuur te plaatsen en deze aan te sluiten op het telefoon- en elektriciteitsnetwerk in het openbaar domein alsook op de antennes en apparatuur van de VERHUURDER op lichtmast nr. 4 aangeduid op het plan in bijlage 2.

Bovendien geeft de VERHUURDER toestemming aan de HUURDER om antennes en telecommunicatieapparatuur op deze lichtmast te plaatsen.

1.5. De HUURDER kan te allen tijde de apparatuur in en op het Gehuurde Goed verbeteren, wijzigen of uitbreiden, rekening houdend met de wetenschappelijke, technische en technologische vooruitgang op dit gebied, en de toepasselijke vereisten met betrekking tot het delen van antenne-opstelpunten en het gezamenlijk gebruik van de infrastructuur.

1.6. De VERHUURDER verleent de HUURDER het recht om uitbreiding van het Gehuurde Goed (het "Bijkomend Gehuurde Goed") aan te vragen, zodat hij wijzigingen, toevoegingen, vervangingen, opknapbeurten of uitbreidingen kan aanbrengen aan alle apparatuur die zich in of op het Gehuurde Goed bevindt. Het verzoek wordt verzonden per aangetekende post met ontvangstbevestiging. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. In voorkomend geval kan, in geval van een substantiële verhoging van de oorspronkelijke oppervlakte met het Bijkomend Gehuurde Goed, het huurbedrag bepaald in artikel 5 herzien worden ten belope van 25 EUR/m<sup>2</sup>/jaar, te indexeren overeenkomstig artikel 5.4.

1.7. Binnen de vijftien kalenderdagen na de inwerkingtreding van deze overeenkomst zal door de partijen, in aanwezigheid van beide partijen en op kosten van de HUURDER, een gedetailleerde plaatsbeschrijving van het Gehuurde Goed en mast nr. 4 worden opgemaakt, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gereede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamers, wordt aangewezen.

1.8. Bij het verstrijken van deze overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER het Gehuurde Goed en mast nr. 4 in perfecte staat teruggeven, behoudens normale slijtage.

De partijen komen overeen dat op het einde van deze overeenkomst een gedetailleerde plaatsbeschrijving zal worden opgemaakt, gezamenlijk en op kosten van de HUURDER, desgevallend door een deskundige die in onderling overleg wordt gekozen of, bij gebreke aan overeenstemming, op verzoek van de meest gereede partij, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel, Franstalige kamers, wordt aangewezen.

## **Artikel 2: Verplichtingen van de VERHUURDER**

2.1. De VERHUURDER verbindt zich ertoe om de HUURDER het vreedzame genot van het Gehuurde Goed toe te staan en om het Onroerend Goed in de onmiddellijke nabijheid van het Gehuurde Goed te onderhouden teneinde dit

vreedzame genot te verzekeren.

2.2. De VERHUURDER verbindt zich ertoe geen enkel gebruiks- of inzettingsrecht (huur, concessie, enz.) te verlenen aan wie dan ook voor de installatie of exploitatie van mobiele communicatiesystemen of andere systemen die de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten kunnen verstoren, zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de HUURDER.

2.3. De VERHUURDER machtigt de HUURDER om in zijn naam of in naam van de VERHUURDER alle vergunningen, goedkeuringen en andere toelatingen aan te vragen en te verkrijgen die nodig of nuttig zijn voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de instandhouding, de herstelling en de wijziging van het Gehuurde Goed, met inbegrip van de ruimte buiten het Gehuurde Goed met betrekking tot de nuttige kabels en aansluitingen. Voor de installatie van nuttige kabels en aansluitingen is evenwel het voorafgaand akkoord van de VERHUURDER vereist. Het verzoek wordt aangetekend met ontvangstbewijs verstuurd. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt de aanvraag als aanvaard beschouwd. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren.

2.4. De VERHUURDER zal indien nodig samenwerken met de HUURDER voor de indiening en opvolging van de aanvragen en het verkrijgen van de hierboven vermelde vergunningen, goedkeuringen en toelatingen. De VERHUURDER zal aan de HUURDER alle documenten met betrekking tot het Onroerend Goed verstrekken die nodig zijn voor de HUURDER.

2.5. De VERHUURDER machtigt de HUURDER eveneens om alle nodige tests, inspecties en voorbereidende studies uit te voeren op het Onroerend Goed op voorwaarde dat deze de staat en het behoud van het Onroerend Goed niet aantasten. Indien dit wel het geval is, is de voorafgaande toestemming van de VERHUURDER vereist.

2.6. De VERHUURDER erkent dat, behalve in geval van overmacht, de continue en adequate werking van het Gehuurde Goed steeds moet worden verzekerd. Daarom zal de VERHUURDER de HUURDER op voorhand op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Onroerend Goed in de nabijheid van het Gehuurde Goed of om werken uit te voeren die de werking van de Faciliteiten kunnen beïnvloeden, met een vooropzeg van 90 kalenderdagen, behalve in geval van overmacht of noodsituatie.

2.7. De VERHUURDER zal de HUURDER op voorhand op de hoogte brengen van elke wijziging aan de verlichtingsuitrusting teneinde de stabiliteitsberekeningen voor mast nr. 4 bij te werken.

### **Artikel 3: Verplichtingen van de HUURDER**

3.1. De HUURDER verbindt zich ertoe alle wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende het Gehuurde Goed en het telecommunicatiestation na te leven en te doen naleven.

3.2. Bovendien verbindt de HUURDER zich ertoe alle vergunningen die nodig zijn voor de installatie, de exploitatie en het onderhoud van de Faciliteiten aan te vragen. Met de werkzaamheden mag pas worden begonnen nadat de HUURDER al deze

vergunningen heeft verkregen.

3.3. De HUURDER verbindt zich ertoe het Gehuurde Goed als een goed huisvader te gebruiken en de huur en lasten aan de VERHUURDER te betalen zoals bepaald in artikel 5.

3.4. De HUURDER zal elke handeling of gebruik van het Gehuurde Goed vermijden die de normale werking van de bestaande installaties van de VERHUURDER in gevaar kan brengen.

3.5. De HUURDER erkent dat, behoudens overmacht, de continue en adequate werking van de verlichting steeds moet worden verzekerd.

3.6. De HUURDER zal de VERHUURDER vooraf op de hoogte brengen van zijn voornemen om werken uit te voeren aan het Onroerend Goed of het Gehuurde Goed, met een vooropzeg van drie maanden, behalve in geval van overmacht of een noodgeval.

3.7. De HUURDER verbindt zich ertoe het structureel onderhoud van de lichtmasten (exclusief verlichtingsarmaturen) nrs. 3 en 4 zoals gedefinieerd in bijlage 2 te garanderen en de vereiste periodieke inspecties en onderhoud van de masten en veiligheidsuitrusting uit te voeren. Hij zal verantwoordelijk zijn voor de stabiliteitsberekeningen die vereist zijn voor elke wijziging aan de uitrusting van mast nr. 4. Bovendien verbindt de HUURDER zich ertoe een minimale belasting te reserveren die overeenstemt met de huidige belasting voor het frame en de verlichtingsuitrusting van de VERHUURDER.

3.8. Bij het aflopen van deze Overeenkomst, om welke reden dan ook, zal de HUURDER binnen de 90 kalenderdagen zijn installaties op eigen kosten verwijderen, met uitzondering van de draagstructuren in de grond (voor zover aanwezig) en lichtmast nr. 4 overeenkomstig artikel 7.4.

3.9. De VERHUURDER zal alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de installaties die zich op of in het Gehuurde Goed bevinden, kunnen worden verwijderd door de HUURDER of elke andere persoon aangeduid door de HUURDER.

#### **Artikel 4: Begin - Duur - Einde**

4.1. De overeenkomst gaat in op 01/08/2024 en wordt afgesloten voor een duur van negen (9) opeenvolgende jaren.

4.2. Ze wordt automatisch verlengd voor zes (6) jaar onder dezelfde voorwaarden, tenzij de HUURDER ten minste 180 kalenderdagen voor het einde van de lopende negen (9) jaar per aangetekende brief zijn voornemen kenbaar maakt om ze niet te verlengen.

4.3. Op het einde van deze periode van negen en zes jaar, wordt de overeenkomst automatisch verlengd voor periodes van zes (6) jaar en onder dezelfde voorwaarden, tenzij de VERHUURDER ten minste 730 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen of de HUURDER ten minste 180 kalenderdagen voor het verstrijken van de lopende periode per aangetekend schrijven laat weten niet van plan te zijn de overeenkomst te verlengen.

4.4. Elke verlenging zal onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als deze overeengekomen in huidige overeenkomst.

4.5. De HUURDER heeft het recht om deze huurovereenkomst te allen tijde te beëindigen, met inachtneming van een opzegtermijn van 180 kalenderdagen, indien de netwerk-, commerciële of operationele behoeften van de HUURDER of indien bepaalde specificaties van de telecommunicatiesystemen of enig ander systeem bestemd voor telecommunicatie tot gevolg hebben dat de voorwaarden van de overeenkomst onaanvaardbaar worden. In dit geval is de HUURDER aan de VERHUURDER een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd gelijk aan één jaar huur zoals uiteengezet in artikel 5.2. van deze overeenkomst.

4.6. In geval van onteigening ten algemene nutte vervalt deze huurovereenkomst op de datum waarop de onteigenende overheid daadwerkelijk bezit neemt van het Gehuurde Goed. In dit geval komen Partijen overeen afstand te doen van alle vorderingen die zij jegens elkaar zouden kunnen hebben. Zij zullen gezamenlijk hun rechten doen gelden jegens de onteigenende autoriteit.

### **Artikel 5: Huurprijs - Betaalwijze - Belastingen - Indexering - Lasten**

5.1. Als tegenprestatie voor de huur van de Oppervlakte verbindt de HUURDER zich ertoe een jaarlijkse huur te betalen van 7.800 EUR (zevenduizend achthonderd EUR) als volgt:

- tijdstip van betaling: jaarlijks, uiterlijk op de tiende kalenderdag van de verjaardagsmaand van de aanvang van deze Huurovereenkomst (of indien de tiende dag een zondag of feestdag is, de eerstvolgende werkdag);
- eerste betaling: 10/08/2024
- rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe met referentie: Mast 4 huur gemeentelijk stadion

5.2. Alle belastingen en heffingen die rechtstreeks verband houden met de installatie, het onderhoud en het beheer van de apparatuur in en op het Gehuurde Goed zijn ten lasten van de HUURDER.

5.3. Alle belastingen op (huur)vergoedingen, evenals alle voorheffingen op de (huur)vergoedingen en, in het algemeen, alle belastingen of heffingen met betrekking tot het eigendomsrecht over het Gehuurde Goed zijn voor rekening van de VERHUURDER. De VERHUURDER is momenteel vrijgesteld van onroerende voorheffing op het Onroerend Goed. Als deze situatie zou worden herzien als gevolg van de exploitatie waarop deze overeenkomst betrekking heeft, zullen de financiële gevolgen voor rekening van de HUURDER zijn. In dit geval zal de VERHUURDER een splitsing van het perceel vragen om het aandeel van de kadastrale inkomsten met betrekking tot het voorwerp van deze overeenkomst nauwkeurig te kunnen bepalen.

5.4. De huurprijs zal jaarlijks op de verjaardag van de inwerkingtreding van deze overeenkomst worden aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex (tabellen 2013), door toepassing van onderstaande formule:

<b><math>F \times I</math></b>  <b>i</b>	<b>F = basis huurprijs bedoeld in artikel 3.1</b>  <b>I = index van de maand die voorafgaat aan de maand van aanpassing</b>  <b>i = index van de maand waarop deze HUUROVEREENKOMST in werking treedt.</b>
--	--

5.5. In geval van juridische bezwaren tegen de aanpassingsformule wordt de fluctuatie berekend op basis van de wettelijke bepalingen die van kracht zijn op het moment van de aanpassing.

5.6. Op eenvoudig schriftelijk verzoek vergoedt de HUURDER de kosten aan de VERHUURDER met betrekking tot het elektriciteitsverbruik van zijn installaties op basis van de meterstand en tegen het door de VERHUURDER betaalde eenheidstarief.

### **Artikel 6: Toegang**

6.1. De VERHUURDER verleent de HUURDER uitdrukkelijk volledige, onbeperkte en permanente toegang tot het Onroerend Goed voor de installatie, het gebruik, het onderhoud, de herstelling of de wijziging van apparatuur op het Gehuurde Goed. Deze toegang wordt 24 uur per dag en 7 dagen per week verleend aan elke persoon die hiertoe door de HUURDER is aangewezen.

6.2. De VERHUURDER zal daarom op eenvoudig verzoek van de HUURDER toegang tot het Gehuurde Goed verlenen aan het personeel van de HUURDER en aan alle personen die door de HUURDER gemachtigd zijn vanaf de datum van ondertekening van deze Overeenkomst.

6.3. De VERHUURDER zal aan de HUURDER de badges en codes verstrekken die nodig zijn om toegang te krijgen tot het Onroerend Goed (maximaal 2 exemplaren). De HUURDER is gemachtigd om een sleutelkuis te installeren in de nabijheid van de toegang tot het Gehuurde Goed.

6.4. De VERHUURDER bevestigt hierbij dat er geen verdere toestemming nodig is van een derde partij om volledige en onbeperkte toegang te hebben tot het Onroerend Goed. Indien de toestemming van enige andere persoon vereist is om het Onroerend Goed te betreden, verbindt de VERHUURDER zich ertoe deze te verkrijgen.

### **Artikel 7: Eigendom**

7.1. Alle elementen en onderdelen van de uitrusting op of in het Gehuurde Goed zijn en blijven de exclusieve eigendom van de HUURDER krachtens een recht van opstal in overeenstemming met artikel 3.182 van het nieuwe Burgerlijk Wetboek.

7.2. De ondergrondse draagstructuren (voor zover ze bestaan) en lichtmast nr. 4 worden automatisch eigendom van de VERHUURDER op het einde van de overeenkomst.

## **Artikel 8: Overdracht of verkoop van het Onroerend Goed - Voorkooprecht - Afdwingbaarheid**

8.1. Deze huurovereenkomst is bindend voor de Partijen en hun opvolgers, vertegenwoordigers, personeel en mandatarissen.

8.2. In geval van overdracht (schenking, verkoop, etc.) van het Gehuurde Goed door de VERHUURDER aan een derde, kan deze laatste (nieuwe VERHUURDER) de huurovereenkomst enkel beëindigen in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald in artikel 4 van deze overeenkomst, en enkel indien de huurovereenkomst een bepaalde datum heeft voorafgaand aan de overdracht van het Gehuurde Goed door de VERHUURDER of indien de HUURDER het Gehuurde Goed gedurende minstens 6 maanden in gebruik heeft genomen, bij gebrek aan een dergelijke bepaalde datum.

8.3. De VERHUURDER zal de koper of de verkrijger van bepaalde rechten niet alleen informeren over het bestaan en de inhoud van de Overeenkomst, maar ook over de resterende looptijd van de Overeenkomst, inclusief de status van eventuele verlengingsopties die de HUURDER nog ter beschikking staan.

## **Artikel 9: Overdracht en onderverhuur**

9.1. De HUURDER kan de overdracht van deze huurovereenkomst aanvragen. Het verzoek wordt per aangetekende brief met ontvangstbevestiging naar de VERHUURDER gestuurd. Bij gebrek aan antwoord van de VERHUURDER binnen de 60 kalenderdagen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief met ontvangstbewijs, wordt het verzoek geacht aanvaard te zijn. In geval van weigering moet de VERHUURDER zijn beslissing uitdrukkelijk motiveren. Op het ogenblik van de overdracht van de huurovereenkomst vervallen alle rechten en plichten van de HUURDER tegenover de VERHUURDER overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst. De nieuwe HUURDER zal alle rechten en verplichtingen van de HUURDER uit hoofde van deze overeenkomst overnemen vanaf de datum van de overdracht.

9.2. De HUURDER mag deze huurovereenkomst onderverhuren mits voorafgaande toestemming van de VERHUURDER. Elke onderverhuur moet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst.

## **Artikel 10: Vernietiging van het Gehuurde Goed**

10.1. In het geval dat het Gehuurde Goed, onafhankelijk van de wil van de VERHUURDER, geheel of gedeeltelijk wordt vernietigd en de VERHUURDER besluit het Gehuurde Goed te herbouwen, heeft de HUURDER het recht om zijn apparatuur te herbouwen op het herbouwde Gehuurde Goed.

10.2. Indien het oorspronkelijke Gehuurde Goed niet meer gebruikt kan worden tijdens de heropbouwwerken of indien de VERHUURDER beslist om het Gehuurde Goed niet te herbouwen, zal de VERHUURDER naar best vermogen een gelijkwaardig alternatief voorzien (Terbeschikkingstelling aan de HUURDER van een terrein van maximum 150m<sup>2</sup> voor de plaatsing van een tijdelijke installatie, mast en basisstation, voor de duur van de heropbouwwerken).

## **Artikel 11: Aansprakelijkheid en verzekeringen**

11.1. De HURDER is enkel aansprakelijk, zowel tegenover derden als tegenover de VERHUURDER, voor rechtstreekse schade die voortvloeit uit de aanwezigheid of de werking van deze installaties tijdens de installatie en gedurende de volledige duur van de overeenkomst. De HURDER zal een speciale verzekering afsluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van materiële, lichamelijke en immateriële schade.

11.2. Daartoe dient de HURDER een verzekering af te sluiten die zijn risico's dekt met betrekking tot zijn burgerlijke aansprakelijkheid, alsook die van zijn aangestelden en werknemers voor elke schade die zou kunnen ontstaan in verband met het gebruik van het goed.

11.3. De HURDER zal ook een aansprakelijkheidsverzekering voor bewoners afsluiten bij een erkende en goedgekeurde verzekeringsmaatschappij om de genoemde gevaren te dekken, met inbegrip van ten minste de basiswaarborgen, d.w.z. brand, waterschade, huurrisico's en buurtschade. De VERHUURDER zal in zijn brandpolis een afstand van verhaal opnemen tegen de HURDER, behalve in geval van grove nalatigheid of fraude. De HURDER zal eveneens een wederzijdse afstand van verhaal tegen de VERHUURDER en zijn verzekeraar opnemen.

11.4. Het bewijs van deze verzekeringspolissen, evenals de betaling van de bijhorende premie, moet binnen de acht kalenderdagen na ondertekening van deze overeenkomst aan de VERHUURDER bezorgd worden. Indien de VERHUURDER het bewijs van deze verzekeringspolis en/of van de betaling van de premie niet heeft ontvangen binnen de hierboven vermelde termijn, zal de VERHUURDER een ingebrekestelling versturen per aangetekend schrijven om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag volgend op de verzending van het aangetekend schrijven. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de HURDER.

11.5. De aansprakelijkheid van de HURDER is steeds beperkt tot een maximumbedrag van 1.250.000 EUR per schadegeval per jaar.

## **Artikel 12: Kennisgevingen**

12.1. Kennisgevingen aan de andere partij moeten altijd worden gericht aan de volgende adressen en ter attentie van de hieronder vermelde personen:

<b>HURDER:</b>	<b>VERHUURDER:</b>
	Gemeentebestuur Sint-Lambrechts-Woluwe
	Paul Hymanslaan 2
Ter attentie van	Dienst Beheer van het Patrimonium/Gemeente-eigendommen
	prop.eig@woluwe1200.be
Tel:	Tel.: 02/761.28.18 of 02/761.28.20

12.2. Partijen zullen elkaar zo spoedig mogelijk, en indien mogelijk vooraf, op de hoogte stellen van iedere wijziging in deze contactgegevens.

### **Artikel 13: Verwerking van persoonsgegevens**

13.1. De HURDER mag de persoonsgegevens van de VERHUURDER niet verwerken of meedelen aan derden, behalve wanneer dit noodzakelijk is in het kader van contractuele en wettelijke verplichtingen. Voor meer informatie over het beheer van privégegevens door Proximus verwijzen we naar het privacybeleid van Proximus dat beschikbaar is op [www.proximus.be/privacy](http://www.proximus.be/privacy).

### **Artikel 14: Oneerlijke bedingen**

14.1. De Partijen vestigen elkaars aandacht op de artikelen VI.91/3 tot VI.91/6 van het Wetboek van economisch recht en verklaren dat deze Overeenkomst naar hun mening geen oneerlijke bedingen bevat in de zin van voornoemde wetgeving, rekening houdend met de specifieke omstandigheden waarin deze Overeenkomst werd gesloten. In het bijzonder verklaart elke partij dat elke clause van deze overeenkomst het resultaat is van echte onderhandelingen op gelijke voet met de andere partij, en dat zij elke clause aanvaardt met een volledig begrip van de inhoud en de juridische gevolgen ervan, en dat zij deze billijk, evenwichtig en gepast acht met betrekking tot de overeenkomst als geheel en de doelstellingen die zij met deze overeenkomst nastreeft. De Partijen verklaren dat de respectieve risico's die door hen in verband met deze Overeenkomst moeten worden gedragen, adequaat en voldoende in aanmerking zijn genomen in de huurprijs, zodat elk risico dat door de ene Partij wordt gedragen, wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige tegenprestatie van de andere Partij.

### **Artikel 15: Registratie**

15.1. De HURDER verbindt zich ertoe deze overeenkomst te registreren. Alle kosten, erelonen en eventuele boetes met betrekking tot de registratie van dit contract zijn ten laste van de HURDER.

### **Artikel 16: Diverse bepalingen**

16.1. Deze Overeenkomst vormt de volledige overeenkomst tussen de Partijen en annuleert en vervangt alle eerdere mondelinge of schriftelijke overeenkomsten en afspraken, inclusief de huurovereenkomst van 04/06/2003 tussen de Partijen of hun voorgangers met betrekking tot het onderwerp van deze Overeenkomst.

16.2. De Partijen komen overeen dat deze Overeenkomst kan worden ondertekend en afgeleverd door middel van elektronische handtekeningen door elke Partij en dat de handtekeningen die in deze Overeenkomst voorkomen originele handtekeningen zijn.

16.3. De datum van ondertekening van deze Overeenkomst door de Partij die deze als laatste heeft ondertekend, wordt geacht de datum van deze Overeenkomst te zijn.

16.4. Alle aanpassingen en wijzigingen van deze Overeenkomst dienen schriftelijk te geschieden en uitdrukkelijk door beide Partijen te worden aanvaard.

16.5. Indien een van de bepalingen van deze Overeenkomst geheel of gedeeltelijk nietig zou worden verklaard, blijven alle andere bepalingen niettemin van toepassing,

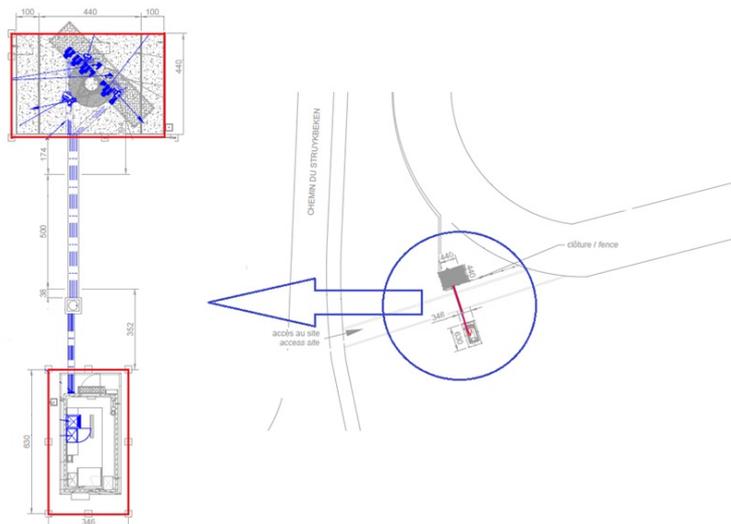
tenzij een dergelijke nietigheid het oorspronkelijke contractuele evenwicht zou verstoren.

16.6. De Franstalige rechtbanken van Brussel zijn exclusief bevoegd.

Gedaan te Brussel, op ....., in drie exemplaren, waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen en waarvan een voor registratie is bestemd.

<b>DE VERHUURDER:</b>	
Patrick LAMBERT Gemeentesecretaris	Olivier MAINGAIN Burgemeester
<b>DE HUURDER:</b>	
Wim WIERCX Domain Manager INVESTMENT	

Bijlage 1: grondplan



## Bijlage 2: nummering van de masten



De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0036 **Chaussée de Roodebeek 302 - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 15/06/2023 de mettre fin à la convention relative à l'occupation du bien sis chaussée de Roodebeek 302 à Woluwe-Saint-Lambert par l'ASBL Villa Montald et de proposer à l'ASBL « Gemeenschapscentrum Op-Weule » d'occuper ce bien afin d'y développer des activités à destination, principalement, de la communauté néerlandophone de la commune ;

Vu le projet de convention rédigé en collaboration avec la VGC et l'ASBL « Gemeenschapscentrum Op-Weule » ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

### **CONVENTION-TYPE D'OCCUPATION DES LOCAUX COMMUNAUX PAR UNE ASSOCIATION**

**ENTRE :**

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège du bourgmestre et échevins en la personne de (nom, prénom), (fonction), et (nom, prénom), secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024 ;

Ci-après dénommée « la commune »

**ET :**

L'ASBL « Gemeenschapscentrum Op-Weule », ayant son siège rue Saint-Lambert 91 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par \_\_\_\_\_, responsable(s) de l'association, agissant en qualité de \_\_\_\_\_ et en exécution de la délibération du Conseil d'administration du .././.... et/ou de l'Assemblée générale du .././.... ;

Ci-après dénommée « l'association » ou « l'occupant »

**PREAMBULE :**

Cette convention est conclue entre la commune et l'association en tenant compte du fait que cette dernière fournit un service d'intérêt public, culturel ou sportif, destiné en priorité aux citoyens de la commune.

La mise à disposition de locaux gratuits à cette association contribue donc à l'élargissement de l'offre de services accessibles et adaptés aux besoins des citoyens de la commune.

**IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

#### 1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation des locaux décrits ci-dessous par l'association qui les affecte à ses activités. Les locaux se situent chaussée de Roodebeek 302 à Woluwe-Saint-Lambert :

- L'association occupe seule les locaux.
- Le bien mis à disposition ne sera utilisé que pour les activités de l'association, à l'exclusion de toute autre utilisation.
- L'association ne peut permettre l'utilisation des locaux à des fins d'hébergement sans l'accord écrit préalable du Collège du bourgmestre et échevins de la commune.
- L'association est tenue de faire un usage effectif du bien mis à disposition.

Dans le cadre de ses activités, l'ASBL peut accueillir des personnes physiques ou morales. Cependant, aucune activité commerciale ou assimilée ne pourra être exercée dans les locaux et l'asbl ne pourra tirer un profit financier de ces activités (uniquement répercuter les frais d'exploitation du bien).

Par la présente convention, la commune marque son accord sur la présence dans les locaux des groupements suivants :

- les scouts Kruisboog-Hadewijch,
- l'association lituanienne de Belgique,
- le projet Tito-Time Out de l'école KIW.

Si l'une de ces associations quitte les locaux, elle peut être remplacée par une autre association sans but lucratif (animation jeunesse), moyennant accord préalable du Collège des bourgmestre et échevins.

Si les activités de l'association ne présentaient plus d'intérêt public, culturel, social ou sportif et/ou n'étaient plus principalement destinées aux citoyens de la commune, la commune mettra fin à la convention aux conditions mentionnées à l'article 2.

L'association s'engage à veiller au bon usage du lieu et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage également à notifier par écrit à l'administration (service Propriétés communales) toute modification des statuts et tout changement concernant la personne chargée des relations avec la commune.

## 2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2024. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

La commune ou l'association peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un congé de 10 mois, par courrier recommandé. Le congé prend cours le 1<sup>er</sup> septembre suivant sa notification.

## 3. Caution

Avant la remise des clés, l'association doit fournir une caution dont le montant est calculé sur la base de 2 EUR par m<sup>2</sup> utilisé. Toutefois, le dépôt ne peut être inférieur à 350 EUR. Le montant exact de la caution sera déterminé lors de la signature de la convention. Elle s'acquitte de cette obligation en déposant des espèces sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès d'un organisme financier de son choix. Les intérêts de la somme ainsi placée seront capitalisés sur le compte individualisé.

Ce placement confère à la commune le privilège des avoirs du compte pour toutes les créances résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'association.

Le compte bancaire de la garantie, tant pour le principal que pour les intérêts, ne peut être aliéné sans la présentation soit d'une autorisation écrite établie au plus tôt lors de la résiliation de la présente convention, soit d'une copie d'une décision de justice.

## 4. Charges

Sont à charge de l'association:

- les frais liés à la consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage, ainsi qu'à l'abonnement à ces services ;
- en cas de sinistre, la franchise légale déduite par l'assureur du bâtiment (voir article 5) ;
- les frais de téléphone ainsi que l'abonnement à ces services ;
- les frais, taxes, redevances, abonnements relatifs à la radio, la télévision ou la télédistribution (voir article 6) et internet ;
- le nettoyage des locaux occupés ;
- les réparations dites locatives des locaux occupés ;
- le remboursement de la surprime relative à la clause d'abandon de recours contre l'occupant.

Hormis les petites réparations incombant aux occupants conformément à la doctrine et jurisprudence constante, la commune assure la gestion technique de l'immeuble.

En cas de problème, l'occupant est invité à s'adresser à la commune et est tenu de lui signaler immédiatement :

1. Tout trouble de fait ou de droit relatif au bien occupé ;

## 2. Tout dommage dont la réparation est à charge de l'occupant.

A défaut d'avoir averti la commune, l'association est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser la commune de ce chef.

Chaque année, entre le 01/05 et le 31/07, les parties organisent, de commun accord, à tout le moins une visite des lieux afin d'établir les travaux éventuellement à réaliser sur le bien.

Le service communal Gestion du patrimoine - Propriétés communales est le service de contact.

## 5. Assurances

La commune a souscrit une police d'assurance de type "intégrale incendie" (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage...) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupant.

Par conséquent, l'occupant n'est pas tenu de souscrire une assurance incendie à son nom. Il devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale retenue par l'assureur du bâtiment. S'il est clairement établi que l'occupant est responsable d'un sinistre pour lequel l'assurance doit intervenir, il paiera la franchise, qu'il ait agi pour son propre compte ou pour le compte de qui que ce soit. Si le montant du sinistre est inférieur à la franchise ou si une indemnisation par la compagnie d'assurance est exclue, l'occupant devra prendre en charge la réparation ou le remplacement des éléments endommagés.

L'occupant est libre de souscrire une assurance couvrant le mobilier.

L'occupant doit souscrire également une police couvrant ses risques en ce qui concerne sa responsabilité civile, ainsi que celle de ses agents et préposés pour tout sinistre qui pourrait survenir dans le cadre de l'exploitation du bien.

Une preuve de cette police d'assurance, ainsi que du paiement de la prime y afférant, doit être transmise à la commune dans le mois de la signature de la présente convention et à chaque date d'anniversaire de la convention. Si la commune n'a pas reçu la preuve de la police d'assurance et/ou du paiement de la prime dans le délai dont question ci-avant, elle adresse par lettre recommandée une mise en demeure d'y satisfaire dans le délai de 30 jours calendrier à compter du deuxième jour qui suit l'envoi de la lettre recommandée. Passé ce délai, la présente convention est résolue de plein droit aux torts de l'occupant.

La commune ne pourra notamment être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'occupant pourrait être victime.

L'occupant assumera personnellement, et à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents ainsi que des dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à disposition. A cette fin, l'occupant est seul responsable des dommages causés aux biens et personnes qui se trouvent dans ou sur le bien de la présente convention, à l'exception des groupes énumérés ci-dessus qui utilisent également le bâtiment et qui assument leur propre responsabilité.

## 6. Taxes et impôts

L'association est redevable des impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou à l'utilisation du bien donné en jouissance (par exemple, taxe sur l'enlèvement des ordures).

Les frais d'enregistrement sont à charge de l'association.

Le précompte immobilier est à charge de la commune.

## 7. Etats des lieux

Au plus tard avant l'occupation des lieux par l'association et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier appartenant à l'association et avant la remise des clés, un état des lieux détaillé et amiable sera établi.

A cette occasion, les parties procèdent également à l'enregistrement de l'index de tous les compteurs.

L'association rend les lieux dans l'état dans lequel elle les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le montant des dommages et intérêts sera fixé par le service Propriétés communales.

L'association répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'elle ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. L'association répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'elle accueille dans les lieux loués.

## 8. Entretien

Conformément à l'article 1754 du Code civil, les réparations locatives et l'entretien, selon les règles de l'art, sont à la charge de l'occupant. Elles comprennent notamment :

- le ramonage annuel des cheminées à usage privatif ;
- l'entretien des installations privées de gaz, d'électricité et de chauffage (si la commune a signé un contrat d'entretien collectif pour l'entretien annuel de la chaudière pour le compte de l'occupant, elle en répercute le prix sur l'occupant) ;
- l'entretien des installations sanitaires ;
- le débouchage des canalisations d'eaux usées ;
- le remplacement des vitres cassées ;
- l'entretien des revêtements muraux et de sol, des portes, des fenêtres, des volets, des serrures, etc. ;
- l'entretien des jardins privés ;
- l'entretien de l'alarme incendie ;
- l'entretien de l'alarme intrusion.

Tout dommage résultant du non-respect de ces obligations sera réparé aux frais de l'occupant.

Si l'occupant, après mise en demeure par lettre recommandée, n'exécute pas à temps les travaux d'entretien et de réparation qui lui incombent, la commune a le droit de les exécuter elle-même ou de les faire exécuter par un tiers pour le compte de l'occupant. Ce dernier doit verser à la commune le montant des sommes qu'elle a payées. Les autres réparations sont à la charge de l'occupant, notamment celles qui résultent de l'usure normale, de la vétusté, de la force majeure et d'un vice de construction.

## 9. Réparations

La commune peut effectuer toute réparation lui incombant.

Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, l'association est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution de tous travaux que la commune juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement même si elle se prolonge au-delà de 40 jours.

#### 10. Modifications au bien

L'association ne pourra modifier les lieux loués sans accord préalable et écrit de la commune. Elle ne pourra faire usage de la façade pour y fixer une antenne de radio ou de télévision ou, plus généralement, pour y placer ou y fixer quoi que ce soit.

La commune n'est pas tenue de verser une indemnité si elle conserve les modifications apportées à l'immeuble sans autorisation. Elle peut également exiger la remise en état des lieux et si l'association ne répond pas, après une mise en demeure, elle peut elle-même faire exécuter les travaux aux frais de l'association.

Dans le cadre de cette convention, l'association peut, avec l'accord préalable du Collège du bourgmestre et échevins, peindre ou tapisser dans des tons neutres avec des matériaux de bonne qualité. L'utilisation d'appareils électriques susceptibles de causer des nuisances doit faire l'objet d'un accord avec le service communal Propriétés communales. L'association est par ailleurs autorisée, dans le respect des normes urbanistiques, à placer son logo et celui de son pouvoir subsidiant.

#### 11. Accès au bien occupé

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien loué pour le visiter et s'assurer de la bonne exécution par l'association de toutes ses obligations. Il devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'association 48 heures à l'avance.

#### 12. Election de domicile et statuts

Pour l'exécution de la convention, l'association fait élection de domicile à son siège social.

Pour l'association, toute nomination, démission ou révocation d'un responsable, ainsi que les modifications des statuts, ou la dissolution de l'association seront communiquées par écrit à la commune au moyen d'un extrait de la décision de l'organe compétent (services Culture et Propriétés communales) dans les huit jours qui suivent la décision, en indiquant l'adresse du successeur ou du liquidateur de l'association.

En l'absence de cette communication et de la signature du nouveau responsable, la commune se réserve le droit de se retourner contre le seul responsable qu'elle connaît.

#### 13 Sous-location, jouissance, animaux

En aucun cas, l'association ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Aucun animal ne sera admis dans les locaux. Toute demande de dérogation à cette disposition fera l'objet d'une demande expresse et préalable au Collège du bourgmestre et échevins.

#### 14. Application des lois

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

#### 15. Juridiction compétente

Seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents. Le cas échéant, la langue de la convention déterminera le tribunal compétent, en fonction du régime linguistique.

## 16. Enregistrement

L'association fera enregistrer la convention dans les 2 mois, prenant cours à partir de la date de sa signature.

## 17. Résiliation pour faute

L'occupant supporte tous les coûts, frais et dépenses résultant de cette résiliation.

## 18. Redevance d'occupation forfaitaire

Si l'occupant reste dans le bâtiment à la fin du droit d'occupation (cessation du droit d'occupation ou délai de préavis), les parties fixent la redevance d'occupation à un montant forfaitaire de 50 EUR par m<sup>2</sup>/mois. Cela n'exclut en rien la possibilité pour la commune de réclamer d'éventuels dommages et intérêts en raison de la poursuite illégale de l'occupation du bâtiment.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert en autant d'exemplaires qu'il y a de parties.

Chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Signature

L'association, Le Secrétaire communal, (Membre du Collège),

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

## **Roodebeeksteenweg 302 - Overeenkomst - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 15/06/2023 om de overeenkomst in verband met het betrekken van het goed gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksteenweg 302 door de vzw Villa Montald op te zeggen en de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule voor te stellen dit goed te betrekken om er activiteiten te ontwikkelen, voornamelijk voor de Nederlandstalige gemeenschap van de gemeente;

Gelet op de ontwerpovereenkomst opgesteld in samenwerking met de VGC en de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

## **TYPE-OVEREENKOMST VOOR HET GEBRUIK VAN GEMEENTELIJKE LOKALEN DOOR EEN VERENIGING**

### **TUSSEN:**

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van (naam, voornaam), (functie), en (naam, voornaam), gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024;

Hierna "de gemeente" genoemd

### **EN:**

De vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule met zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Lambertusstraat 91, vertegenwoordigd door , verantwoordelijke(n) van de vereniging, handelend in de hoedanigheid van en volgens de beraadslaging van de Raad van bestuur van .././.... en/of de Algemene vergadering van .././.....;

Hierna "de vereniging" of "de gebruiker" genoemd

### **INLEIDING:**

Deze overeenkomst wordt gesloten tussen de gemeente en de vereniging rekening houdend met het feit dat deze laatste een dienst van openbaar, cultureel of sportief belang aanbiedt, die hoofdzakelijk bestemd is voor de burgers van de gemeente.

De terbeschikkingstelling van gratis lokalen aan deze vereniging draagt dus bij tot de uitbreiding van het aanbod van toegankelijke diensten, aangepast aan de behoeften van de burgers van de gemeente.

### **WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:**

#### 1. Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het hieronder beschreven gebouw door de vereniging die het voor haar activiteiten gebruikt. Het gebouw is gelegen te Sint-Lambrechts-Woluwe, Roodebeeksteenweg 302.

- De vereniging gebruikt de lokalen alleen.
- Het ter beschikking gestelde goed zal enkel gebruikt worden voor de activiteiten van de vereniging, met uitsluiting van ieder ander gebruik.
- De vereniging mag niet toelaten dat de lokalen gebruikt worden voor huisvesting behoudens schriftelijke en voorafgaandelijke toestemming van het College van burgemeester en schepenen van de gemeente.
- De vereniging is ertoe gehouden het in gebruik gegeven goed effectief te gebruiken.

In het kader van haar activiteiten mag de vzw particulieren of rechtspersonen ontvangen. Er mogen echter geen commerciële of gelijkaardige activiteiten worden uitgeoefend in de lokalen en de vzw mag geen financiële winst halen uit deze activiteiten (enkel de werkingskosten van het goed doorrekenen).

Door middel van deze overeenkomst geeft de gemeente toestemming voor de aanwezigheid op het terrein van de volgende groepen:

- de scouts Kruisboog-Hadewijch,
- de Litouwse vereniging van België,

- het project Tito-Time van de school KIW.

Als één van deze verenigingen uit de lokalen zou vertrekken, dan kan deze vervangen worden door een andere non-profit (jeugdwerk)vereniging, met voorafgaand akkoord van het College van burgemeester en schepenen.

Indien de activiteiten van de vereniging niet langer van openbaar, cultureel, sociaal of sportief belang zouden zijn en/of niet langer hoofdzakelijk voor de burgers van de gemeente bestemd zouden zijn, zal de gemeente de overeenkomst beëindigen onder de in artikel 2 genoemde voorwaarden.

De vereniging verbindt er zich toe te waken over het goede gebruik van de plaats en over het respect van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

## 2. Duur

Deze gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2024. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

De gemeente of de vereniging kan de overeenkomst op elk moment beëindigen met een opzegtermijn van 10 maanden per aangetekende brief. De opzegging wordt van kracht op 1 september volgend op de kennisgeving.

## 3. Waarborg

Voor het overhandigen van de sleutels moet de vereniging een waarborg stellen waarvan het bedrag berekend wordt op basis van 2 EUR per gebruikte m<sup>2</sup>. De waarborg mag evenwel niet kleiner zijn dan 350 EUR. Het exacte bedrag van de waarborg zal bepaald worden bij de ondertekening van de overeenkomst. Ze voldoet aan deze verplichting door het plaatsen van contanten op een geïndividualiseerde rekening die op haar naam geopend wordt bij een financieel organisme van haar keuze. De intresten van de zo geplaatste som worden gekapitaliseerd op de geïndividualiseerde rekening.

Door deze plaatsing krijgt de gemeente het voorrecht op het actief van de rekening voor alle vorderingen voortkomende uit het geheel of gedeeltelijk niet naleven van de verplichtingen van de vereniging.

Er kan niet beschikt worden over de bankrekening van de waarborg, zowel voor de hoofdsom als voor de intresten, zonder het voorleggen van ofwel een schriftelijke toelating ten vroegste opgemaakt bij het beëindigen van deze overeenkomst ofwel een kopie van een gerechtelijke beslissing.

## 4. Lasten

Zijn ten laste van de vereniging:

- de kosten die voortvloeien uit het private verbruik van water, gas, elektriciteit en verwarming, en uit het abonnement op deze diensten;
- in geval van schade, de wettelijke franchise die afgehouden wordt door de verzekeraar van het gebouw (zie artikel 5);
- de telefoonkosten en het abonnement op deze diensten;
- de kosten, belastingen, bijdragen, abonnementen voor radio, televisie of kabeltelevisie (zie artikel 6) en internet;

- het schoonmaken van de gebruikte lokalen;
- herstellingen ten laste van de gebruiker van de gebruikte lokalen;
- de terugbetaling van de premietoeslag in verband met het beding van afstand van verhaal op de gebruiker.

Met uitzondering van kleine reparaties, die onder de verantwoordelijkheid van de bewoners vallen in overeenstemming met de gevestigde doctrine en jurisprudentie, verzekert de gemeente het technisch beheer van het gebouw.

De gebruiker wordt uitgenodigd om zich bij problemen tot de gemeente te richten en haar onmiddellijk de volgende zaken te melden:

1. Ieder feitelijk of juridisch probleem betreffende het in gebruik gegeven goed;
2. Alle schade waarvan de herstelling ten laste van de gebruiker valt.

Indien de gemeente hiervan niet op de hoogte werd gesteld, kan de vereniging verantwoordelijk gesteld worden voor alle bijkomende schade en kan zij op grond hiervan eraan gehouden worden de gemeente schadeloos te stellen.

Elk jaar, tussen 01/05 en 31/07, organiseren de partijen in onderling overleg minstens één bezoek aan het pand om vast te stellen welke eventuele werkzaamheden aan het pand moeten worden uitgevoerd.

De gemeentelijke dienst Beheer van het patrimonium (Erfgoedbeheer) - Gemeenteeigendommen is het aanspreekpunt.

## 5. Verzekeringen

De gemeente heeft een "integrale brand"-verzekering op afgesloten (brand, waterschade, gebroken ruiten, enz.) die een clause bevat die afziet van verhaal tegen de gebruiker.

Bijgevolg hoeft de gebruiker geen brandverzekering op zijn naam af te sluiten. Hij zal de gemeente het bedrag van de wettelijke franchise moeten terugbetalen dat door de verzekeraar van het gebouw wordt ingehouden. Als duidelijk is vastgesteld dat de gebruiker verantwoordelijk is voor schade waarvoor door de verzekering moet worden betaald, moet hij de franchise betalen, ongeacht of hij voor zichzelf of voor iemand anders heeft gehandeld. Als het bedrag van de schadeclaim lager is dan de franchise of als een vergoeding door de verzekeringsmaatschappij is uitgesloten, moet de gebruiker de reparatie of vervanging van de beschadigde zaken betalen.

Het staat de gebruiker vrij om een verzekering af te sluiten die het meubilair dekt.

De gebruiker moet ook een polis afsluiten die zijn eigen risico dekt met betrekking tot wettelijke aansprakelijkheid, evenals die van zijn agenten en werknemers, voor elke schade die kan ontstaan in verband met het gebruik van het goed.

Het bewijs van deze verzekering op afgesloten en van de betaling van de desbetreffende premie moet binnen een maand na ondertekening van deze overeenkomst en op elke verjaardag van de overeenkomst aan de gemeente worden toegezonden. Indien de gemeente het bewijs van de verzekering op afgesloten en/of de betaling van de premie niet binnen de voormelde termijn heeft ontvangen, stuurt zij een ingebrekestelling per aangetekende brief om hieraan te voldoen binnen de 30 kalenderdagen vanaf de tweede dag die volgt op de verzending van de aangetekende brief. Na het verstrijken van deze termijn wordt deze overeenkomst automatisch beëindigd ten nadele van de gebruiker.

De gemeente kan met name niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, schade of

inbraak waarvan de gebruiker het slachtoffer zou kunnen zijn.

De gebruiker is persoonlijk verantwoordelijk voor alle ongevallen of schade die zich kunnen voordoen in de ter beschikking gestelde ruimten, tot kwijting van de gemeente. Hiertoe is de gebruiker als enige verantwoordelijk voor alle schade veroorzaakt aan eigendommen en personen in of op het pand dat onder deze overeenkomst valt, met uitzondering van de hierboven genoemde groepen die het gebouw ook gebruiken en die hun eigen verantwoordelijkheid nemen.

## 6. Taksen en belastingen

De vereniging staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het in gebruik gegeven goed (bijvoorbeeld belasting op het ophalen van huisvuil).

De registratiekosten zijn ten laste van de vereniging.

De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

## 7. Plaatsbeschrijving

Ten laatste voor de vereniging de plaats in gebruik neemt en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair dat aan de vereniging toebehoort en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt.

Bij deze gelegenheid gaan de partijen ook over tot het opnemen van de index van alle tellers.

De vereniging laat de plaats achter in de staat waarin zij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve door ouderdom of overmacht vergane of aangetaste zaken. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De vereniging staat in voor de beschadigingen of het verval die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien zij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten haar schuld. De vereniging staat ook in voor de schade en het verval veroorzaakt door personen die zij in de in gebruik gegeven lokalen ontvangt.

## 8. Onderhoud

In overeenstemming met artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek zijn de huurherstellingen en het onderhoud, in overeenstemming met de regels van de kunst, ten laste van de gebruiker. Zij omvatten in het bijzonder:

- het jaarlijks vegen van schoorstenen voor privédoeleinden;
- het onderhoud van de privé-installaties van gas, elektriciteit en verwarming (indien de gemeente voor rekening van de gebruiker een collectief onderhoudscontract heeft ondertekend voor het jaarlijks onderhoud van de verwarmingsketel, zal ze de prijs doorrekenen aan de gebruiker);
- het onderhoud van sanitaire voorzieningen;
- de ontstopping van de afvalwaterleidingen;
- de vervanging van gebroken ruiten;
- het onderhoud van wand- en vloerbekleding, deuren, ramen, luiken, sloten, enz.;
- het onderhoud van privé-tuinen;
- het onderhoud van het brandalarm;
- het onderhoud van het diefstalalarm.

Eventuele schade als gevolg van het niet nakomen van deze verplichtingen wordt op kosten van de gebruiker hersteld.

Indien de gebruiker na ingebrekestelling per aangetekende brief de onderhouds- en reparatiewerkzaamheden waarvoor hij verantwoordelijk is niet tijdig uitvoert, heeft de gemeente het recht om deze zelf uit te voeren of te laten uitvoeren door een derde partij namens de gebruiker. Deze laatste moet de gemeente het bedrag van de door haar uitbetaalde bedragen betalen. Andere reparaties vallen onder de verantwoordelijkheid van de gebruiker, in het bijzonder die welke het gevolg zijn van normale slijtage, veroudering, overmacht en een defect in het gebouw.

#### 9. Herstellingen

De gemeente kan iedere herstelling uitvoeren die ten haren laste is.

In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek, moet de vereniging dulden dat de gemeente, zonder vergoeding, de werken uitvoert die zij nodig acht in het kader van een renovatieplan of een herinrichting zelfs als dit langer duurt dan 40 dagen.

#### 10. Wijzigingen aan het goed

De vereniging mag de in gebruik gegeven plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente. Zij mag geen gebruik maken van de gevel om er een radio- of televisieantenne op te plaatsen of meer algemeen om er eender wat op te plaatsen of te bevestigen.

De gemeente moet geen enkele vergoeding betalen als zij wijzigingen, zonder toelating aangebracht aan het gebouw, behoudt. Ze mag ook eisen dat de plaatsen in hun oorspronkelijke staat hersteld worden en indien de vereniging niet reageert, na een ingebrekestelling, zelf de werken doen uitvoeren op kosten van de vereniging.

In het kader van deze overeenkomst mag de vereniging, na voorafgaandelijk akkoord van het College van burgemeester en schepenen, schilderen of behangen in neutrale tinten met materialen van goede kwaliteit. Het gebruik van elektrische toestellen die overlast kunnen veroorzaken moet overeengekomen worden met de dienst Gemeente-eigendommen. De vereniging mag ook haar logo en dat van haar subsidiërende overheid plaatsen, in overeenstemming met de stedenbouwkundige voorschriften.

#### 11. Toegang tot het in gebruik gegeven goed

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, te allen tijde, toegang tot het in gebruik gegeven goed om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de vereniging al haar verplichtingen nakomt. Hij moet nochtans de vereniging 48 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

#### 12. Keuze van woonplaats en statuten

Voor de uitvoering van de overeenkomst kiest de vereniging haar maatschappelijke zetel als domicilie

Voor de vereniging zal iedere benoeming, ontslag of afzetting van een beheerder, alsook de wijzigingen aan de statuten, of de ontbinding van de vereniging schriftelijk meegedeeld worden aan de gemeente bij middel van een uittreksel van de beslissing van het bevoegde orgaan (diensten Cultuur en Gemeente-eigendommen) binnen de acht dagen na de beslissing met vermelding van het adres van de opvolger of de vereffenaar van de vereniging.

Bij gebrek aan deze mededeling en de handtekening van de nieuwe verantwoordelijke behoudt de gemeente zich het recht voor om zich te keren tegen de enige

verantwoordelijke die zij kent.

### 13. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren

De vereniging mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Er worden geen dieren toegelaten in de lokalen. Elke aanvraag tot afwijking van deze beschikking zal het voorwerp uitmaken van een uitdrukkelijke en voorafgaandelijke vraag aan het College van burgemeester en schepenen.

### 14. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

### 15. Bevoegde jurisdictie

Enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd. In voorkomend geval bepaalt de taal van de overeenkomst de bevoegde rechter, afhankelijk van het taalstelsel.

### 16. Registratie

De vereniging registreert de overeenkomst binnen 2 maanden na de datum van ondertekening.

### 17. Ontbinding wegens fout

De gebruiker draagt alle kosten, lasten en uitgaven die uit een dergelijke beëindiging voortvloeien.

### 18. Forfaitaire bezettingsvergoeding

Indien de gebruiker aan het einde van het gebruiksrecht in het gebouw blijft (beëindiging van het gebruiksrecht of opzeggingstermijn), zullen de partijen de bezettingsvergoeding vaststellen op een forfaitaire vergoeding van 50 EUR per m<sup>2</sup>/maand. Dit sluit op geen enkele wijze uit dat de gemeente aanspraak kan maken op enige schade als gevolg van de onrechtmatige voortzetting van het gebruik van het gebouw.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening

De vereniging, De Gemeentesecretaris, (Lid van het College),

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0037 **Rue Saint-Lambert 141- Acquisition - Compromis - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la SRL SAINT LAMBERT PROPERTIES est propriétaire de bureaux et de leurs accessoires (local d'archives, garages et emplacements de parking) situés rue Saint-Lambert 141 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'agit d'un ensemble de bureaux de 1.800 m<sup>2</sup> de superficie situé à proximité du futur commissariat de police et à moins d'un kilomètre à pied de l'hôtel communal ;

Considérant que ces locaux pourraient accueillir entre 120 et 150 postes de travail et permettraient une grande rationalisation dans la gestion des locaux de l'administration ;

Vu l'estimation établie le 14/05/2024 par Bruxelles Fiscalité qui confirme que le prix unitaire de tous les points de comparaison est supérieur au prix unitaire demandé (1.124 EUR/m<sup>2</sup> brut) ;

Vu l'utilité publique de l'opération immobilière visée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver l'acquisition des bureaux et de leurs accessoires situés rue Saint-Lambert 141 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, au prix de 2.441.000 EUR, sous réserve d'approbation de la modification budgétaire 2 par l'autorité de tutelle ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 12400/712-60 du budget de l'exercice 2024 ;
- de financer cette dépense au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;
- d'approuver le projet de compromis rédigé par le notaire, Me Régis DECHAMPS, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 23 votes positifs, 10 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.*

**Sint-Lambertusstraat 141 - Verwerving - Compromis - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat SAINT LAMBERT PROPERTIES bv eigenaar is van kantoren en toebehoren (archiefruinten, garages en parkeerplaatsen) gelegen aan de Sint-Lambertusstraat 141 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat het gaat om een kantorencomplex met een oppervlakte van 1.800 m<sup>2</sup> gelegen in de nabijheid van het toekomstige politiekantoor en op minder dan een kilometer te voet van het gemeentehuis;

Overwegende dat deze lokalen 120 tot 150 werkposten zouden kunnen herbergen en het mogelijk zouden maken het beheer van de lokalen van de administratie te rationaliseren;

Gelet op de schatting van 14/05/2024 door Brussel Fiscaliteit, die bevestigt dat de eenheidsprijs van alle vergelijkingspunten hoger is dan de gevraagde eenheidsprijs (1.124 EUR/m<sup>2</sup> bruto);

Gelet op het openbaar nut van de vastgoedoperatie in kwestie;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

**BESLIST:**

- de aankoop van de kantoren en toebehoren gelegen aan de Sint-Lambertusstraat 141 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe goed te keuren voor een prijs van 2.441.000 EUR, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijziging 2 door de toezichthoudende overheid;
- deze uitgave in te schrijven op artikel 12400/712-60 van de begroting van het dienstjaar 2024;
- deze uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;
- het ontwerpcompromis van notaris mr. Régis DECHAMPS goed te keuren, zoals in bijlage uiteengezet.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.*

24.06.2024/A/0038 **Chaussée de Stockel 44 - Bail - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que L'Habitation Moderne est propriétaire de l'immeuble sis chaussée de Stockel 44 ;

Vu la convention signée le 20/12/1976 ;

Considérant que le 01/10/2021, les activités de l'ASBL Action sociale ont été transférées à la commune ;

Considérant que l'ASBL a ensuite été dissoute et liquidée ;

Considérant que les locaux visés abritent toujours des activités organisées par la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention liant la SC L'Habitation Moderne et la commune ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

DECIDE d'approuver le bail repris ci-dessous :

### **BAIL**

#### **ENTRE,**

D'une part,

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 2 et représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, Bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, Secrétaire communal (n° d'entreprise de la commune : 0207.389.859), agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024,

ci-après dénommée « la commune »,

#### **ET**

D'autre part,

La SC L'Habitation Moderne, société immobilière de service public inscrite sous le numéro 104 au registre des sociétés civiles ayant emprunté la forme commerciale auprès du Tribunal du Commerce de Bruxelles, dont le siège social est situé à 1200 Woluwe Saint Lambert, Mont Saint-Lambert 2 - n° d'entreprise 0401.967.505, représentée par M. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Président, M. Michaël LORIAUX, Vice-Président et M. Benoît MAIRY, Directeur général,

ci-après dénommée « L'Habitation Moderne »,

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1 : Objet du bail**

L'Habitation Moderne donne en location à la commune, qui l'accepte aux conditions du présent contrat, les locaux sis chaussée de Stockel 44 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, selon le plan ci-annexé faisant partie intégrante de la présente convention afin d'y accueillir des activités organisées par la commune. Cette destination ne pourra être changée sans l'accord écrit et préalable de L'Habitation Moderne.

Les locaux ne pourront être sous-loués ou mis à la disposition de tierce personne.

Les locaux sont bien connus de la commune qui déclare les avoir reçus dans l'état décrit dans l'état des lieux détaillé dressé contradictoirement et signé avant l'entrée en jouissance.

Cet état des lieux restera annexé au présent bail.

L'Habitation Moderne se réserve toutefois le droit d'occuper ces locaux pour des activités sur la base d'une planification annuelle, communiquée au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède celle de l'occupation planifiée. Chaque occupation planifiée est confirmée à l'attention du service des Propriétés communales 7 jours calendrier avant la date de l'activité. La planification n'exclut pas des occupations ponctuelles annoncées au service des Propriétés communales minimum 14 jours calendrier avant la date de l'activité.

## **Article 2 : Durée**

Le présent bail entre en vigueur pour une durée indéterminée à partir du 01/07/2024.

L'une ou l'autre des deux parties peut y mettre fin moyennant un préavis de six mois. Le renon sera donné par lettre recommandée.

## **Article 3 : Loyer et charges**

Le loyer mensuel est fixé à la somme de 1.250 EUR, payable anticipativement le premier jour de chaque mois sur le compte BE40 3100 1880 6063 avec la référence 999/0012/03375.

Les charges communes et les charges individuelles pour la consommation de chauffage, eau chaude, eau froide et gaz font l'objet de provisions mensuelles fixées à 680 EUR et payables en même temps que le loyer mensuel.

Le décompte des charges sera envoyé annuellement et le montant des provisions sera revu suivant les projections futures.

## **Article 4 : Indexation du loyer**

Chaque année, le loyer sera réajusté en fonction du coefficient d'indexation appliqué aux logements sociaux.

Cet ajustement sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

## **Article 5 : Entretien et réparation**

La commune s'engage à effectuer toutes les dépenses d'entretien et de réparation du bien afin de la maintenir dans son état au jour de l'entrée en vigueur du bail. Elle est également tenue de signaler immédiatement à L'Habitation Moderne tout dommage dont la réparation est à charge de celle-ci. A défaut de l'avoir avertie, la commune est tenue pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenue d'indemniser L'Habitation Moderne de ce chef.

Les représentants de L'Habitation Moderne ont toujours le droit de visiter les lieux afin de s'assurer du bon état et de la bonne gestion de ceux-ci. La date et l'heure de la visite seront alors fixées de commun accord.

## **Article 6 : Travaux**

L'Habitation Moderne peut effectuer toute réparation urgente lui incombant. Par dérogation à l'article 1724 du Code civil, la commune est tenue de tolérer, sans indemnisation, l'exécution - dans un délai raisonnable - de tous travaux que L'Habitation Moderne juge utile de réaliser dans le cadre d'un plan de rénovation ou d'aménagement.

Si les travaux donnent lieu à une privation partielle de jouissance, la société peut accorder une diminution temporaire du loyer.

Il est interdit à la commune d'apporter des transformations au bien loué sans l'accord écrit et préalable de L'Habitation Moderne. Les améliorations, embellissements et transformations s'effectuent aux frais, risques et périls de la commune et resteront acquis sans indemnisation. L'Habitation Moderne se réserve le droit d'exiger la remise des lieux dans leur état primitif avant le départ de la commune.

La fixation de tout objet sur le toit, sur les murs extérieurs ou sur toute autre partie extérieure de l'immeuble dans lequel sont situés les locaux requiert l'accord écrit préalable de L'Habitation Moderne. Au cas où la commune contreviendrait à cette disposition, L'Habitation Moderne serait en droit, après lui avoir adressé vainement une mise en demeure, de procéder à l'enlèvement de tout objet litigieux et à tous travaux de réparation complémentaires aux frais de la commune.

**Article 7 : Assurance**

L'Habitation Moderne a souscrit une police d'assurance du type « intégrale incendie » comprenant une clause d'abandon de recours envers la commune. Par conséquent, celle-ci ne doit se faire couvrir que pour ses meubles et le recours des voisins. Le remboursement des primes relatives à cet abandon de recours sera repris dans le décompte des charges communes.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert en deux exemplaires, le ...../...../2024.

Pour la commune :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Pour L'Habitation Moderne :

Le Directeur général, Le Vice-Président,

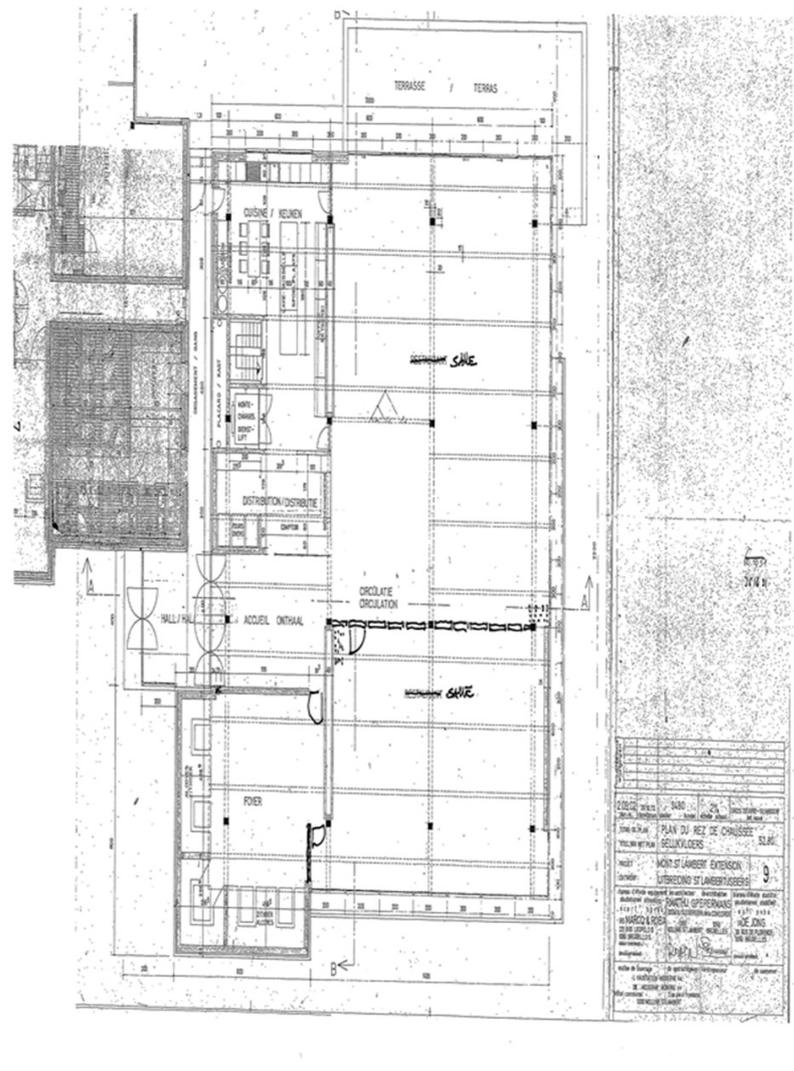
Le Président,

Benoît MAIRY

Michaël LORIAUX

Pierre-Alexandre  
de MAERE d'AERTRYCKE

Annexe :



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

#### **Stockelse steenweg 44 - Huurovereenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de Moderne Woning eigenaar is van het onroerend goed gelegen in de Stokkelse steenweg 44;

Gelet op de overeenkomst ondertekend op 20/12/1976;

Overwegende dat op 01/10/2021 de activiteiten van de vzw "Action sociale" werden overgedragen aan de gemeente;

Overwegende dat de vzw vervolgens werd ontbonden en vereffend;

Overwegende dat in de lokalen in kwestie nog steeds activiteiten die door de gemeente georganiseerd worden, plaatsvinden;

Overwegende dat er een nieuwe overeenkomst moet gesloten worden tussen de Moderne Woning cv en de gemeente.

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 06/06/2024;

BESLIST de huurovereenkomst zoals hieronder opgenomen goed te keuren:

### **HUUROVEREENKOMST**

**TUSSEN,**

Eenzijds,

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, met zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 2, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van dhr. Olivier MAINGAIN, Burgemeester en dhr. Patrick LAMBERT, Gemeentesecretaris (ondernemingsnummer van de gemeente: 0207.389.859), handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024,

hierna "de gemeente" genoemd,

**EN**

Anderzijds,

De Moderne Woning cv, een openbare vastgoedmaatschappij die onder nummer 104 is ingeschreven in het register van burgerlijke vennootschappen met handelsvorm bij de Rechtbank van Koophandel te Brussel, met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Lambertusberg 2 - ondernemingsnummer 0401.967.505, vertegenwoordigd door dhr. Pierre-Alexandre de MAERE d'AERTRYCKE, Voorzitter, dhr. Michaël LORIAUX, Ondervoorzitter en dhr. Benoît MAIRY, Directeur-generaal,

hierna "de Moderne Woning" genoemd

Wordt overeengekomen wat volgt:

#### **Artikel 1: Voorwerp van de huurovereenkomst**

De Moderne Woning verhuurt aan de gemeente, die dit aanvaardt onder de voorwaarden van deze overeenkomst, de lokalen gelegen aan de Stokkelse steenweg 44 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, volgens het plan dat integraal deel uitmaakt van deze overeenkomst, met het oog op de organisatie van activiteiten door de gemeente. Deze bestemming mag niet worden gewijzigd zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning.

De lokalen mogen niet worden onderverhuurd of ter beschikking gesteld van derden.

De lokalen zijn goed bekend bij de gemeente, die verklaart ze te hebben ontvangen in de staat zoals beschreven in de gedetailleerde plaatsbeschrijving die door beide partijen is opgesteld en ondertekend vóór de inbezitneming.

Deze plaatsbeschrijving blijft aan deze huurovereenkomst gehecht.

De Moderne Woning behoudt zich echter het recht voor om deze ruimten te gebruiken

voor activiteiten op basis van een jaarplanning, die uiterlijk op 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van de geplande bezetting moet worden meegedeeld. Elke geplande bezetting moet 7 kalenderdagen voor de datum van de activiteit worden bevestigd ter attentie van de dienst Gemeente-eigendommen. Deze planning sluit eenmalige bezettingen niet uit, die ten minste 14 kalenderdagen voor de datum van de activiteit moeten worden gemeld aan de dienst Gemeente-eigendommen.

### **Artikel 2: Duur**

Deze huurovereenkomst geldt voor onbepaalde tijd vanaf 01/07/2024.

Elke partij kan het beëindigen met een opzegtermijn van zes maanden maand. De opzegging dient per aangetekende brief te geschieden.

### **Artikel 3: Huur en lasten**

De maandelijkse huur is vastgesteld op een bedrag van 1.250 EUR, vooraf te betalen op de eerste dag van elke maand op rekening BE40 3100 1880 6063 met referentie 999/0012/03375.

De gemeenschappelijke en individuele lasten voor verwarming, warm water, koud water en gas zijn onderworpen aan een maandelijkse provisie van 680 EUR die tegelijk met de maandelijkse huur betaald moet worden.

Het overzicht van de lasten wordt jaarlijks verstuurd en het bedrag van de voorzieningen wordt herzien op basis van toekomstige prognoses.

### **Artikel 4: Indexering van de huurprijs**

Elk jaar wordt de huur aangepast volgens de indexeringscoëfficiënt die wordt toegepast op sociale woningen.

Deze aanpassing wordt toegepast vanaf 1 januari van elk jaar.

### **Artikel 5: Onderhoud en reparaties**

De gemeente verbindt zich ertoe alle onderhouds- en herstellingswerken aan het goed uit te voeren om het in dezelfde staat te houden als op de dag van de inwerkingtreding van de huurovereenkomst. Ze is ook verplicht om de Moderne Woning onmiddellijk op de hoogte te brengen van elke schade die ze moet herstellen. Doet zij dit niet, dan wordt de gemeente aansprakelijk gesteld voor het verergeren van de schade en kan zij verplicht worden de Moderne Woning hiervoor schadeloos te stellen.

De vertegenwoordigers van de Moderne Woning hebben altijd het recht om de lokalen te bezoeken om te controleren of ze in goede staat zijn en goed worden beheerd. De datum en het tijdstip van het bezoek worden dan in onderling overleg vastgesteld.

### **Artikel 6: Werken**

De Moderne Woning kan iedere dringende herstelling uitvoeren die ten hare laste is. In afwijking van artikel 1724 van het Burgerlijk Wetboek is de gemeente verplicht om de uitvoering - binnen een redelijke termijn - van alle werkzaamheden die de Moderne Woning in het kader van een renovatie- of inrichtingsplan nuttig acht, zonder vergoeding te gedogen.

Als de werkzaamheden leiden tot gedeeltelijke onttrekking aan het gebruik, kan de vennootschap een tijdelijke huurvermindering toestaan.

Het is de gemeente verboden veranderingen aan het gehuurde goed aan te brengen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning. Verbeteringen, verfraaiingen en veranderingen worden uitgevoerd op kosten, risico en gevaar van de gemeente en worden verworven zonder vergoeding. De Moderne Woning behoudt zich het recht voor om te eisen dat de lokalen in hun oorspronkelijke

staat worden hersteld voordat de gemeente vertrekt.

Voor het bevestigen van enig voorwerp aan het dak, de buitenmuren of enig ander extern deel van het gebouw waarin de lokalen zich bevinden, is de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Moderne Woning vereist. Bij overtreding van deze bepaling heeft de Moderne Woning het recht om, na vergeefse ingebrekestelling, het betwiste voorwerp te verwijderen en eventuele bijkomende herstellingswerken uit te voeren op kosten van de gemeente.

### **Artikel 7: Verzekering**

De Moderne Woning heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" die een clause van afstand van verhaal bevat tegenover de gemeente. Bijgevolg moet de gemeente enkel een dekking afsluiten voor haar inboedel en het verhaal van de burelen.

De terugbetaling van de premies met betrekking tot deze afstand van verhaal zal worden opgenomen in de afrekening van de gemeenschappelijke lasten.

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe in twee exemplaren op...../...../ 2024.

Voor de gemeente:

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

Voor de Moderne Woning:

De Directeur-generaal, De Ondervoorzitter,

De Voorzitter,

Benoît MAIRY

Michaël LORIAUX

Pierre-Alexandre  
de MAERE d'AERTRYCKE



subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 9.000 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76215/332-02, en faveur de l'ASBL Cinéfilms ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Cinéfilms ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 9.000 EUR, inscrit à l'article 76215/332-02/7225 du budget 2024, à l'ASBL Cinéfilms.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Vzw "Cinéfilms" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 9.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0040 **ASBL Wolu-Inter-Quartiers - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subsidie 2024 - Dépense : 4.050 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 4.050 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76207/332-02, en faveur de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 4.050 EUR, inscrit à l'article 76207/332-02/7131 du budget 2024, à l'ASBL Wolu-Inter-Quartiers.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Vzw "Wolu-Inter-Quartiers" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 4.050 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES**

### **Location de salles - Verhuur van zalen**

24.06.2024/A/0041 **Salles communales - Contrat de location et conditions générales - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de salles diverses ;

Considérant que ces salles sont louées conformément aux conditions fixées par le Conseil communal en sa séance du 16/12/2019 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour ces conditions d'occupation ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver les conditions générales d'occupation des salles communales reprises ci-dessous :

<b>Conditions générales d'occupation des salles communales</b>
--

### **Article 1**

Les présentes conditions générales sont applicables aux locations de courte durée des salles communales suivantes :

## MÉTAIRIE VAN MEYEL

### Petite salle

- Capacité : 25 personnes

### Grande salle

- Capacité : 40 personnes

## HÔTEL COMMUNAL

### Caféterie

- Capacité : 40 personnes

### Salle des conférences

- Capacité : 150 personnes

- Supports techniques disponibles :

- Sonorisation fixe
- Jeu d'orgue électrique
- Appareil de projection

## WOLUBILIS

### A311

- Capacité : 100 personnes

## MAISON DES ASSOCIATIONS 1

- Capacité : 60 personnes

## LA ROTONDE

- Capacité : 200 personnes

## MAISON DES ASSOCIATIONS 2

- Capacité : 80 personnes

## VILLA MONTALD (salle de concert)

- Capacité : 100 personnes

Les salles pourront être louées pour y organiser des réunions, colloques, formations, conférences, réceptions, repas et soirées. Cette liste est non exhaustive.

Chaque demande de location devra faire mention d'un descriptif de l'évènement prévu.

## **Article 2**

Toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, tout groupement ou association de fait peut occuper tout ou partie des locaux visés à l'article 1 moyennant l'autorisation préalable du Collège des bourgmestre et échevins et à la condition de la signature du contrat-type d'occupation. A défaut de réception par l'administration des versements visés à l'article 12 avant la date de la location, l'accès aux salles pourra être refusé. L'autorisation ne pourra être accordée qu'un an au plus tôt avant la date d'occupation demandée.

Le Collège peut refuser les demandes d'occupation en raison de la nature des activités ou de l'objet social du demandeur si ceux-ci sont contraires aux principes démocratiques, à la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et/ou au respect des principes inscrits dans les conventions internationales ou européennes protectrices des droits humains et des droits des minorités.

### **Article 3**

La personne physique qui introduit une demande d'occupation à titre personnel assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation des locaux (par exemple : dégradations aux locaux, vol d'effets personnels...).

La personne physique qui introduit une demande au nom d'une association dépourvue de personnalité juridique s'engage également à titre personnel et assumera toutes les responsabilités résultant de l'occupation.

La personne physique qui introduit une demande au nom d'une personne morale de droit privé ou de droit public engage la responsabilité de cette personne morale.

La commune doit être informée, lors de la demande de réservation, de l'identité de l'occupant réel (par exemple, en cas d'intervention d'un organisateur événementiel).

### **Article 4**

§ 1. L'occupant est obligatoirement couvert par la police d'assurance « RC - Occupations des locaux » souscrite par la commune.

Cette assurance garantit la responsabilité civile pouvant être mise à charge de l'occupant du chef de dommages causés aux tiers, au bâtiment occupé et au contenu mis à sa disposition, à la suite d'un accident et résultant de l'organisation de l'évènement prévu.

Le paiement de la prime due par la commune est à charge de l'occupant. La prime est calculée sur la base des jours d'occupation effective, aux conditions de la police d'assurance.

Les dommages résultant de l'eau, d'incendie et d'explosion sont exclus de ladite assurance.

§ 2. La commune a souscrit une assurance « RC objective » ainsi qu'une assurance « Incendie et périls connexes ».

L'occupant bénéficie d'un abandon de recours via le contrat d'assurance « Incendie et périls connexes ».

§ 3. L'occupant peut obtenir une attestation d'assurance sur simple demande.

### **Article 5**

§ 1. La commune ne peut être tenue responsable des vols, pertes et dégradations aux objets introduits par l'occupant dans les lieux. En aucun cas la commune ne peut être considérée comme dépositaire desdits objets.

§ 2. L'occupant ne peut réclamer à la commune aucune indemnité en cas d'annulation ou d'interruption de la location lorsque celle-ci résulte de circonstances indépendantes de la volonté de la commune.

### **Article 6**

L'occupant est tenu d'utiliser les lieux en bon gestionnaire et conformément au descriptif de l'évènement repris dans la demande de location et accepté par le Collège des bourgmestre et échevins.

Les locaux sont strictement non fumeurs.

Il lui est également interdit de sous-louer les lieux pris en location ou de céder son droit d'occupation.

Par ailleurs, l'occupant veille à respecter la capacité maximale de la/des salle(s).

A défaut de respect de ces dispositions, un délégué de la commune est autorisé à prendre toute mesure qu'il jugerait nécessaire pour les faire respecter.

## **Article 7**

Les lieux sont réputés être loués en bon état et devront être rendus comme tels. Un état des lieux d'entrée et un état des lieux de sortie seront établis contradictoirement entre la commune représentée par son délégué et l'occupant. Aucune occupation par le demandeur ne sera autorisée avant l'établissement de l'état des lieux d'entrée.

## **Article 8**

Les accès aux locaux et les couloirs de circulation doivent en toutes circonstances être dégagés. Il est interdit d'utiliser du matériel susceptible de provoquer un incendie ou tout autre dégât.

## **Article 9**

L'autorisation d'occupation délivrée en application du présent règlement ne dispense pas l'occupant de se conformer aux lois et règlements existants, notamment en matière de lutte contre le bruit, de droits d'auteur, de droits voisins au droit d'auteur, de taxes sur les spectacles et divertissements, de protection contre l'incendie..., cette énumération n'étant pas exhaustive.

L'occupant est tenu au respect strict des normes imposées par la Région bruxelloise en matière de son amplifié. Il doit s'assurer que la personne qui s'occupe de la diffusion du son amplifié ait accès en continu aux appareils mesurant les niveaux sonores diffusés dans la salle et respecte les niveaux sonores autorisés. Si des tickets et/ou affiches sont édités dans le cadre de l'événement organisé, l'occupant est tenu d'y indiquer le niveau sonore qui y sera diffusé.

Les salles communales s'inscrivent dans la catégorie 2 : diffusion du son amplifié jusqu'à un niveau de 95 dB et 110 dB calculés sur une durée de 15 minutes.

## **Article 10**

Les tarifs d'occupation des salles visées à l'article 1 du présent règlement sont arrêtés comme indiqués dans les tableaux repris en annexe.

Une réduction de 20 % s'applique aux occupants suivants :

- personnes inscrites ou mentionnées dans les registres de la population de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;
- personnes morales de droit privé ou de droit public sans but lucratif dont le siège social est établi sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

Ces tarifs s'entendent hors TVA.

Ils n'incluent pas le montant de la prime d'assurance visée à l'article 4 de la présente convention. Les tarifs incluent le nettoyage. Toutefois, les locaux doivent être entièrement remis en ordre par l'occupant et les déchets doivent être évacués

Pour chaque autorisation délivrée, à l'exception de la Rotonde, une garantie de 275 EUR devra être constituée conformément aux dispositions de l'article 12 ci-après. Pour la salle de la Rotonde, la garantie est fixée à 1.000 EUR.

Elle sera remboursée à l'occupant après exécution de toutes ses obligations. Le cas échéant, la commune pourra prélever sur cette somme les frais de réparation et de remise en état consécutifs à l'occupation, sans préjudice d'une indemnisation pour un montant supérieur. Le cas échéant, la garantie sera restituée au plus tôt 8 jours et au plus tard 30 jours après l'état des lieux de sortie.

## **Article 11**

Au cas où l'occupant contreviendrait à l'une ou l'autre disposition du présent règlement, le Collège des bourgmestre et échevins pourra refuser toute occupation ultérieure, sans préjudice de réclamer la réparation des dommages résultant de la violation du présent règlement.

## **Article 12**

Le tarif de la location, de la prime d'assurance et la garantie devront être versés au compte IBAN BE09 0000 0257 6257 de l'administration communale, dans un délai fixé par l'administration communale. A défaut, l'accès à la salle pourra être refusé.

## **Article 13**

En cas de renonciation à la réservation :

- plus de 30 jours calendrier avant la date d'occupation : 15 % (avec un minimum de 25 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ;
- entre 30 jours calendrier et 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 25 % (avec un minimum de 50 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins ;
- moins de 15 jours calendrier avant la date d'occupation : 50 % (avec un minimum de 100 EUR) du tarif de la location (hors réduction éventuelle) resteront acquis à la commune, sauf justification acceptée par le Collège des bourgmestre et échevins.

## **Article 14**

Les personnes physiques ou morales de droit privé ou de droit public ou associations de fait qui poursuivent des buts humanitaires, philanthropiques ou sociaux et qui en font la demande peuvent être exonérées totalement ou partiellement des divers frais de location, sur décision du Collège des bourgmestre et échevins.

## **Article 15**

Le Collège des bourgmestre et échevins tranchera tout cas non prévu par les présentes conditions générales.

Il peut, par ailleurs, fixer des conditions supplémentaires s'il l'estime nécessaire en raison de la nature des activités prévues par le demandeur.

## **Article 16**

Le droit belge est d'application et les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Annexe 1 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS PONCTUELLES

<b>MÉTAIRIE VAN MEYEL</b>		Journée samedi, dimanche et jour férié (08h - 18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h - 23h)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h - 03h)	Week-end (samedi 18h - dimanche 18h)
Petite salle		65	65	80	-
Grande salle		145	145	240	510
<b>HÔTEL COMMUNAL</b>	Journée du lundi au jeudi (08h - 18h)	Journée vendredi, samedi et jour férié (08h - 18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h ->)	Soirée vendredi, samedi et jour férié (18h ->)	Week-end (vendredi 18h - dimanche 18h)
Cafétérie	72	84	72	84	156
Salle des conférences	160	200	180	215	420
<u>Matériel :</u>					
Sonorisation fixe	+ 60				
Jeu d'orgue électrique	+ 60				
Appareil de projection	+ 60				
<b>WOLUBILIS</b>	Journée du lundi au vendredi (08h - 18h)	Journée samedi, dimanche et jour férié (08h - 18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h ->)	Soirée vendredi, samedi, dimanche et jour férié (18h ->)	Week-end (vendredi 18h - dimanche 18h)
A311	110	145	120	155	360
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS 1</b>	4 heures entre 08h et 23h				
	84				
<b>LA ROTONDE</b>	Du lundi au jeudi entre 09h et 16h  3 heures maximum d'occupation	Du lundi au jeudi de 09h à 23h30	Vendredi et samedi : de 09h au lendemain 03h ; le dimanche de 09h à 23h	Réveillon de Noël et de Nouvel-An	
	66/heure	505	1080	2160	
Utilisation de la cuisine	-	300	300	300	
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS 2</b>	Journée du lundi au vendredi (08h - 18h)	Journée samedi, dimanche et jour férié (08h - 18h)	Soirée du lundi au jeudi (18h - 23h)	Soirée vendredi, samedi, dimanche et jour férié (18h - 02h + 1 heure de rangement)	Week-end (vendredi 18h - dimanche 18h)
	120	240	120	265	450
<b>LA VILLA MONTALD (salle de concert)</b>	4 heures entre 08h et 23h				
	85				

Annexe 2 : TABLEAU DES TARIFS POUR OCCUPATIONS MULTIPLES

<b>MÉTAIRIE VAN MEYEL</b>	Une occupation hebdomadaire, hors congés scolaires, pendant un an	Une occupation mensuelle, hors congés scolaires, pendant un an
	984	198
<b>HÔTEL COMMUNAL ET WOLUBILIS</b>	Réduction pour des cycles de minimum 3 séances	
	50 % par rapport aux tarifs du tableau 1	
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS 1</b>	Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an	Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an
	900	180
<b>MAISON DES ASSOCIATIONS 2</b>	Une occupation hebdomadaire, hors congés scolaires, pendant un an	Une occupation mensuelle, hors congés scolaires, pendant un an
	984	198
<b>LA VILLA MONTALD</b> (salle de concert)	Une occupation hebdomadaire (jours ouvrables) pendant un an	Une occupation mensuelle (jours ouvrables) pendant un an
	984	198

L'intitulé de la présente décision sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentezalen - Huurovereenkomst en algemene voorwaarden - Wijziging - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van verschillende zalen;

Overwegende dat deze zalen worden verhuurd volgens de voorwaarden die door de Gemeenteraad in zijn vergadering van 16/12/2019 zijn vastgesteld ;

Overwegende dat het aangewezen is om deze gebruiksvoorwaarden aan te passen;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de onderstaande algemene gebruiksvoorwaarden van de gemeentezalen goed te keuren:

**Algemene gebruiksvoorwaarden van de gemeentezalen**

**Artikel 1**

Deze algemene voorwaarden zijn van toepassing op de kortetermijnverhuur van de gemeentezalen:

MEIERIJ VAN MEYEL

Kleine zaal

- Capaciteit: 25 personen

Grote zaal

- Capaciteit: 40 personen

## GEMEENTEHUIS

### Cafeteria

- Capaciteit: 40 personen

### Conferentiezaal

- Capaciteit: 150 personen

- Beschikbare technische ondersteuning:

- Vaste geluidsinstallatie
- Elektrisch orgel
- Projector

## WOLUBILIS

### A311

- Capaciteit: 100 personen

## HUIS VAN VERENIGINGEN 1

- Capaciteit: 60 personen

## LA ROTONDE

- Capaciteit: 60 personen

## HUIS VAN VERENIGINGEN 2

- Capaciteit: 80 personen

## VILLA MONTALD (concertzaal)

- Capaciteit: 100 personen

De zalen kunnen worden gehuurd voor de organisatie van vergaderingen, colloquia, opleidingen, conferenties, recepties, maaltijden of feestavonden. Deze lijst is niet exhaustief.

Bij elke huuraanvraag moet een beschrijving van het voorziene evenement worden gevoegd.

### **Artikel 2**

Iedere natuurlijke persoon of privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, elke groepering of feitelijke vereniging mag de onder artikel 1 vermelde lokalen geheel of gedeeltelijk gebruiken met de voorafgaande toelating van het College van burgemeester en schepenen en op voorwaarde dat er een typecontract voor het gebruik van de ruimtes getekend wordt. Wanneer het bestuur de overschrijvingen vermeld in artikel 12 niet ontvangen heeft voor de datum van de huur van de ruimtes, kan de toegang tot de zalen geweigerd worden. De toelating zal slechts mogen worden verleend één jaar ten vroegste voor de gevraagde gebruiksdatum.

Het College mag de gebruiksaanvragen weigeren op basis van de aard van de activiteiten of het maatschappelijke doel van de aanvrager, indien deze strijdig zijn met de democratische beginselen, met de wet tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en/of met de naleving van de beginselen voorzien in de internationale of Europese verdragen ter bescherming van de mensenrechten en van de rechten van de minderheden.

### **Artikel 3**

De natuurlijke personen die in eigen naam een gebruiksaanvraag indienen, dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen (bv. schade aan de

lokalen, diefstal van persoonlijke bezittingen...).

De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, verbinden zich eveneens ten persoonlijke titel en dragen alle verantwoordelijkheid voortvloeiend uit het gebruik van de lokalen.

De natuurlijke personen die een aanvraag indienen in naam van een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon, binden deze rechtspersoon.

Bij de aanvraag voor reservatie moet de gemeente op de hoogte worden gebracht van de identiteit van de effectieve gebruiker (bv. ingeval er een eventorganisator tussenkomt).

#### **Artikel 4**

§ 1. De gebruiker is verplicht gedekt door de verzekeringspolis "BA - Gebruik van de lokalen" die door de gemeente is afgesloten.

Deze verzekering dekt de burgerlijke aansprakelijkheid die ten laste kan worden gelegd van de gebruiker in hoofde van schade berokkend aan derden, aan het gehuurde pand en aan de ter beschikking gestelde inhoud, als gevolg van een ongeval en als gevolg van de organisatie van het voorziene event.

De betaling van de door de gemeente verschuldigde premie valt ten laste van de gebruiker. De premie wordt berekend op basis van het aantal dagen effectief gebruik en volgens de voorwaarden van de verzekeringspolis.

De schade die het gevolg is van water, brand en ontploffing is uitgesloten van die verzekering.

§ 2. De gemeente heeft een verzekering "Objectieve BA" alsook een verzekering "Brand en aanverwante risico's" afgesloten.

De gebruiker geniet van een afstand van verhaal via de verzekeringsovereenkomst "Brand en aanverwante risico's".

§ 3. De gebruiker kan op eenvoudige aanvraag een verzekeringsattest krijgen.

#### **Artikel 5**

§ 1. De gemeente kan niet aansprakelijk worden gesteld voor diefstal, verlies en schade aan voorwerpen die de gebruiker in de lokalen binnenbrengt. De gemeente kan in geen enkel geval worden beschouwd als bewaarder van voormelde voorwerpen.

§ 2. De gebruiker kan geen enkele schadevergoeding van de gemeente eisen wanneer de huur geannuleerd of onderbroken wordt wegens omstandigheden die los staan van de wil van de gemeente.

#### **Artikel 6**

De gebruiker moet de lokalen gebruiken als goede huisvader en in overeenstemming met de beschrijving vermeld in de huuraanvraag, zoals aanvaard door het College van burgemeester en schepenen.

Er geldt een strikt rookverbod in de lokalen.

Het is eveneens verboden om de lokalen onder te verhuren of het gebruiksrecht ervan af te staan.

Bovendien zal de gebruiker erover waken dat de maximumcapaciteit van de za(a)l(en) niet overschreden wordt.

Wanneer deze richtlijnen niet nageleefd worden, is een afgevaardigde van de gemeente bevoegd om alle maatregelen te nemen die hij nodig acht om ervoor te zorgen dat ze nageleefd worden.

## **Artikel 7**

De lokalen worden geacht in goede staat te zijn verhuurd en moeten als dusdanig worden terugbezorgd.

Er zal bij het betrekken en het verlaten van de lokalen telkens een tegensprekelijke plaatsbeschrijving worden opgesteld door de gemeente, vertegenwoordigd door haar vertegenwoordiger, en de gebruiker. Er zal geen enkel gebruik door de aanvrager worden toegestaan zonder voorafgaande plaatsbeschrijving.

## **Artikel 8**

De toegangen tot de lokalen en de gangen moeten in alle omstandigheden vrij blijven. Het is verboden materieel en stoffen te gebruiken die brand of gelijk welke andere schade kunnen veroorzaken.

## **Artikel 9**

De in toepassing van dit reglement verleende toelating tot gebruik ontslaat de gebruiker er niet van om de bestaande wetten en reglementen na te leven, o.a. betreffende geluidshinder, auteursrechten, naburige rechten van het auteursrecht, belasting op vertoningen en gemakkelikheden, brandbeveiliging..., waarbij deze opsomming niet limitatief is.

De gebruiker wordt eraan gehouden de normen van het Brussels Gewest met betrekking tot versterkte geluiden strikt na te leven. Hij moet zich ervan verzekeren dat de persoon die zich bezighoudt met de verspreiding van het versterkte geluid, voortdurend toegang heeft tot de apparaten die de geluidsniveaus meten die in de zaal uitgezonden worden en dat deze persoon de toegestane geluidsniveaus naleeft. Indien er in het kader van het georganiseerde evenement tickets en/of affiches worden uitgegeven, wordt de gebruiker eraan gehouden er het geluidsniveau op te vermelden dat er zal gelden.

De gemeentezalen vallen onder categorie 2: verspreiding van versterkt geluid tot op een niveau van 95 dB en 110 dB berekend op een tijdsspanne van 15 minuten.

## **Artikel 10**

De gebruikstarieven van de onder artikel 1 van dit reglement vermelde lokalen zijn vastgesteld zoals voorzien in bijgevoegde tabellen.

Er geldt een korting van 20% voor de volgende gebruikers:

- personen ingeschreven of vermeld in de bevolkingsregisters van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;
- privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen zonder winstoogmerk waarvan de maatschappelijke zetel op het grondgebied van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gevestigd is.

Deze tarieven gelden exclusief btw.

In deze tarieven is het bedrag van de verzekeringspremie, waarvan sprake in artikel 4 van deze overeenkomst, niet inbegrepen. Ze omvatten echter wel het poetsen maar het pand moet volledig in orde worden gebracht door de gebruiker en het afval moet worden geëvacueerd.

Bij elke uitgereikte toestemming moet er een waarborg van 275 EUR worden betaald in overeenstemming met de bepalingen van artikel 12 hierna, behalve voor de Rotonde. Voor de Rotonde werd de waarborg op 1.000 EUR bepaald.

Die waarborg zal aan de gebruiker worden terugbetaald na uitvoering van al zijn

verplichtingen. Desgevallend kan de gemeente van dat bedrag kosten aftrekken voor herstellingen die het gevolg zijn van het gebruik, onverminderd de mogelijkheid om een grotere schadevergoeding te eisen. De waarborg zal worden terugbetaald niet eerder dan 8 dagen en niet later dan 30 dagen na de plaatsbeschrijving bij einde gebruik.

### **Artikel 11**

Ingeval de gebruiker zich niet schikt naar een of andere bepaling van dit reglement, kan het College van burgemeester en schepenen elk toekomstig gebruik weigeren, onverminderd het recht de herstelling te eisen van de schade voortvloeiend uit de overtreding van dit reglement.

### **Artikel 12**

Het tarief voor de huur, de verzekeringspremie en de waarborg moeten worden gestort op het rekeningnummer IBAN BE09 0000 0257 6257 van het gemeentebestuur, binnen de door het gemeentebestuur bepaalde termijn. Bij gebrek daaraan kan de toegang tot de zaal worden geweigerd.

### **Artikel 13**

Indien de reservering opgezegd wordt:

- meer dan 30 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 15% (met een minimum van 25 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;
- tussen 30 kalenderdagen en 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 25% (met een minimum van 50 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt;
- minder dan 15 kalenderdagen voor de datum van gebruik: is men 50% (met een minimum van 100 EUR) van het verhuurtarief (exclusief eventuele korting) aan de gemeente verschuldigd, behoudens een rechtvaardiging die het College van burgemeester en schepenen aanvaardt.

### **Artikel 14**

Het College van burgemeester en schepenen mag een volledige of gedeeltelijke vrijstelling van de diverse gebruikskosten verlenen aan natuurlijke of private of publieke rechtspersonen of feitelijke verenigingen die humanitaire, weldadigheids- of sociale doeleinden nastreven en die erom vragen.

### **Artikel 15**

Het College van burgemeester en schepenen beslist over elk geval dat niet in deze algemene voorwaarden is voorzien.

Het College kan bovendien aanvullende voorwaarden bepalen als het deze nodig acht in het licht van de aard van de door de aanvrager voorziene activiteiten.

### **Artikel 16**

Het Belgisch recht is van toepassing en alleen de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd.

## Bijlage 1: TARIFERINGSTABEL VOOR EENMALIG GEBRUIK

<b>MEIERIJ VAN MEYEL</b>		Dag zaterdag, zondag en feestdag (8.00 - 18.00 u.)	Avond van maandag t.e.m. donderdag (18.00 - 23.00 u.)	Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18.00 - 3.00 u.)	Weekend (zaterdag 18.00 u. - zondag 18.00 u.)
Kleine zaal		65	65	80	-
Grote zaal		145	145	240	510
<b>GEMEENTEHUIS</b>	Dag van maandag t.e.m. donderdag (8.00 - 18.00 u.)	Dag vrijdag, zaterdag en feestdag (8.00 - 18.00 u.)	Avond van maandag t.e.m. donderdag (18.00 u. ->)	Avond vrijdag, zaterdag en feestdag (18.00 u. ->)	Weekend (vrijdag 18.00 u. - zondag 18.00 u.)
Cafeteria	72	84	72	84	156
Conferentiezaal	160	200	180	215	420
<u>Materiaal:</u>					
Vaste geluidsinstallatie	+ 60				
Elektrisch orgel	+ 60				
Projector	+ 60				
<b>WOLUBILIS</b>	Dag van maandag t.e.m. vrijdag (8.00 u. - 18.00 u.)	Dag zaterdag, zondag en feestdag (8.00 u. - 18.00 u.)	Avond van maandag t.e.m. donderdag (18.00 u. ->)	Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18.00 u. ->)	Weekend (vrijdag 18.00 u. - zondag 18.00 u.)
A311	110	145	120	155	360
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN 1</b>	4 uur tussen 08.00 en 23.00 u.				
	84				
<b>DE ROTONDE</b>	Van maandag t.e.m. donderdag tussen 9.00 en 16.00 u.  Maximum 3 uur gebruik	Van maandag t.e.m. donderdag van 9.00 tot 23.30 u.	Vrijdag en zaterdag: van 9.00 tot 3.00 u.; zondag van 09.00 tot 23.00 u.	Kerst- of oudejaarsavond	
	66/uur	505	1080	2160	
Gebruik van de keuken	-	300	300	300	
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN 2</b>	Dag van maandag t.e.m. vrijdag (8.00 - 18.00 u.)	Dag zaterdag, zondag en feestdag (8.00 - 18.00 u.)	Avond van maandag t.e.m. donderdag (18.00 - 23.00 u.)	Avond vrijdag, zaterdag, zondag en feestdag (18.00 - 2.00 u. + 1 uur opslag)	Weekend (vrijdag 18.00 u. - zondag 18.00 u.)
	120	240	120	265	450
<b>VILLA MONTALD (concertzaal)</b>	4 uur tussen 08.00 en 23.00 u.				
	85				

## Bijlage 2: TARIFERINGSTABEL VOOR VEELVULDIG GEBRUIK

<b>MEIERIJ VAN MEYEL</b>	Een wekelijkse bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar	Een maandelijke bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar
	984	198
<b>GEMEENTEHUIS EN WOLUBILIS</b>	Korting voor cyclussen van minimaal 3 zittingen	
	50% t.o.v. de tarieven in tabel 1	
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN 1</b>	Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar	Een maandelijke bezetting (werkdagen) gedurende een jaar
	900	180
<b>HUIS VAN VERENIGINGEN 2</b>	Een wekelijkse bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar	Een maandelijke bezetting, buiten de schoolvakanties, gedurende een jaar
	984	198
<b>VILLA MONTALD (concertzaal)</b>	Een wekelijkse bezetting (werkdagen) gedurende een jaar	Een maandelijke bezetting (werkdagen) gedurende een jaar
	984	198

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

### Sports - Sport

24.06.2024/A/0042 **ASBL Poséidon - Comptes, bilan, rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 480.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 480.000 EUR a été prévu au budget ordinaire 2024, à l'article 76420/332-02, en faveur de l'ASBL Poséidon ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Poséidon ;
- de confirmer l'octroi d'un subside d'un montant de 480.000 EUR, inscrit à l'article 76420/332-02/7205 du budget ordinaire 2024, à l'ASBL Poséidon.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Vzw Poseidon - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 480.000 EUR - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de gewone begroting 2024 op artikel 76420/332-02 een subsidie ten bedrage van 480.000 EUR voorzien is ten voordele van de vzw Poseidon;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd op 13/06/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van de vzw Poseidon;
- de toekenning van een subsidie ten bedrage van 480.000 EUR, ingeschreven op artikel 76420/332-02/7205 van de gewone begroting 2024, aan de vzw Poseidon te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

**Emploi - Tewerkstelling**

24.06.2024/A/0043 **ASBL Wolu-Services - Comptes, bilan et rapports d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 157.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides pour un montant total de 157.000 EUR ont été prévus au budget 2023, aux articles 83201/332-02 (150.000 EUR) et 84907/332-02 (7.000 EUR), en faveur de l'ASBL Wolu-Services ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et les rapports d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et des rapports d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-Services ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 157.000 EUR, inscrit aux articles 83201/332-02/7332 (150.000 EUR) et 84907/332-02/7333 (7.000 EUR) du budget 2024, à l'ASBL Wolu-Services.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Vzw "Wolu-Services" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 157.000 EUR - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

# RECETTE - GEMEENTEKAS

## Recette - Gemeentekas

24.06.2024/A/0044 **Budget 2023 - Modification 99 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2023 et ses modifications ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu la circulaire du 09/02/2024 relative à la clôture des comptes communaux 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2023 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

SERVICE ORDINAIRE  
MODIFICATION N° 99  
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES  
Selon la présente délibération

	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
Budget initial	155.719.051,14	142.060.569,70	13.658.481,44
Augmentation des crédits		5.229.853,00	- 5.229.853,00
Diminution des crédits			
Résultat	155.719.051,14	147.290.422,70	8.428.628,44

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

### **Begroting 2023 - Wijziging 99 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2023 alsook de aangebrachte wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op de omzendbrief van 09/02/2024 betreffende de afsluiting van de gemeenterekningen voor het dienstjaar 2023;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2023 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

GEWONE DIENST  
WIJZIGING NR. 99  
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
Volgens deze beraadslaging

	<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Saldo</b>
Initiële begroting	155.719.051,14	142.060.569,70	13.658.481,44
Verhoging van de kredieten		5.229.853,00	- 5.229.853,00
Vermindering van de kredieten			
<b>Resultaat</b>	<b>155.719.051,14</b>	<b>147.290.422,70</b>	<b>8.428.628,44</b>

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

24.06.2024/A/0045 **Comptes communaux 2023 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment le titre VI - Du budget et des comptes ;

Vu l'arrêté royal portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment le titre IV, chapitre IV - Des comptes annuels ;

Vu le compte budgétaire 2023, le compte comptable 2023, le compte de résultats 2023 et le bilan arrêté au 31/12/2023 ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins en séance du 13/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver le compte budgétaire 2023, le compte comptable 2023, le compte de résultats 2023 et le bilan arrêté au 31/12/2023 dressés par le receveur communal.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

## **Gemeenterekeningen 2023 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid titel VI - Begroting en rekeningen;

Gelet op het koninklijk besluit houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid titel IV, hoofdstuk IV - De jaarrekeningen;

Gelet op de begrotingsrekening 2023, de boekhoudkundige rekening 2023, de resultatenrekening 2023 en de balans afgesloten op 31/12/2023;

Overwegende dat deze documenten aan het College van burgemeester en schepenen in zitting van 13/06/2024 werden voorgelegd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST** de begrotingsrekening 2023, de boekhoudkundige rekening 2023, de resultatenrekening 2023 en de balans afgesloten op 31/12/2023 opgemaakt door de gemeenteontvanger goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **24.06.2024/A/0046 Budget 2024 - Modifications 1 et 2 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une révision de certaines allocations ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2024 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant aux tableaux ci-après :

SERVICE ORDINAIRE  
MODIFICATION N° 1  
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES  
Selon la présente délibération

	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
Budget initial	155.029.550,67	140.187.202,40	14.842.348,27
Augmentation des crédits	7.853.965,82	2.235.696,00	5.618.269,82
Diminution des crédits	1.036.000,00	40.860,00	- 995.140,00
Résultat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

SERVICE EXTRAORDINAIRE  
MODIFICATION N° 2  
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES  
Selon la présente délibération

	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
Budget initial	22.686.040,28	22.500.653,00	185.387,28
Augmentation des crédits	29.903.828,00	29.906.142,75	- 2.314,75
Diminution des crédits	251.387,28	148.500,00	- 102.887,28
Résultat	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

**Begroting 2024 - Wijzigingen 1 en 2 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2024;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabellen:

GEWONE DIENST  
WIJZIGING NR. 1  
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	155.029.550,67	140.187.202,40	14.842.348,27
Verhoging van de kredieten	7.853.965,82	2.235.696,00	5.618.269,82
Vermindering van de kredieten	1.036.000,00	40.860,00	- 995.140,00
Resultaat	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09

BUITENGEWONE DIENST  
WIJZIGING NR. 2  
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
Volgens deze beraadslaging

	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting	22.686.040,28	22.500.653,00	185.387,28
Verhoging van de kredieten	29.903.828,00	29.906.142,75	- 2.314,75
Vermindering van de kredieten	251.387,28	148.500,00	- 102.887,28
Resultaat	52.338.481,00	52.258.295,75	80.185,25

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

24.06.2024/A/0047 **Budget 2024 - Modification 51 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget de l'exercice 2024, ainsi que la modification n° 1 qui a été apportée au service ordinaire ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 20/10/2005 modifiant les articles 10, 14, 19, 21, 23 et 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'arrêté ministériel du 20/10/2005 modifiant l'arrêté ministériel du 30/10/1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'il s'impose de modifier certains crédits budgétaires inscrits au service ordinaire à une même fonction et à un même groupe économique ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2024 est modifié conformément aux indications annexées ;
- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

MODIFICATION N° 51  
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES  
Selon la présente délibération

	<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Solde</b>
Budget initial / M.B. précédente	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Augmentation		200.301,00	- 200.301,00
Diminution		200.301,00	200.301,00
<b>Résultat</b>	<b>161.847.516,49</b>	<b>142.382.038,40</b>	<b>19.465.478,09</b>

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

*Abstentions : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

**Begroting 2024 - Wijziging 51 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 alsook de wijziging nr. 1 die werd aangebracht aan de gewone dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 20/10/2005 tot wijziging van artikelen 10, 14, 19, 21, 23 en 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het ministerieel besluit van 20/10/2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 30/10/1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het nodig is bepaalde kredieten van de gewone dienst, ingeschreven op een zelfde functie en een zelfde economische groep, te herzien;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de gewone begroting van het dienstjaar 2024 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

WIJZIGING NR. 51  
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN  
Volgens deze beraadslaging

	<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Saldo</b>
Initiële begroting / vorige B.W.	161.847.516,49	142.382.038,40	19.465.478,09
Verhoging		200.301,00	- 200.301,00
Vermindering		200.301,00	200.301,00
<b>Resultaat</b>	<b>161.847.516,49</b>	<b>142.382.038,40</b>	<b>19.465.478,09</b>

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Onthoudingen : Georges De Smul, Amélie Pans, Steve Detry, Kurt Deswert.*

## Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

24.06.2024/A/0048 **CPAS - Compte 2023 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 89 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le compte pour l'exercice 2023 arrêté par le Conseil de l'Action sociale le 04/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver le compte du Centre Public d'Action Sociale pour l'exercice 2023 qui se présente comme suit :

1. SERVICE D'EXPLOITATION

1.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	67.152.724,87 EUR
non-valeurs/irrécouvrables déduits	- 66.971.573,84 EUR
Dépenses engagées nettes	-----
Résultat	181.151,03 EUR =====

1.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	54.499.704,23 EUR
Paiements effectués	- 63.377.325,11 EUR
Résultat	----- - 8.877.620,88 EUR =====

## 2. SERVICE D'INVESTISSEMENTS

### 2.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	5.984.843,09 EUR
Dépenses engagées nettes	- 5.868.071,61 EUR
	-----
Résultat	116.771,48 EUR
	=====

### 2.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	3.565.489,53 EUR
Paiements effectués	- 4.172.257,17 EUR
	-----
Résultat	- 606.767,64 EUR
	=====

## 3. TABLEAU CORRECTIF DU BUDGET 2024

Provision pour créances aléatoires - Augmentation	220.491,81 EUR
Dotation communale - Diminution	77.430,70 EUR

## 4. BILAN ET COMPTE DE RESULTATS

Total du bilan au 31/12/2023	51.669.450,44 EUR
Compte de résultats	
- Boni courant	1.782.985,55 EUR
- Mali dû aux variations des valeurs patrimoniales	- 1.968.708,71 EUR
- Boni exceptionnel	52.945,28 EUR
	-----
Résultat global	- 132.777,88 EUR
	=====

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

### **OCMW - Rekening 2023 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2023 vastgesteld door de Raad van Maatschappelijk Welzijn op 04/06/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de rekening van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2023 goed te keuren, die de volgende resultaten weergeeft:

## 1. EXPLOITATIEDIENST

### 1.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten, met aftrek van kwade posten / oninbare	67.152.724,87 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 66.971.573,84 EUR
	-----
Resultaat	181.151,03 EUR
	=====

### 1.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	54.499.704,23 EUR
Gedane uitgaven	- 63.377.325,11 EUR
	-----
Resultaat	- 8.877.620,88 EUR
	=====

## 2. INVESTERINGSDIENST

### 2.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten	5.984.843,09 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	- 5.868.071,61 EUR
	-----
Resultaat	116.771,48 EUR
	=====

### 2.2. FINANCIEEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	3.565.489,53 EUR
Gedane uitgaven	- 4.172.257,17 EUR
	-----
Resultaat	- 606.767,64 EUR
	=====

## 3. VERBETERENDE TABEL VAN DE BEGROTING 2024

Voozieningen voor onzekere vorderingen - Verhoging	220.491,81 EUR
Gemeentelijke dotatie - Verlaging	77.430,70 EUR

## 4. BALANS EN RESULTATENREKENING

Totaal van de balans op 31/12/2023	51.669.450,44 EUR
Resultatenrekening	
- Courant boni	1.782.985,55 EUR
- Mali tengevolge van de wijzigingen van de waarden van de vaste activa	- 1.968.708,71 EUR
- Uitzonderlijk boni	52.945,28 EUR
	-----
Globaal resultaat	- 132.777,88 EUR
	=====

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

# INFORMATIQUE - INFORMATICA

## Informatique - Informatica

24.06.2024/A/0049 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Acquisition d'un pare-feu - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 2.173,64 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un pare-feu pour l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de remplacer l'ancien système obsolète et de renforcer la sécurité informatique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un pare-feu pour l'école supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de remplacer l'ancien système obsolète et de renforcer la sécurité informatique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que trois opérateurs économiques ont été consultés :

LDLC - Rue des Érables 2 à 69760 Limonest (France) : Prix total : 3.346,94 EUR TVAC ;

ANS Computer - Chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : Prix total : 2.173,64 EUR TVAC ;

SENETIC - Rue du Quatre Septembre 9 à 75002 Paris (France) : Prix total : 2.295,78 EUR TVAC ;

Considérant que la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 74160/742-53/7111 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 2.173,64 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un pare-feu Fortigate 60F pour un montant de 2.173,64 EUR TVAC auprès de la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à

5020 Namur ;

- d'approuver la dépense de 2.173,64 EUR TVAC, inscrite à l'article 74160/742-53/7111 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Aankoop van een firewall - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ANS COMPUTER - Uitgave: 2.173,64 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

24.06.2024/A/0050 **Service Population - Acquisition d'un kit mobile de capture d'identité - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CIVADIS - Dépense : 9.886,90 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit Mobio afin de pouvoir relever les données d'identité (empruntes, signatures, etc.) des personnes qui ne peuvent pas se déplacer ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 23/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition d'un kit Mobio afin de pouvoir relever les données d'identité (empreintes, signature, etc ) des personnes qui ne peuvent pas se déplacer ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que deux distributeurs proposent ce produit :

- la firme CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur ;
- la firme CEVI, Bisdomein 3 à 9000 Gent ;

Considérant que ces firmes appartiennent toutes deux au même groupe (NRB Group), que CEVI s'adresse aux pouvoirs publics locaux en Flandre et que, par conséquent, ce marché ne peut pas être confié à un autre prestataire que CIVADIS ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13900/742-53/6704/120 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 9.886,90 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat d'un kit Mobio pour un montant de 9.886,90 EUR TVAC auprès de la firme CIVADIS, rue de Néverlée, 12 à 5020 Namur ;
- d'approuver la dépense de 9.886,90 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/6704 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Dienst Bevolking - Aankoop van een mobiele kit voor het vastleggen van identiteit - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CIVADIS - Uitgave: 9.886,90 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

## **CULTURE - CULTUUR**

### **Bibliothèque NL - Bibliotheek NL**

24.06.2024/A/0051 **Bibliothèque publique communale - Rapport d'activité 2023 - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentelijke openbare bibliotheek - Geïntegreerd voortgangsrapport 2023 - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16/12/2019 waarbij het bibliotheekbeleidsplan van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek werd goedgekeurd;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15/12/2014 waarbij goedkeuring werd gegeven voor de oprichting van een beheersorgaan voor de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek conform de bepaling van artikel 9, c) van het decreet van 28/01/1974 betreffende het cultuurpact;

Overwegende dat de Bibraad werd opgericht als beheersorgaan met inspraak- en adviesrecht over alle aspecten van het beheer van de openbare bibliotheek en in het bijzonder over de beleidsplanning met betrekking tot de bibliotheek;

Gelet op de vergadering van 26/03/2024 waar de ambities en acties van het geïntegreerd voortgangsrapport werden geanalyseerd en goedgekeurd;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/05/2024;

BESLIST het geïntegreerd voortgangsrapport 2023 van de Nederlandstalige Sint-Lambrechtsbibliotheek goed te keuren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **GESTION URBANISME ET PERMIS ENVIRONNEMENT - BEHEER STEDENBOUW EN MILIEUVERGUNNINGEN**

### **Urbanisme - Stedenbouw**

24.06.2024/A/0052 **Abrogation totale du plan particulier d'affectation du sol n° 4bis « Quartier rue et place Saint-Lambert » du 31/05/1985 (article 50 du CoBAT) - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 09/04/2004 et modifié à plusieurs reprises, en particulier les articles 43 à 63 ;

Vu l'article 325 § 1<sup>er</sup> du CoBAT modifiant la dénomination PPA (plan particulier d'aménagement) en PPAS (plan particulier d'affectation du sol) ;

Vu le plan régional d'affectation du sol (PRAS) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 03/05/2001 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le plan régional de développement (PRD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 12/09/2002 ;

Vu le plan régional de développement durable (PRDD) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 12/07/2018 ;

Vu le plan communal de développement (PCD) adopté par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 02/04/2015 ;

Vu le règlement régional d'urbanisme (RRU) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/11/2006 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le règlement communal sur les bâtisses (RCU) approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 12/11/1956 et modifié à plusieurs reprises ;

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 4bis « Quartier rue et place Saint-Lambert » adopté le 31/05/1985 et ayant fait l'objet d'une abrogation partielle le 27/05/2010 ;

Considérant que le PPAS n° 4bis doit être abrogé en ce qu'il présente des incohérences avec les prescriptions du plan régional d'affectation du sol et en ce que ce plan ne traduit plus des objectifs communaux actuels ;

Considérant la nécessité de solliciter les avis de Bruxelles Environnement et de Perspective préalablement à la procédure d'abrogation du PPAS n° 4bis conformément à l'article 44 du CoBAT ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11/05/2023 d'approuver le rapport réalisé par le bureau d'études ARIES concernant l'abrogation totale du PPAS n° 4bis ;

Vu les avis rendus par Perspective et par Bruxelles Environnement conformément à l'article 44 du CoBAT ;

Vu l'avis émis par Perspective le 28/06/2023 se positionnant favorablement quant à l'opportunité d'abroger totalement le PPAS n° 4bis sous réserve de certains compléments d'informations à apporter au dossier ;

Vu l'avis émis par Bruxelles Environnement le 29/06/2023 concluant que les incidences négatives induites par l'abrogation du PPAS n° 4bis sont limitées et que dès lors un rapport sur les incidences environnementales ne s'avère pas nécessaire ;

Considérant que conformément à l'article 48 du CoBAT, le projet d'abrogation totale du PPAS n° 4bis, le rapport justifiant celle-ci, le rapport relatif à l'absence d'incidence notable sur l'environnement du projet, les avis des instances et la décision du Conseil communal du 18/12/2023 ont fait l'objet d'une enquête publique du 03/04/2024 au 02/05/2024 ; qu'aucune remarque n'a été introduite ;

Vu l'avis favorable unanime émis par la commission de concertation du 17/05/2024 en présence d'un représentant de Urban - Direction de l'Urbanisme sur le projet d'abrogation totale du PPAS n° 4bis en application de l'article 49 du CoBAT ;

Considérant que le périmètre du PPAS n° 4bis adopté le 31/05/1985 couvre une superficie de 3 ha et est délimité par le boulevard de la Woluwe à l'est et la rue Voot au sud ;

Considérant qu'il comprend le tronçon sud de la rue Saint-Lambert mais exclut de son périmètre la place Saint-Lambert ;

Considérant en effet que le PPAS n° 4bis a été partiellement abrogé le 27/05/2010 en enlevant la place Saint-Lambert de son périmètre ;

Considérant que la politique urbanistique menée dans le cadre de ce PPAS consistait à mettre en place les conditions favorables aux développements économique, social et culturel sur le territoire délimité ;

Considérant que ce plan avait pour objectif d'encadrer le développement de constructions le long d'une partie du boulevard de la Woluwe et la construction d'une grande partie de terrains agricoles ainsi que le développement autour de la place Saint-Lambert ;

Considérant que l'urbanisation au sein du périmètre visé a été en grande partie effectuée ;

Considérant que le PCD du 02/04/2015 indiquait que certains PPAS ont rempli leurs objectifs ou sont aujourd'hui obsolètes ;

Considérant que selon la carte d'affectation du sol du PRAS, le site du PPAS n° 4bis est inclus dans plusieurs zones d'affectation : « zone d'habitation », « zone administrative » et « zone de parc », il est aussi partiellement en « ZICHEE » et inclut un « liseré commercial » ;

Considérant que, suite à l'adoption du PRAS en 2001, certaines des limitations des affectations définies par le PPAS n° 4bis en 1985 ont été abrogées de manière implicite (les contraintes du PRAS étant plus strictes pour les activités productives, les commerces, les commerces de gros et les hôtels pour les « zones de bâtisses de types A, B, D et E ») ;

Considérant que, par contre, le PPAS n° 4bis présente une contrainte plus stricte par rapport au PRAS vis-à-vis de certaines fonctions et que ces limitations sont actuellement en vigueur ;

Considérant que cette situation implique que l'abrogation du PPAS n° 4bis entraînera par rapport au PRAS :

- pour les « zones de bâtisse de types A, B, C et D », l'admission (limitée) d'une nouvelle fonction : des bureaux ;
- pour la « zone de bâtisse de type C », l'admission de 4 nouvelles fonctions : des activités productives, des bureaux, des commerces (dont les grands commerces spécialisés) et des hôtels ;
- pour les « zones de bâtisse de types F, H et I », l'admission de 3 nouvelles fonctions : des logements, des commerces (dont les grands commerces spécialisés) et des hôtels ;

Considérant que l'abrogation du plan n'aura aucune incidence sur les « zones de parc public », ces zones étant déjà comprises en « zones de parc » au PRAS ;

Considérant que l'abrogation du plan permettra une certaine augmentation des surfaces destinées à d'autres fonctions et que cette augmentation pourra potentiellement favoriser le développement économique au droit du périmètre ;

Considérant que certaines caractéristiques physiques du bâti du PPAS n° 4bis sont plus précises ou plus particulières dans leur énoncé que les réglementations urbanistiques existantes du RRU ;

Considérant dès lors que, dans certains cas, l'abrogation du PPAS n° 4bis donnera lieu à davantage d'options concernant l'emprise au sol, la profondeur ou encore la hauteur des constructions ;

Considérant cependant que l'abrogation du PPAS n° 4bis permettra de clarifier la non-conformité actuelle de 2 immeubles de logements construits récemment le long du boulevard de la Woluwe ;

Considérant qu'en ce qui concerne les possibilités d'imperméabilisation du terrain, les obligations seront moins strictes pour les actuelles « zones de jardin sans sous-sol » du PPAS n° 4bis ;

Considérant que le RRU restera le cadre en matière d'implantation et de gabarit après l'abrogation projetée ;

Considérant que l'abrogation du PPAS n° 4bis entraînera l'application de certaines prescriptions du RCU affectant l'aménagement des parcelles et les constructions secondaires, mais qui n'auront pas d'impact significatif par rapport à la situation actuelle ;

Considérant que le projet d'abrogation du PPAS n° 4bis n'entraînera pas d'impact vis-à-vis des objectifs fixés par le PRDD vu que ce PPAS n'est pas affecté directement par les divers territoires concernant des projets de développement urbain prévus au PRDD ;

Considérant que l'abrogation du plan permettra d'assurer l'évolution du périmètre en parfaite cohérence avec la vision urbanistique et les objectifs de développement visé par les plans réglementaires et stratégiques en vigueur et ne s'oppose nullement aux objectifs environnementaux actuels ;

Considérant que l'ensemble du site reste par ailleurs soumis aux différentes législations environnementales en vigueur dont l'évolution permanente vise à promouvoir un développement durable ;

Considérant que le rapport rédigé par le bureau ARIES démontre que l'abrogation du PPAS n° 4bis n'aura pas d'incidence négative notable sur l'environnement ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'abroger totalement le PPAS n°4bis du 31/05/1985 pour les considérations énoncées ci-avant ;
- de charger le Collège des bourgmestre et échevins de l'accomplissement des formalités légales ;
- de transmettre le dossier au Gouvernement de la Région bruxelloise pour approbation.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Totale opheffing van bijzonder bestemmingsplan nr. 4bis "Wijk Sint-Lambertusstraat en -plein" van 31/05/1985 (artikel 50 van het BWRO) - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO), goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 09/04/2004 en meermaals gewijzigd,

inzonderheid artikelen 43 t.e.m. 63;

Gelet op artikel 325 § 1 van het BWRO tot wijziging van de benaming BPA (bijzonder plan van aanleg) in BBP (bijzonder bestemmingsplan);

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 03/05/2001 en meermaals gewijzigd;

Gelet op het gewestelijk ontwikkelingsplan (GewOP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 12/09/2002;

Gelet op het gewestelijk plan voor duurzame ontwikkeling (GPDO) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 12/07/2018;

Gelet op het gemeentelijk ontwikkelingsplan (GemOP) dat werd goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 02/04/2015;

Gelet op de gewestelijke stedenbouwkundige verordening (GSV) goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 21/11/2006 en meermaals gewijzigd;

Gelet op het gemeentelijk bouwreglement (GemSV) goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Regering van 12/11/1956 en meermaals gewijzigd;

Gelet op het bijzondere bestemmingsplan nr. 4bis "Wijk Sint-Lambertusstraat en -plein", goedgekeurd op 31/05/1985 en gedeeltelijk opgeheven op 27/05/2010;

Overwegende dat het BBP nr. 4bis moet worden opgeheven voor zover het niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gewestelijk bestemmingsplan en voor zover dit plan niet langer de huidige gemeentelijke doelstellingen weerspiegelt;

Gelet op de noodzaak om het advies van Leefmilieu Brussel en Perspective in te winnen voorafgaand aan de procedure tot opheffing van het BBP nr. 4bis overeenkomstig artikel 44 van het BWRO;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 11/05/2023 om het verslag van het studie bureau ARIES over de totale opheffing van het BBP nr. 4bis goed te keuren;

Gelet op de adviezen afgegeven door Perspective en door Leefmilieu Brussel overeenkomstig artikel 44 van het BWRO;

Gelet op het advies dat Perspective op 28/06/2023 heeft uitgebracht, waarin het zich positief uitspreekt over de wenselijkheid om het BBP nr. 4bis in zijn geheel op te heffen, op voorwaarde dat bepaalde aanvullende informatie aan het dossier wordt toegevoegd;

Gelet op het advies van Leefmilieu Brussel van 29/06/2023 waarin wordt geconcludeerd dat de negatieve gevolgen van de opheffing van het BBP nr. 4bis beperkt zijn en dat een milieueffectenrapport bijgevolg niet nodig is;

Overwegende dat, in overeenkomstig met artikel 48 van het BWRO, het project voor de totale opheffing van het BBP nr. 4bis, het verslag dat dit rechtvaardigt, het verslag over de afwezigheid van aanzienlijke milieueffecten van het project, de adviezen van de autoriteiten en de beslissing van de Gemeenteraad van 18/12/2023, het voorwerp uitmaakten van een openbaar onderzoek van 03/04/2024 tot 02/05/2024; dat er geen opmerkingen werden ingediend;

Gelet op het unaniem gunstig advies van de overlegcommissie van 17/05/2024 in

aanwezigheid van een vertegenwoordiger van Urban - Directie Stedenbouw over de voorgestelde volledige opheffing van BBP nr. 4bis in toepassing van artikel 49 van het BWRO;

Overwegende dat de perimeter van het op 31/05/1985 goedgekeurde BBP nr. 4bis een oppervlakte van 3 ha beslaat en begrensd wordt door Woluwedal in het oosten en de Vootstraat in het zuiden;

Overwegende dat de perimeter het zuidelijke deel van de Sint-Lambertusstraat omvat, maar niet het Sint-Lambertusplein;

Overwegende dat het BBP nr. 4bis inderdaad op 27/05/2010 gedeeltelijk werd opgeheven, waarbij het Sint-Lambertusplein uit de perimeter werd geschrapt;

Overwegende dat het stedenbouwkundig beleid dat in het kader van dit BBP werd gevoerd, bestond uit het scheppen van gunstige voorwaarden voor de economische, sociale en culturele ontwikkeling van het afgebakende gebied;

Overwegende dat dit plan tot doel had de ontwikkeling van gebouwen langs een deel van Woluwedal en de constructie van een groot deel van de landbouwgronden, alsook de ontwikkeling rond het Sint-Lambertusplein te beheersen;

Overwegende dat de verstedelijking binnen de betrokken perimeter voor een groot deel voltrokken is;

Overwegende dat in het gemeentelijk ontwikkelingsplan van 02/04/2015 is aangegeven dat sommige BBP's hun doelstellingen hebben bereikt of nu verouderd zijn;

Overwegende dat volgens de bestemmingskaart van het GBP, de site van het BBP nr. 4bis opgenomen is in meerdere bestemmingsgebieden: "woongebied", "administratief gebied" en "parkgebied" en de site ligt ook gedeeltelijk in een "GCHEWS" en omvat een "lint van handelskernen";

Overwegende dat, na de goedkeuring van het GBP in 2001, enkele van de beperkingen op de bestemmingen die in 1985 door het BBP nr. 4bis werden gedefinieerd, impliciet werden opgeheven (de beperkingen van het GBP zijn strenger voor productieve activiteiten, winkels, groothandelaars en hotels in "bouwgebieden van type A, B, D en E");

Overwegende dat het BBP nr. 4bis daarentegen restrictiever is dan het GBP met betrekking tot bepaalde functies en dat deze beperkingen momenteel van kracht zijn;

Overwegende dat deze situatie betekent dat de opheffing van het BBP nr. 4bis zal resulteren in het volgende met betrekking tot het GBP:

- voor "bouwgebieden van type A, B, C en D", het (beperkt) toelaten van een nieuwe functie: kantoren;
- voor "bouwgebied van type C", 4 nieuwe functies worden toegestaan: productieve activiteiten, kantoren, winkels (inclusief grote speciaalzaken) en hotels;
- voor "bouwgebieden van type F, H en I", 3 nieuwe functies worden toegestaan: woningen, winkels (inclusief grote speciaalzaken) en hotels;

Overwegende dat de opheffing van het plan geen gevolgen zal hebben voor "openbare parkgebieden", aangezien deze gebieden reeds als "parkgebieden" in het GBP zijn opgenomen;

Overwegende dat de opheffing van het plan een zekere toename van de oppervlakte bestemd voor andere functies mogelijk zal maken en dat deze toename de economische ontwikkeling binnen de perimeter zou kunnen bevorderen;

Overwegende dat bepaalde fysieke kenmerken van de gebouwen in het BBP nr. 4bis nauwkeuriger of specifieker zijn geformuleerd dan de bestaande stedenbouwkundige voorschriften in de GSV;

Overwegende dat de opheffing van het BBP nr. 4bis dus in bepaalde gevallen zal leiden tot meer opties met betrekking tot de grondinname, diepte en hoogte van gebouwen;

Overwegende echter dat de opheffing van het BBP nr. 4bis het mogelijk zal maken om de huidige non-conformiteit van 2 flatgebouwen die recent gebouwd werden langs Woluwedal te verduidelijken;

Overwegende dat, met betrekking tot de mogelijkheid om de grond waterdicht te maken, de verplichtingen minder streng zullen zijn voor de huidige "tuingebieden zonder kelder" van het BBP nr. 4bis;

Overwegende dat na voorgestelde opheffing de GSV het kader blijft betreffende de inplanting en het volume;

Overwegende dat de opheffing van het BBP nr. 4bis zal resulteren in de toepassing van sommige bepalingen van de GemSV die gevolgen hebben voor de ontwikkeling van percelen en bijgebouwen, maar geen significante gevolgen zullen hebben in vergelijking met de huidige situatie;

Overwegende dat de voorgestelde opheffing van het BBP nr. 4bis geen gevolgen zal hebben voor de doelstellingen van het GPDO, aangezien dit BBP niet rechtstreeks wordt beïnvloed door de verschillende gebieden betreffende stadsontwikkelingsprojecten die in het GPDO zijn vastgesteld;

Overwegende dat de opheffing van het plan het mogelijk zal maken om de ontwikkeling van de perimeter te garanderen in perfecte samenhang met de stedenbouwkundige visie en de ontwikkelingsdoelstellingen die worden beoogd door de geldende regelgevende en strategische plannen en op geen enkele wijze in strijd is met de huidige milieudoelstellingen;

Overwegende dat het hele gebied onderworpen blijft aan de verschillende geldende milieuwetten, die voortdurend evolueren om duurzame ontwikkeling te bevorderen;

Overwegende dat het verslag van het studie bureau ARIES aantoonde dat de opheffing van het BBP nr. 4bis geen zichtbare negatieve invloed op het milieu zal hebben;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

**BESLIST:**

- het BBP nr. 4 bis van 31/05/1985 volledig op te heffen op grond van de hierboven uiteengezette overwegingen;
- het College van burgemeester en schepenen te belasten met het vervullen van de wettelijke formaliteiten;
- het dossier ter goedkeuring door te sturen naar de Brusselse Regering.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-

President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*Charles Six entre en séance / treedt in zitting.*

## **AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN**

### **Affaires juridiques - Juridische zaken**

24.06.2024/A/0053 **Ordonnance de police relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024 - Abrogation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 27/05/2024 approuvant l'ordonnance de police relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024 ;

Considérant qu'après les premiers jours du Championnat, il apparaît que les règles stipulées dans ladite ordonnance sont déjà appliquées de bonne foi ;

Considérant en outre que d'après les constatations de la police sur le terrain, l'ordonnance s'avère superfétatoire ;

Considérant par conséquent qu'il convient d'abroger l'ordonnance de police relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, en particulier l'article 117 ;

DECIDE :

d'abroger l'ordonnance de police du 27/05/2024 relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

34 votants : 34 votes positifs.

**Politieverordening betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024 - Opheffing.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 27/05/2024 tot goedkeuring van de politieverordening

betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024;

Overwegende dat na de eerste dagen van het kampioenschap blijkt dat de in voormelde verordening vermelde regels reeds te goeder trouw worden toegepast;

Overwegende dat volgens de vaststellingen van de politie op het terrein de verordening bovendien overbodig blijkt te zijn;

Overwegende dat de politieverordening betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024 derhalve dient te worden opgeheven;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

**BESLIST:**

de politieverordening van 27/05/2024 betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024 op te heffen.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

*Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.*

## **SECRETARIAT - SECRETARIAAT**

### **Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)**

24.06.2024/A/0054 **Le parking vélo sécurisé dans notre commune - Etat des lieux. (Mme BORDES CASTELLS)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit au sujet de l'état des lieux du parking vélo sécurisé dans notre commune :

« Il y a trois mois, j'ai interpellé le Collège à propos de la procédure de demande pour une place dans un box vélo et sur la liste d'attente. La réponse a été claire et positive, l'échevin considère que le Collège est proactif et que le vélo occupe une place importante dans la commune. Le Collège a répondu avec fierté qu'il y a selon l'échevin 55 boxes vélo repartis dans la commune et que cela représente plus que ce à quoi le Collège s'était engagé dans sa Note de politique générale. Avec une liste d'attente de plus de 100 personnes, il se montre satisfait du succès rencontré ! Voyons ce qu'il en est réellement : au moment où j'écris cette interpellation, selon la carte de box vélo du site, il y aurait 55 boxes. Où sont-ils installés ? Tous ne sont pas répertoriés sur la carte et il est difficile de s'y retrouver : la carte est petite et la qualité de l'image mauvaise. Comment les personnes intéressées vont-elles demander alors qu'ils ou elles ne savent pas où il y en a ? Pourquoi ne pas avoir identifié les lieux ? Sauf erreur de ma part, une bonne dizaine de box ne sont pas indiqués sur le plan, cela fait quand même plus de 50 places ! Vous aviez également affirmé que six nouveaux box avaient été installés en mars, cependant, certains étaient encore vides ou, il

faudrait plutôt dire : le sont toujours ! J'ai rencontré des personnes qui m'ont fait part de leurs préoccupations quant à la sécurité de certains lieux. Le box situé au coin avenue Marie-José / avenue Prekelinden gêne la visibilité des automobilistes qui descendent l'avenue Prekelinden et tournent à droite vers l'avenue Marie-José. On peut ajouter au mauvais choix d'emplacement le fait qu'il soit trop proche du passage piéton et pourrait encombrer le passage. Toujours sur ces box installés dernièrement, deux voire trois d'entre eux sont complètement vides. Comment pouvez-vous m'expliquer cela alors qu'ils ont été installés il y a trois mois et qu'en mars, il y avait une liste d'attente de plus de 100 personnes ? J'en profite pour vous rappeler les quatre boxes du parvis Saint-Henri qui sont toujours au milieu de la place alors que les travaux extérieurs sont pourtant bien finis. Des box parfois mal placés, sans utilisateurs depuis des mois alors que la liste d'attente est longue, est-ce une politique efficace à l'écoute des besoins des cyclistes ?

Je poserai au Collège les questions suivantes :

- Afin de faciliter le repérage des boxes vélo, est-ce qu'un listing avec les lieux précis ne serait-il pas plus aisé à reconnaître que cette carte ?
- Pourquoi les box ne sont-ils pas tous répertoriés ?
- Sur les 300 emplacements dont vous parliez, combien sont occupés et/ou attribués ?
- Que prévoyez-vous pour améliorer le processus d'attribution des places ?
- A combien s'élève aujourd'hui la liste d'attente ?
- Pourquoi les places ne sont-elles pas attribuées dans les trois mois qui suivent l'installation d'un box ?
- Des riverains du quartier M. Marie José se sont étonnés de voir apparaître un box. Quelle est la demande dans ce quartier ? Combien de candidats à une place en box ont-ils été contactés ?

Je vous remercie pour vos réponses. »

M. JAQUEMYNS répond comme suit :

« Je ne vais pas vous redonner lecture de la réponse que j'ai apportée devant ce Conseil pas plus tard qu'il y a 3 mois sur la politique du stationnement vélo sur notre commune. Je m'y réfère dans son intégralité étant entendu qu'elle est toujours d'actualité. Oui, je vous le confirme, il y a bien 54 boxes vélos qui ont été installés sur le territoire de notre commune, dont celui du Poséidon. C'est plus que ce que nous avions annoncé dans notre déclaration de politique générale en début de législature (on vient de 18 boxes en 2018 ; nous en avons installés 36 depuis). La carte reprenant la localisation des boxes vélos se trouve bien sur le site internet communal. Elle a encore été récemment clarifiée, et est en constante évolution. Elle est téléchargeable en format électronique permettant d'être plus facilement agrandie par celui qui veut la consulter. A votre question d'un listing plutôt qu'une carte, nous estimons qu'une carte permet de mieux identifier les lieux où les boxes sont placés. Un listing, a fortiori lorsqu'il contient un nombre élevé de localisation, manque de clarté et de lisibilité. Sur les boxes récemment installés dans l'espace public, votre assertion relative à une inoccupation problématique des boxes n'est pas exacte. Ils sont effectivement utilisés et les places sont attribuées. Si vous vérifiez la présence de vélos en journée, il est normal de n'en trouver que peu vu que nos habitants utilisent leur vélos pour leurs déplacements domicile/travail notamment (comme expliqué, c'est une des conditions du règlement). Néanmoins, sur les 300 places disponibles, 288 sont occupées pour le moment. Ce nombre varie de manière très régulière, notamment en raison des départs et des arrivées d'occupants dans les boxes vélos. Les 12 places inoccupées sont en cours d'attribution. En toute transparence, pour le

processus d'attribution des places, les services sont tributaires du délai de réponse des demandeurs à nos prises de contact en vue d'une attribution, sachant que les premiers demandeurs sont toujours contactés par priorité, retardant ainsi l'occupation réelle de la place dans le box. Quant à la liste d'attente, il ne faut pas s'arrêter à un chiffre absolu pour tirer des conclusions erronées. A l'heure actuelle, la liste d'attente s'élève à 92 demandeurs. Par rapport à votre question d'il y a 3 mois, la liste d'attente est montée jusqu'à 121 pour redescendre après attribution des nouvelles places dans les nouveaux boxes à 84 unités, pour remonter ensuite par l'inscription de nouveaux demandeurs sur celle-ci jusqu'au chiffre de 92 à l'heure actuelle. C'est dire l'intérêt de nos habitants de pouvoir bénéficier du service qualité offert par la commune. Quant au box vélos situé au coin Prekelinden et Marie-José, il se trouve adéquatement placé après la traversée piétonne de sorte qu'il ne constitue pas une gêne visuelle pour les piétons qui souhaitent traverser car les véhicules peuvent venir d'une part de gauche (à l'opposé de l'endroit où se trouve le box) et de droite, mais sur la bande de roulement opposée et avec un dégagement suffisant que pour être correctement vu du piéton qui traverse. Pour le box à vélos dans le quartier Marie-José, il s'y trouve implanté en raison de la demande assez forte dans ce quartier. Comme déjà dit par le passé, nous implantons les boxes à vélos là où la demande est présente. Tous les habitants de l'avenue Marie-José qui avaient demandé une place ont été contactés. Les 2 boxes sont totalement utilisés (10 places). D'autres demandes subsistent dans le quartier, notamment avenue Lambeau. En ce qui concerne les vols de vélos, je vous rappelle que lors du dernier Conseil de police, le chef de corps a lu en séance publique un rapport de mi-mandat reprenant les phénomènes liés à la criminalité au sens large mentionnant ces vols de vélos qui sont particulièrement pris en compte et contrôlés par la zone de police. Il peut effectivement arriver qu'un vol de vélos se produise dans un box vélos, bien sécurisé mais pour lesquels les voleurs rivalisent d'ingéniosité pour accéder au contenu. Je ne pourrai jamais vous affirmer que ce type de dispositif est inviolable, il en va de même pour les garages dont les portes peuvent aussi subir une effraction. La zone de police tient un monitoring de cette problématique au niveau de la zone entière, afin de ne pas stigmatiser l'une ou l'autre des communes qui la composent, et le transmet très régulièrement aux bourgmestres. Je n'ai pas eu d'information concernant une inopérabilité d'une serrure d'accès à un box vélos, ni d'un défaut de fonctionnement de l'application dédiée qui équipe certains de ces boxes vélos. »

### **Beveiligde fietsparking in onze gemeente - Stand van zaken. (Mw. BORDES CASTELLS)**

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de toestand van de beveiligde fietsstalling in onze gemeente:

“Drie maanden geleden heb ik de Raad gevraagd naar de procedure voor het aanvragen van een plaats in een fietsboxen en een plaats op de wachtlijst. Het antwoord was duidelijk en positief: de schepen vindt dat het College proactief is en dat fietsers een belangrijke plaats innemen in de gemeente. Het College antwoordde trots dat er volgens de schepen 55 fietsboxen in de hele gemeente staan, dat is meer dan het College had toegezegd in haar Algemene Beleidsnota. Met een wachtlijst van meer dan 100 mensen is het blij met het succes! Laten we eens kijken naar de werkelijke situatie: op het moment van deze interpellatie zijn er volgens de fietsboxkaart van de site 55 fietsstallingen. Waar bevinden ze zich? Ze staan niet allemaal op de kaart en het is moeilijk om de weg te vinden: de kaart is klein en de beeldkwaliteit is slecht. Hoe kunnen geïnteresseerden vragen stellen als ze niet weten waar ze zich bevinden? Waarom hebt u de locaties niet aangegeven? Als ik me niet vergis, zijn er minstens tien boxen die niet op de kaart staan - dat zijn meer dan 50

plaatsen! U zei ook dat er in maart zes nieuwe boxen waren geïnstalleerd, maar dat sommige daarvan nog leeg waren - of moet ik zeggen, nog steeds leeg zijn! Ik heb een aantal mensen ontmoet die hun bezorgdheid hebben geuit over de veiligheid van bepaalde zones. De box op de hoek van de Marie-Josélaan en de Prekelindenlaan belemmert het zicht van automobilisten die de Prekelindenlaan afrijden en rechtsaf slaan richting de Marie-Josélaan. Naast de slechte locatiekeuze is er nog het feit dat het te dicht bij het zebrapad staat en het zebrapad zou kunnen belemmeren. Twee of zelfs drie van de onlangs geïnstalleerde boxen zijn helemaal leeg. Hoe kunt u mij dit uitleggen terwijl ze drie maanden geleden zijn geïnstalleerd en er in maart een wachtlijst van meer dan 100 mensen was? Ik wil ook van deze gelegenheid gebruik maken om u te herinneren aan de vier boxen op het Sint-Hendriks voorplein die nog steeds midden op het plein staan, ondanks het feit dat de buitenwerken goed en wel klaar zijn. Is dit een doeltreffend beleid dat luistert naar de behoeften van de fietsers? Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

- Zou een lijst met de precieze locaties niet makkelijker te herkennen zijn dan deze kaart, zodat de fietsboxen makkelijker te vinden zijn?
- Waarom staan niet alle fietsboxen op de lijst?
- Van de 300 plaatsen die u noemde, hoeveel zijn er bezet en/of toegewezen?
- Wat bent u van plan te doen om het proces voor het toewijzen van plaatsen te verbeteren?
- Wat is de huidige wachtlijst?
- Waarom worden er geen plaatsen toegewezen binnen drie maanden nadat een box is geplaatst?
- Bewoners van de wijk M. Marie José waren verrast toen ze een fietsbox zagen verschijnen. Wat is de vraag in deze buurt? Met hoeveel aanvragers voor een plaats in een box is contact opgenomen?

Hartelijk dank voor uw antwoorden."

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt als volgt:

"Ik ga het antwoord dat ik 3 maanden geleden nog aan deze raad heb gegeven over het beleid voor fietsparkings in onze gemeente niet opnieuw voorlezen. Ik verwijst er integraal naar, met dien verstande dat het nog steeds relevant is. Ja, ik kan bevestigen dat er 54 fietsboxen zijn geplaatst in onze gemeente, waaronder die bij Poseidon. Dat is meer dan we hebben aangekondigd in onze algemene beleidsverklaring aan het begin van de legislatuur (in 2018 hadden we net 18 fietsboxen; sindsdien hebben we er 36 geïnstalleerd). De kaart met de locatie van de fietsboxen staat op de gemeentelijke website. Ze is onlangs verduidelijkt en is voortdurend in ontwikkeling. U kunt de kaart in elektronisch formaat downloaden, zodat u het gemakkelijker kunt vergroten voor wie de kaart wil raadplegen. In antwoord op uw vraag over een lijst in plaats van een kaart, zijn we van mening dat een kaart het gemakkelijker maakt om de locaties waar de boxen zijn geplaatst te identificeren. Een lijst, vooral een lijst met een groot aantal locaties, is niet duidelijk en leesbaar. Wat betreft de onlangs geïnstalleerde boxen in de openbare ruimte: uw bewering dat de boxen onbezet zijn, klopt niet. Ze zijn wel degelijk in gebruik en de plaatsen zijn toegewezen. Als u de aanwezigheid van fietsen overdag controleert, is het normaal om er heel weinig aan te treffen, aangezien onze bewoners hun fiets vooral gebruiken voor woon-werkverkeer (zoals uitgelegd is dit een van de voorwaarden van het reglement). Desondanks zijn er van de 300 beschikbare plaatsen momenteel 288 bezet. Dit aantal varieert zeer regelmatig, voornamelijk door de aankomst en het vertrek van de gebruikers van de fietsboxen. De 12 onbezette plaatsen worden momenteel toegewezen. In alle transparantie zijn de afdelingen voor het toewijzingsproces afhankelijk van de reactietijd van de aanvragers op onze contacten met het oog op toewijzing, rekening houdend met het feit dat de eerste aanvragers altijd met voorrang worden gecontacteerd, waardoor de

daadwerkelijke bezetting van de ruimte in de box vertraging oploopt. Wat de wachtlijst betreft, moeten we geen verkeerde conclusies trekken uit een absoluut cijfer. Er staan momenteel 92 aanvragers op de wachtlijst. Met betrekking tot uw vraag van 3 maanden geleden: de wachtlijst is gestegen naar 121, om vervolgens weer te dalen naar 84 nadat de nieuwe plaatsen in de nieuwe boxen zijn toegewezen, om vervolgens weer te stijgen naar 92 als gevolg van nieuwe aanvragers die zich op de lijst inschrijven. Dit toont aan hoezeer onze inwoners de kwalitatieve dienstverlening van de gemeente waarderen. Wat betreft de fietsboxen op de hoek van Prekelinden en Marie-José, deze is op de juiste manier geplaatst na het zebepad, zodat hij geen visuele hinder vormt voor voetgangers die willen oversteken, aangezien voertuigen van links (tegenover waar de box zich bevindt) en van rechts kunnen komen, maar op de tegenoverliggende rijbaan en met voldoende vrije ruimte om goed gezien te worden door overstekende voetgangers. De fietsbox in de wijk Marie-José is daar geplaatst vanwege de vrij grote vraag in de wijk. Zoals we in het verleden al hebben gezegd, bouwen we fietsboxen waar vraag naar is. Er is contact opgenomen met alle bewoners van de Marie-Josélaan die een plaats hadden aangevraagd. De 2 boxen zijn volledig gebruikt (10 plaatsen). Andere vragen komen van de Lambeaulaan. Wat fietsendiefstal betreft, wil ik u eraan herinneren dat de hoofdcommissaris tijdens de laatste vergadering van de Politieraad een tussentijds verslag heeft voorgelezen over criminaliteit in de breedste zin van het woord, waarin fietsendiefstal werd vermeld, waar de politiezone in het bijzonder rekening mee houdt en op toeziet. Het kan inderdaad gebeuren dat een fiets wordt gestolen in een goed beveiligde fietsbox, maar dieven wedijveren in vindingrijkheid om toegang te krijgen tot de inhoud. Ik kan u nooit vertellen dat dit soort systemen onschendbaar is, en hetzelfde geldt voor garages, waarvan de deuren ook opengebroken kunnen worden. De politiezone houdt dit probleem bij voor de hele zone, om geen enkele gemeente die deel uitmaakt van de zone te stigmatiseren, en stuurt deze informatie regelmatig naar de burgemeesters. Ik heb geen enkele informatie ontvangen over het niet functioneren van een toegangsslot tot een fietsbox, noch over een storing in de speciale applicatie waarmee sommige van deze fietsboxen zijn uitgerust."

24.06.2024/A/0055 **Problèmes rencontrés lors des élections du 9 juin 2024. (Mme PANS)**

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet des problèmes rencontrés lors des élections du 9 juin 2024 :

« Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur les nombreux dysfonctionnements observés lors des élections du 9 juin 2024 dans notre commune, Woluwe-Saint-Lambert. Ces problèmes ont entraîné de longues files d'attente et des retards significatifs dans plusieurs bureaux de vote, causant frustration et mécontentement parmi les électeurs. Allant parfois jusqu'à ne pas faire la file pour aller voter.

Contexte et problèmes observés

Selon les informations rapportées par les médias, les problèmes rencontrés se sont principalement manifestés sous forme de bugs d'initialisation des clés USB nécessaires au démarrage des ordinateurs de vote. Malgré l'intervention rapide de techniciens, certains bureaux ont subi des interruptions prolongées :

- **Bureau du Parc Malou** : Les machines ont subi un bug total, nécessitant environ deux heures pour être réparées, causant des retards dans la clôture des votes. La présidente du bureau ayant même reçu comme instruction de renvoyer les gens chez eux.
- **Bureaux du Poséidon** : Jusqu'à quasi trois heures de file.

- **Autres bureaux** : Des difficultés similaires ont été observées, avec des bureaux recevant des électeurs supplémentaires en raison des fermetures temporaires de bureaux adjacents.

Il est également important de noter que certains bureaux de vote, malgré l'absence de problèmes techniques, ont connu une affluence importante et des temps d'attente très longs. Cela pose des questions sur l'organisation globale des bureaux de vote dans notre commune.

Il est également apparu que les personnes âgées ont éprouvé des difficultés à utiliser la technologie de vote électronique, nécessitant souvent l'assistance des présidents de bureau ou des assesseurs, ce qui a ralenti le processus de vote et allongé les files d'attente.

#### Questions et demandes de clarifications

Face à ces constats, je demande au Collège des bourgmestre et échevins les éclaircissements suivants :

1. **Causes des dysfonctionnements** : Quelles sont les causes précises des bugs informatiques survenus le jour des élections, et pourquoi ces problèmes semblent-ils récurrents malgré les tests préalables ?
2. **Interventions et coordination** : Combien d'interventions ont été nécessaires pour résoudre les problèmes techniques le jour des élections ?
3. **Nombre de bureaux de vote** : Le nombre de bureaux de vote était-il le même que lors des précédentes élections, ou y a-t-il eu des suppressions de bureaux ou une réduction du nombre d'isoloirs ? Si des changements ont eu lieu, quelle en était la justification ?
4. **Décision du nombre de bureaux** : Qui est responsable de la décision concernant le nombre de bureaux de vote et d'isoloirs dans notre commune ? Comment cette décision est-elle prise ?
5. **Assistance aux personnes âgées** : Quelles solutions sont proposées pour mieux assister les personnes âgées ou moins familiarisées avec les technologies de vote électronique, afin d'assurer un processus de vote plus fluide et accessible pour tous les citoyens ? Y avait-il par exemple un ordinateur test dans la commune les jours précédents les élections ?
6. **Améliorations futures** : Sachant que de nouvelles élections sont prévues en octobre, quelles sont les mesures envisagées pour prévenir la récurrence de tels incidents à l'avenir, notamment en ce qui concerne l'organisation des bureaux de vote pour éviter des temps d'attente excessifs ?

#### Conclusion

Les incidents survenus lors des élections du 9 juin 2024 soulèvent des questions importantes quant à la fiabilité et l'accessibilité du vote électronique dans notre commune, ainsi que sur l'organisation et la gestion des bureaux de vote. Il est crucial de comprendre les causes de ces dysfonctionnements et de mettre en place des solutions efficaces pour garantir la confiance des citoyens dans le processus électoral. Je vous remercie d'avance pour vos réponses et votre engagement à améliorer notre système de vote, particulièrement en vue des élections communales prévues en octobre prochain. »

M. MAINGAIN tient tout d'abord à remercier les citoyens qui ont assumé leur mission de président de bureau de vote ou d'assesseur, ainsi que le service communal Population/Elections qui n'a pas ménagé ses efforts tout le weekend pour faire face à la situation. Il répond que les problèmes majeurs qui ont eu un impact sur la longueur des files d'attente ont été rencontrés à l'école Parc Malou où un bureau complet a été à l'arrêt plus de deux heures car l'urne prévue pour le scannage des bulletins de vote ne fonctionnait plus. Cette panne a été résolue par la coordinatrice communale, malgré la présence de deux techniciens de la société ayant fourni le matériel de vote et qui ont

été incapables de trouver la solution. Mais également au Poséidon où 4 machines à voter ont dû être remplacées par nos agents et ainsi qu'à l'école Van Meyel où une urne a été remplacée par le personnel communal, le technicien de la société ayant mis près de 1h20 pour se rendre sur place. Les interventions des techniciens de la société, parfois plus d'une heure après l'appel à l'aide d'un président de bureau, n'ont pas permis de résoudre l'entièreté des pannes. Outre les interventions de cette société, le personnel communal a dû prendre en charge le remplacement de 7 machines à voter, 2 urnes et 1 machine pour président avec les réserves communales en matériel informatique de vote. Nous avons demandé au SPF Intérieur un rapport sur les interventions de ladite société car certains présidents ont contacté le helpdesk en direct. Les machines défectueuses sont réparées par la société en question sans que l'administration ne reçoive le moindre diagnostic. Nous ne pouvons pas nous prononcer sur les causes des dysfonctionnements. Nous mettons tout en œuvre pour améliorer les conditions de vote des citoyens. Des contacts ont été pris pour acquérir du matériel informatique de vote supplémentaire permettant l'ouverture de plus de bureaux. La société adjudicataire, n'ayant plus de stock disponible, étudie la possibilité de relancer une production au vu de la demande de nombreuses communes. Dans 30 bureaux sur 31 (une classe de l'école Prince Baudouin ne l'a pas permis car trop petite), un isoloir dédié aux personnes à mobilité réduite conforme à l'arrêté royal du 30/10/2022 a été installé. En ce qui concerne le nombre de bureaux de vote par rapport aux précédentes élections, il est inchangé et s'élève à 31 bureaux. La seule modification apportée pour ces dernières élections est l'ajout d'un septième isoloir dans chaque bureau de vote au Poséidon. Une relocalisation de certains bureaux est également à l'étude. Sur chaque site sera prévu du personnel communal en nombre pour accueillir et guider au mieux les citoyens ainsi qu'une présence de volontaires de la Croix-Rouge afin d'accompagner les plus fragiles à se rendre dans les bureaux de vote. Afin de permettre au citoyen de se familiariser avec le vote électronique, un ordinateur de démonstration était disponible dans le hall de la maison communale 3 semaines avant les élections. Le site de la commune a mentionné cette information dans la rubrique « actualités » en reprenant également une vidéo explicative ainsi que le processus de vote en 16 images. Une affiche reprenant le processus en images a été placée dans chaque bureau de vote. Enfin, des séances d'initiation au vote, animées par un agent communal, seront proposées dans les maisons de retraite mais aussi dans le hall de la maison communale afin de familiariser au vote électronique les seniors ou tout autre citoyen en fracture numérique. De plus, il est un fait qu'un triple vote prend plus de temps, à fortiori pour des citoyens peu habitués à la manipulation d'un outil informatique.

Mme PANS demande qui assure le stockage des machines.

M. MAINGAIN répond que les machines sont stockées dans les communes. La Ville de Bruxelles a demandé à ce que la société productrice des machines assure le stockage, ce qui a un coût non négligeable.

M. DEVILLE se félicite de ce que la commune propose un transport pour les personnes à mobilité réduite, avec un laissez-passer. Il faut veiller à ce que le laissez-passer aboutisse et ne reste pas lettre morte.

Mme PANS ajoute que pour les élections d'octobre les citoyens pourront aller voter où ils veulent.

M. MAINGAIN rectifie en ce sens que c'est au sein de la commune uniquement. Une possibilité existera d'aller voter dans un autre bureau de la commune que celui auquel on aura été convoqué. Mais les communes restent - à ce jour - en attente des machines

permettant le pointage centralisé des électeurs, ainsi que le mode d'emploi. Rien ne garantit donc à ce stade que cette possibilité sera bien mise en oeuvre.

M. VAN der AUWERA ajoute que selon certaines de ses sources, un des problèmes survenus dans un bureau de vote à l'école Parc Malou proviendrait de cartes électroniques de vote mal « resetées », d'où l'importance de la bonne formation à distiller aux membres du bureau de vote, dont le président. Il reconnaît également que le processus et les instructions données ne sont pas toujours simples, mais que le support donné par le personnel communal était impeccable.

### **Problemen tijdens de verkiezingen van 9 juni 2024. (Mw. PANS)**

Mw. PANS interpelleert het College als volgt over de problemen tijdens de verkiezingen op 9 juni 2024:

“Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Ik wens uw aandacht te vestigen op de talrijke storingen die werden vastgesteld tijdens de verkiezingen van 9 juni 2024 in onze gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe. Deze problemen hebben geleid tot lange wachtrijen en aanzienlijke vertragingen in verschillende stembureaus, wat frustraties en ontevredenheid bij de kiezers heeft veroorzaakt. In sommige gevallen gingen kiezers zelfs niet in de rij staan om te stemmen.

#### Achtergrond en geconstateerde problemen

Volgens berichten in de media hadden de problemen vooral te maken met fouten in de initialisatie van de USB-sticks die nodig waren om de stemcomputers op te starten. Ondanks de snelle tussenkomst van technici waren er in sommige stembureaus langdurige onderbrekingen:

- **Stembureau Parc Malou:** De machines vertoonden een totale storing, waardoor de reparatie ongeveer twee uur in beslag nam en de sluiting van de stemmingen vertraging opliep. De voorzitter van het bureau kreeg zelfs de opdracht om mensen naar huis te sturen.
- **Stembureau Poseidon:** tot drie uur in de rij staan.
- **Andere bureaus:** soortgelijke problemen werden waargenomen, waarbij sommige bureaus extra kiezers kregen door de tijdelijke sluiting van aangrenzende bureaus.

Het is ook belangrijk op te merken dat, ondanks de afwezigheid van technische problemen, sommige stembureaus erg druk waren en zeer lange wachttijden kenden. Dit roept vragen op over de algemene organisatie van de stembureaus in onze gemeente.

Het bleek ook dat ouderen moeite hadden met het gebruik van elektronische stemtechnologie en vaak de hulp van voorzitters of assessoren nodig hadden, wat het stemproces vertraagde en de rijen langer maakte.

#### Vragen en verzoeken om verduidelijking

In het licht van deze observaties zou ik het College van burgemeester en schepenen om de volgende verduidelijkingen willen vragen:

1. **Oorzaken van storingen:** Wat zijn de precieze oorzaken van de computerbugs die zich op de verkiezingsdag voordeden, en waarom lijken deze problemen ondanks eerdere tests steeds terug te komen?
2. **Interventies en coördinatie:** Hoeveel interventies waren nodig om de technische problemen op de verkiezingsdag op te lossen?
3. **Aantal stembureaus:** Was het aantal stembureaus hetzelfde als bij eerdere verkiezingen, of waren er schrappingen of verminderingen in het aantal

- stemhokjes? Als er wijzigingen zijn aangebracht, wat was de rechtvaardiging?
4. **Beslissing over het aantal stembureaus:** Wie is verantwoordelijk voor de beslissing over het aantal stembureaus en stemhokjes in onze gemeente? Hoe wordt deze beslissing genomen?
  5. **Bijstand voor ouderen:** Welke oplossingen worden voorgesteld om ouderen of personen die minder vertrouwd zijn met elektronische stemtechnologieën beter bij te staan, zodat het stemproces voor alle burgers vlotter en toegankelijker verloopt? Was er bijvoorbeeld een testcomputer in de gemeente in de dagen voorafgaand aan de verkiezingen?
  6. **Toekomstige verbeteringen:** welke maatregelen zijn gepland, gezien het feit dat er voor oktober nieuwe verkiezingen gepland zijn, om te voorkomen dat dergelijke incidenten zich in de toekomst opnieuw voordoen, met name wat betreft de organisatie van de stembureaus om buitensporige wachttijden te voorkomen?

### Conclusie

De incidenten die zich hebben voorgedaan tijdens de verkiezingen van 9 juni 2024 roepen belangrijke vragen op over de betrouwbaarheid en toegankelijkheid van het elektronisch stemmen in onze gemeente, evenals over de organisatie en het beheer van de stembureaus. Het is van cruciaal belang dat we de oorzaken van deze storingen begrijpen en effectieve oplossingen invoeren om het vertrouwen van het publiek in het verkiezingsproces te waarborgen.

Ik wil u bij voorbaat bedanken voor uw antwoorden en uw inzet om ons stelsysteem te verbeteren, vooral met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen die voor oktober gepland staan.”

Dhr. MAINGAIN begint met het bedanken van de burgers die de rol van voorzitter of bijzitter van het stembureau op zich hebben genomen, evenals de gemeentelijke dienst Bevolking/Verkiezingen, die tijdens het weekend kosten noch moeite heeft gespaard om de situatie het hoofd te bieden. Hij antwoordt dat de grootste problemen die van invloed waren op de lengte van de rijen zich voordeden bij de school Parc Malou, waar een heel stembureau meer dan twee uur lang stil lag omdat de stembus waarmee de stembiljetten werden gescand niet meer werkte. De storing werd opgelost door de gemeentecoördinator, ondanks de aanwezigheid van twee technici van het bedrijf dat de stemapparatuur leverde, die geen oplossing konden vinden. Maar ook bij de Poseidon, waar 4 stemmachines moesten worden vervangen door onze agenten, en bij de Van Meyel school, waar een stembus moest worden vervangen door gemeentepersoneel, nadat de technicus van het bedrijf er bijna 1 uur en 20 minuten over had gedaan om ter plaatse te komen. De technici van het bedrijf hadden soms meer dan een uur nodig om ter plaatse te komen nadat een kantoorvoorzitter om hulp had gevraagd, maar ze konden niet alle storingen oplossen. Naast de werkzaamheden die door dit bedrijf werden uitgevoerd, moest het gemeentepersoneel 7 stemmachines, 2 stembussen en 1 voorzittersmachine vervangen met behulp van de gemeentelijke reserves aan geautomatiseerde stemapparatuur. We hebben de FOD Binnenlandse Zaken gevraagd om een rapport over de werkzaamheden van het bedrijf, aangezien sommige voorzitters rechtstreeks contact hebben opgenomen met de helpdesk. Defecte machines worden door het bedrijf in kwestie hersteld zonder dat de administratie een diagnose krijgt. We kunnen geen commentaar geven op de oorzaken van de storingen. We doen er alles aan om de stemomstandigheden voor de burgers te verbeteren. Er zijn contacten gelegd om extra geautomatiseerde stemapparatuur aan te schaffen zodat er meer stembureaus geopend kunnen worden. Het bedrijf waaraan de opdracht is gegund, is door zijn voorraad heen en onderzoekt de mogelijkheid om de productie opnieuw op te starten gezien de vraag van veel gemeenten. In 30 van de 31 stembureaus (een klaslokaal van de Prins Boudewijnschool was te klein om dit

mogelijk te maken) is een speciaal stemhokje voor personen met beperkte mobiliteit geïnstalleerd, in overeenstemming met het Koninklijk Besluit van 30/10/2022. Het aantal stembureaus blijft met 31 ongewijzigd ten opzichte van de vorige verkiezingen. De enige wijziging voor deze laatste verkiezingen is de toevoeging van een zevende stemhokje in elk stembureau in Poseidon. Een aantal stembureaus wordt ook verplaatst. Een groot aantal medewerkers van de lokale overheid zal in elk stembureau aanwezig zijn om kiezers te verwelkomen en te begeleiden, en vrijwilligers van het Rode Kruis zullen aanwezig zijn om de meest kwetsbare kiezers te helpen naar de stembureaus te komen. Om de burgers vertrouwd te maken met elektronisch stemmen, stond er 3 weken voor de verkiezingen een demonstratiecomputer in de hal van het gemeentehuis. De website van de gemeente bevatte deze informatie in de rubriek “nieuws”, samen met een video met uitleg en 16 afbeeldingen van het stemproces. In elk stembureau hing een poster met afbeeldingen van het proces. Ten slotte worden er in rusthuizen en in de hal van het gemeentehuis door een lokale ambtenaar inleidende stemsessies aangeboden om senioren of andere burgers met een digitale kloof vertrouwd te maken met elektronisch stemmen. Bovendien is het een feit dat drie keer stemmen meer tijd kost, vooral voor mensen die niet gewend zijn om computers te gebruiken.

Mw. PANS vraagt wie verantwoordelijk is voor de opslag van de machines.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de machines worden opgeslagen in de gemeenten. De Stad Brussel heeft het bedrijf dat de machines produceert gevraagd om voor de opslag te zorgen, wat aanzienlijke kosten met zich meebrengt.

Dhr. DEVILLE juicht het toe dat de gemeente vervoer aanbiedt voor mensen met beperkte mobiliteit, met een laissez passer. Het is belangrijk dat de laissez passer een succes wordt en niet ongebruikt blijft.

Mw. PANS voegt hieraan toe dat burgers voor de verkiezingen in oktober kunnen stemmen waar ze willen.

Dhr. MAINGAIN corrigeert dat het alleen binnen de gemeente is. Het zal mogelijk zijn om in een ander stembureau te stemmen dan waar u bent opgeroepen. De gemeenten wachten echter - tot op heden - nog steeds op de machines waarmee de kiezers centraal geteld kunnen worden en op instructies voor het gebruik ervan. Er is in dit stadium dus nog geen garantie dat deze optie zal worden uitgevoerd.

Dhr. VAN der AUWERA voegt hieraan toe dat, volgens sommige van zijn bronnen, een van de problemen die zich hebben voorgedaan in een stembureau in de school van Parc Malou is veroorzaakt door elektronische stempassen die niet goed zijn “gereset”, vandaar het belang van een goede opleiding voor de leden van het stembureau, waaronder de voorzitter. Hij erkent ook dat het proces en de gegeven instructies niet altijd even duidelijk waren, maar dat de ondersteuning door het gemeentepersoneel onberispelijk was.

24.06.2024/A/0056 **Aménagement des pistes cyclables sur l'avenue Vandervelde. (Mme PANS)**

Ce point est traité conjointement avec le point 60.

Mme PANS interpelle le Collège comme suit au sujet de l'aménagement des pistes cyclables sur l'avenue Vandervelde :

« Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins,

Je souhaite attirer votre attention sur les préoccupations de certain habitants de l'avenue Vandervelde et des environs concernant l'aménagement des pistes cyclables sur cette avenue. La mise en place de nouvelles pistes cyclables a entraîné la suppression de bandes de circulation pour les voitures, provoquant des embouteillages, une augmentation de la pollution à certaine heures de la journée et une diminution du nombre de places de parking. Les riverains, estiment que cet aménagement fait double emploi avec la piste cyclable existante et que cela ne contribue pas à apaiser le quartier. Selon les informations communiquées sur le site de la commune, cet aménagement a été réalisé par Bruxelles Mobilité et non par la commune elle-même. Cependant, des embouteillages importants ont été constatés, en particulier aux heures d'arrivée et de sortie des écoles. Ces problèmes persistent malgré les assurances initiales que la nouvelle configuration de l'avenue ne réduirait pas sa capacité d'absorption du trafic automobile.

#### Questions et demandes de clarifications

Face à ces constats j'aurais aimé avoir les éclaircissements suivants :

1. **Accord pour la phase test** : La commune a-t-elle donné son accord pour la mise en place de cette phase test sur l'avenue Vandervelde ? Si oui, quelles étaient les justifications de cet accord, notamment en ce qui concerne l'impact sur la circulation et les places de parking ?
2. **Réfection de la piste cyclable existante** : Pourquoi la commune n'a-t-elle pas demandé la réfection de la piste cyclable existante plutôt que la création de nouvelles pistes cyclables en voirie, qui semblent provoquer plus de problèmes qu'elles n'en résolvent ?
3. **Mesures correctives** : Quelles mesures spécifiques sont envisagées pour réduire les embouteillages et améliorer la fluidité du trafic, comme mentionné dans les demandes de la commune à Bruxelles-Mobilité ?
4. **Evaluation et modifications futures** : Quelle est la procédure d'évaluation de cette phase test, et quelles modifications seront apportées si les problèmes de circulation persistent ?
5. **Participation citoyenne** : Comment les préoccupations des riverains seront-elles prises en compte dans la décision finale concernant cet aménagement ? Y aura-t-il une consultation avec eux avant de rendre ce projet définitif ?

L'aménagement des pistes cyclables sur l'avenue Vandervelde soulève des questions importantes quant à l'impact sur la circulation, la pollution et la qualité de vie des riverains. Il est crucial de comprendre les raisons derrière ces choix et de trouver des solutions équilibrées pour tous les usagers de la voie publique. »

Conjointement, M. DEVILLE interpelle le Collège concernant le « Bad Move pour l'avenue Emile Vandervelde » :

« Si nous revenons en arrière, la commune a modifié le sens unique d'une partie de la chaussée de Roodebeek venant de Roodebeek afin d'apaiser la rue. L'objectif annoncé était également de renvoyer les automobilistes vers les grands axes qui avaient l'habitude de passer par là vers Vervloesem et ensuite Paul Hymans. L'objectif a du sens, je trouve. Toutefois, c'était sans compter la diminution de deux bandes à une au profit d'une piste cyclable. J'y vois du sens pour une grande partie des axes car les vélos n'avaient pas de place pour eux et puis juste à l'arrivée du feu, cela redevient deux bandes afin de permettre de tourner à droite vers l'entrée du Shopping. Là où le bas blesse, c'est la même action sur l'avenue Emile Vandervelde entre le boulevard de la Woluwe et la station de métro et particulière entre le boulevard et l'avenue Albert

Dumont. Cette partie a été réduite alors qu'une piste cyclable est déjà présente. Par ailleurs, cet axe dessert pas moins de 3 écoles dans ce sens et tout le campus de l'UCL. En 7 ans, je n'avais jamais eu d'embouteillage sur cet axe. Le 18/06, cela commençait presque dès le boulevard de Woluwe. Je continue à voir les cyclistes privilégier la piste sécurisée.

Est-il possible de demander la suppression sur cette partie vu le peu de pertinence ?

Est-il possible comme sur les autres axes qu'à tout le moins, deux bandes soient remises pour le tourner à droite vers l'avenue Albert Dumont ce qui permettrait de fluidifier la circulation ?

Est-ce que le permis d'urbanisme sera communiqué aux habitants des communes limitrophes étant donné que c'est un axe régional qui est utilisé au-delà de nos frontières communales ?

Comment les citoyens seront mis au courant de la demande de permis d'urbanisme ?

Trop souvent cela semble caché aux citoyens pour éviter les remous.

Merci pour votre retour. »

M. MATGEN donne la réponse suivante :

« Merci Madame la conseillère et Monsieur le conseiller pour vos interpellations sur un sujet qui avait déjà été une source de préoccupation du conseiller communal Michael LORIAUX lors d'un précédent Conseil. Je rappelle que ce projet est une initiative de la Région pour lequel l'accord de la commune n'est pas requis étant donné qu'il s'agit d'une voirie régionale. Concernant la phase test, il s'agit d'une exigence de la commune afin qu'une réunion d'évaluation avec les habitants puisse avoir lieu avant tout choix définitif quant à l'aménagement de cette avenue qui, je le précise, requiert un permis d'urbanisme. Il est important de rappeler que lors de la réunion d'habitants organisée le 10 octobre 2023 en présence des riverains, là aussi sur insistance du Collège, la commune a exigé que cette évaluation ne se fasse pas à l'issue des 2 ans pendant lesquels la Région est dispensée d'introduire une demande de permis d'urbanisme pour ce type d'aménagement. Il a été convenu que la Région procède à cette évaluation dans la première année de la phase test. Nous avons d'ailleurs écrit à la ministre régionale de la Mobilité pour que les résultats de cette évaluation soient présentés aux habitants dans les 6 mois de la mise en œuvre du projet, soit fin octobre-début novembre. Nous partageons à cet égard la préoccupation de Monsieur DEVILLE sur la nécessité de transparence du processus régional de décision vis-à-vis des habitants. Comme vous l'aurez compris tous les deux, la commune sera tout aussi intransigeante vis-à-vis des futures autorités régionales bruxelloises qu'elle l'a été à l'égard des actuelles quant à la participation citoyenne en rappelant l'engagement pris. Nous refusons que la Région, comme elle l'a fait dans d'autres communes pour d'autres projets, renvoie la concertation citoyenne à la procédure d'enquête publique prévue dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme. Ce n'est pas comme ça que nous envisageons la démocratie participative dans notre commune. Nous partageons tout à fait le point de vue exprimé par Monsieur DEVILLE à ce propos. Nous attendons tout comme vous que la Région propose dans la partie montante une piste cyclable, hors voirie, rénovée dans l'esprit de ce qui a été réalisé boulevard de la Woluwe. Nous ne manquerons pas de rappeler nos attentes au nouveau gouvernement régional bruxellois et plus particulièrement au futur ou à la future ministre régional(e) de la Mobilité. De manière globale, la commune souhaite que la Région procède, à l'issue de cette phase test, à un réaménagement qualitatif de l'avenue Emile Vandervelde impliquant notamment une réfection des trottoirs avec une mise aux normes urbanistiques de ceux-ci afin d'assurer une largeur suffisante pour les piétons, ce qui n'est pas le cas partout actuellement, en particulier sur le tronçon entre l'avenue Dumont et l'avenue de l'Idéal, mais également afin de mieux les séparer des flux cyclistes. Nous demanderons également à la Région qu'elle étudie le potentiel de végétalisation de cet

axe au regard des enjeux climatiques. Concernant les mesures correctives, je tiens à rassurer Monsieur DEVILLE et Madame PANS, la commune a très rapidement formulé des demandes précises d'adaptation du projet afin de résoudre le problème des remontées de file dans la descente entre l'avenue Chapelle-aux-Champs et le boulevard de la Woluwe, et dans la montée entre le boulevard de la Woluwe et l'avenue Albert Dumont. Suite aux constats de terrain que nous avons effectués en particulier aux heures d'arrivée et de sortie des écoles, la commune a demandé de :

- réduire l'impact visuel de la peinture rouge sur la bande de droite et indiquer par des marquages au sol que la bande de droite, à l'approche du boulevard de la Woluwe, est utilisable pour tourner à droite mais également pour continuer tout droit ;
- compléter ce marquage par un ou plusieurs panneaux de signalisation dès après le rond-point Klakkedelle ;
- revoir et optimiser les séquences des phases des feux du carrefour avec le boulevard de la Woluwe.

Ces mesures ont été acceptées et mises en œuvre par Bruxelles Mobilité. Dans le sens sortie de ville, à l'approche de l'avenue Albert Dumont, la commune a demandé de remettre la circulation à deux bandes juste après l'arrêt de bus situé à la sortie de la station de métro Vandervelde, pour permettre aux véhicules souhaitant continuer tout droit de ne pas être gênés par ceux tournant à droite pour rejoindre les avenues Albert Dumont et Jean-François Debecker. Ce type de configuration a été récemment mis en œuvre par Bruxelles Mobilité dans l'avenue Paul Hymans au niveau du carrefour avec la rue Saint-Lambert. Actuellement, Bruxelles Mobilité a seulement revu le fonctionnement des feux pour ce carrefour. Le cabinet de la ministre s'est toutefois engagé, si les remontées de files persistent, ce qui semble encore être le cas à certaines heures, à soutenir les modifications demandées par la commune au niveau du carrefour Dumont/Chapelle-aux-Champs pour rouvrir à deux bandes de circulation à l'approche de ce carrefour. Concernant le fait de savoir « Quelle est la procédure d'évaluation de cette phase test, et quelles modifications seront apportées si les problèmes de circulation persistent, je vous ai déjà répondu sur la procédure d'évaluation et sur les modifications demandées à court terme par la commune et le suivi qui est fait par la Région. Quant aux modifications qui seront apportées avant toute demande de permis d'urbanisme, c'est bien entendu une question qu'il conviendra de poser au ministre ou à la ministre à qui incombera la mobilité sous le prochain gouvernement régional. A cet égard, la commune ne soutiendra pas un projet régional imposé unilatéralement qui ne répondra pas aux objectifs de sécurité pour les piétons et qui ne répondra pas aux attentes des riverains. Nous considérons, par exemple, que la présence de ces deux pistes en parallèle dans le sens de la montée s'avère une source de conflits au niveau des carrefours entre les différents usagers. Tout comme nous considérons comme impératif de protéger les piétons qui empruntent les traversées. Avant les aménagements, la configuration de la voirie permettait des dépassements susceptibles de mettre en danger les piétons qui voulaient traverser et qui ne s'attendaient pas à la survenance d'un deuxième véhicule. Ces traversées sont désormais au nombre de 17 sur cet axe, et pour la plupart ne sont pas liées à un système de feux. A l'approche de ces traversées piétonnes, le stationnement n'est pas autorisé par le Code de la Route. Je rappelle que les habitants du Kapelleveld avaient demandé à de nombreuses reprises la création de passages pour piétons sécurisés entre les deux bords du quartier. Or, la sécurisation de ces traversées nécessite, vu qu'il s'agit d'une voirie en majorité à 50km/h, de réduire la circulation à une bande dans chaque sens à l'approche de ces passages piétons pour les raisons expliquées. D'ailleurs, sur Crainhem, l'avenue de Wezembeek-Oppem est, pour ces mêmes raisons, déjà réduite à 1x2 bandes pour rejoindre le Ring. Si vous vous souvenez, ce même type de problème se présentait avenue de Broqueville. Votre

groupe politique, Madame PANS, avait d'ailleurs dénoncé également ce risque par des interpellations notamment concernant les traversées au niveau du rond-point Gribaumont. Depuis les aménagements réalisés avenue de Broqueville, le nombre d'accidents a littéralement chuté. Nous sommes également préoccupés, et en cela nous relayons les demandes de certains acteurs économiques établis sur cet axe, par l'absence de zones de déchargement en fonction des besoins. Un aménagement plus définitif doit répondre à cette exigence évidente. Sur ces aspects nous serons donc exigeants. Je rappelle également qu'une école borde cet axe et qu'il convient d'assurer la sécurité de ses abords. Je conclurai en rappelant que la commune continuera à tenir informés les riverains des évolutions de ce projet et des démarches entreprises par la commune à l'égard de la Région pour qu'elle prenne en compte l'ensemble des préoccupations exprimées par toutes les parties concernées. Le site internet de la commune permet également d'être tenu informé. Plusieurs des informations que je vous ai communiquées figurent déjà sur le site de la commune. »

M. DEVILLE s'interroge sur le fait que la commune puisse insister plus encore auprès de la Région afin qu'elle consulte également les riverains de la commune de Crainhem, impactés eux aussi.

Mme BOONEN souhaite attirer l'attention sur la prise en compte des besoins des usagers dits faibles comme les piétons qui sont victimes de plus en plus d'accidents causés par des véhicules qui en dépassent d'autres, même sur les passages-piétons, comme les enfants qui quittent une école à hauteur de la station de métro Vandervelde et qui traversent. Certains aménagements réalisent ces objectifs mais il doit y avoir des adaptations en cours par la Région pour réduire les désagréments. Il faut laisser du temps à tous pour s'adapter... Elle conclut son intervention en remerciant le Collège pour la bonne collaboration avec Bruxelles Mobilité.

M. MAINGAIN ajoute regretter que la Région, qui fixe des lignes directrices en matière de mobilité, ne laisse pas plus aux communes le soin d'évaluer la manière de mettre en œuvre, en ce compris sur voiries régionales, les priorités en matière de mobilité et de stationnement. A Woluwe-Saint-Lambert, la concertation avec les habitants est organisée régulièrement. Mais il faut du temps pour organiser la concertation, ce que la Région ne semble pas vouloir prendre en compte. Il faut que la Région fasse confiance aux "municipalistes" qui connaissent la réalité de terrain.

M. MATGEN complète l'information en remerciant les services communaux et la zone de police qui sont toujours très rapides à faire remonter l'information sur ces problématiques, chose qui est reconnue également par Bruxelles Mobilité.

M. de MAERE d'AERTRYCKE ajoute qu'il faut que l'on prenne également en compte l'intérêt général de la population qui passe par notre territoire, et pas seulement celui des habitants de notre petite commune, et favoriser les entrées et sorties dans Bruxelles.

M. MATGEN conclut en rappelant que la commune a été la première pour militer contre la fermeture du boulevard de la Woluwe, dans le cadre d'un projet du gouvernement régional flamand, boulevard qui est l'axe d'entrée principal sur la commune, ainsi que pour l'avenue de Tervuren, dont d'aucuns voulaient réduire le nombre de bandes de circulation. Nous sommes donc bien conscients de ces enjeux.

## Aanleg van fietspaden op de Vanderveldelaan. (Mw. PANS)

Dit punt wordt samen met punt 60 behandeld.

Mw. PANS interpelleert het College als volgt op met betrekking tot de aanleg van fietspaden aan de Vanderveldelaan:

“Meneer Burgemeester, Dames en Heren Schepenen,

Graag wil ik uw aandacht vestigen op de bezorgdheden van bepaalde bewoners van de Vanderveldelaan en omgeving over de aanleg van fietspaden op deze laan. De aanleg van nieuwe fietspaden heeft geleid tot het wegvallen van rijstroken voor auto's, waardoor files, een toename van de vervuiling op bepaalde tijdstippen van de dag en een vermindering van het aantal parkeerplaatsen zijn ontstaan. Bewoners zijn van mening dat deze ontwikkeling een duplicaat is van het bestaande fietspad en dat dit niet bijdraagt aan de rust in de buurt. Volgens de informatie op de website van de gemeente werd deze ontwikkeling uitgevoerd door Brussel Mobiliteit en niet door de gemeente zelf. Er werden echter aanzienlijke files vastgesteld, vooral bij de begin- en einduren van de school. Deze problemen blijven bestaan ondanks de aanvankelijke verzekering dat de nieuwe configuratie van de laan de capaciteit om het autoverkeer te absorberen niet zou verminderen.

### Vragen en verzoeken om verduidelijking

Geconfronteerd met deze opmerkingen had ik graag de volgende verduidelijkingen gehad:

1. **Akkoord voor de testfase:** Heeft de gemeente akkoord gegeven voor de uitvoering van deze testfase aan de Vanderveldelaan? Zo ja, wat waren de rechtvaardigingen voor dit akkoord, vooral met betrekking tot de impact op het verkeer en de parkeerplaatsen?
2. **Renovatie van het bestaande fietspad:** Waarom heeft de gemeente niet verzocht om herstel van het bestaande fietspad en niet om de aanleg van nieuwe fietspaden op de weg, die meer problemen lijken te veroorzaken dan op te lossen?
3. **Corrigerende maatregelen:** Welke specifieke maatregelen zijn gepland om de files te verminderen en de verkeersdoorstroming te verbeteren, zoals vermeld in de verzoeken van de gemeente aan Mobiliteit Brussel?
4. **Evaluatie en toekomstige aanpassingen:** Wat is de evaluatieprocedure voor deze testfase en welke aanpassingen zullen worden doorgevoerd als de verkeersproblemen blijven bestaan?
5. **Burgerparticipatie:** Hoe worden de zorgen van omwonenden meegenomen in de uiteindelijke beslissing over deze ontwikkeling? Zal er overleg met hen plaatsvinden voordat dit project definitief wordt gemaakt?

De aanleg van fietspaden aan de Vanderveldelaan roept belangrijke vragen op over de impact op het verkeer, de vervuiling en de levenskwaliteit van de omwonenden. Het is van cruciaal belang om de redenen achter deze keuzes te begrijpen en om evenwichtige oplossingen te vinden voor alle gebruikers van de openbare weg.”

Gezamenlijk interpelleert dhr. DEVILLE het College met betrekking tot de “slechte zet voor Emile Vanderveldelaan”:

“Als we teruggaan, heeft de gemeente de eenrichtingsrichting gewijzigd op een deel van de Roodebeeksteenweg komende vanuit Roodebeek om de straat te kalmeren. Het aangekondigde doel was ook om automobilisten terug te sturen naar de hoofdwegen die daar vroeger passeerden, richting Vervloesem en vervolgens Paul Hymans. Het doel is logisch, denk ik. Hierbij werd echter geen rekening gehouden met het terugbrengen van twee rijstroken naar één ten gunste van een fietspad. Voor een groot

deel van de assen heeft het zin, want daar hadden de fietsen geen plaats voor en dan net als het licht aanbreekt, worden het weer twee rijstroken zodat je rechtsaf kunt slaan richting de ingang van de Shopping. Waar het beneden pijn doet, is het dezelfde actie op de Emile Vanderveldelaan tussen het Woluwedal en het metrostation en vooral tussen de laan en de Albert Dumontlaan. Dit deel is verkleind ondanks dat er al een fietspad aanwezig is. Bovendien bedient deze as maar liefst 3 scholen in deze richting en de volledige UCL-campus. In 7 jaar tijd heb ik nog nooit een file gehad op deze as. Op 18/06 begon het bijna vanaf het Woluwedal. Ik zie nog steeds dat fietsers de voorkeur geven aan het veilige pad.

Is het mogelijk om de verwijdering van dit onderdeel te verzoeken, gezien het gebrek aan relevantie?

Is het mogelijk om, net als op de andere assen, op zijn minst twee rijstroken terug te geven om rechtsaf te slaan richting de Albert Dumontlaan, waardoor het verkeer vlotter zou kunnen doorstromen?

Zal de stedenbouwkundige vergunning worden meegedeeld aan de inwoners van de buurgemeenten aangezien het een regionale as betreft die buiten onze gemeentegrenzen wordt gebruikt?

Hoe worden burgers geïnformeerd over de aanvraag voor een bouwvergunning? Te vaak lijkt dit voor de burgers verborgen te blijven om opschudding te voorkomen.

Bedankt voor uw feedback.”

Dhr. MATGEN geeft het volgende antwoord:

“Bedankt beste raadsleden voor uw vragen over een onderwerp dat tijdens een vorige Raad al een bron van zorg was voor gemeenteraadslid Michael LORIAUX. Ik wil u eraan herinneren dat dit project een initiatief is van het Gewest waarvoor de toestemming van de gemeente niet vereist is aangezien het een gewestweg betreft. Wat de testfase betreft: dit is een vereiste van de gemeente, zodat er een evaluatiegesprek met de bewoners kan plaatsvinden voordat een definitieve keuze wordt gemaakt over de ontwikkeling van deze laan, waarvoor, zoals ik zeg, een stedenbouwkundige vergunning vereist is. Belangrijk om te bedenken is dat de gemeente tijdens de bewonersbijeenkomst die op 10 oktober 2023 in aanwezigheid van omwonenden werd georganiseerd, wederom op aandringen van het College, heeft geëist dat deze evaluatie na afloop van de 2 jaar tijdens waarvoor het Gewest is vrijgesteld van de indiening van een stedenbouwkundige vergunningsaanvraag voor dit type ontwikkeling. Er werd overeengekomen dat het Gewest deze evaluatie in het eerste jaar van de testfase zou uitvoeren. We hebben ook de gewestminister van Mobiliteit aangeschreven, zodat de resultaten van deze evaluatie binnen 6 maanden na de uitvoering van het project, d.w.z. eind oktober-begin november, aan de bewoners worden gepresenteerd. In dit opzicht delen wij de bezorgdheid van dhr. DEVILLE over de noodzaak van transparantie van het gewestelijk besluitvormingsproces richting de inwoners. Zoals u beiden zult hebben begrepen, zal de gemeente tegenover de toekomstige Brusselse gewestelijke overheden net zo compromisloos zijn als tegenover de huidige als het gaat om burgerparticipatie, door het aangegane engagement in herinnering te brengen. Wij weigeren het Gewest toe te staan, zoals het in andere gemeenten voor andere projecten heeft gedaan, om de burgerraadpleging te verwijzen naar de openbare onderzoeksprocedure die is voorzien in het kader van aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen. Dit is niet hoe wij participatieve democratie in onze gemeente voor ogen hebben. Wij delen volledig het standpunt van dhr. DEVILLE over dit onderwerp. Net als u verwachten wij dat het Gewest in het bergopwaartse gedeelte een fietspad apart van de rijweg zal aanbieden, gerenoveerd in de geest van wat er op het Woluwedal werd gerealiseerd. We zullen niet nalaten de nieuwe Brusselse gewestregering te herinneren aan onze verwachtingen, en meer in het bijzonder aan de toekomstige gewestminister van Mobiliteit. Globaal gezien zou de gemeente willen dat het Gewest aan het einde van deze testfase een kwalitatieve

herontwikkeling van de Emile Vanderveldelaan zou uitvoeren, waarbij vooral de trottoirs zouden worden hersteld en aangepast aan de stedenbouwkundige normen om voldoende breedte te garanderen. voor voetgangers, wat momenteel niet overal het geval is, met name op het traject tussen de Dumontlaan en de Ideaallaan, maar ook om hen beter te scheiden van fietsers. We zullen het Gewest ook vragen om het potentieel voor herbegroeiing van deze as te bestuderen met het oog op klimaatkwesties. Wat de corrigerende maatregelen betreft, wil ik dhr. DEVILLE en mw. PANS geruststellen: de gemeente heeft zeer snel specifieke verzoeken geformuleerd voor aanpassing van het project om het probleem van wachtrijsprongen op de afdaling tussen Veldkapellaan en Woluwedal, en in de klim tussen Woluwedal en Albert Dumontlaan. Naar aanleiding van de waarnemingen op het terrein die wij hebben uitgevoerd, met name naar de begin- en einduren van de scholen, heeft de gemeente gevraagd om:

- de visuele impact van de rode verf op de rechterrijstrook te verminderen en door middel van grondmarkeringen aangeven dat de rechterrijstrook, bij het naderen van het Woluwedal, gebruikt kan worden om rechtsaf te slaan maar ook om rechtdoor te blijven rijden;
- deze markering aan te vullen met één of meerdere verkeersborden na de rotonde Klakkedelle;
- de volgorde van de fases van de verkeerslichten op het kruispunt met het Woluwedal te herzien en te optimaliseren.

Deze maatregelen werden aanvaard en geïmplementeerd door Brussel Mobiliteit. In de richting om de stad te verlaten, in de buurt van de Albert Dumontlaan, heeft de gemeente gevraagd om het verkeer te herstellen naar twee rijstroken net na de bushalte aan de uitgang van het metrostation Vandervelde, zodat voertuigen die rechtdoor willen blijven kunnen rijden om niet te worden belemmerd. gehinderd door degenen die rechtsaf slaan en zich aansluiten bij de Albert Dumont en Jean-François Debeckerlaan. Dit type configuratie werd onlangs door Brussel Mobiliteit geïmplementeerd op de Paul Hymanslaan, ter hoogte van de kruising met de Sint-Lambertusstraat. Momenteel heeft Brussel Mobiliteit enkel de werking van de lichten op dit kruispunt herzien. Het kabinet van de minister heeft zich er echter toe verbonden om, als de files aanhouden, wat op bepaalde momenten nog steeds het geval lijkt te zijn, de door de gemeente gevraagde wijzigingen op het kruispunt Dumont/Veldkapellaan te ondersteunen om twee rijstroken voor naderend verkeer te heropenen.

Wat betreft het feit om te weten “Wat is de evaluatieprocedure voor deze testfase en welke aanpassingen zullen worden doorgevoerd als de verkeersproblemen blijven bestaan, heb ik u al geantwoord over de evaluatieprocedure en over de aanpassingen die op korte termijn door de gemeente en de monitoring uitgevoerd door het Gewest. Wat de wijzigingen betreft die vóór elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning zullen worden doorgevoerd, is dit uiteraard een vraag die moet worden gesteld aan de minister die onder de volgende gewestregering verantwoordelijk zal zijn voor mobiliteit. In dit opzicht zal de gemeente geen steun verlenen aan een eenzijdig opgelegd gewestelijk project dat niet voldoet aan de veiligheidsdoelstellingen voor voetgangers en niet voldoet aan de verwachtingen van omwonenden. Wij zijn bijvoorbeeld van mening dat de aanwezigheid van deze twee stroken parallel in de richting van de klim een bron van conflicten blijkt te zijn op de kruispunten tussen de verschillende gebruikers. Net zoals wij het absoluut noodzakelijk vinden om voetgangers op oversteekplaatsen te beschermen. Vóór de verbeteringen maakte de configuratie van de weg inhalen mogelijk, waardoor voetgangers die wilden oversteken en die de komst van een tweede voertuig niet verwachtten, in gevaar konden komen. Er zijn nu 17 van deze kruispunten op deze as, en de meeste daarvan zijn niet gekoppeld aan een verkeerslichtsysteem. Bij het

naderen van deze oversteekplaatsen voor voetgangers is parkeren volgens de Wegcode niet toegestaan. Ik wil u eraan herinneren dat de bewoners van Kapelleveld herhaaldelijk hebben verzocht om de aanleg van beveiligde voetgangersoversteekplaatsen tussen de twee randen van de wijk. Het beveiligen van deze oversteekplaatsen vereist echter, aangezien het een weg is waar hoofdzakelijk 50 km/uur wordt gereden, het verkeer naar één rijstrook in elke richting wordt teruggebracht bij het naderen van deze oversteekplaatsen voor voetgangers, om de uiteengezette redenen. Bovendien is in Kraainem de Wezembeek-Oppemlaan, om dezelfde redenen, al teruggebracht tot 1x2 rijstroken om aan te sluiten op de Ring. U herinnert zich dat ditzelfde soort probleem zich voordeed op de de Broquevillelaan. Uw fractie, mevrouw PANS, heeft dit risico ook aan de kaak gesteld door middel van interpellaties, met name bij de oversteekplaatsen bij de Gribaumont-rotonde. Sinds de ontwikkelingen op de de Broquevillelaan is het aantal ongevallen letterlijk gedaald. Wij zijn ook bezorgd, en in dit verband geven wij de verzoeken door van bepaalde economische actoren die op deze as gevestigd zijn, over het ontbreken van loszones op basis van de behoeften. Een meer definitieve regeling moet aan deze duidelijke eis voldoen. Op deze aspecten zullen wij dan ook veeleisend zijn. Ik wil u er ook aan herinneren dat een school aan deze as grenst en dat de veiligheid van de omgeving gewaarborgd moet zijn. Ik sluit af door eraan te herinneren dat de gemeente de omwonenden op de hoogte zal blijven houden van de ontwikkelingen van dit project en de stappen die de gemeente ten aanzien van het Gewest heeft gezet, zodat rekening wordt gehouden met alle door alle betrokken partijen geuite zorgen. Ook op de website van de gemeente kunt u op de hoogte gehouden worden. Een deel van de informatie die ik u heb medegedeeld, staat al op de website van de gemeente.”

Dhr. DEVILLE vraagt zich af of de gemeente nog meer zou kunnen aandringen op het Gewest, zodat zij ook de inwoners van de gemeente Kraainem raadpleegt, die ook getroffen worden.

Mw. BOONEN wil de aandacht vestigen op het rekening houden met de behoeften van zogenaamde zwakke gebruikers, zoals voetgangers die het slachtoffer zijn van steeds meer ongelukken veroorzaakt door voertuigen die anderen inhalen, zelfs op zebrapaden, zoals kinderen die een school verlaten in de buurt van het Vandervelde-metro station en oversteken. Sommige ontwikkelingen bereiken deze doelstellingen, maar er moeten voortdurende aanpassingen door het Gewest plaatsvinden om de overlast te verminderen. We moeten iedereen de tijd geven om zich aan te passen... Ze besluit haar toespraak door het College te bedanken voor de goede samenwerking met Brussel Mobiliteit.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat hij het betreurt dat het Gewest, die richtlijnen voor mobiliteit vaststelt, het niet aan de gemeenten overlaat om te evalueren hoe de mobiliteitsprioriteiten moeten worden geïmplementeerd, ook op gewestwegen. In Sint-Lambrechts-Woluwe wordt regelmatig overleg met de bewoners georganiseerd. Maar het organiseren van overleg vergt tijd, waar het Gewest geen rekening mee lijkt te willen houden. Het Gewest moet vertrouwen hebben in de “gemeenten” die de realiteit ter plaatse kennen.

Dhr. MATGEN completeert de informatie door de gemeentelijke diensten en de politiezone te bedanken die altijd zeer snel informatie over deze kwesties doorgeven, iets wat ook door Brussel Mobiliteit wordt erkend.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE voegt eraan toe dat we ook rekening moeten houden met het algemeen belang van de bevolking die zich door ons grondgebied verplaatst, en niet alleen met dat van de inwoners van onze kleine gemeente, en dat we

de in- en uitreis naar Brussel moeten aanmoedigen.

Dhr. MATGEN sluit af door eraan te herinneren dat de gemeente de eerste was die campagne voerde tegen de sluiting van het Woluwedal, als onderdeel van een project van de Vlaamse regionale overheid, een boulevard die ook de belangrijkste toegangsas tot de gemeente is. zoals voor de Tervurenlaan, waar sommigen het aantal rijstroken wilden verminderen. Wij zijn ons dan ook terdege bewust van deze problematiek.

24.06.2024/A/0057

**Qui a en charge la gestion des parcs et espaces verts de la vallée de la Woluwe ?  
(M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit :

« La vallée de la Woluwe, classée en zone Natura 2000 est un environnement unique avec ses nombreux parcs. A plusieurs reprises, je suis intervenu devant cette assemblée pour attirer l'attention du Collège sur l'état de ces espaces verts. Je reviens aujourd'hui pour vous entendre sur la gestion de ce patrimoine et l'avancement des projets annoncés au fil des années :

- Vous aviez annoncé négocier la reprise de la gestion et de l'entretien de ces parcs par Bruxelles Environnement ;
- Une convention avait été signée il y a 8 ans sur la reprise de la gestion de l'étang du Slot par la Région. Ce petit espace vert est dans un état misérable, avec bidon et palettes de bois abandonnées dans l'étang. L'exutoire est en bien mauvais état, ce qui laisse un doute sur son bon fonctionnement en lien avec la collecte des eaux pluviales du boulevard ;
- Le parc Malou et ses abords ont été rénovés il n'y a pas si longtemps. Avant cela l'étang et ses berges avait été complètement rénovés. Aujourd'hui des travaux d'entretien sont bien nécessaires sur le cheminement qui longe l'étang ;
- Plus loin, au parc des Sources, des promesses avaient été faites sur son entretien et sa rénovation. Je vous ai déjà alerté sur son état d'abandon qui fait peine à voir et cela s'est plutôt dégradé depuis : chemins envahis par la végétation et transformés en ronciers, clôtures effondrées, vaste étendues de boue rendant la promenade quasi-impossible, pontons de pêche vermoulus...
- Bien entendu, je n'oublie pas que la rénovation du parc Saint-Lambert attendue depuis 2008 s'annonce enfin puisque des budget considérables ont été prévus.

Voici mes questions :

1. Où en est le projet de reprise de la gestion des espaces verts de la vallée par Bruxelles Environnement ?
2. Qu'est-ce qui empêche de prévoir chaque année des travaux d'entretien des chemins ? Qu'est-ce qui empêche de tailler la végétation 2 fois par an pour assurer aux promeneurs de fréquenter ces lieux dans un confort minimal ?
3. Pourquoi consacrer des centaines de milliers d'euros tous les 20 ans pour des travaux de rénovation majeurs et ensuite laisser les choses aller à vau l'eau ? Pourquoi n'est-il pas possible de budgéter un entretien régulier par le personnel communal dont c'est le rôle, il me semble ?
4. Quelles sont vos intentions pour la remise en état de ces espaces verts ?

Merci d'avance pour vos réponses. »

M. JAQUEMYNS répond comme suit :

« La question relative à la gestion des espaces verts de la vallée de la Woluwe nous occupe depuis de nombreuses années. En effet, comme vous le soulignez, la zone se trouve classée à l'inventaire des zones Natura 2000. Cette classification impose aux propriétaires et aux gestionnaires des lieux des obligations spécifiques. Or, depuis de très nombreuses années, nous réclamons de la part de Bruxelles Environnement et du Ministre régional en charge de l'environnement de la cohérence dans la gestion des zones Natura 2000. Pour rappel, depuis 2016, date du classement par le gouvernement du parc des Sources en zone Natura 2000, nous attendons toujours la mise en place des plans d'accompagnement Natura 2000. Ce n'est qu'à l'été 2021 que nous avons été approchés par un bureau d'études commandité par la région pour effectuer une visite exploratoire des lieux en vue de déterminer un plan de gestion de la zone Natura 2000 du parc des Sources. Depuis, silence radio de la part des services régionaux et du gouvernement régional. Ce n'est qu'en plein été 2023 – le 16 août – que Bruxelles Environnement sollicite nos observations sur le plan de gestion Natura 2000 élaboré par ses soins, à communiquer dans un délai d'un mois. Impossible pour les services communaux de réaliser un travail d'analyse de fond du plan particulièrement volumineux proposé par la région. Nous sollicitons alors un délai supplémentaire. Les services régionaux nous répondent qu'ils ne font pas droit à notre demande et que nous pourrions encore nous exprimer dans le cadre de la procédure d'enquête publique. Bel exemple s'il en est du peu de considération de la Région pour les services communaux dans ce dossier. A croire que pour les services régionaux, l'obligation de recueillir l'avis des communes se résume à envoyer un courrier et laisser un délai de réaction tellement court qu'il rend impossible toute forme de réaction argumentée. Ensuite, le dossier est mis à l'enquête publique par les services régionaux. Le 15 février 2024, le Collège fait siennes les observations émises par les différents services communaux sur le plan de gestion proposé par la Région et transmet cet avis de 15 pages à Bruxelles Environnement. Depuis la clôture de l'enquête publique, nous n'avons plus aucun retour de la part des services régionaux. Pour rappel, ce plan de gestion s'imposera aux propriétaires concernés dans la zone. Comment, de manière pérenne, cohérente et durable, voulez-vous entretenir et au besoin réaliser des investissements dans la vallée de la Woluwe alors même que nous ne disposons pas du plan de gestion des lieux, classés en zone Natura 2000 ? De petits entretiens sont néanmoins réalisés par la commune dans l'attente d'une vision plus large qui sera initiée dans ce plan de gestion de la zone Natura 2000. Il reste cependant de très nombreux points à devoir éclaircir de la part de la Région dans le cadre de ce plan de gestion Natura 2000. A titre d'exemple, ce plan ne prend en compte que les aspects Natura 2000 sans intégrer également la gestion du cours d'eau de la Woluwe. Certaines mesures envisagées par ce plan vont à l'encontre de ce qui est mis en place par le département eau de Bruxelles Environnement, notamment depuis la mise à ciel ouvert de la Woluwe. Dans le plan Natura 2000, il est proposé de déconnecter la Woluwe de l'étang Malou et de la refaire passer dans un pertuis souterrain qui contourne l'étang, en totale contradiction avec les travaux mis en œuvre il y a 20 ans dans la vallée de la Woluwe. Sur l'étang Malou, sa situation devient problématique. Nous constatons un envasement progressif dû au fait que la Woluwe le traverse depuis presque 20 ans. Son curage est indispensable à court voire moyen terme, mais est particulièrement coûteux. Le service des espaces verts est en discussion avec le département eau de Bruxelles Environnement pour une reprise en gestion de l'étang puisqu'il est inscrit dans le maillage bleu et que la gestion de la Woluwe incombe à la Région. Par ailleurs, le chemin périphérique est inondé en permanence en raison du fait que les mares du Struykbeken débordent. Nous avons élaboré un projet de rénovation de cette zone en 2017. Nous avons obtenu, après 5 ans d'attente, le permis d'urbanisme a été délivré en 2022. Les travaux sont estimés à 300.000 EUR, subsidiés à 80 %. Avec le concours du département subsides, nous

avons introduit une demande de subside auprès de la Région. Malgré les contacts réguliers entre les services communaux et régionaux, nous sommes toujours en attente d'une réponse quant à la promesse de subsides. Nous devons attendre celle-ci pour entamer la rédaction du cahier spécial des charges et débiter la procédure de marché public en vue de la réalisation des travaux. Pour le parc des Sources, une partie de celui-ci est déjà géré par Bruxelles Environnement (roselière). Néanmoins, nous avons demandé à plusieurs reprises que la gestion de l'ensemble du parc des Sources soit repris par Bruxelles Environnement qui gère déjà toute la vallée de la Woluwe, classée en zone Natura 2000, et ce, par souci de cohérence. Force est de constater que le ministre régional Alain MARON ne souhaite pas faire preuve de cohérence et, surtout, reste en défaut de nous répondre et de nous expliquer les raisons qui les conduiraient à ne pas reprendre la gestion du parc des sources et plus largement de toute la zone de la vallée de la Woluwe. Sur l'entretien des chemins intérieurs du parc des Sources, le service des espaces verts procède à des entretiens ponctuels. Avec la météo que nous connaissons depuis plusieurs semaines, la végétation a poussé de manière abondante et entraîne un important travail pour les équipes. La taille de certains massifs sera mise au planning des équipes. Des travaux de rénovation des chemins devront également être menés. Nous pensons travailler avec du Komex, accepté par la direction des monuments et site, mais le plan de gestion de la zone Natura 2000 n'ayant pas encore été adopté par le gouvernement, nous ne savons pas si ce type de revêtement est accepté au regard des exigences Natura 2000. Quant à l'étang du Slot, il est géré par Bruxelles Environnement. Des demandes d'entretien ont été relayées par les services communaux auprès du département régional de Bruxelles Environnement en charge de la gestion du cours d'eau de la Woluwe. Quant au futur de ces espaces verts, vous l'aurez compris, que nous souhaitons poursuivre les discussions avec Bruxelles Environnement pour une reprise de la gestion de ceux-ci. Nous devons certainement attendre la formation du prochain gouvernement régional et l'avènement d'un nouveau ministre régional de l'environnement pour voir ce dossier avancer. Néanmoins, des réunions entre techniciens régionaux et communaux sont planifiées afin d'étudier toute solution qui pourrait être provisoirement mise en œuvre, dans l'attente d'un plan plus global, concerté avec la Région. »

### **Wie is verantwoordelijk voor het beheer van de parken en groene ruimten in de Woluwevallei? (Dhr. VAN der AUWERA)**

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt:

“De Woluwevallei, aangemerkt als Natura 2000-gebied, is met zijn vele parken een unieke omgeving. Meerdere malen ben ik voor deze vergadering verschenen om het College te wijzen op de staat van deze groene ruimten. Vandaag ben ik terug om te horen wat u te zeggen hebt over het beheer van dit patrimonium en de voortgang van de projecten die in de loop der jaren zijn aangekondigd:

- U kondigde aan dat u zou onderhandelen over de overname van het beheer en onderhoud van deze parken door Leefmilieu Brussel;
- 8 jaar geleden werd er een overeenkomst getekend dat het Gewest het beheer van de vijver van het Slot zou overnemen. Deze kleine groene ruimte verkeert in erbarmelijke staat, met blikjes en houten pallets die in de vijver zijn achtergelaten. De afvoer is in zeer slechte staat, waardoor het twijfelachtig is of deze goed zal functioneren in verband met de opvang van regenwater van de laan;
- Maloupark en omgeving zijn nog niet zo lang geleden gerenoveerd. Daarvoor waren de vijver en de oevers volledig gerenoveerd. Vandaag zijn er

- onderhoudswerkzaamheden nodig aan het pad dat langs de vijver loopt;
- Verderop, in het Bronnenpark, werden beloften gedaan over het onderhoud en de renovatie ervan. Ik heb jullie al gewezen op de erbarmelijke staat van verwaarlozing van het park, die sindsdien aanzienlijk is verslechterd: paden die overwoekerd zijn door vegetatie en veranderd zijn in braamstruiken, ingestorte hekken, uitgestrekte moddervlaktes die wandelen bijna onmogelijk maken, visponton met wormen...
  - Natuurlijk vergeet ik niet dat de renovatie van het Sint-Lambertuspark, waar we al sinds 2008 op wachten, er eindelijk aan zit te komen, aangezien er aanzienlijke fondsen zijn gereserveerd.

Hierbij mijn vragen:

1. In welk stadium bevindt zich het plan van Leefmilieu Brussel om het beheer van de groene ruimten in de vallei over te nemen?
2. Waarom worden de paden niet elk jaar onderhouden? Waarom wordt de begroeiing niet twee keer per jaar gesnoeid, zodat wandelaars zo min mogelijk hinder ondervinden?
3. Waarom om de 20 jaar honderdduizenden euro's uitgeven aan grote renovatiewerken en vervolgens de boel laten verkommeren? Waarom is het niet mogelijk om budget te reserveren voor regelmatig onderhoud door gemeentepersoneel, wier taak het volgens mij is om dit te doen?
4. Wat zijn uw plannen voor het herstel van deze groene ruimten?

Bij voorbaat dank voor uw antwoorden."

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt als volgt:

"De kwestie van het beheer van de groene ruimten in de Woluwevallei houdt ons al vele jaren bezig. n feite is het gebied, zoals u aangeeft, geclassificeerd als Natura 2000-gebied. Deze classificatie legt specifieke verplichtingen op aan de eigenaars en beheerders van het gebied. We vragen al jaren aan Leefmilieu Brussel en aan de gewestelijke minister bevoegd voor Leefmilieu om te zorgen voor een coherent beheer van de Natura 2000-gebieden. Ter herinnering: sinds 2016, toen de regering het Bronnenpark classificeerde als Natura 2000-gebied, wachten we nog steeds op de invoering van de Natura 2000-ondersteuningsplannen. Pas in de zomer van 2021 werden we benaderd door een adviesbureau dat in opdracht van het gewest een verkennend bezoek aan het gebied bracht met het oog op het opstellen van een beheerplan voor het Natura 2000-gebied Bronnenpark. Sindsdien was er radiostilte van de gewestelijke diensten en de gewestelijke regering. Pas in het midden van de zomer van 2023 - op 16 augustus - vroeg Leefmilieu Brussel om ons commentaar op het opgestelde Natura 2000-beheersplan, die binnen een maand moest worden ingediend. Het was voor de gemeentelijke diensten onmogelijk om een diepgaande analyse uit te voeren van het bijzonder omvangrijke plan dat door het gewest werd voorgesteld. We vroegen om uitstel. De gewestelijke autoriteiten antwoordden dat ze ons verzoek niet zouden inwilligen en dat we nog steeds onze mening zouden kunnen geven in het kader van de openbare onderzoeksprocedure. Dit is een voorbeeld van hoe weinig het gewest rekening houdt met de gemeentelijke diensten in een dossier. Voor de gewestelijke diensten, beperkt de verplichting om de mening van gemeentes te vragen tot het sturen van een brief en het geven van een reactietermijn die zo kort is dat elke geargumenteerde reactie onmogelijk is. Het dossier wordt vervolgens voorgelegd voor openbaar onderzoek door de gewestelijke diensten. Op 15 februari 2024 heeft het College de observaties uitgezonden van de verschillende gemeentelijke diensten over het beheersplan dat door het gewest wordt voorgesteld en verzond dit verslag van 15 pagina's naar Leefmilieu Brussel. Na het openbaar onderzoek, hebben we geen reactie ontvangen van de gewestelijke diensten. Ter herinnering: dit

beheersplan zal opgelegd worden aan de eigenaars van het gebied. Hoe kunnen we, consequent en duurzaam, investeringen realiseren in de Woluwevallei terwijl we niet eens beschikken over het beheersplan, geklasseerd in Natura 2000-gebied? De gemeente doet het kleine onderhoud in afwachting van een bredere visie die in dit beheersplan voor het Natura 2000-gebied zal ingebracht worden. Er zijn echter nog talrijke punten die door het gewest moeten verhelderd worden in het kader van het beheersplan Natura 2000. Een voorbeeld hiervan is een plan dat niet enkel de aspecten van Natura 2000 omvat maar ook een volledig geïntegreerd beheer van de waterloop van de Woluwe. Bepaalde maatregelen voorzien in dat plan komen tegemoet aan wat door het departement water van Leefmilieu Brussel werd uitgewerkt, o.a. sinds de Woluwe werd open gelegd. In het plan Natura 2000 is het voorstel om de Woluwe van Malou te ontkoppelen en om haar te laten passeren langs een souterrain rond de vijver, een totale tegenspraak met de werken die twintig jaar geleden werden uitgevoerd in de Woluwevallei. Voor de vijver Malou wordt de situatie problematisch. Er kunnen steeds meer problemen ontstaan omwille van het feit dat de Woluwe er al bijna 20 jaar langsloopt. De reiniging ervan is nodig op korte termijn, maar bijzonder kostelijk. De dienst van groene ruimten is een discussie met het departement van Leefmilieu Brussel voor een hernieuwd beheer van de vijver aangezien hij deel uitmaakt van het blauwe netwerk en het beheer van de Woluwe is ten laste van het gewest. Voor alle duidelijkheid is het perifere pad permanent overstroomd omdat het moeras van Struykbeken overlopen. We hebben een renovatieproject voor deze zone uitgewerkt in 2017. We hebben op 5 april de stedenbouwkundige vergunning ontvangen na 5 jaar wachten. De werkzaamheden zijn geschat op 300.000 EUR, tot 80% gesubsidieerd. Met de steun van het departement subsidies, hebben we een vraag om subsidies ingediend bij het gewest; Ondanks de regelmatige contacten tussen de gemeentelijke en gewestelijke diensten, wachten we nog steeds op een antwoord wat betreft de belofte van subsidies. We moeten daarop wachten om een bijzonder lastenboek te kunnen opstellen en de procedure voor openbare opdracht op te starten met het oog op de uitvoering van de werken. Voor het Bronnenpark wordt een deel ervan al beheerd door Leefmilieu Brussel (roselière). We hebben al herhaaldelijk gevraagd dat Leefmilieu Brussel het beheer van het volledige Bronnenpark op zich neemt aangezien het al de hele Woluwevallei beheert, geclassificeerd als Natura 2000-gebied en dit omwille van de coherentie. We moeten vaststellen dat de gewestelijk minister Alain MARON geen blijk geeft van samenhang en het feit dat hij ons geen antwoord geeft en ons niet de redenen uitlegt waarom het gewest het beheer van het Bronnenpark niet kan opnemen en van heel de Woluwevallei. I.v.m. het onderhoud van de binnenwegen in het Bronnenpark voert de dienst groene ruimten regelmatig onderhoud uit. Met het weer van de laatste weken, groeit de vegetatie explosief en vormt dit veel werk voor de teams. Het inkorten van bepaalde volumes zal op de planning van de teams worden gezet. Renovatiewerken van de wegen moeten ook uitgevoerd worden. Wij denken te zullen werken met Komex, goedgekeurd door de directie monumenten en landschappen, maar omdat het beheersplan van het Natura 2000-gebied nog niet werd aangepast door de regering, weten we niet of dit type van bekleding aanvaard wordt in het kader van de vereisten van Natura 2000. Wat betreft de vijver van het Slot, deze wordt beheerd door Leefmilieu Brussel. Verzoeken om onderhoud werden door de gemeentelijke diensten doorgespeeld aan het gewestelijk departement van Leefmilieu Brussel, belast met het beheer van de Woluwe. Wat betreft de toekomst van de groene ruimtes, wensen wij, zoals u wellicht hebt begrepen, de discussies met Leefmilieu Brussel verder te zetten zodat zij opnieuw het beheer ervan op zich nemen. We zullen zeker moeten wachten op de vorming van een volgende gewestregering en de komst van een nieuw gewestminister van leefmilieu om ons dossier vooruit te helpen. Er zijn echter vergaderingen gepland tussen gewestelijke en gemeentelijke technici om een oplossing te vinden die tijdelijk zou kunnen uitgewerkt worden, in afwachting van een

globaler plan, onderhandeld met het Gewest."

24.06.2024/A/0058 **Enseignement à Woluwe-Saint-Lambert. (M. LORIAUX)**

M. LORIAUX interpelle le Collège sur l'enseignement à Woluwe-Saint-Lambert :  
« Dans le Wolu Info de janvier 2024, l'article intitulé « Notre priorité : offrir à nos enfants un enseignement de qualité » détaille de l'offre scolaire sur le territoire de la commune. Nous apprenons ainsi que Woluwe-Saint-Lambert abrite plus d'une trentaine d'écoles, de la maternelle au secondaire, réparties sur l'ensemble des réseaux d'enseignement. Plus particulièrement, le pouvoir organisateur communal de Woluwe-Saint-Lambert compte 8 écoles maternelles et primaires. De plus, l'antenne scolaire du service de la Prévention apporte un soutien gratuit aux personnes rencontrant des difficultés scolaires et aide les écoles de Woluwe-Saint-Lambert, tous réseaux confondus, à lutter contre le décrochage scolaire. Ce service propose, tout au long de l'année et pendant les vacances scolaires, des remédiations et des stages axés sur les méthodes de travail.

Voici mes questions :

1. Au cours de l'année scolaire, combien d'élèves ont participé aux stages extra-scolaires et aux séances de remédiation offerts par le service de la Prévention ?
2. Combien d'enseignants sont mobilisés pour accompagner ces élèves ?
3. Dispose-t-on déjà du nombre d'enfants inscrits pour les activités pendant les vacances scolaires, en particulier durant la période estivale ?
4. Quelles sont les conditions requises pour bénéficier de ces services offerts à la population ?
5. Quel est le coût budgétaire de ces services extra-scolaires proposés par la commune ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses. »

M. MAINGAIN donne les précisions suivantes :

« L'offre de l'antenne scolaire du service de la Prévention est répartie entre différents dispositifs :

- Les stages de méthodologie outillent les élèves sur les meilleures techniques de mémorisation, sur le fonctionnement du cerveau, sur la façon d'organiser leur travail et permettent aux élèves en difficultés scolaires à se « réorganiser » face à ces difficultés. L'équipe de l'antenne scolaire a organisé deux stages cette année pour un total de 16 élèves.
- Le Groupe de soutien à la scolarité et aux apprentissages est un projet annuel destiné aux élèves à risque de décrochage scolaire qui rencontrent de grandes difficultés scolaires. Le groupe compte normalement 12 élèves par année académique. Cependant, cette année, trois élèves ont quitté le groupe suite à l'amélioration significative de leurs résultats scolaires. Ce sont donc 15 élèves au total qui ont bénéficié de cette offre.
- Le Tutorat de Schola ULB, quant à lui, offre une remédiation dans des matières spécifiques. Y sont orientés les élèves qui connaissent des difficultés scolaires moins importantes, le but étant d'endiguer rapidement la spirale de l'échec en se focalisant sur les matières qui posent problème. Ce sont au total 76 élèves qui en ont bénéficié cette année.
- L'antenne scolaire propose également, grâce à l'aide de bénévoles, des cours particuliers en mathématiques entièrement gratuits. Les élèves ayant de grandes

difficultés dans cette matière y sont prioritaires le temps que la situation s'améliore. Ce sont 6 élèves qui en ont bénéficié cette année.

- Enfin, l'antenne scolaire a repris, depuis le mois de janvier 2024, la coordination de l'école de devoirs située au sein du quartier Kapelleveld qui compte actuellement 9 élèves.

### *1. Combien d'enseignants sont mobilisés pour accompagner ces élèves ?*

L'antenne scolaire du service de la Prévention est composée de 3 collaborateurs ainsi qu'un coordinateur engagés à mi-temps. Chaque projet a son encadrement spécifique ainsi :

- les stages de méthodologie sont assurés par 2 membres de l'équipe de l'antenne scolaire par stage ;
- le groupe de soutien à la scolarité et aux apprentissages est encadré par 8 bénévoles et 2 membres de l'équipe de l'antenne scolaire ;
- le tutorat Schola ULB est assurée par 10 tuteurs/trices et 1 travailleuse de l'antenne scolaire ;
- les cours particuliers sont assurés par 2 bénévoles ;
- l'école de devoirs de Kapelleveld est encadrée par 9 bénévoles.

Les profils des bénévoles sont variables : certains sont retraités de l'enseignement et d'autres ont juste des compétences spécifiques dans des matières en fonction de leur parcours professionnels (traduction, ingénieur, etc.).

### *2. Dispose-t-on déjà du nombre d'enfants inscrits pour les activités pendant les vacances scolaires, en particulier durant la période estivale ?*

Les inscriptions pour le stage de tutorat organisé fin août se feront à partir du début du mois de juillet 2024, après la remise des bulletins. Ce sont deux groupes de 8 élèves qui sont ouverts cet été.

### *3. Quelles sont les conditions requises pour bénéficier de ces services offerts à la population ?*

Les élèves doivent être scolarisés ou domiciliés dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert et être dans une année scolaire qui correspond à l'activité.

### *4. Quel est le coût budgétaire de ces services extra-scolaires proposés par la commune ?*

Les salaires de l'équipe sont pris en charge par un subside régional octroyé par perspective.brussels (369.074 EUR pour le plan 2022-2024). Les frais de fonctionnement des différents projets (le coût des tuteurs, des bénévoles, le matériel, le loyer des locaux, etc.) s'élèvent à +/- 15.000 EUR/an (12.499,24 EUR pour l'année 2022) et sont également couverts, en partie, par le subside octroyé par perspective.brussels. »

M. BOTT ajoute les éléments suivants :

« Tout au long de l'année scolaire, le service Jeunesse participe, en partenariat avec l'ASBL Wolu-Services, à l'encadrement d'écoles de devoirs (Andromède/Hof-ten-Berg/Malou-Mont-Saint-Lambert/Prekelinden), plus particulièrement à destination de publics dits « fragilisés » (enfants qui sont confrontés à des difficultés spécifiques à répondre aux exigences scolaires, à des problèmes d'apprentissage dans une autre langue que leur langue maternelle, à un manque d'espace, de temps ou d'outils pour réaliser leurs devoirs à domicile, à l'impossibilité des parents à assurer un soutien scolaire en raison, notamment, de leur faible niveau de scolarisation). Plus de 130 enfants au total, âgés de 6 à 14 ans, trouvent, au sein de ces structures, un cadre et des outils de travail propices à la réalisation de leurs tâches scolaires. Une nouvelle action de soutien scolaire, accessible gratuitement, va être initiée, durant l'été prochain (du 5 au 9 août au sein de l'antenne Jeunesse du quartier Andromède / du 19 au 23 août au sein de l'antenne Jeunesse du quartier Mont-Saint-Lambert [Malou Juniors]). Le

programme se composera notamment d'activités de remédiation et d'apprentissages par le biais de jeux pédagogiques. Pour chaque session, de 20 à 30 places, ouvertes aux enfants de 6 à 12 ans, issus des quartiers concernés et/ou fréquentant les écoles de devoirs pendant l'année scolaire, seront proposées. »

### **Onderwijs in Sint-Lambrechts-Woluwe. (Dhr. LORIAUX)**

Dhr. LORIAUX interpelleert het College over het onderwijs in Sint-Lambrechts-Woluwe:

“In de Wolu Info van januari 2024 beschrijft het artikel ‘Onze prioriteit: het bieden van kwaliteitsonderwijs aan onze kinderen’ het schoolaanbod in de gemeente. We vernemen dat Sint-Lambrechts-Woluwe meer dan dertig scholen telt, van kleuterscholen tot middelbare scholen, verspreid over alle onderwijsnetwerken. Meer specifiek beschikt de gemeentelijke inrichtende macht van Sint-Lambrechts-Woluwe over 8 kleuterscholen en lagere scholen. Daarnaast biedt de schoolantenne van de Preventiedienst gratis steun aan mensen met leerproblemen en helpt ze scholen in Sint-Lambrechts-Woluwe, alle netwerken samen, in de strijd tegen schooluitval. Deze dienst biedt het hele jaar door en tijdens de schoolvakanties stages en sessies gericht op werkmethodes aan.

Hier zijn mijn vragen:

1. Hoeveel leerlingen hebben tijdens het schooljaar deelgenomen aan buitenschoolse cursussen en remediëringssessies aangeboden door de dienst Preventie?
2. Hoeveel leraren worden gemobiliseerd om deze leerlingen te ondersteunen?
3. Hebben we al het aantal kinderen dat is ingeschreven voor activiteiten tijdens de schoolvakanties, vooral tijdens de zomerperiode?
4. Wat zijn de voorwaarden om te kunnen profiteren van deze diensten die aan de bevolking worden aangeboden?
5. Wat zijn de budgettaire kosten van deze buitenschoolse diensten die door de gemeente worden aangeboden?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.”

Dhr. MAINGAIN geeft de volgende details:

“Het aanbod van de schoolantenne Preventie is verdeeld over verschillende systemen:

- Methodologiecursussen voorzien studenten van de beste memorisatietechnieken, hoe de hersenen functioneren, hoe ze hun werk moeten organiseren en stellen studenten die schoolse problemen ervaren in staat zichzelf te 'reorganiseren' in het licht van deze moeilijkheden. Het team van de schoolantenne organiseerde dit jaar twee stages voor in totaal 16 leerlingen.
- De groep schoolondersteuning is een jaarlijks project bedoeld voor leerlingen die het risico lopen de school te verlaten en grote academische problemen ondervinden. Normaal gesproken telt de groep 12 studenten per studiejaar. Dit jaar verlieten echter drie studenten de groep vanwege de aanzienlijke verbetering van hun studieresultaten. In totaal profiteerden dus 15 studenten van dit aanbod.
- De Schola ULB biedt op zijn beurt remediëring in specifieke vakken. Studenten die minder grote studieproblemen ervaren, worden daarheen verwezen. Het doel is om de spiraal van falen snel te doorbreken door zich te concentreren op problematische onderwerpen. In totaal hebben dit jaar 76 studenten hiervan geprofiteerd.
- De schoolantenne biedt, dankzij de hulp van vrijwilligers, ook geheel gratis

privélessen wiskunde aan. Studenten die grote moeite hebben met dit vak krijgen voorrang totdat de situatie verbetert. Dit jaar hebben zes studenten hiervan geprofiteerd.

- Ten slotte heeft de schoolantenne sinds januari 2024 de coördinatie overgenomen van de huiswerkschool in de wijk Kapelleveld, die momenteel 9 leerlingen telt.1.

*1. Hoeveel leraren worden gemobiliseerd om deze studenten te ondersteunen?*

De schoolantenne van de dienst Preventie bestaat uit 3 medewerkers en een parttime coördinator. Elk project heeft zijn specifieke omkadering als volgt:

- methodiekcursussen worden per cursus verzorgd door 2 leden van het team van de schoolantenne;
- de scholings- en leerondersteuningsgroep wordt begeleid door 8 vrijwilligers en 2 leden van de schoolantenne;
- Schola ULB-begeleiding wordt verzorgd door 10 docenten en 1 medewerker van de schoolantenne
- privélessen worden verzorgd door 2 vrijwilligers;
- de huiswerkschool Kapelleveld wordt begeleid door 9 vrijwilligers.

De profielen van de vrijwilligers variëren: sommigen zijn gestopt met lesgeven en anderen hebben alleen specifieke vaardigheden in vakken op basis van hun professionele achtergrond (vertalen, techniek, enz.).

*2. Hebben we al het aantal kinderen dat is ingeschreven voor activiteiten tijdens de schoolvakanties, vooral tijdens de zomerperiode?*

Inschrijvingen voor de stages die eind augustus wordt georganiseerd, vinden plaats vanaf begin juli 2024, na het uitreiken van de rapporten. Deze zomer zijn er twee groepen van 8 studenten geopend.

*3. Wat zijn de voorwaarden om te kunnen profiteren van deze diensten die aan de bevolking worden aangeboden?*

De leerlingen moeten naar school gaan of in de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe wonen en een schooljaar volgen dat overeenkomt met de activiteit.

*4. Wat zijn de budgettaire kosten van deze buitenschoolse diensten die door de gemeente worden aangeboden?*

De salarissen van het team worden gedekt door een gewestsubsidie toegekend door perspective.brussels (369.074 euro voor het plan 2022-2024). De werkingskosten van de verschillende projecten (de kosten van docenten, vrijwilligers, uitrusting, huur van lokalen, enz.) bedragen +/- 15.000 EUR/jaar (12.499,24 EUR voor het jaar 2022) en worden eveneens gedeeltelijk gedekt door de subsidie toegekend door perspective.brussels.”

Dhr. BOTT voegt het volgende toe:

“Het hele schooljaar door neemt de dienst Jeugd, in samenwerking met de vzw Wolu-Services, deel aan het toezicht op huiswerkscholen (Andromeda/Hof-ten-Berg/Malou-Sint-Lambertusberg/Prekelinden), meer vooral gericht op een zogenaamd “kwetsbaar” publiek (kinderen die specifieke moeilijkheden ondervinden bij het voldoen aan de schoolvereisten, leerproblemen in een andere taal dan hun moedertaal, een gebrek aan ruimte, tijd of hulpmiddelen om hun huiswerk thuis af te maken, het onvermogen om ouders om academische ondersteuning te bieden, vooral vanwege hun lage scholingsniveau). In totaal vinden ruim 130 kinderen in de leeftijd van 6 tot 14 jaar binnen deze structuren een kader en werkinstrumenten die bevorderlijk zijn voor de uitvoering van hun schooltaken. Een nieuwe educatieve ondersteuningsactie, gratis toegankelijk, zal de komende zomer van start gaan (van 5 tot 9 augustus binnen de Jeugdantenne van de wijk Andromeda / van 19 tot 23 augustus binnen de Jeugdantenne van de wijk Sint-Lambertusberg [Malou Junioren]). Het programma zal

met name bestaan uit herstelactiviteiten en leren door middel van educatieve spellen. Per sessie worden 20 tot 30 plaatsen aangeboden, open voor kinderen van 6 tot 12 jaar, uit de betreffende wijken en/of die gedurende het schooljaar huiswerkscholen volgen."

24.06.2024/A/0059 **Poséidon - Bains à remous/jacuzzi. (M. DEVILLE)**

M. DEVILLE interpelle le Collège à propos des bains à remous (jacuzzi) du Poséidon :

« Nous voyons depuis longtemps maintenant que les bains à remous tant plébiscités par les utilisateurs ne sont plus disponibles. Lorsque la question était posée sur la remise en marche, nous avons eu comme information qu'il devait y avoir des travaux. Nous attendons maintenant une nouvelle information comme quoi ils ne seraient plus remis en activité. Surpris de cela, j'aimerais rappeler l'intérêt des nageurs surtout récréatif et famille. Par ailleurs, cela faisait une bonne rentrée financière pour la piscine et une attraction qui attirait des nageurs de tout horizon. Quand pourrions nous revoir les installations fonctionner à nouveau ? Si ce n'est pas le cas, qu'est ce que la piscine prévoit et pour quand ? Merci pour votre réponse. »

M. BOTT donne la réponse suivante :

« Il est évident que l'espace « jacuzzis » du complexe sportif Poséidon a toujours été particulièrement apprécié par les nageurs récréatifs ainsi que par de nombreuses familles fréquentant la piscine et que l'utilisation des bains à remous représentait une source de revenus non négligeable pour le centre. Pour bien appréhender la situation, il convient toutefois de retracer son évolution dans le courant de ces dernières années. La pandémie du Covid-19 que nous avons traversée, à partir de 2020, nous a forcément obligés à fermer cet espace « jacuzzis » pendant une très longue période. Suite à cette période de fermeture prolongée et en vue d'une remise en service, des techniciens spécialisés ont été appelés à effectuer une batterie de tests approfondis en vue d'évaluer l'état général des installations. Ceux-ci ont malheureusement révélé plusieurs problèmes majeurs parmi lesquels des perforations de la tuyauterie, entraînant des fuites, ainsi que des défaillances du système informatique sophistiqué qui assure le fonctionnement de ce type d'équipement. Il faut savoir que les bains à remous du Poséidon ont été installés il y a plus de 30 ans et il est apparu, à l'examen du rapport technique d'intervention, que leur vétusté allait entraîner un véritable défi dans la perspective des éventuelles réparations envisagées. Différentes pièces indispensables à une remise en état étaient, en effet, devenues quasiment introuvables tandis que les avancées technologiques enregistrées au cours des dernières décennies avaient rendu nos équipements complètement obsolètes. Sur la base de ces constatations, et conscients de l'attachement d'une partie des usagers à cet espace « jacuzzis » qui contribue aussi à la diversité de l'offre de services au niveau de la piscine, les responsables du complexe et les départements communaux compétents ont entamé une réflexion approfondie sur les perspectives qui pouvaient être explorées pour le futur. L'objectif étant de concevoir un projet moderne et durable qui intégrerait toutes les valeurs écologiques et environnementales souhaitées, notamment en ce qui concerne la réduction du gaspillage d'eau. Cette démarche proactive nous a amenés à envisager la création d'un espace « Bien-être et Détente » élargi qui proposerait des bains à bulles de dernière génération mais aussi une zone sauna ainsi que d'autres services de soins personnels, accessibles à tous les usagers, et s'inscrirait dans la poursuite des missions de promotion du sport et du bien-être pour tous, dévolues au complexe. Au stade actuel, la direction du centre sportif se charge de

recueillir un maximum d'informations sur des structures comparables qui seraient en activité dans d'autres communes et d'analyser leurs modes de fonctionnement. Par la suite, une évaluation sera effectuée sur les impacts financiers afin de s'assurer que le nouvel espace que nous voudrions créer réponde aux attentes de la clientèle tout en s'avérant économiquement viable en fonction des impératifs budgétaires. Parallèlement, un pré-calendrier des travaux qui seraient éventuellement à projeter est à l'étude avec pour objectifs, d'une part, d'éviter la fermeture complète de la piscine durant la phase de rénovation et, d'autre part, de limiter au maximum les désagréments pour les personnes qui fréquentent nos installations aquatiques. En conclusion, plutôt que de s'engager dans une remise en état coûteuse de l'équipement existant qui, de plus, ne garantirait en rien une durabilité sur le long terme, l'option choisie est de privilégier un projet de création d'une toute nouvelle zone « Bien-être et Détente », moderne, conviviale, entièrement repensée, répondant aux attentes de la clientèle du complexe et avec des coûts d'exploitation raisonnables et maîtrisés. La phase d'étude et de planification devrait idéalement arriver à son terme avant fin 2024 et nous espérons pouvoir commencer les travaux dans le courant de l'année prochaine. »

M. DEVILLE ajoute qu'il s'agit là d'un bel amortissement après 30 ans. Il craint que l'espace bien-être à créer ne soit plus aussi facilement accessible que ne l'étaient les bains à remous, vu leur connexion avec la piscine.

M. BOTT ajoute que l'important est également de rationaliser les espaces en récupérant celui dévolu au sauna qui n'est plus utilisé.

#### **Poseidon - Bubbelbaden/jacuzzi. (Dhr. DEVILLE)**

Dhr. DEVILLE interpelleert het College als volgt i.v.m. de bubbelbaden (jacuzzi) van Poseidon

“We zien al langere tijd dat de bij gebruikers zo populaire jacuzzi's niet meer beschikbaar zijn. Toen de vraag werd gesteld over het herstarten kregen we te horen dat er werken moesten uitgevoerd worden. We wachten nu op nieuwe informatie dat ze niet meer in gebruik zullen worden genomen. Hierdoor verrast, wil ik wijzen op de interesse van zwemmers, vooral recreatie- en familiezwemmers. Bovendien leverde het een goed financieel rendement op voor het zwembad en een attractie die zwemmers uit alle lagen van de bevolking aantrok. Wanneer kunnen we de faciliteiten weer operationeel zien? Zo niet, wat is de planning van het zwembad en wanneer? Bedankt voor uw reactie.”

Dhr. BOTT geeft het volgende antwoord:

“Het is duidelijk dat het 'jacuzzi'-gedeelte van het sportcomplex Poseidon altijd bijzonder gewaardeerd is door recreatieve zwemmers en door veel gezinnen die het zwembad bezoeken en dat het gebruik van de jacuzzi's een belangrijke bron van inkomsten vormde voor het centrum. Om de situatie volledig te begrijpen, is het echter belangrijk om de evolutie ervan in de afgelopen jaren te volgen. De Covid-19-pandemie die we vanaf 2020 hebben doorgemaakt, heeft ons noodzakelijkerwijs gedwongen deze “jacuzzi”-ruimte voor een zeer lange periode te sluiten. Na deze verlengde sluitingsperiode werd er, met het oog op de heringebruikname, een beroep gedaan op gespecialiseerde technici om een reeks diepgaande tests uit te voeren om de algemene staat van de installaties te beoordelen. Helaas brachten deze een aantal grote problemen aan het licht, waaronder perforaties in de leidingen, die tot lekkages leidden, en storingen in het geavanceerde computersysteem dat de werking van dit soort apparatuur verzekert. U moet weten dat de bubbelbaden in Poseidon meer dan

30 jaar geleden zijn geïnstalleerd en bij onderzoek van het technische interventierapport bleek dat hun staat een echte uitdaging zou vormen met het oog op mogelijke reparaties. Verschillende onderdelen die essentieel waren voor reparatie waren in feite bijna onmogelijk geworden om te vinden, terwijl de technologische vooruitgang van de afgelopen decennia onze apparatuur volledig heeft verouderd. Op basis van deze bevindingen, en zich bewust van de gehechtheid van sommige gebruikers aan deze “jacuzzi”-ruimte, die ook bijdraagt aan de diversiteit van het dienstenaanbod op zwembadniveau, zijn de beheerders van het complex en de bevoegde gemeentelijke autoriteiten een onderzoek gestart. diepgaande reflectie over de perspectieven die voor de toekomst kunnen worden verkend. Het doel is om een modern en duurzaam project te ontwerpen dat alle gewenste ecologische en ecologische waarden integreert, vooral met betrekking tot de vermindering van waterverspilling. Deze proactieve aanpak bracht ons ertoe om de creatie te overwegen van een uitgebreide “Welzijn en Ontspanning”-ruimte die niet alleen bubbelbaden van de nieuwste generatie zou bieden, maar ook een saunaruimte en andere diensten voor persoonlijke verzorging, die voor iedereen toegankelijk zou zijn en aansluit bij de missies ter bevordering van sport en welzijn voor iedereen, die aan het complex zijn toegewezen. In de huidige fase is het management van het sportcentrum verantwoordelijk voor het verzamelen van zoveel mogelijk informatie over vergelijkbare structuren die in andere gemeenten actief zouden zijn en voor het analyseren van hun werkwijze. Vervolgens zal er een beoordeling worden uitgevoerd van de financiële gevolgen om ervoor te zorgen dat de nieuwe ruimte die we willen creëren voldoet aan de verwachtingen van de klant en tegelijkertijd economisch levensvatbaar blijkt te zijn volgens de budgettaire vereisten. Tegelijkertijd wordt een voorprogramma van eventueel te plannen werkzaamheden bestudeerd met als doel enerzijds de volledige sluiting van het zwembad tijdens de renovatiefase te vermijden en anderzijds de het minimaliseren van de overlast voor mensen die gebruik maken van onze waterfaciliteiten. Concluderend: in plaats van zich te verplichten tot een kostbare renovatie van de bestaande uitrusting, die bovendien op geen enkele manier de duurzaamheid op lange termijn zou garanderen, is de gekozen optie de voorkeur te geven aan een project dat een geheel nieuwe “Welzijns- en Ontspannings”-ruimte creëert, modern, vriendelijk, volledig opnieuw ontworpen en die voldoet aan de verwachtingen van de klanten van het complex en met redelijke en gecontroleerde bedrijfskosten. Idealiter zou de studie- en planningsfase vóór eind 2024 afgerond moeten zijn en we hopen ergens volgend jaar met de werkzaamheden te kunnen beginnen.”

Dhr. DEVILLE voegt hieraan toe dat dit na 30 jaar een goede afschrijving is. Hij vreest dat de te creëren wellnessruimte niet meer zo makkelijk toegankelijk zal zijn als de jacuzzi's, gezien hun aansluiting met het zwembad.

Dhr. BOTT voegt eraan toe dat het ook belangrijk is om de ruimtes te rationaliseren door de ruimtes terug te winnen die zijn toegewezen aan de sauna die niet langer wordt gebruikt.

24.06.2024/A/0060 **Bad Move pour l'avenue Emile Vandervelde. (M. DEVILLE)**

Ce point a été traité conjointement avec le point 56.

## **Bad Move voor de Emile Vanderveldelaan. (Dhr. DEVILLE)**

Dit punt werd samen met punt 56 behandeld.

### SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING

## **GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT**

### **GRH - HRM**

24.06.2024/A/0061 **Personnel administratif statutaire - Promotion au grade de secrétaire communal - Désignation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'emploi de secrétaire communal adjoint est vacant au cadre du personnel administratif statutaire et que celui de secrétaire communal le sera au 01/05/2025, soit dès la mise à la pension de M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à ces emplois afin d'assurer le bon fonctionnement des services communaux ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21/09/2023 fixant la procédure de remplacement du secrétaire communal, par voie de promotion et marquant un accord de principe sur la création d'un emploi de secrétaire communal adjoint, à insérer dans la prochaine modification du statut du personnel, afin de désigner la personne ayant réussi l'épreuve de secrétaire communal à l'emploi de secrétaire communal adjoint, du 01/09/2024 au 30/04/2025, le temps du passage de flambeau entre le secrétaire communal actuel et le futur ;

Considérant que le statut administratif et pécuniaire voté par le Conseil communal en séance du 22/01/2024 a intégré le grade de secrétaire communal adjoint au cadre du personnel administratif statutaire ;

Considérant qu'à la suite de l'ordre de service n° 1744, qui porte à la connaissance du personnel concerné que le Collège a l'intention d'organiser un examen de promotion au grade de secrétaire communal, les agents ci-dessous ont posé leur candidature à l'examen :

- Mme Séverine CLAUDE, conseillère adjointe au Cabinet du bourgmestre,
- M. Frédéric DENYS, inspecteur principal au service Développement durable, planification et perspectives,
- M. Bertrand DEWEZ, chef de division au service Prévention - Stationnement réglementé,
- Mme Anne VANBEGGELAER, inspecteur en chef au service Gestion du patrimoine,
- Mme Marie-Eve VANMECHELEN, chef de division au service Développement durable, planification et perspectives ;

Vu l'organisation d'un examen oral de promotion au grade de secrétaire communal

qui s'est déroulé le 31/05/2024 et auquel un seul candidat interne a satisfait, à savoir M. Bertrand DEWEZ ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22/01/2024 adoptant le statut, les cadres du personnel ainsi que les conditions de recrutement et de promotion les concernant ;

Considérant que M. Bertrand DEWEZ répond aux conditions reprises dans le statut précité pour occuper cet emploi ;

Vu l'article 21 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18/07/1966, telles que modifiées ;

Considérant que M. Bertrand DEWEZ a satisfait à l'examen écrit ou informatisé sur la connaissance élémentaire de la seconde langue (article 8 de l'arrêté royal du 08/03/2001) ;

Considérant qu'il n'a pas fait l'objet d'évaluation défavorable les cinq dernières années ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

NOMME M. Bertrand DEWEZ, par voie de promotion, à titre transitoire, au grade de secrétaire communal adjoint du 01/09/2024 au 30/04/2025 et dès le 01/05/2025, à titre définitif, au grade de secrétaire communal, au motif :

- qu'il est le seul candidat ayant été désigné apte à la fonction de secrétaire communal par les membres du jury externe lors de l'épreuve orale du 31/05/2024 ;
- qu'il s'engage à satisfaire aux examens linguistiques requis pour la fonction de secrétaire communal.

Il bénéficiera des barèmes de traitements suivants :

Barème A9 de secrétaire communal adjoint : minimum : 37.967,85 EUR, maximum : 60.015,37 EUR

Au 01/09/2024 : 51.999,53 EUR

Barème A11 de secrétaire communal : minimum : 44.000 EUR, maximum : 66.000 EUR

Au 01/05/2025 : 61.368,42 EUR

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Décision prise par scrutin secret.

33 votants : 30 votes positifs, 3 votes négatifs.

**Vastbenoemd administratief personeel - Bevordering tot de graad van gemeentesecretaris - Aanduiding - Goedkeuring.**

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 30 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

24.06.2024/A/0062 **Personnel administratif statutaire - Promotion au grade de receveur communal - Désignation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'emploi de receveur communal sera vacant au 01/01/2025, soit dès la mise à la pension de M. Jean VANDEVEN, receveur communal ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à cet emploi afin d'assurer le bon fonctionnement des services communaux ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21/09/2023 fixant la procédure de remplacement du receveur communal, par voie de promotion ;

Considérant qu'à la suite de l'ordre de service n° 1743, qui porte à la connaissance du personnel concerné que le Collège a l'intention d'organiser un examen de promotion au grade de receveur communal, l'agent ci-dessous a posé sa candidature à l'examen :

- M. Dimitri DULAIT, chef de division au service Recette - Finances ;

Vu l'organisation d'un examen oral de promotion au grade de receveur communal qui s'est déroulé le 12/06/2024 et auquel un seul candidat interne a satisfait, à savoir M. Dimitri DULAIT ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22/01/2024 adoptant le statut, les cadres du personnel ainsi que les conditions de recrutement et de promotion les concernant ;

Considérant que M. Dimitri DULAIT répond aux conditions reprises dans le statut précité pour occuper cet emploi ;

Vu l'article 21 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18/07/1966, telles que modifiées ;

Considérant que M. Dimitri DULAIT a satisfait à l'examen écrit ou informatisé sur la connaissance élémentaire de la seconde langue (article 8 de l'arrêté royal du 08/03/2001) et à la première partie de l'article 11 (néerlandais écrit - connaissance suffisante) ;

Considérant qu'il n'a pas fait l'objet d'évaluation défavorable les cinq dernières années ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

NOMME, avec effet au 01/01/2025, M. Dimitri DULAIT, par voie de promotion, au grade de receveur communal, au motif :

- qu'il est le seul candidat ayant été désigné apte à la fonction de receveur

- communal par les membres du jury lors de l'épreuve orale du 12/06/2024 ;
- o qu'il s'engage à satisfaire aux examens linguistiques requis pour la fonction de receveur communal.

Il bénéficiera du barème de traitements suivant :

Barème A10 de receveur communal : minimum : 42.900 EUR, maximum : 64.350 EUR

Au 01/01/2025 : 64.350 EUR

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Vice-Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Décision prise par scrutin secret.

33 votants : 31 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

**Statutair administratief personeel - Bevordering tot de graad van de gemeenteontvanger - Aanduiding - Goedkeuring.**

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

## **GESTION DU PATRIMOINE - BEHEER VAN HET PATRIMONIUM**

### **Propriétés communales - Gemeente-eigendommen**

24.06.2024/A/0063 **Villa Montald - Local de batterie et de répétition - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de la Villa Montald sise chaussée de Roodebeek 270 ;

Considérant que la convention d'occupation entre la commune et l'ASBL Villa Montald a été résiliée avec effet au 30/06/2024 ;

Considérant que la villa doit être rénovée mais que le dossier en est dans sa phase préparatoire ;

Considérant qu'il y a un local avec une entrée indépendante dans le sous-sol de la villa ;

Considérant que celui-ci a été aménagé afin d'assurer une isolation acoustique adaptée à une utilisation comme local de répétition et de batterie ;

Considérant que l'occupation de ce local est possible et sûre dans l'attente du lancement de la rénovation du bien ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver la convention reprise ci-dessous :

## CONVENTION D'OCCUPATION

### ENTRE :

La commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de M. Olivier MAINGAIN, bourgmestre et M. Patrick LAMBERT, secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024,

Ci-après dénommée « la commune » ;

### ET :

L'ASBL Ateliers Montald, ayant son siège chaussée de Roodebeek 270 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0778.734.014, représentée par ..., agissant en qualité de ....

Ci-après dénommée « l'occupant » ou « l'ASBL » ;

### IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### 1. Objet de la convention

La présente convention régit l'occupation du local de répétition situé au sous-sol de la Villa Montald sise chaussée de Roodebeek 270 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, conformément au plan annexé (local en rouge).

Le bien mis à disposition sera affecté aux activités de l'occupant, à l'exclusion de tout autre usage (cours de musique et répétitions de groupes de musique).

Le couloir d'entrée devra rester en tout temps accessible à la commune (accès au local des compteurs de gaz).

L'occupant s'engage à veiller à la bonne occupation des lieux et au respect des règles élémentaires d'entretien et de bon voisinage et s'engage à signaler par écrit à l'administration (service des Propriétés communales) toute modification de ses statuts et tout changement relatif à la personne chargée des relations avec la commune.

#### 2. Durée

La présente convention d'occupation entre en vigueur le 01/07/2024. Elle expirera le 30/06/2025 sans que le locataire ne puisse invoquer la tacite reconduction.

L'occupant pourra solliciter l'octroi d'un renouvellement de la convention au plus tard le 28/02/2025. La commune s'engage à traiter sa demande et lui en communiquer la décision dans les 45 jours calendrier.

L'occupant peut, à tout moment, mettre fin au bail moyennant congé donné un mois à

l'avance par envoi recommandé ou exploit d'huissier. Le préavis prend cours le premier jour du mois suivant la signification de l'exploit d'huissier ou l'envoi recommandé.

Les parties peuvent à tout moment mettre fin au bail, d'un commun accord établi par écrit.

Les soussignés déclarent formellement que le présent contrat ne tombe pas sous l'application de la loi sur le bail commercial.

### **3. Indemnité d'occupation et charges**

L'indemnité pour l'occupation est fixée à 300 EUR/mois. Celle-ci ne comprend pas les charges (eau, gaz et électricité). A titre de provision de charges, l'occupant versera une provision de 20 EUR/mois. Tout paiement à un tiers est nul et non avenue.

L'indemnité et la provision de charges doivent impérativement être versées au crédit du compte IBAN BE39 0910 1186 2119 de la commune de Woluwe-Saint-Lambert avant le 10 du mois auquel elles se rapportent.

Un décompte détaillé des charges sera adressé par la commune au locataire.

A défaut de paiement de tout ou d'une partie de l'indemnité et/ou des charges locatives, le montant restant dû sera majoré de plein droit et sans mise en demeure préalable d'un intérêt fixé au taux légal, tout mois commencé étant dû. En outre, tout montant impayé à son échéance sera majoré de plein droit et sans mise en demeure d'une indemnité forfaitaire et irréductible de 10 %.

### **4. Sécurité**

L'occupant est bien informé que la commune entreprend les démarches en vue de l'obtention d'un certificat de conformité électrique.

La commune fournit un extincteur pour le local. L'occupant veillera à ce qu'il reste facilement accessible.

### **5. Assurances**

La commune a souscrit une police d'assurance de type « intégrale incendie » (incendie, dégâts des eaux, bris de vitrage) comprenant une clause d'abandon de recours envers l'occupant. Il devra rembourser à la commune le montant de la franchise légale qui sera déduite par l'assureur du bâtiment.

Par conséquent, celui-ci ne doit pas souscrire de police d'assurance incendie, dégâts des eaux. Il lui est loisible de souscrire une police couvrant son mobilier.

Dans tous les cas, l'occupant renonce, sans réserve, à tout recours contre la commune du chef des dispositions prévues aux articles 1721 et 1386 du Code civil. La commune ne pourra notamment pas être rendue responsable de vols, déprédations et dégradations dont l'occupant pourrait être victime.

L'occupant assumera personnellement, et à la décharge de la commune, toute responsabilité des accidents et de leurs dommages qui pourraient se produire dans les locaux mis à sa disposition.

### **6. Taxes et impôts**

L'occupant supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien

occupé (p. ex., taxe d'enlèvement des immondices).

Le précompte immobilier est à charge de la commune.

## **7. Etats des lieux**

Au plus tard pour l'entrée de l'occupant dans les lieux et à la fin de la convention, après enlèvement du mobilier et avant la remise des clefs, un état des lieux détaillé amiable sera établi. Les compteurs seront relevés lors des états des lieux d'entrée et de sortie.

L'occupant rend les lieux dans l'état dans lequel il les a reçus, suivant l'état des lieux, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure. Les parties constateront les dégâts éventuels. Dans ce cas, le service des Propriétés communales fixera le montant des dommages et intérêts.

L'occupant répond des dégradations ou des pertes survenant pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute. L'occupant répond également des dégradations ou pertes qui surviennent par le fait des personnes qu'il accueille dans les lieux occupés.

Il sera fait exception à ces dispositions pour les dégâts qui seraient causés à des éléments qui devront être évacués ou démolis lors de la rénovation de l'immeuble (conformément au cahier spécial des charges y afférent).

## **8. Modifications au bien**

L'occupant ne pourra modifier les lieux occupés sans accord préalable et écrit de la commune.

Un accord est d'ores et déjà donné pour la remise en peinture des locaux.

## **9. Accès au bien occupé**

Un délégué de la commune aura, en tout temps, accès au bien occupé pour le visiter, s'assurer de la bonne exécution par l'occupant de toutes ses obligations et préparer la rénovation de l'immeuble (y compris visites de soumissionnaires pour le marché public). La commune devra toutefois, sauf urgence particulière, prévenir l'occupant 24 heures à l'avance.

## **10. Sous-location, jouissance, animaux**

En aucun cas, l'occupant ne pourra ni sous-louer en tout ou en partie, ni céder ses droits sur le bien.

Il est strictement interdit d'occuper les locaux de l'immeuble qui ne sont pas l'objet de la présente convention. Toute infraction à cette disposition entraînerait la résiliation immédiate de la convention aux torts de l'occupant.

## **11. Application des lois**

Les droits et devoirs réciproques des parties sont fixés par la présente convention, complétée par les lois belges pour tout ce qui n'est pas précisé.

## **12. Juridiction compétente**

Le Droit Belge sera d'application et les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le            en autant d'exemplaires que de parties.

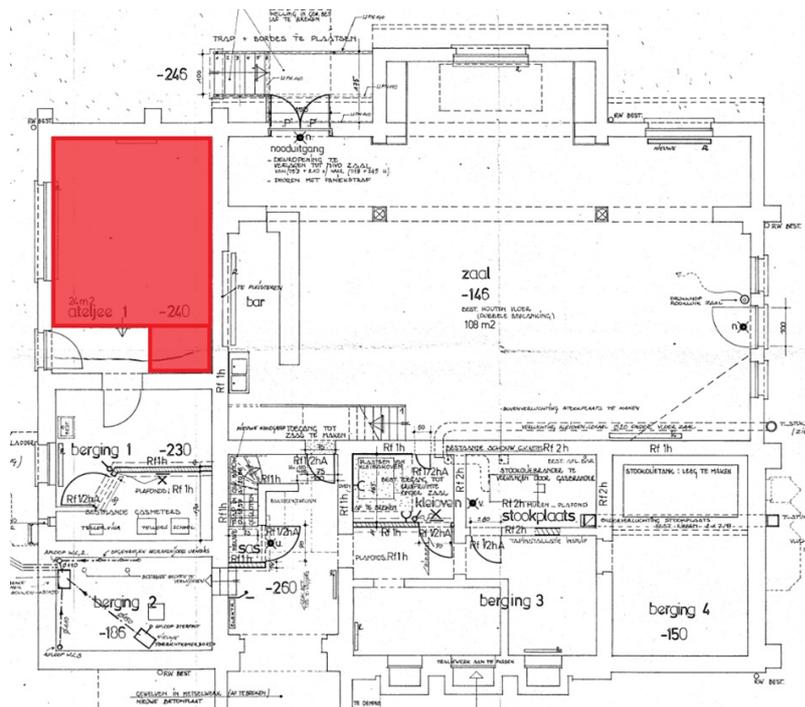
Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Signature de l'occupant,            Signature du bailleur,

Le Secrétaire communal,            Le Bourgmestre,

...            Patrick LAMBERT            Olivier MAINGAIN

Annexe



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

### **Villa Montald - Drum- en oefenruimte - Overeenkomst - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van de Villa Montald gelegen aan de Roodebeeksteenweg 270;

Overwegende dat de huurovereenkomst tussen de gemeente en de vzw Villa Montald is opgezegd met ingang van 30/06/2024;

Overwegende dat de villa gerenoveerd dient te worden maar dat het dossier zich in de voorbereidende fase bevindt;

Overwegende dat er in de kelder van de villa een lokaal is met een aparte ingang;

Overwegende dat dit lokaal is ingericht met het oog op geluidsisolatie en geschikt is om te worden gebruikt als repetitie- en drumruimte;

Overwegende dat het gebruik van deze ruimte mogelijk en veilig is in afwachting van de start van de renovatie van het pand;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST onderstaande overeenkomst goed te keuren:

## GEBRUIKSOVEREENKOMST

### **TUSSEN:**

De gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van burgemeester en schepenen in de persoon van de heer Olivier MAINGAIN, burgemeester en de heer Patrick LAMBERT, gemeentesecretaris, handelend in uitvoering van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24/06/2024,

Hierna "de gemeente" genoemd;

### **EN:**

De vzw Ateliers Montald, met zetel in de Roodebeeksteenweg 270 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0778.734.014, vertegenwoordigd door ..., handelend in de hoedanigheid van....

Hierna "de gebruiker" of "de vzw" genoemd;

### **WERD HET VOLGENDE VERKLAARD EN OVEREENGEKOMEN:**

#### **1. Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst regelt het gebruik van het repetitielokaal gelegen in de kelder van de Villa Montald, Roodebeeksteenweg 270 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, volgens het bijgevoegde plan (lokaal in rood).

Het ter beschikking gestelde goed zal enkel gebruikt worden voor de activiteiten van de gebruiker, met uitsluiting van ieder ander gebruik (muziekles en repetities van muziekgroepen).

De toegangsgang moet te allen tijde toegankelijk blijven voor de gemeente (toegang tot het lokaal met de gasmeters).

De gebruiker verbindt er zich toe te zien op het goede gebruik van de plaats en over het naleven van de elementaire regels van onderhoud en goede buurtschap en verbindt er zich eveneens toe iedere wijziging in de statuten en iedere verandering betreffende de persoon belast met de relaties met de gemeente schriftelijk te melden aan de administratie (dienst Gemeente-eigendommen).

#### **2. Duur**

Onderhavige gebruiksovereenkomst treedt in werking op 01/07/2024. De overeenkomst loopt af op 30/06/2024 zonder dat de huurder een beroep kan doen op stilzwijgende verlenging.

De gebruiker kan uiterlijk op 28/02/2025 een aanvraag indienen om de overeenkomst te verlengen. De gemeente verbindt zich ertoe de aanvraag te behandelen en de beslissing binnen 45 kalenderdagen mee te delen.

De gebruiker kan te allen tijde de huurovereenkomst beëindigen met een opzegtermijn van één maand per aangetekende brief of per deurwaardersexploot. De opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de betekening van het bericht van de deurwaarder of de aangetekende brief

De partijen kunnen de overeenkomst te allen tijde met wederzijdse schriftelijke instemming beëindigen.

De ondergetekende verklaren formeel dat de onderhavige overeenkomst niet onder de toepassing van de wet op de handelshuur valt.

### **3. Bezettingsvergoeding en lasten**

De vergoeding voor het gebruik wordt vastgelegd op 300 EUR/maand. Hierin zijn de lasten (water, gas en elektriciteit) niet inbegrepen. Als voorziening voor de lasten betaalt de gebruiker een provisie van 20 EUR/maand. Elke betaling aan een derde partij is nietig.

De vergoeding en de provisie op de lasten moeten verplicht worden betaald op het krediet van rekeningnummer IBAN BE39 0910 1186 2119 van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voor de 10e van de maand waarop ze betrekking hebben.

De gemeente zal een gedetailleerde afrekening van de lasten aan de huurder bezorgen.

In geval van niet-betaling van het geheel of een gedeelte van de vergoeding en/of huurlasten, zal het verschuldigde bedrag van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling worden verhoogd met de wettelijke rente, elke begonnen maand verschuldigd. Bovendien zal elk bedrag dat op de vervaldag niet is betaald, van rechtswege en zonder ingebrekestelling worden vermeerderd met een forfaitaire en onherleidbare vergoeding van 10%.

### **4. Veiligheid**

De gebruiker wordt ervan op de hoogte gesteld dat de gemeente stappen onderneemt om een certificaat van elektrische conformiteit te verkrijgen..

De gemeente zorgt voor een brandblusser in het lokaal. De gebruiker zal ervoor zorgen dat deze gemakkelijk toegankelijk blijft.

### **5. Verzekeringen**

De gemeente heeft een verzekeringspolis afgesloten van het type "volledige brandverzekering" (brand, waterschade, glasbreuk) die een clause bevat die verhaal op de gebruiker uitsluit. Hij zal het bedrag van de wettelijke franchise dat de verzekeraar van het gebouw inhoudt aan de gemeente moeten terugbetalen.

Deze moet dus geen brandverzekering of verzekering voor waterschade afsluiten. Het staat hem vrij een verzekering af te sluiten die zijn meubilair dekt.

In ieder geval verzaakt de gebruiker zonder voorbehoud aan ieder beroep tegen de

gemeente in hoofde van de bepalingen voorzien in artikelen 1721 en 1386 van het Burgerlijk Wetboek. De gemeente kan meer bepaald niet aansprakelijk gesteld worden voor diefstal, beroving en schade waarvan de gebruiker het slachtoffer zou kunnen zijn.

De gebruiker neemt persoonlijk, ter ontlasting van de gemeente, de verantwoordelijkheid op zich voor de ongelukken en de daardoor ontstane schade die zich kunnen voordoen in de zijn ter beschikking gestelde lokalen.

## **6. Taksen en belastingen**

De gebruiker staat in voor de belastingen of taksen betreffende het genot of het gebruik van het gebruikte goed (bijvoorbeeld belasting op de ophaling van huisvuil).

De onroerende voorheffing is ten laste van de gemeente.

## **7. Plaatsbeschrijving**

Uiterlijk bij het betrekken van de lokalen door de gebruiker en op het einde van de overeenkomst, na het verwijderen van het meubilair en voor het teruggeven van de sleutels, wordt een minnelijke gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt. De standen van de tellers zullen opgemeten worden tijdens de plaatsbeschrijvingen bij het betrekken en het verlaten van de lokalen.

De gebruiker laat de plaats achter in de staat waarin hij deze aangetroffen heeft, volgens de plaatsbeschrijving, behalve door ouderdom of overmacht vergane of aangetaste zaken. De partijen zullen de eventuele schade vaststellen. In dit geval zal de dienst Gemeente-eigendommen het bedrag van de schade en van de intresten vaststellen.

De gebruiker staat in voor de beschadigingen of verliezen die tijdens het gebruik voorkomen behalve indien hij kan bewijzen dat die plaatsvonden buiten zijn schuld. De gebruiker staat ook in voor de schade en de verliezen veroorzaakt door personen die hij in de gehuurde lokalen ontvangt.

Er zal een uitzondering worden gemaakt op deze bepalingen voor schade aan elementen die tijdens de renovatie van het gebouw zullen moeten worden verwijderd of afgebroken (in overeenstemming met het relevante lastenboek).

## **8. Wijzigingen aan het goed**

De gebruiker mag de gebruikte plaatsen niet wijzigen zonder voorafgaandelijk en schriftelijk akkoord van de gemeente.

Er is al een akkoord verleend voor het opnieuw schilderen van het pand.

## **9. Toegang tot het gebruikte goed**

Een afgevaardigde van de gemeente heeft, ten allen tijde, toegang tot het gebruikte goed, om het te bezichtigen en zich ervan te verzekeren dat de gebruiker al zijn verplichtingen nakomt en om de renovatie van het gebouw voor te bereiden (met inbegrip van de bezoeken van inschrijvers voor de overheidsopdracht). De gemeente moet de gebruiker echter 24 uur op voorhand verwittigen behalve bij bijzondere dringendheid.

## **10. Onderverhuren, vruchtgebruik, dieren**

De gebruiker mag in geen enkel geval het geheel of een deel van het goed

onderverhuren noch zijn rechten erop afstaan.

Het is ten strengste verboden om de lokalen van het gebouw te bezetten die niet onder deze overeenkomst vallen. Elke inbreuk op deze bepaling zou leiden tot de onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst ten nadele van de gebruiker.

## 11. Toepassing van de wetten

Deze overeenkomst stelt de wederzijdse rechten en plichten van beide partijen vast, aangevuld door de Belgische wetten voor alles wat niet gepreciseerd is.

## 12. Bevoegde jurisdictie

Het Belgische recht is van toepassing en enkel de Brusselse rechtbanken zijn bevoegd;

Gedaan te Sint-Lambrechts-Woluwe op \_\_\_\_\_ in evenveel exemplaren als er partijen zijn.

Elke partij verklaart een exemplaar ontvangen te hebben.

Handtekening van de gebruiker, \_\_\_\_\_ Handtekening van de verhuurder,

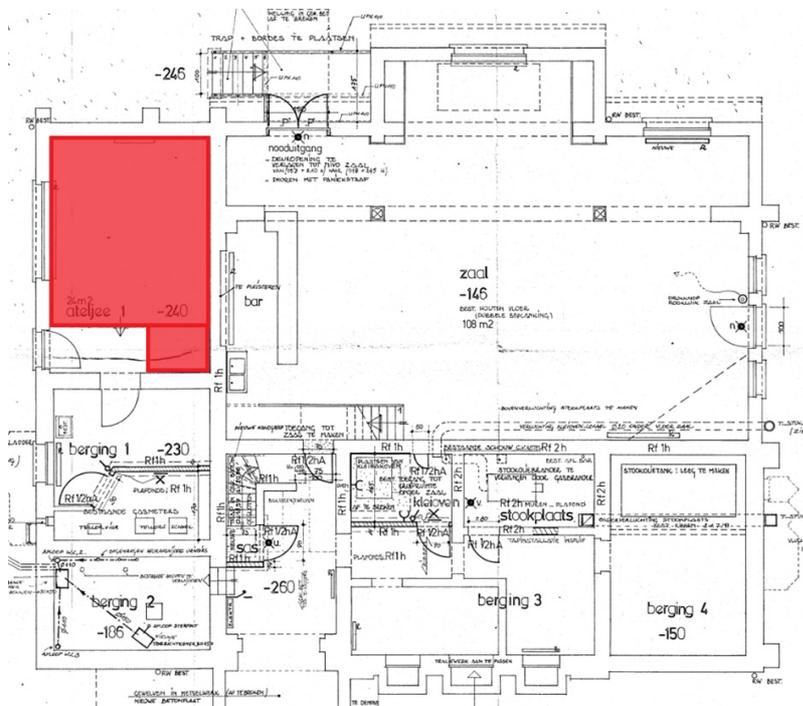
De Gemeentesecretaris, \_\_\_\_\_ De Burgemeester,

...

Patrick LAMBERT

Olivier MAINGAIN

## Bijlage



De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en

omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0064 **Chaussée de Stockel 65a - Buvette Malou - Ancienne locataire - Autorisation d'ester en justice - Approbation - Mme Manon VANDENBOSCH.**

LE CONSEIL,

Considérant que Mme Manon VANDENBOSCH a été locataire de la buvette Malou sise chaussée de Stockel 65A pour les périodes du 01/04/2022 au 15/11/2022 et du 15/02/2023 au 15/11/2023 ;

Considérant que les lettres de la commune des 31/08/2023 et 14/11/2023 concernant les arriérés locatifs et la mise en demeure du 05/06/2023 relative aux encombrants sont restées sans suite ;

Considérant que Mme Manon VANDENBOSCH ne respecte pas ses obligations contractuelles et ses engagements quant au paiement des loyers et des charges ;

Considérant que l'arriéré locatif s'élève, à la date du 28/05/2024, à 13.102,43 EUR ;

Vu l'article 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

DECIDE :

d'autoriser le Collège des bourgmestre et échevins à ester en justice afin d'obtenir de Mme Manon VANDENBOSCH, ancienne locataire de la buvette Malou, le remboursement de l'arriéré locatif actuel qui s'élève à 13.102,43 EUR à la date du 28/05/2024 et le remboursement de tout arriéré qui pourrait apparaître à l'avenir.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Stockelse steenweg 65a - "Buvette Malou" - Voormalige huurder - Toelating om in rechte te treden - Goedkeuring - Mw. Manon VANDENBOSCH.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0065 **Avenue Georges Henri 359 - Servitude - Projet d'acte - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrale 21673D0143/00Z027, située avenue Georges Henri 359 à 1200 Woluwe-Saint-

Lambert ;

Considérant que lors des travaux de démolition de cet immeuble en vue de sa reconstruction, il est apparu que l'égout servant à l'évacuation des eaux usées du bâtiment arrière de la parcelle 21673D0143/00Y028 située avenue Prekelinden 82 passait sous la dalle de l'immeuble appartenant à la commune ;

Considérant que cette situation existe depuis une durée indéterminée;

Considérant qu'il y a lieu de matérialiser la situation juridique pour l'avenir ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver le projet d'acte de constitution de servitude rédigé par le notaire, Me Katrien VAN STEENKISTE, tel que repris ci-après :

### CONSTITUTION DE SERVITUDE

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE.

Le \_\_\_\_\_

Devant Nous, Katrien Van Steenkiste, notaire résidant à Woluwe-Saint-Lambert, à l'intervention de Stephane Van Den Bossche, notaire résidant à Leuven.

#### A. ONT COMPARU :

**La commune de WOLUWE SAINT LAMBERT**, ayant son siège à Woluwe-Saint-Lambert (1200 Bruxelles), avenue Paul Hymans 2, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE 0207.389.859.

Ici représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins pour lequel stipulent et acceptent :

- son Bourgmestre, en la personne de Monsieur MAINGAIN Olivier Dominique, né à Bruxelles le 3 août 1958 et,

- son secrétaire communal, en la personne de Monsieur LAMBERT Patrick René, né à Uccle le 25 avril 1957,

Faisant, tous deux, élection de domicile en la maison communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Agissant en vertu de la délibération numéro \*\*\*\*\* du conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert du \*\*\*\*\*, laquelle n'a pas soulevé d'objection de la part l'autorité de tutelle, ainsi que l'atteste le courrier notifié par le Service public régional de Bruxelles, daté du \*\*\*\*\*, portant les références \*\*\*\*\* et dont une copie restera jointe aux présentes ;

Ci-après dénommée: « **la commune** » ou « **le comparant d'une part** »

Et:

1. Monsieur **VAN AERDEN Benoît Willy Georges**, né à Anvers le seize janvier mil neuf cent cinquante-deux, (registre national numéro 52.01.16-177.54), époux de Madame HENDRICKX Monique Luc Marie Louise, domicilié à 2610 Anvers (Wilrijk), Meerlenlaan 2.

Marié à Anvers le dix-neuf juillet mil neuf cent septante-sept sous le régime de la séparation de biens pure et simple selon suivant acte passé devant le notaire Antoine Smets, à Anvers, en date du 6 juillet 1977.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

2. Monsieur **VAN AERDEN Frederic Jean Pierre Carol**, né à Wilrijk le deux octobre mil neuf cent septante-neuf, ( registre national numéro 79.10.02-369.39), époux de Madame **ELSEN Violaine Marielle Philippine**, domicilié à 3040 Huldenberg, Geroytstraat 1.

Marié à Woluwe -Saint-Lambert le vingt-deux mai deux mille dix sous le régime de la séparation de biens avec adjonction d'une société d'acquêts suivant acte passé devant le notaire Jean-François Poelman à Schaerbeek en date du 29 mars 2010.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

3. Monsieur **VAN AERDEN Raphaël Anthony Joël**, né à Wilrijk le vingt-trois janvier mil neuf cent nonante, ( registre national numéro 90.01.23-449.79), époux de Madame **RAEKELBOOM Julie Marie Angela** domicilié à 2610 Anvers (Wilrijk), Sterrenlaan 32.

Marié à Anvers le vingt-cinq juin deux mille vingt-deux sous le régime de la séparation de biens pure et simple suivant acte passé devant le notaire Nicolas Verbist à Anvers en date du 26 avril 2022.

Régime non modifié à ce jour, ainsi déclaré.

Ci-après dénommés: « **les conjoints VAN AERDEN** » et/ou « **les copropriétaires de l'Avenue Prekelinden 82** » ou « **le comparant d'autre part** »

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit est, ont requis les notaires soussignés de dresser acte authentique de la convention suivante intervenue entre parties.

## **B. DECLARATIONS PREALABLES**

### **B.1. DECLARATIONS DES PARTIES**

Les parties déclarent :

- ne **pas** avoir de connaissance d'un **litige** ou d'une **procédure judiciaire** en cours concernant tout ou partie du bien ;

Chaque partie déclare :

- être **capable** ;

- qu'elle n'est pas pourvue d'un **administrateur** (provisoire) ou **curateur** ;

- d'une manière générale, qu'elle n'est **pas dessaisie de l'administration de ses biens** ;

- qu'elle n'a pas été déclarée en **faillite** à ce jour ;

- qu'elle n'a **pas** déposé de requête en **réorganisation judiciaire** ;

- qu'elle n'a **pas** introduit de requête en **médiation de dettes** et qu'elle n'a **pas l'intention de le faire** ;

- que son identité/ comparution - représentation est conforme à ce qui est mentionné ci-dessus ;

## **B.2. DROITS DANS LES BIENS**

Les parties confirment être seul propriétaire des biens objet du présent acte et qu'ils disposent de tous pouvoirs pour en disposer librement (absence de clause d'inaliénabilité, de mandat hypothécaire, ...).

## **C. EXPOSE PREALABLE**

1. La commune est propriétaire du bien suivant :

« **COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT- troisième division**

*Une maison de commerce, sise Avenue Georges Henri 359, cadastrée suivant titre sous la Commune de Woluwe-Saint-Lambert, troisième division, section D, numéro 143 Z 27 et suivant extrait récent de la matrice cadastrale sous le numéro(s) 143Z27 P0000, pour une superficie de un are soixante-cinq centiares (1a 65ca).*

*Revenu cadastral non indexé: deux mille sept cent nonante et un euros (€ 2.791,00) »*

*Portant l'identifiant parcellaire : 143Z27 P0000*

Ci-après dénommé « **bien A** » ou « **le fonds servant** »

### Origine de propriété

La commune est propriétaire dudit bien pour l'avoir acquis de Monsieur GEENENS Marc Jacques Emile, à Bruxelles, et de Madame GEENENS Marie-France Renée Marcelle, à Woluwe-Saint-Lambert, aux termes d'un acte passé devant le notaire Caroline Raveschot, à Saint-Gilles, en date du 10 juin 2014, transcrit au cinquième bureau des hypothèques le \$\$ suivant sous la référence \$\$

A l'origine et depuis plus de trente ans à compter de ce jour, le bien appartenait à Madame Josette Victorine Ghislaine ANDRE, à Genval, à concurrence de cinq huitième en pleine propriété et de trois huitième en nue-propriété et à Madame GEENENS Marie-France Renée Marcelle, Monsieur GEENENS Marc Jacques Emile et Madame GEENENS Joëlle Charlotte Alice, chacun à concurrence de un huitième en nue-propriété.

Madame GEENENS Joëlle prénommée, est décédée à Evere, le 4 juin 2003. Sa quote-part dans le bien dépendant de sa succession fut recueillie par son conjoint survivant Monsieur REBOLLO Jacques Alfred Jean, à Evere, à concurrence de l'usufruit (éventuel), par sa mère Madame ANDRE Josette prénommée à concurrence d'un quart en nue-propriété et par ses frère et sœur Monsieur GEENENS Marc et Madame GEENENS Marie-France, prénommé, ensemble à concurrence de trois quart en nue-propriété de la quotité dépendant de la succession de la défunte.

Dans la convention de liquidation-partage de la succession de Madame GEENENS Joëlle intervenue sous seing privé le 9 décembre 2004, l'ensemble des héritiers de Madame Joëlle GEENENS ont réglé l'ensemble de leurs droits respectifs dans cette succession par acte authentique reçu par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, en date du 6 juin 2014, Monsieur REBOLLO Jacques prénommé, a renoncé expressément à son usufruit éventuel sur le huitième du bien prédécrit ayant dépendu de la succession de son épouse, acte transcrit au cinquième bureau des hypothèques sous la référence \$\$

Madame Andre Josette est décédée à Etterbeek, le 1 novembre 2012. Sa succession fut recueillie par ses 2 enfants survivants prénommé, Madame GEENENS Marie-France et Monsieur GEENENS Marc, chacun à concurrence d'une moitié en pleine propriété qui ont ainsi réuni ensemble la pleine propriété du bien prédécrit.

2. Les consorts VAN AERDEN sont propriétaires du bien suivant :

**« COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-LAMBERT - troisième division**

*Dans une maison de rapport sur et avec terrain située , Avenue Prekelinden 82, cadastré suivant titre et extrait récent de la matrice cadastrale sous la Commune de Woluwe-Saint-Lambert, troisième division, section D, numéro 0143/Y/28/P0001, pour une superficie d'un are quatre-vingts centiares. (1a 80ca)*

**Le lot 2, étant l'appartement situé à l'arrière du bien, et comprenant :**

**a) en propriété privative et exclusive :**

- au sous-sol : un hall, une salle-de-bains, un water-closet, une pièce et l'escalier venant du rez-de-chaussée

- au rez-de-chaussée : un hall d'entrée avec vestiaire et débarras, une terrasse, un salon/salle à manger avec feu ouvert, une cuisine, l'escalier menant vers le 1<sup>er</sup> étage

- au 1<sup>er</sup> étage : 2 chambres, une salle de douche

**b) en copropriété et indivision forcée :** *trois cent cinquante-huit/millièmes (358/1.000èmes) indivis des parties communes dont le terrain*

**Portant l'identifiant parcellaire :** 0143/Y/28/P0004

*Tel que ce bien est décrit à l'acte de base de l'immeuble rédigé par le notaire Benoît Colman à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles sous la référence 51-T-25/07/2008-08633 »*

Ci-après dénommé « **bien B** » ou « **le fonds dominant** »

**Origine de propriété**

Les consorts VAN AERDEN sont propriétaires dudit bien à la suite des événements suivants :

A l'origine et depuis plus de trente ans à compter de ce jour, le bien appartenait à Monsieur HUYGENS Pierre Louise Joseph et Madame ROBACHE Octavie Marie Ernestine, à Woluwe-Saint-Lambert.

Madame ROBACHE Octavie, prénommée, est décédée le 12 décembre 1997. Son époux, Monsieur HUYGENS Pierre, prénommé, a recueilli la moitié de la pleine propriété du bien prédécrit en vertu d'une clause d'accroissement contenue dans leur acte d'acquisition.

Monsieur HUYGENS Pierre, prénommé, est décédé le 28 mars 2005. Sa succession comprenant la totalité en pleine propriété du bien prédécrit a été attribuée à sa légataire universelle l'Association Sans But Lucratif « CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES, SERVICES D'AIDES FAMILIALES, MÉNAGÈRES OU AUTRES », en abrégé « Centre familial de Bruxelles », aux termes de son testament dictée au notaire Damien Collon à Etterbeek, le 17 juin 2004. L'asbl « Centre familial de Bruxelles », prénommée, a été autorisée à accepter le legs du bien prédécrit par

décision du Ministre de la Justice du 23 juin 2006.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoit Colmant, à Grez-Doiceau, le 21 septembre 2006, transcrit au cinquième bureau des hypothèques de Bruxelles, sous la référence 51-T-09/10/2006-12799, l'association sans but lucratif « Centre familial de Bruxelles », prénommée, a vendu le bien prédécrit à Monsieur VERTOMMEN Louis Bruno Martin, à Lasne.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoit Colman, à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/07/2008-08634, Monsieur VERTOMMEN Louis, prénommé, a vendu le lot 3 du bien prédécrit à Monsieur VAN AERDEN Frederic, prénommé.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Benoit Colmant, à Grez-Doiceau, le 30 juin 2008, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/07/2008-08635, Monsieur VERTOMMEN Louis, prénommé, a vendu les lots 1 et 2 du bien prédécrit à Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé.

Aux termes d'un acte reçu par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, le 1er décembre 2010, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-07/12/2010-12799, Monsieur VAN AERDEN Frederic, prénommé, a vendu le lot 3 du bien prédécrit à son père, Monsieur VAN AERDEN Benoit prénommé.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 24 avril 2017 par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-04/05/2017-04598, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quinze virgule quatre-vingt-sept pourcent (15,87 %) indivis chacun, soit ensemble trente et un virgule septante-quatre pourcent (31,74%) indivis du bien prédécrit.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 20 mai 2020 par le notaire Jean-François Poelman, à Schaerbeek, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-03/06/2020-05776, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quinze virgule quatre-vingt-sept pourcent (15,87 %) indivis chacun, soit ensemble trente et un virgule septante-quatre pourcent (31,74%) indivis du bien prédécrit.

Aux termes d'un acte de donation reçu le 22 mai 2023 par le notaire Stephane Van den Bossche, à Leuven, transcrit audit bureau sous la référence 51-T-25/05/2023-05359, Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, a fait donation par préciput et hors parts à ses fils :

- Monsieur VAN AERDEN Frederic et
- Monsieur VAN AERDEN Raphaël

tous deux prénommés, de la pleine propriété de quatorze virgule quatre deux trois pourcent (14,423%) indivis chacun, soit ensemble vingt-huit virgule huit quatre six pourcent (28,846%) indivis du bien prédécrit.

Il en suit que sont propriétaires du bien prédécrit :

- Monsieur VAN AERDEN Benoit, prénommé, à concurrence de la pleine propriété de sept virgule six sept quatre pourcent (7,674 %) indivis
- Messieurs VAN AERDEN Frederic et Raphaël, tous deux prénommés, ensemble à concurrence de la pleine propriété de nonante-deux virgule trois deux six pourcent (92,326%) indivis , soit chacun de le pleine propriété de quarante-six virgule un six trois pourcent (46,163 %)

#### **D. CONVENTION**

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit, ont requis le(s) notaire(s) soussigné(s) de dresser acte authentique de la convention suivante intervenue entre parties :

1. Afin de régler l'évacuation des eaux usées (et non les eaux de pluies) du bien B, les parties ont convenus ce qui suit :

*a. La commune s'est engagée à effectuer les travaux suivants à ses frais :*

- le placement d'une chambre de visite dans le jardin du bien A qui se situera dès lors à droite du bien B
- Le placement d'un égout et le raccordement de cet égout à ladite chambre de visite sur le bien A
- le raccordement dudit égout à un égout commun au bien A et au bien B et passant par le sous-sol du bâtiment faisant partie du bien A

L'ensemble de ces travaux ont été exécutés conformément au plan qui demeure ci-annexé.

*b. Les conjoints VAN AERDEN, et leurs ayants droits, s'engagent à effectuer les travaux suivants à leurs frais :*

- si nécessaire, l'installation d'une pompe de relevage dans le bien B pour permettre de se raccorder à la chambre de visite arrière dont question ci-avant qui a été placé sur le bien A par la commune.
- le raccordement de la pompe de relevage/de la décharge d'eaux usées à la chambre de visite.

L'ensemble des travaux sera exécutés avant le 31.12.2024

**c. Création d'une servitude :**

- à charge du bien A et au profit du bien B il est créé par le présent acte une servitude perpétuelle, et gratuite sans animus donandi, d'évacuation des eaux usées (et non les eaux de pluies) venant du bien B et qui passeront dès lors via soit la pompe de relevage, soit la décharge d'eaux usées dont question ci-avant dans la chambre de visite se situant dans le bien A. Depuis cette chambre, les eaux usées (et non les eaux de pluies) s'évacueront en gravitaire vers les caves de l'immeuble A via les égouts dont question ci-avant et tel que indiqué sur le plan dont question ci-avant.

- modalités de la servitude :

- i) le raccordement de la pompe de relevage/de la décharge d'eaux usées à la chambre de visite demeure de l'entière responsabilité du propriétaire du bien B sans intervention (financière) quelconque de la part du propriétaire du bien A.
- ii) L'entretien de la chambre de visite ainsi que de l'égout partant de cette chambre

de visite demeure de l'entière responsabilité du propriétaire du bien B sans intervention (financière) quelconque de la part du propriétaire du bien A. A cet effet, le propriétaire du bien B aura l'obligation de faire un curage au minimum tous les 5 ans. En cas de bouchons sur cette partie, les éventuelles dégâts restent de la responsabilité des propriétaires du bien B.

iii) Afin de pouvoir remplir ses obligations d'entretien tel que défini sous les points i) et ii) ci-dessus, les parties conviennent une servitude d'accès par le propriétaire du bien B sur le bien A, moyennant une demande d'accès faite au minimum 5 jours ouvrables avant ledit entretien, et ce sauf urgence impérieuse

iv) Les frais d'entretien de l'égout commun seront partagés à ratio de septante-cinq pourcent (75%) à charge du bien A et de vingt-cinq pourcent (25%) à charge du bien B, exception faite d'une intervention incontestablement imputable l'un ou l'autre propriétaire (ou un de ses occupants), auquel cas, les frais sont portés à cent pourcent (100%) en compte au propriétaire de l'unité source du désordre.

2. Dans le cadre de l'accord global conclu entre parties, les consorts VAN AERDEN s'engagent à faire les travaux nécessaires pour que l'évacuation des eaux de pluie du bien B se fasse par l'avenue Prekelinden.

Lesdits travaux seront exécutés avant le 31.12.2024.

#### **E. DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE**

L'Administration générale de la Documentation patrimoniale est expressément dispensée de prendre inscription d'office de quelque chef que ce soit lors de la transcription des présentes

#### **F. FRAIS**

Tous les droits, frais et honoraires à résulter des présentes sont à charge des consorts VAN AERDEN.

#### **G. DISPOSITIONS FINALES**

##### **G.1. CONFIRMATION DE L'IDENTITÉ**

a. Le notaire soussigné atteste que l'identité des comparants a été établie au vu des cartes d'identité et/ou d'après les données du Registre National, mentionnées ci-dessus.

Les numéros du Registre National ont été renseignés aux présentes avec l'accord exprès des comparants.

b. Pour satisfaire à la loi hypothécaire, le notaire soussigné atteste en outre conformément à la loi, l'exactitude des noms, prénoms, lieux et dates de naissance des parties aux présentes, sur base des données du registre national des personnes physiques, de la carte d'identité ou le carnet de mariage.

##### **G.2. ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure (ou siège social) respective ci-dessus indiquée.

##### **G.3. LOI ORGANIQUE SUR LE NOTARIAT**

Les comparants reconnaissent avoir été éclairés par les notaires sur la portée de l'article 9, paragraphe 1er, alinéa 2, de la loi contenant organisation du notariat, qui dispose :

*"Lorsqu'il constate l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés, le notaire attire l'attention des parties et les avise qu'il est loisible à chacune d'elle de désigner un autre notaire ou de se faire assister par un conseil. Le notaire en fait mention dans l'acte notarié".*

#### **G.4. DROIT D'ÉCRITURE**

Le droit d'écriture s'élève à cent euros (€ 100,00)

#### **G.5. EXPÉDITION DE L'ACTE**

Les parties ont accès à une copie digitale du présent acte via le lien «mes actes notariés» sur le site [www.notaire.be](http://www.notaire.be) ou sur la plateforme [www.izimi.be](http://www.izimi.be). Une expédition digitale ou papier peut être délivrée à la première demande.

#### **G.6. CONNAISSANCE DE LA LANGUE DE L'ACTE**

Tous les comparants déclarent maîtriser suffisamment la langue française de sorte qu'aucune traduction du contenu du présent acte et ses éventuelles annexes n'est requise.

#### **DONT ACTE**

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte le \$ et que ce délai a été suffisant pour en prendre connaissance.

Fait et passé à Woluwe-Saint-Lambert, en l'Etude.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi et les modifications apportées au projet, et partiellement des autres dispositions de l'acte, dans son ensemble, les comparants ont signé avec Nous, notaire(s).

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

#### **Georges Henrilaan 359 - Erfdienstbaarheid - Ontwerpakte - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het kadastraal perceel 21673D0143/00Z027, gelegen aan de Georges Henrilaan 359 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat tijdens de afbraak van dit gebouw met het oog op de wederopbouw ervan is gebleken dat het riool dat wordt gebruikt voor de afvoer van het afvalwater van het achtergebouw van het perceel 21673D0143/00Y028 gelegen aan de Prekelindenlaan 82 onder de plaat van het gebouw dat eigendom is van de gemeente doorliep;

Overwegende dat deze situatie bestaat sinds onbepaalde tijd;

Overwegende dat het nodig is om de juridische situatie voor de toekomst te materialiseren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST de ontwerpakte van oprichting van erfdiensbaarheid opgesteld door notaris mr. Katrien VAN STEENKISTE, zoals hierna weergegeven, goed te keuren:

## **OPRICHTING VAN ERFDIENSTBAARHEID**

HET JAAR TWEEDUIZEND VIERENTWINTIG.

Op \_\_\_\_\_

Voor Ons, Katrien Van Steenkiste, notaris wonende te Sint-Lambrechts-Woluwe, in aanwezigheid van Stephane Van Den Bossche, notaris wonende te Leuven.

### **A. ZIJN VERSCHENEN:**

**De gemeente SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE**, met maatschappelijke zetel te Sint-Lambrechts-Woluwe (1200 Brussel), Paul Hymanslaan 2, ingeschreven in het rechtspersonenregister van Brussel onder nummer BE 0207.389.859.

Hier vertegenwoordigd door haar College van burgemeester en schepenen voor wie stipuleren en aanvaarden:

- zijn burgemeester, in de persoon van de heer MAINGAIN Olivier Dominique, geboren te Brussel op 3 augustus 1958 en,
- zijn gemeentesecretaris, in de persoon van de heer LAMBERT Patrick René, geboren te Ukkel op 25 april 1957,

beiden domicilie kiezend op het gemeentehuis van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Handelend krachtens beraadslaging nr. \*\*\*\*\* van de gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe van \*\*\*\*\*, die geen aanleiding heeft gegeven tot enig bezwaar vanwege de toezichthoudende overheid, zoals blijkt uit het schrijven dat betekend werd door de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel, gedateerd \*\*\*\*\*, met de referenties \*\*\*\*\* en waarvan een kopie bijgevoegd blijft;

Hierna te noemen: "de gemeente" of "de comparant enerzijds".

En:

1. De heer VAN AERDEN Benoît Willy Georges, geboren te Antwerpen op zestien januari negentienhonderd tweeënvijftig, (rijksregisternummer 52.01.16-177.54), echtgenoot van mevrouw HENDRICKX Monique Luc Marie Louise, wonende te 2610 Antwerpen (Wilrijk), Meerlenlaan 2.

Gehuwd te Antwerpen op negentien juli negentienhonderd zevenenzeventig onder het regime van scheiding van goederen krachtens akte verleden voor notaris Antoine Smets, te Antwerpen, op 6 juli 1977.

Dit stelsel is tot op heden niet gewijzigd, zoals aangegeven.

2. De heer VAN AERDEN Frederic Jean Pierre Carol, geboren te Wilrijk op twee oktober negentienhonderd negenzeventig, (rijksregisternummer 79.10.02-369.39), echtgenoot van mevrouw ELSEN Violaine Marielle Philippine, wonende te 3040 Huldenberg, Geroytstraat 1.

Gehuwd te Sint-Lambrechts-Woluwe op tweeëntwintig mei tweeduizend en tien

onder het regime van scheiding van goederen met toevoeging van een partnerschap van goederen krachtens akte verleden voor notaris Jean-François Poelman te Schaarbeek op 29 maart 2010.

Dit stelsel is tot op heden niet gewijzigd.

3. De heer VAN AERDEN Raphaël Anthony Joël, geboren te Wilrijk op drieëntwintig januari negentienhonderd negentig, (rijksregisternummer 90.01.23-449.79), echtgenoot van mevrouw RAEKELBOOM Julie Marie Angela, wonende te 2610 Antwerpen (Wilrijk), Sterrenlaan 32.

Gehuwd te Antwerpen op vijftwintig juni tweeduizend en tweeëntwintig onder het regime van scheiding van goederen ingevolge akte verleden voor notaris Nicolas Verbist te Antwerpen op 26 april 2022.

Dit stelsel is tot op heden niet gewijzigd.

Hierna genoemd: "de consorten VAN AERDEN" en/of "de mede-eigenaars van de Prekelindenlaan 82" of "de comparant anderzijds".

De verschenen, aanwezige of vertegenwoordigde partijen hebben de ondergetekende notarissen verzocht een notariële akte op te maken van de volgende overeenkomst tussen partijen.

## **B. EERDERE VERKLARINGEN**

### **B.1. VERKLARINGEN VAN DE PARTIJEN**

De partijen verklaren:

- geen kennis te hebben van enig geschil of lopende gerechtelijke procedure met betrekking tot het geheel of een gedeelte van het onroerend goed;

Elke partij verklaart:

- bekwaam te zijn;
- dat zij geen (voorlopige) bewindvoerder of curator heeft;
- in het algemeen, dat zij niet beroofd is van het beheer van zijn goederen;
- tot op heden niet failliet is verklaard
- geen verzoek tot gerechtelijke reorganisatie heeft ingediend;
- dat zij geen schuldbemiddeling heeft aangevraagd en niet van plan is dit te doen;
- dat haar identiteit/verschijning/vertegenwoordiging is zoals hierboven vermeld;

### **B.2. RECHTEN OP HET EIGENDOM**

De partijen bevestigen dat ze de enige eigenaars zijn van het eigendom waarop deze akte betrekking heeft en dat ze de volledige bevoegdheid hebben om er vrij over te beschikken (geen clausule van onvervreemdbaarheid, hypotheekmandaat, enz.).

## **C. INLEIDENDE VERKLARING**

1. De gemeente is eigenaar van het volgende goed:

**"GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE- derde afdeling**

*Een handelspand gelegen aan de Georges Henrilaan 359, ingeschreven ten name van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, derde afdeling, sectie D, nummer 143 Z 27 en volgens een recent uittreksel uit de kadastrale matrix onder nummer(s) 143Z27 P0000, met een oppervlakte van één are vijftienzestig centiares (1a 65ca).*

*Niet-geïndexeerde kadastrale inkomsten: tweeduizend zeventienhonderd eenennegentig euro (€ 2.791,00)".*

Met de perceelidentificatiecode: 143Z27 P0000

Hierna "eigendom A" of "het lijdend erf" genoemd.

Oorsprong van eigendom

De gemeente is eigenaar van voornoemd goed en heeft het verworven van de heer GEENENS Marc Jacques Emile, te Brussel, en mevrouw GEENENS Marie-France Renée Marcelle, te Sint-Lambrechts-Woluwe, bij akte verleden voor notaris Caroline Raveschot, te Sint-Gillis, op 10 juni 2014, overgeschreven op het vijfde hypotheekkantoor op de volgende \$\$ onder referentie \$\$.

Oorspronkelijk en gedurende meer dan dertig jaar vanaf heden, behoorde het goed toe aan mevrouw Josette Victorine Ghislaine ANDRE, te Genval, ten belope van vijf achtsten in volle eigendom en drie achtsten in blote eigendom en aan mevrouw GEENENS Marie-France Renée Marcelle, de heer GEENENS Marc Jacques Emile en mevrouw GEENENS Joëlle Charlotte Alice, elk ten belope van één achtste in blote eigendom.

Mevrouw Joëlle GEENENS overleed in Evere op 4 juni 2003. Haar aandeel in de nalatenschap werd overgenomen door haar overlevende echtgenoot de heer REBOLLO Jacques Alfred Jean, te Evere, ten belope van het vruchtgebruik (indien van toepassing), door haar moeder mevrouw ANDRE Josette, voornoemd, ten belope van een vierde in blote eigendom en door haar broer en zus de heer GEENENS Marc en mevrouw GEENENS Marie-France, voornoemd, samen ten belope van drie vierde in blote eigendom van het deel dat afhankelijk is van de nalatenschap van de overledene.

In de overeenkomst tot verdeling van de nalatenschap van mevrouw Joëlle GEENENS, onderhands ondertekend op 9 december 2004, hebben alle erfgenamen van mevrouw Joëlle GEENENS al hun respectieve rechten op deze nalatenschap geregeld bij akte verleden voor notaris Jean-François Poelman, op 6 juni 2014 heeft de heer REBOLLO Jacques, voornoemd, te Schaarbeek uitdrukkelijk afstand gedaan van zijn eventueel vruchtgebruik van een achtste van het voornoemde goed uit de nalatenschap van zijn echtgenote, akte overgeschreven op het vijfde hypotheekkantoor onder referentie \$\$.

Mevrouw Andre Josette overleed te Etterbeek op 1 november 2012. Haar nalatenschap werd geërfd door haar 2 overlevende kinderen, mevrouw GEENENS Marie-France en de heer GEENENS Marc, elk voor de helft in volle eigendom, die aldus samen de volle eigendom van het voormelde goed herenigden.

2. De consorten VAN AERDEN zijn eigenaars van het volgende goed:

**« GEMEENTE SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE – derde afdeling**

*In een opbrengstwoning op en met grond gelegen te Prekelindenlaan 82,*

*ingeschreven volgens de titel en recent uittreksel uit de kadastrale matrix onder de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, derde afdeling, sectie D, nummer 0143/Y/28/P0001, met een oppervlakte van één are tachtig centiares (1a 80ca).*

*Perceel 2, zijnde het appartement gelegen aan de achterzijde van het pand, bestaande uit:*

*a) in particulier en exclusief eigendom:*

*- op de kelderverdieping: een hal, een badkamer, een watercloset, een kamer en de trap van de begane grond*

*- op de begane grond: een hal met garderobe en berging, een terras, een zit/eetkamer met open haard, een keuken en de trap naar de 1e verdieping*

*- op de 1e verdieping: 2 slaapkamers, doucheruimte*

*b) in mede-eigendom en gedwongen onverdeeldheid: driehonderd achtenvijftigduizendsten (358/1.000sten) onverdeeldheid van de gemeenschappelijke delen met inbegrip van de grond*

*Met perceelidentificatiecode: 0143/Y/28/P0004*

*Zoals beschreven in de basisakte van het onroerend goed opgemaakt door notaris Benoît Colman te Grez-Doiceau op 30 juni 2008, overgeschreven op het vijfde hypotheekkantoor te Brussel onder referentie 51-T-25/07/2008-08633".*

*Hierna "eigendom B" of "het heersend erf" genoemd.*

*Oorsprong van eigendom*

De echtgenoten VAN AERDEN zijn de eigenaars van het voornoemde goed ten gevolge van de volgende gebeurtenissen:

Oorspronkelijk en vanaf vandaag gedurende meer dan dertig jaar, behoorde het eigendom toe aan de heer HUYGENS Pierre Louise Joseph en mevrouw ROBACHE Octavie Marie Ernestine, te Sint-Lambrechts-Woluwe.

Mevrouw ROBACHE Octavie, voornoemd, overleed op 12 december 1997. Haar echtgenoot, de heer HUYGENS Pierre, voornoemd, heeft de helft van de volle eigendom van voornoemd onroerend goed ontvangen krachtens een clause van vermeerdering opgenomen in hun aankoopakte.

De heer Pierre HUYGENS, voornoemd, is overleden op 28 maart 2005. Zijn nalatenschap, waaronder de volle eigendom van voornoemd onroerend goed, werd geschonken aan zijn algemeen legataris, de vereniging zonder winstoogmerk "CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES, SERVICES D'AIDES FAMILIALES, MÉNAGÈRES OU AUTRES", afgekort "Centre familial de Bruxelles", volgens de bepalingen van zijn testament gedicteerd aan notaris Damien Collon te Etterbeek op 17 juni 2004. De vzw "Centre familial de Bruxelles", hierna "het Centrum" genoemd, werd bij beslissing van de minister van Justitie van 23 juni 2006 gemachtigd om het hierboven beschreven legaat te aanvaarden.

Bij akte verleden voor notaris Benoit Colmant, te Grez-Doiceau, op 21 september 2006, ingeschreven op het vijfde hypotheekkantoor te Brussel, onder nummer 51-T-09/10/2006-12799, heeft de vzw "Centre familial de Bruxelles", voornoemd, voornoemd onroerend goed verkocht aan de heer VERTOMMEN Louis Bruno Martin, te Lasne.

Bij akte verleden voor notaris Benoit Colman, te Grez-Doiceau, op 30 juni 2008, ingeschreven op voormeld kantoor onder referentie 51-T-25/07/2008-08634, heeft de heer VERTOMMEN Louis, voornoemd, lot nr. 3 van voornoemd onroerend goed verkocht aan de heer VAN AERDEN Frederic, voornoemd.

Bij akte verleden voor notaris Benoit Colmant te Grez-Doiceau op 30 juni 2008, getranscribeerd in voornoemd kantoor onder nummer 51-T-25/07/2008-08635, heeft de heer Louis VERTOMMEN, voornoemd, de kavels 1 en 2 van voornoemd goed verkocht aan de heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd.

Bij akte verleden voor notaris Jean-François Poelman te Schaarbeek op 1 december 2010, ingeschreven op voormeld kantoor onder referentie 51-T-07/12/2010-12799, heeft de heer VAN AERDEN Frederic, voornoemd, lot nr. 3 van voornoemd goed verkocht aan zijn vader, de heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd.

Bij akte van schenking verleden op 24 april 2017 door notaris Jean-François Poelman, te Schaarbeek, ingeschreven op voormeld kantoor onder referentie 51-T-04/05/2017-04598, heeft de heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd, bij vooruitmaking een schenking gedaan aan zijn zonen:

- Meneer VAN AERDEN Frederic en
- Meneer VAN AERDEN Raphaël

elk van vijftien komma zevenentachtig procent (15,87%) onverdeeld, zijnde samen eenendertig komma vierenzeventig procent (31,74%) onverdeeld van voornoemd eigendom.

Bij akte van schenking ontvangen op 20 mei 2020 door notaris Jean-François Poelman, te Schaarbeek, ingeschreven op voornoemd kantoor onder referentie 51-T-03/06/2020-05776, heeft de heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd, bij vooruitmaking een schenking gedaan aan zijn zonen:

- de heer VAN AERDEN Frederic en
- de heer VAN AERDEN Raphaël

beiden met name genoemd, de volle eigendom van vijftien zevenentachtig percent (15,87%) onverdeeld elk, zijnde samen eenendertig vierenzeventig percent (31,74%) onverdeeld van voormeld goed.

Bij akte van schenking verleden op 22 mei 2023 voor notaris Stephane Van den Bossche te Leuven, getranscribeerd op voormeld kantoor onder nummer 51-T-25/05/2023-05359, heeft de heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd, bij vooruitmaking een schenking gedaan aan zijn zonen:

- De heer VAN AERDEN Frederic en
- de heer VAN AERDEN Raphaël

beiden met name genoemd, de volle eigendom van veertien komma vier twee drie percent (14,423%) ieder onverdeeld, dus samen achtentwintig komma vier zes percent (28,846%) onverdeeld van voormeld goed.

Hieruit volgt dat de volgende personen eigenaar zijn van voornoemd onroerend goed:

- De heer VAN AERDEN Benoit, voornoemd, voor de volle eigendom van zeven punt zes zeven vier percent (7,674%) onverdeeld
- de heer VAN AERDEN Frederic en de heer VAN AERDEN Raphaël, beiden voornoemd, samen voor de volle eigendom van tweeënnegentig tweeënnegentig procent (92,326%) onverdeeld, of elk voor de volle eigendom van zesenvieftig eenenzestig procent (46,163%) onverdeeld.

## **D. OVEREENKOMST**

De aanwezige of vertegenwoordigde comparanten hebben de ondergetekende notaris(sen) verzocht een notariële akte op te maken van de volgende overeenkomst tussen partijen:

1. Teneinde de afvoer van afvalwater (en niet van hemelwater) van perceel B te regelen, zijn partijen het volgende overeengekomen:

a. De gemeente heeft toegezegd op eigen kosten de volgende werkzaamheden uit te voeren:

- de installatie van een inspectiekamer in de tuin van eigendom A, dat zich vervolgens rechts van eigendom B zal bevinden

- de installatie van een riool en de aansluiting van dit riool op de voormelde inspectiekamer op eigendom A

- het aansluiten van voornoemd riool op een riool dat gedeeld wordt door eigendom A en eigendom B en dat door de kelder van het gebouw dat deel uitmaakt van eigendom A loopt.

Al deze werkzaamheden werden uitgevoerd in overeenstemming met het plan in bijlage.

b. De consorten VAN AERDEN, en hun rechthebbenden, verbinden zich ertoe op eigen kosten de volgende werken uit te voeren:

- indien nodig, het plaatsen van een opvoerpomp in eigendom B om aansluiting mogelijk te maken op de hierboven bedoelde achterste inspectiekamer die door de gemeente op eigendom A werd geplaatst.

- De aansluiting van de opvoerpomp/afvalwaterafvoer op de inspectiekamer.

Alle werkzaamheden zullen voor 31.12.2024 worden uitgevoerd.

### **c. Oprichting van een erfdiensbaarheid:**

- op kosten van eigendom A en ten voordele van eigendom B wordt hierbij een eeuwigdurende erfdiensbaarheid gevestigd, kosteloos en zonder animus donandi, voor de afvoer van afvalwater (maar geen regenwater) van eigendom B, dat vervolgens via de liftpomp of de hierboven vermelde afvalwaterafvoer in de inspectiekamer in eigendom A terechtkomt. Vanuit deze kamer wordt het afvalwater (en niet het regenwater) door de zwaartekracht afgevoerd naar de kelders van gebouw A via de bovenvermelde riolen en zoals aangegeven op bovenvermeld plan.

- modaliteiten van de erfdiensbaarheid:

i) De aansluiting van de rioolpomp/lozing op de inspectiekamer blijft de exclusieve verantwoordelijkheid van de eigenaar van eigendom B zonder enige (financiële) tussenkomst van de eigenaar van eigendom A.

ii) Het onderhoud van de inspectiekamer en het riool dat uit deze inspectiekamer komt, blijft de exclusieve verantwoordelijkheid van de eigenaar van eigendom B zonder enige (financiële) tussenkomst van de eigenaar van eigendom A. Daartoe zal de eigenaar van eigendom B verplicht zijn om het riool minstens om de 5 jaar te reinigen. In het geval van verstoppingen in dit deel, blijft eventuele schade de verantwoordelijkheid van de eigenaren van eigendom B.

iii) Om te kunnen voldoen aan de onderhoudsverplichtingen zoals omschreven in de punten i) en ii) hierboven, stemmen de partijen in met een erfdienstbaarheid van toegang door de eigenaar van eigendom B tot eigendom A, op voorwaarde dat ten minste 5 werkdagen voor het genoemde onderhoud een verzoek om toegang wordt ingediend, behalve in het geval van een dringende noodsituatie.

iv) De kosten voor het onderhoud van de gemeenschappelijke riolering worden gedeeld op basis van vijfenzeventig procent (75%) ten laste van eigendom A en vijfentwintig procent (25%) ten laste van eigendom B, behalve in het geval van een interventie die onbetwistbaar is toe te schrijven aan een van beide eigenaars (of een van zijn bewoners), in welk geval de kosten honderd procent (100%) worden gedragen door de eigenaar van de eenheid die de bron is van de storing.

2. In het kader van de globale overeenkomst tussen de partijen verbinden de consortia VAN AERDEN zich ertoe de nodige werken uit te voeren om het regenwater van eigendom B af te voeren via de Prekelindenlaan.

Deze werkzaamheden zullen worden uitgevoerd vóór 31.12.2024.

## **E. VRIJSTELLING VAN AMBSTHALVE INSCHRIJVING**

De algemene administratie van de patrimoniumdocumentatie is uitdrukkelijk vrijgesteld van het maken van een ambtshalve inschrijving op welke grond dan ook bij het overschrijven van deze documenten.

## **F. KOSTEN**

Alle rechten, kosten en vergoedingen die voortvloeien uit deze overeenkomst zijn voor rekening van de consorten VAN AERDEN.

## **G. EINDBEPALINGEN**

### **G.1. BEVESTIGING VAN DE IDENTITEIT**

Ondergetekende, notaris, verklaart dat de identiteit van de verschenen personen is vastgesteld aan de hand van de hierboven vermelde identiteitskaarten en/of gegevens van het Rijksregister. De Rijksregisternummers zijn hierin met uitdrukkelijke instemming van de comparanten opgenomen.

b. Teneinde te voldoen aan het hypotheekrecht, verklaart ondergetekende notaris tevens, overeenkomstig de wet, de juistheid van de achternamen, voornamen, geboorteplaatsen en geboortedata van de partijen bij deze overeenkomst, op basis van gegevens uit het Nationaal Register van Natuurlijke Personen, de identiteitskaart of de huwelijksakte.

### **G.2. KEUZE VAN DOMICILIE**

Voor de uitvoering van deze overeenkomst kiezen de partijen domicilie in hun respectieve woonplaatsen (of maatschappelijke zetel) zoals hierboven aangegeven.

### **G.3. ORGANIEKE WET OP HET NOTARIAAT**

De comparanten erkennen dat zij door de notarissen op de hoogte zijn gebracht van de werkingssfeer van artikel 9, lid 1, tweede alinea, van de wet betreffende de organisatie van het notariaat, dat als volgt luidt

*"Wanneer de notaris het bestaan van tegenstrijdige belangen of onevenredige verbintenissen vaststelt, vestigt hij de aandacht van de partijen op het feit dat het elk van hen vrij staat een andere notaris aan te wijzen of zich door een adviseur te laten*

*bijstaan. De notaris vermeldt dit in de notariële akte".*

#### **G.4. SCHRIJFRECHT**

Het schrijfrecht bedraagt honderd euro (€ 100,00)

#### **G.5. VERZENDING VAN DE AKTE**

De partijen hebben toegang tot een digitale kopie van deze akte via de link "mijn notariële akten" op de website [www.notaire.be](http://www.notaire.be) of op het platform [www.izimi.be](http://www.izimi.be). Op eerste verzoek kan een digitale of papieren kopie worden verstrekt.

#### **G.6. KENNIS VAN DE TAAL VAN DE AKTE**

Alle comparanten verklaren de Franse taal voldoende te beheersen, zodat geen vertaling van de inhoud van deze akte en eventuele bijlagen is vereist.

#### **WAARVAN AKTE**

De partijen verklaren kennis te hebben genomen van het ontwerp van onderhavige akte op \$ en dat deze termijn voldoende is geweest om er kennis van te nemen.

Gedaan en verleden te Sint-Lambrechts-Woluwe, in het advocatenkantoor.

En na voorlezing met commentaar, wat betreft de gedeelten van de akte waarnaar de wet in dit verband verwijst en de wijzigingen aan het ontwerp aangebracht, en wat betreft de overige bepalingen van de akte, wat betreft het geheel, hebben partijen met Ons, notaris(sen), getekend.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0066 **Rue Dries - Parcelle 21672C0021/00D002 (partie) - Terrain - Vente de gré à gré avec publicité - Biddit - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que la commune est propriétaire de la parcelle cadastrale 21672C0021/00D002 située rue Dries ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune de vendre une partie de ce bien afin de se procurer des recettes financières supplémentaires visant à financer des besoins collectifs ;

Vu le procès-verbal de mesurage établi le 22/02/2024 et déterminant précisément les limites du bien à mettre en vente ;

Vu l'estimation du 06/06/2024 établie par M. Denis PIERLOT, expert immobilier, fixant la valeur vénale du bien à 410.000 EUR ;

Considérant que la crise sanitaire a permis un développement important du recours à la plateforme de vente en ligne de la fédération des notaires de Belgique, [biddit.be](http://biddit.be) ;

Considérant qu'une procédure de vente de gré à gré est disponible sur cette

plateforme ;

Vu la circulaire du 22/12/2015 relative à l'acquisition ou à l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Considérant que celle-ci prévoit, sauf exception motivée, l'application des principes d'égalité et de publicité et la faculté de vendre de gré à gré au plus offrant moyennant le respect de ces principes ;

Considérant que cette procédure proposée permet d'assurer le respect de ces principes moyennant une motivation quant au choix de l'offre retenue ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'approuver la vente de gré à gré avec publicité via la plateforme de vente en ligne (biddit) d'une partie de la parcelle cadastrale 21672C0021/00D002 située rue Dries à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;
- de fixer le prix minimum à 410.000 EUR pendant les trois premiers mois de publicité ;
- d'autoriser la diminution du prix minimum à 390.000 EUR à partir du quatrième mois de publicité ;
- d'autoriser la diminution du prix minimum à 370.000 EUR à partir du septième mois de publicité ;
- de donner délégation au Collège des bourgmestre et échevins pour fixer les modalités pratiques de la vente, décider de diminuer le prix minimum conformément au calendrier ci-dessus, négocier avec les candidats acquéreurs et éventuellement retirer le bien de la vente moyennant motivation ;
- d'approuver le projet de compromis et le modèle d'offre tels que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

33 votants : 33 votes positifs.

**Driesstraat - Perceel 21672C0021/00D002 (deel) - Terrein - Onderhandse verkoop met bekendmaking - Biddit - Goedkeuring.**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente eigenaar is van het kadastraal perceel 21672C0021/00D002 gelegen in de Driesstraat;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om een deel van dit goed te verkopen om zo bijkomende financiële inkomsten te verkrijgen om collectieve behoeften te financieren;

Gelet op het proces-verbaal van opmeting van 22/02/2024, dat de grenzen van het te koop aan te bieden goed nauwkeurig bepaalt;

Gelet op de schatting van 06/06/2024 opgesteld door dhr. Denis PIERLOT, vastgoedexpert, die de marktwaarde van het goed vaststelt op 410.000 EUR;

Overwegende dat de gezondheidscrisis heeft geleid tot een aanzienlijke toename van het gebruik van het online verkoopplatform van de federatie van Belgische notarissen, biddit.be;

Overwegende dat op dit platform een procedure voor onderhandse verkoop beschikbaar is;

Gelet op de omzendbrief van 22/12/2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Overwegende dat deze laatste, behoudens gerechtvaardigde uitzonderingen, voorziet in de toepassing van de gelijkheids- en bekendmakingsbeginselen en de mogelijkheid tot onderhandse verkoop aan de hoogste bieder mits deze beginselen worden nageleefd;

Overwegende dat deze voorgestelde procedure het mogelijk maakt om de naleving van deze beginselen te waarborgen mits de keuze van het geselecteerde bod wordt gemotiveerd;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 13/06/2024;

BESLIST:

- de onderhandse verkoop met bekendmaking via het online verkoopplatform (biddit) goed te keuren voor een deel van het kadastraal perceel 21672C0021/00D002 gelegen in de Driesstraat te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe;
- de minimumprijs vast te stellen op 410.000 EUR voor de eerste drie maanden van bekendmaking;
- toe te staan dat de minimumprijs wordt verlaagd tot 390.000 EUR vanaf de vierde maand van bekendmaking;
- toe te staan dat de minimumprijs wordt verlaagd tot 370.000 EUR vanaf de zevende maand van bekendmaking;
- het College van burgemeester en schepenen te machtigen om de praktische modaliteiten van de verkoop vast te stellen, tot verlaging van de minimumprijs overeenkomstig bovenvermelde tijdschema te beslissen, met de kandidaatkopers te onderhandelen en, indien nodig, het goed met motivering uit de verkoop te halen;
- het ontwerpcompromis en het modelbod zoals in bijlage uiteengezet goed te keuren.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0067 **Rue Saint-Lambert 114/116 - Convention - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'acte d'emphytéose du 29/07/1986 relatif aux maisons sises rue Saint-Lambert 114-116 au profit de la société LE CENT SEIZE pour une durée de 40 ans ;

Considérant que cet acte prévoit que le bien doit être rendu libre de droit ;

Considérant que ce droit réel prendra donc fin au 30/07/2026 ;

Considérant que le représentant de la société LIBRAIRIE A LIVRE OUVERT, locataire des locaux commerciaux, sollicite de pouvoir poursuivre son activité commerciale à l'issue de ce droit d'emphytéose ;

Considérant que l'état du commerce ne constitue pas un frein à la poursuite de cette activité ;

Vu le rapport de M. VANOBBERGHEN, agent immobilier et administrateur de la société EXPERTISSIMMO, estimant la valeur locative de cette occupation entre 2.000 EUR et 2.250 EUR ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE d'approuver le bail commercial repris ci-dessous :

### **BAIL COMMERCIAL**

ENTRE :

la commune de Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des bourgmestre et échevins en la personne de ..., bourgmestre et ..., secrétaire communal, agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 24/06/2024,

ci-après dénommée « la commune »,  
d'une part,

ET

la SPRL LIBRAIRIE A LIVRE OUVERT (0414.323.127), ayant son siège rue Saint-Lambert 116 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représenté(e) par ..., agissant en qualité de gérant,

ci-après dénommée « le locataire »,  
d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ACCEPTE CE QUI SUIIT :

#### **Article 1 - Objet - Durée**

La commune donne à bail commercial au locataire, qui accepte, pour une période de neuf années consécutives, à partir du 01/08/2026, pour prendre fin de plein droit 9 ans

plus tard, et sans que le locataire ne puisse invoquer la tacite reconduction, le commerce ainsi que les caves accessoires de celui-ci et son jardin sis à Woluwe-Saint-Lambert, rue Saint-Lambert 114-116 et tel que repris aux plans joints à l'annexe 2.

Le locataire déclare accepter le bien loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'occuper actuellement en vertu d'un bail commercial signé avec la SPRL LE CENT SEIZE, propriétaire emphytéote.

Le locataire pourra mettre fin au bail à l'expiration de la troisième et de la sixième année, moyennant un préavis de six mois signifié par lettre recommandée à la poste ou par exploit d'huissier.

Sauf disposition contraire reprise ci-dessous, le présent contrat est soumis à la loi du 30/04/1951 et à toute législation s'appliquant aux baux commerciaux.

#### Article 2 - Destination

Les locaux donnés en location seront affectés à l'exploitation d'un magasin de livres (minimum 75 % des produits en rayons). Cette destination est un élément essentiel du contrat et il ne pourra y être dérogé sans accord express du Conseil communal.

#### Article 3 - Etat des lieux

Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur de la présente convention, un état des lieux détaillé du bien sera établi par les parties, contradictoirement et à frais communs, le cas échéant, par un expert choisi de commun accord des parties ou, à défaut d'accord, désigné à la requête de la partie la plus diligente, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, chambres francophones.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la commune devra restituer les locaux en parfait état, sous réserve de l'usure normale.

Les parties conviennent qu'à la fin de la présente convention, un état des lieux détaillé sera établi, à frais communs, par un expert désigné conformément à ce qui est dit ci-dessus, l'expert ainsi désigné étant chargé notamment de relever les index de tous les compteurs et de déterminer les dégâts et dommages éventuels au bien ainsi que de déterminer les indemnités à prévoir pour la remise en état et l'indisponibilité éventuelle des locaux et de fixer les montants à acquitter par la commune.

#### Article 4 - Loyer

Le loyer s'élève à **2.250,00 EUR** par mois.

Le loyer et les charges locatives éventuelles sont payables anticipativement, avant le 10 du mois auquel ils se rapportent, au compte IBAN n° BE39 0910 1186 2119 de l'Administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

A défaut de paiement de tout ou d'une partie du loyer et/ou des charges locatives, le montant restant dû sera majoré de plein droit et sans mise en demeure préalable d'un intérêt fixé au taux légal, tout mois commencé étant dû. En outre, tout montant impayé à son échéance sera majoré de plein droit et sans mise en demeure d'une indemnité forfaitaire et irréductible de 10 %.

Le loyer, les redevances et les charges locatives sont dus par le locataire jusqu'à la fin du bail ou jusqu'à la date de la remise des clés, au cas où le locataire n'aurait pas quitté les locaux à la date prévue.

#### Article 5 - Indexation

A moins que la loi n'en dispose autrement, le loyer sera adapté chaque année, à la date

anniversaire de l'entrée en vigueur du bail, en fonction de l'indice des prix à la consommation et selon la formule suivante :

$$\text{Loyer} = \frac{\text{loyer de base X indice du mois précédant l'adaptation}}{\text{Indice de départ}}$$

L'indice de départ est celui du mois qui précède l'entrée en vigueur de la convention.

#### Article 6 - Garantie

1) En garantie de la bonne exécution de ses obligations, le locataire aura constitué, avant la remise des clés du bien loué, une garantie équivalente à **deux mois** de loyer.

Cette somme sera placée par les parties sur un **compte individualisé** ouvert au nom du locataire, soit auprès d'une institution publique de crédit, soit auprès d'une banque, soit auprès d'une caisse d'épargne.

Les intérêts produits par la somme ainsi placée seront capitalisés.

Par ce placement, la commune acquiert le privilège sur l'actif du compte pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations du locataire.

2) Le locataire aura également la faculté de servir une garantie sous forme de **garantie bancaire**, pour autant que celle-ci soit équivalente à **trois mois** de loyer et que le texte et le choix de la banque soient **préalablement agréés par la commune**.

En outre, le locataire veillera, tous les trois ans, à ce que la garantie corresponde à au moins trois mois de loyer.

#### Article 7 - Charges

Sont à charge du locataire :

- les frais découlant de sa consommation privée d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage ainsi que l'abonnement à ces services ;
- les frais de téléphone ainsi que l'abonnement à ces services ;
- les frais, taxes, redevances, abonnements relatifs à la radio, la télévision ou la télédistribution ;
- le nettoyage des locaux occupés et du trottoir de l'immeuble.

En l'absence de compteurs individualisés ou de convention particulière, la répartition des frais communs et des consommations d'énergie sera calculée au prorata des surfaces occupées.

Au moins une fois par an, un décompte détaillé des charges sera adressé par la commune au locataire.

Hormis les entretiens et réparations incombant aux occupants conformément à la doctrine et jurisprudence constante, la commune assure la gestion technique de l'immeuble. En cas de problème, le locataire est invité à s'adresser à la commune et est tenu de lui signaler immédiatement

1. Tout trouble de fait et de droit relatif au bien loué ;
2. Tout dommage dont la réparation est à charge du bailleur.

A défaut d'avoir averti la commune, le locataire est tenu pour responsable de toute aggravation du dommage et peut être tenu d'indemniser la commune de ce chef.

## Article 8 - Assurances

Avant son entrée dans les lieux, le locataire est tenu d'apporter la preuve qu'il a contracté une assurance contre les risques d'incendie, de bris de vitres, de la foudre, des explosions de gaz et d'essence, et de l'électricité, les recours contre les tiers et les dégâts des eaux pour la valeur totale du bien donné en location et de son équipement.

Le locataire sera tenu de justifier, à chaque demande de la commune, le paiement des primes d'assurances.

## Article 9 - Taxes et impôts

Le locataire supporte les impôts ou taxes relatifs à la jouissance ou l'utilisation du bien loué (p. ex., taxe d'enlèvement des immondices).

Le précompte immobilier est à charge du locataire.

## Article 10 - Entretien des locaux, travaux de réparation et d'amélioration

### 10.1.

Le locataire supportera tous les frais de réparations et entretiens dits locatifs. Il sera, entre autres, tenu pendant toute la durée de l'occupation :

- d'utiliser et d'entretenir les lieux loués en personne « prudente et raisonnable », de nettoyer régulièrement les coupe-air, d'entretenir le W.C. et d'éviter les obstructions, et de faire ramoner les cheminées au moins une fois par an. En conséquence, le locataire déclare accepter la responsabilité et les réparations tant des dommages qui pourraient résulter de l'inobservation des obligations imposées que de ceux occasionnés par le gel aux canalisations d'eau et par l'obstruction aux tuyaux de décharge. Le locataire s'engage aussi à remplacer à ses frais les vitres qui seraient brisées dans le bien loué pour quelque cause que ce soit ;
- de conclure un contrat d'entretien de la chaudière et du brûleur avec un installateur agréé sauf si la commune a souscrit un contrat « omnium » pour l'ensemble de ses installations, auquel cas, la partie « entretien » lui sera portée en compte dans le calcul des charges ;
- d'assurer le ramonage annuel des cheminées utilisées à titre privatif ;
- d'assurer le remplacement des vitres brisées ;
- de faire l'entretien des revêtements des murs et des sols, ainsi que des portes, fenêtres, volets, serrures, etc. ;
- de faire l'entretien des jardins privatifs ;
- de faire l'entretien de l'alarme incendie ;
- de faire l'entretien de l'alarme intrusion ;
- ...

### 10.2.

Le locataire autorise la commune à effectuer tous les travaux de réparation, d'amélioration et de transformation qu'elle jugerait nécessaires ou utiles, quelles que soient la nature et la durée de ces travaux même si ceux-ci devaient durer plus de 40 jours. Dans ce cas, la commune appliquera une réduction de loyer de 25 % pour la durée des travaux excédant 40 jours.

### 10.3.

Les délégués de la commune ont le droit de visiter le bien loué en présence du locataire ou de la personne désignée par lui, pour y vérifier la bonne exécution des

obligations du locataire et l'état des lieux loués.

#### Article 11 - Cession - Sous-location

Le locataire ne pourra céder ou sous-louer le bien loué sans le consentement préalable, exprès et écrit de la commune.

Par application de l'article 10 de la loi du 30/04/1951 sur les baux commerciaux, en vue de la protection du fonds de commerce, le locataire pourra néanmoins céder ou sous-louer l'intégralité du bien loué, ensemble avec la cession ou la location du fonds de commerce dans les formes et sous les conditions prévues à l'article susdit, la commune se réservant le droit de s'y opposer.

#### Article 12 - Droit de préférence

En cas de vente du bien loué, le locataire bénéficie d'un droit de préférence.

A cet effet, la commune s'engage à notifier au locataire, par lettre recommandée avec accusé de réception, le prix et les conditions auxquelles elle est disposée à vendre le bien. Le prix ne pourra être inférieur à l'estimation du receveur de l'enregistrement. Les preneurs disposent de trente jours calendrier à dater de la notification de l'offre du bailleur, pour notifier à celui-ci, par la même voie, son acceptation ou son refus. L'absence de réponse dans les trente jours équivaut à un refus.

#### Article 13 - Fin de bail

13.1.

En cas de vente de l'immeuble, la commune entend réserver la faculté pour l'acquéreur de mettre fin anticipativement au bail moyennant un préavis d'un an donné dans les trois mois de l'acquisition, et ce pour l'un des motifs et moyennant les conditions prévues à l'article 12 de la loi du 30/04/1951 sur les baux commerciaux sous réserve de droit éventuel pour le locataire à l'indemnité d'éviction prévue à l'article 26 de la susdite loi.

13.2.

Dès le début du sixième mois qui précède l'expiration du bail, le locataire devra permettre à la commune d'apposer sur le bien loué des affiches annonçant la mise en location de ce bien et le laisser visiter les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine, de quatorze à seize heures.

13.3.

Pendant la durée du préavis, les parties conviennent du jour et de l'heure où l'état des lieux de sortie contradictoire sera établi. Cet état des lieux sera signé par le locataire ou par son représentant muni d'une autorisation écrite.

Si les parties ne sont pas d'accord sur le jour et l'heure de l'état des lieux, ceux-ci seront fixés par la commune et communiqués au locataire par lettre recommandée au moins 8 jours à l'avance.

Si le locataire ou son représentant muni d'une autorisation écrite n'était pas présent aux jour et heure convenus ou fixés pour l'établissement de l'état des lieux, cette absence entraînera de sa part la reconnaissance inconditionnelle de l'exactitude de l'état des lieux qui sera établi à l'initiative de la commune.

#### Article 14 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, le locataire fait élection de domicile dans le bien loué

à partir de l'entrée en vigueur du bail jusqu'à la fin de celui-ci.

### Article 15 - Enregistrement

Les formalités d'enregistrement du présent bail sont effectuées par le locataire et à ses frais.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, le ..., en trois exemplaires.

Chaque signataire reconnaît avoir reçu un exemplaire.

Pour le locataire,

....

Pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert,

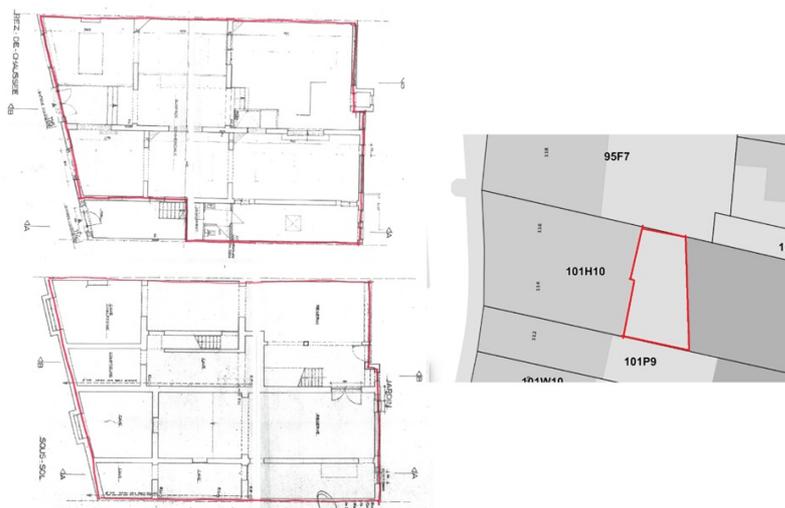
Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

...

...

ANNEXE 1 : plans (limite rouge)



L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

## **Sint-Lambertusstraat 114/116 - Overeenkomst - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

### **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

#### **Enseignement francophone - Franstalig onderwijs**

24.06.2024/A/0068 **Ecoles communales - Directrice subventionnée - Démission - Prise d'acte - Mme Catherine GOEVAERT.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 29/05/2024 par laquelle Mme Catherine GOEVAERT offre la démission de ses fonctions de directrice de l'école Prince Baudouin à titre temporaire, subventionnée aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, avec effet rétroactif au 04/04/2024 à 24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND ACTE de la démission, avec effet au 04/04/2024 à 24h, que :

Mme Catherine GOEVAERT,  
née à Vilvoorde, le 16/04/1980,  
domiciliée Sint-Amandsstraat 36 à 1853 Strombeek-Bever,

offre de ses fonctions de directrice de l'école Prince Baudouin à titre temporaire, subventionnée aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerde directrice - Ontslag - Akteneming - Mw. Catherine GOEVAERT.**

De Raad neemt akte.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant qu'un emploi de directeur/trice est vacant à l'école Van Meyel ;

Considérant qu'en séance du 14/12/2020, M. Nicolas LIGOT a été admis au stage à la fonction de directeur de l'école Van Meyel, à raison de 24 périodes subventionnées/semaine, avec effet au 15/12/2020 ;

Considérant qu'en séance 18/12/2023, le stage de M. Nicolas LIGOT a été prolongé jusqu'au 14/06/2024 car il ne possédait pas encore l'attestation de suivi de la formation/accompagnement d'intégration au moment de l'insertion professionnelle (30 heures) qui a pour finalité d'accompagner les directeurs lors de leur entrée en fonction et de les aider à transférer dans leur quotidien les acquis des modules de formation « inter-réseaux » et « réseau » ;

Considérant que M. Nicolas LIGOT dispose à présent de cette attestation ;

Considérant que M. Nicolas LIGOT est titulaire des 5 attestations de réussite des modules de formation et de l'attestation de suivi de la formation/accompagnement d'intégration ;

Considérant que l'évaluation de sa troisième année de stage porte la mention « favorable » ;

Considérant que M. Nicolas LIGOT a une ancienneté de service de plus de 6 ans ;

Considérant que M. Nicolas LIGOT remplit donc les conditions requises pour être nommé à titre définitif en qualité de directeur de l'école Van Meyel ;

Vu l'avis de la CGSP émis par courriel le 06/06/2024 et l'avis de la SLFP émis par courriel le 07/06/2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28/08/1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, tel que modifié ;

Considérant que les conditions fixées par la loi du 30/07/1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement telle que modifiée sont respectées ;

Vu la loi du 29/05/1959 relative à l'organisation de l'enseignement, telle que modifiée ;

Vu le décret du 02/02/2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, tel que modifié ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PROCEDE au vote par bulletins secrets pour la nomination à titre définitif à la fonction de directeur à l'école communale primaire et maternelle du régime linguistique français Van Meyel, à raison de 24 périodes subventionnées/semaine, avec effet rétroactif au 15/06/2024 ;

Du dépouillement du scrutin, il résulte que M. Nicolas LIGOT a obtenu 33 voix.

En conséquence, est nommé à titre définitif à la fonction de directeur de l'école Van Meyel, à raison de 24 périodes subventionnées/semaine, avec effet rétroactif au 15/06/2024 :

M Nicolas LIGOT,  
né à Etterbeek, le 09/10/1976,  
domicilié avenue Paul Hymans 120/39 en c/c,  
porteur du diplôme d'Agrégé de l'Enseignement Secondaire Inférieur - Section : normale secondaire (éducation physique, sport et loisirs), délivré en langue française par la Haute Ecole Francisco Ferrer, rue de la Fontaine 4 à 1000 Bruxelles, le 11/09/2002.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Décision prise par scrutin secret.  
33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeenteschool "Van Meyel" - Directeur - Vaste benoeming - Goedkeuring - Dhr. Nicolas LIGOT**

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0070 **Ecoles communales - Directeur à titre définitif - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Prolongation - Approbation - M. Paul DE GROOTE.**

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 16/05/2024 par lequel M. Paul DE GROOTE, directeur à titre définitif de l'école Vervloesem, sollicite une prolongation de sa mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, tel que modifié, relatifs à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

APPROUVE la prolongation de la mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Paul DE GROOTE,  
né à Uccle, le 27/04/1965,  
domicilié rue du Buston 19 à 1342 Limelette,  
directeur à titre définitif à l'école Vervloesem.

Aucun traitement ne lui sera alloué pendant cette période.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Vastbenoemde directeur - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Paul DE GROOTE.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0071 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type IV) à ¼ temps - Approbation - Mme Pascale LEFEBVRE.**

LE CONSEIL,

Vu le courriel daté du 03/06/2024 par lequel Mme Pascale LEFEBVRE, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales du régime linguistique français, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type IV) à 1/4 temps, avec effet au 01/10/2024 ;

Vu l'arrêté royal du 31/03/1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié, et plus particulièrement son article 8 ;

Vu la circulaire n° 7198 du 27/06/2019 relative aux mesures d'aménagement de fin de carrière ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite (type IV) à 1/4 temps, avec effet au 01/10/2024, de :

Mme Pascale LEFEBVRE,  
née à Etterbeek, le 26/08/1964,  
domiciliée Gulledelle 93/11 en c/c,  
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son

intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - 1/4-tijdse terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voorafgaand aan het rustpensioen (type IV) - Goedkeuring - Mw. Pascale LEFEBVRE.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0072 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - Mme Lara WERGIFOSSE.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 01/05/2024 par laquelle Mme Lara WERGIFOSSE, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein (24 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, tel que modifié, relatifs à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle à temps plein (24 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Lara WERGIFOSSE,  
née à Watsa (Zaïre), le 07/02/1974,  
domiciliée clos Bel Horizon 4 en c/c,  
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

Aucun traitement ne lui sera alloué pendant cette période.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel -  
Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring -  
Mw. Lara WERGIFOSSE.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0073 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour mission spéciale - Prolongation - Approbation - Mme Christine HAELTERMAN.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 13/05/2024 par laquelle Mme Christine HAELTERMAN, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de sa mise en disponibilité pour mission spéciale portant sur 24 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, afin d'exercer la fonction de conseillère pédagogique aux écoles communales de Saint-Gilles ;

Vu le décret de la Communauté française du 24/06/1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié, et notamment son article 5 ;

Considérant que cette activité est exercée dans l'intérêt de l'enseignement ;

Considérant que ce détachement et le remplacement qui en découle sont compatibles avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la prolongation de la mise en disponibilité pour mission spéciale portant sur 24 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Christine HAELTERMAN,  
née à Uccle, le 25/07/1961,  
domiciliée avenue de l'Excursion 17 en c/c.,  
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel -  
Terbeschikkingstelling voor speciale opdracht - Verlenging - Goedkeuring - Mw.  
Christine HAELTERMAN.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0074 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé pour  
l'accomplissement d'un stage dans un établissement d'enseignement organisé ou  
subventionné par la Communauté française - Prolongation - Approbation - Mme  
Pascale DE NORRE.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 06/05/2024 par laquelle Mme Pascale DE NORRE, institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, demande de pouvoir bénéficier d'une prolongation de son congé pour l'accomplissement d'un stage dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Considérant que ce détachement et le remplacement qui en découle sont compatibles avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour l'accomplissement d'un stage dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Pascale DE NORRE,  
née à Watermael-Boitsfort, le 01/08/1965,  
domiciliée rue de Renaix 32 à 7890 Ellezelles,  
institutrice primaire à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor het voldoen van een stage in een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinstelling - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Pascale DE NORRE.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0075 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé ou d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française - Modification - Approbation - M. Michel GALESLOOT.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 23/05/2024 par laquelle M. Michel GALESLOOT, instituteur maternel à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé ou d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à temps plein (26 périodes/semaine), à partir du 01/09/2023 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Considérant que ce congé et le remplacement qui en découle sont compatibles avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

APPROUVE le congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé ou d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, à temps plein (26 périodes/semaine), à partir du 01/09/2023, de :

M. Michel GALESLOOT,  
né à Ixelles, le 20/11/1975,  
domicilié Diestsesteenweg 19/4 à 3300 Tienen,  
instituteur maternel à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

Cette décision remplace et annule la décision du Conseil communal du 22/05/2023 (réf. #018/22.05.2023/A/0059#).

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son

intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof om een stage te doen in een andere betrekking van de Staat, van een gemeenschap, van een gewest, van de provincies, van de gemeenten, van een daarmee gelijkgestelde openbare instelling of van een onderwijsinstelling georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap - Wijziging - Goedkeuring - Dhr. Michel GALESLOOT.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0076 **Ecoles communales - Personnel enseignant subventionné - Interruption partielle de la carrière professionnelle - Annulation - Prise d'acte - Mme Virginie SIOEN.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 27/05/2024 approuvant le congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle à raison d'1/5 temps (5 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 22/08/2025, de Mme Virginie SIOEN, institutrice maternelle à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français ;

Vu le courriel du 30/05/2024 par lequel Mme Virginie SIOEN demande l'annulation de ce congé ;

Vu la loi de redressement du 22/01/1985 contenant des dispositions sociales, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 12/08/1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux ;

Vu la circulaire n° 5753 du 06/06/2016 relative aux interruptions de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PREND ACTE de l'annulation du congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle à raison d'1/5 temps (5 périodes/semaine), du 26/08/2024 au 22/08/2025 de :

Mme Virginie SIOEN,  
née à Mouscron, le 21/06/1970,  
domiciliée rue Ernest Laurent 67 à 1420 Braine-l'Alleud,  
institutrice maternelle à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

Cette décision annule la décision du Conseil communal du 27/05/2024 (réf. #018/27.05.2024/A/0063#).

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Deeltijdse loopbaanonderbreking - Annulering - Akteneming - Mw. Virginie SIOEN.**

De Raad neemt akte.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0077 **Ecoles communales - Personnel paramédical subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Emilie BERTRAND.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 28/05/2024 par laquelle Mme Emilie BERTRAND, logopède à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, portant sur 14 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de

l'enseignement, et plus particulièrement son article 3, portant sur 14 périodes/semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Emilie BERTRAND,  
née à Uccle, le 03/08/1985,  
domiciliée avenue des Saisons 100/25 à 1050 Ixelles,  
logopède à titre définitif aux écoles communales primaires et maternelles du régime linguistique français.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentescholen - Gesubsidieerd paramedisch personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Emilie BERTRAND.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0078 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel subventionné - Direction - Admission au stage - Mme Olivia SPRUMONT.**

LE CONSEIL,

Considérant que M. Yves DEGUELLE, actuel directeur de l'Académie Paul-Baudouin Michel, sera pensionné le 30/11/2024 à 24h.;

Considérant que l'emploi de directeur/trice de l'Académie Paul-Baudouin Michel sera vacant le 01/01/2025 ;

Vu l'appel interne et externe aux candidats à une admission au stage dans la fonction de directeur/trice à l'Académie Paul Baudouin Michel diffusé le 14/03/2024 ;

Vu les actes de candidature à ce poste introduits par Mme Olivia SPRUMONT et M. Niranjan WIJEWICKREMA ;

Considérant que la commission de sélection a auditionné individuellement chaque candidat, le 04/06/2024, afin d'aborder les responsabilités et les compétences liées à la fonction de direction d'école ;

Vu le rapport reprenant le classement des candidats et les informations relatives aux candidats motivant ce classement, établi par la commission de sélection le 04/06/2024 ;

Considérant que Mme Olivia SPRUMONT remplit les conditions fixées par l'article 57 du décret du 02/02/2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, tel que modifié ;

Vu la loi du 29/05/1959 relative à l'organisation de l'enseignement, telle que

modifiée ;

Considérant que les conditions fixées par la loi du 30/07/1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement telle que modifiée sont respectées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28/08/1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécialisé, tel que modifié ;

Vu le décret du 02/02/2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, tel que modifié ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

PROCEDE au vote par bulletins secrets pour l'admission au stage à la fonction de directrice à l'Académie Paul-Baudouin Michel, subventionnée à raison de 36/36, avec effet au 01/12/2024 :

Du dépouillement du scrutin, il résulte que Mme Olivia SPRUMONT a obtenu 33 voix.

En conséquence, est admise au stage à la fonction de directrice à l'Académie Paul-Baudouin Michel, subventionnée à raison de 36/36, avec effet au 01/12/2024 :

Mme Olivia SPRUMONT,  
née à Braine-l'Alleud, le 31/10/1990,  
domiciliée rue de Beurieux 68 à 1490 Court-Saint-Etienne,  
titulaire d'un diplôme de Master en scénographie, délivré par l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de La Cambre, le 02/07/2013 et d'une Agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, délivrée par l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de La Cambre, le 02/07/2014.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd personeel - Directie - Toelating tot proefperiode - Mw. Olivia SPRUMONT.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0079 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pré-pension - Approbation - Mme Hélène MOULIN.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 30/04/2024 par laquelle Mme Hélène MOULIN, professeur de rythmique, à raison de 8 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé pré-pension, du 26 au 31/08/2024 ;

Vu l'arrête royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrête royal du 22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire né 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE le congé pré-pension, du 26 au 31/08/2024, de :

Mme Hélène MOULIN,  
n e au Mans (France), le 17/11/1960,  
domicili e avenue Pénélope 39   1190 Forest,  
professeur de rythmique, à raison de 8 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof "brugpensioen" - Goedkeuring - Mw. Hélène MOULIN.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0080 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Démission pour pension - Prise d'acte - Mme Hélène MOULIN.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 30/04/2024 par laquelle Mme Hélène MOULIN offre, en vue de faire valoir ses droits à la pension, la démission de ses fonctions de professeur de rythmique, à raison de 8 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, avec effet au 31/08/2024   24h ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

PREND ACTE de la démission que :

Mme Hélène MOULIN,  
née au Mans (France), le 17/11/1960,  
domiciliée avenue Pénélope 39 à 1190 Forest,

offre de ses fonctions de professeur de rythmique, à raison de 8 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, en vue de faire valoir ses droits à la pension, avec effet au 31/08/2024 à 24h.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Ontslag wegens pensioen - Akteneming - Mw. Hélène MOULIN.**

De Raad neemt akte.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0081 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - Mme Rozanne DESCHEEMAEKER.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 09/05/2024 par laquelle Mme Rozanne DESCHEEMAEKER, professeur de cor, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 5 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 04/07/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, tel que modifié, relatifs à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 5

périodes par semaine, pour la période allant du 26/08/2024 au 04/07/2025, de :

Mme Rozanne DESCHEEMAEKER,  
née à Asse, le 09/12/1990,  
domiciliée rue Herman 37 à 1030 Schaerbeek,  
professeur de cor, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring - Mw. Rozanne DESCHEEMAEKER.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0082 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Prolongation - Approbation - Mme Anne-France FOSSEUR.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 13/04/2024 par laquelle Mme Anne-France FOSSEUR, professeur de piano, à raison de 3 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une prolongation de sa mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 3 périodes par semaine, du 24/06/2024 au 26/11/2026 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, tel que modifié, relatifs à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la prolongation de la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 3 périodes par semaine, pour la période allant du 24/06/2024 au 26/11/2026, de :

Mme Anne-France FOSSEUR,

née à Etterbeek, le 13/04/1973,  
domiciliée avenue des Dix Arpents 39C/1 en c/c,  
professeur de piano, à raison de 3 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Anne-France FOSSEUR.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0083 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Prolongation - Approbation - M. Andres SOLER CASTANO.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 21/05/2024 par laquelle M. Andres SOLER CASTANO, professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 11 périodes par semaine et professeur de piano, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une prolongation de sa mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 16 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 18/01/1974, tel que modifié, relatifs à la disponibilité pour convenance personnelle du personnel enseignant ;

Vu les articles 56 et 57 du décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

APPROUVE la prolongation de la mise en disponibilité pour convenance personnelle, à raison de 16 périodes par semaine, pour la période allant du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Andres SOLER CASTANO,  
né à Almeria (Espagne), le 19/11/1985,  
domicilié avenue de la Renaissance 52/22 à 1000 Bruxelles,

professeur chargé de l'accompagnement au piano, à raison de 11 périodes par semaine et professeur de piano, à raison de 5 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Andres SOLER CASTANO.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0084 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites accordé au membre du personnel âgé de 50 ans - Approbation - Mme Laurence GENEVOIS.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 28/05/2024 par laquelle Mme Laurence GENEVOIS, professeur de violon, à raison de 6 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé pour prestations réduites accordé au membre du personnel âgé de 50 ans, à raison de 6 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16/02/1990 relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite, tel que modifié ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

APPROUVE le congé pour prestations réduites accordé au membre du personnel âgé de 50 ans, à raison de 6 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Laurence GENEVOIS,  
née à Gosselies, le 03/06/1967,  
domiciliée rue Saint-Corneille 50 à 1320 Hamme-Mille,  
professeur de violon, à titre définitif, à raison de 6 périodes par semaine, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties vanaf de leeftijd van 50 jaar - Goedkeuring - Mw. Laurence GENEVOIS.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0085 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle - Prolongation - Approbation - Mme Marie-Pierre KINIQUE.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 21/05/2024 par laquelle Mme Marie-Pierre KINIQUE, professeur de formation musicale, à raison de 24 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une prolongation de son congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 8 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu les arrêtés royaux n° 74 du 20/07/1982 et n° 94 du 28/09/1982 relatifs aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tels que modifiés ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 8 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Marie-Pierre KINIQUE,  
née à Namur, le 08/03/1968,  
domiciliée chaussée d'Alsemberg 1033C/96 à 1180 Uccle,  
professeur de formation musicale, à raison de 24 périodes par semaine, à titre définitif,  
à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Marie-Pierre KINIQUE.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0086 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle - Prolongation - Approbation - M. Xavier LOCUS.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 16/05/2024 par laquelle M. Xavier LOCUS, professeur de piano, à raison de 18 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une prolongation de son congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 3 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu les arrêtés royaux n° 74 du 20/07/1982 et n° 94 du 28/09/1982 relatifs aux congés

pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tels que modifiés ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 06/06/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 3 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. Xavier LOCUS,  
né à Ottignies, le 26/11/1985,  
domicilié avenue du Beau Séjour 33 à 1410 Waterloo,  
professeur de piano, à raison de 18 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Xavier LOCUS.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0087 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Approbation - M. François AUBINET.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 21/05/2024 par laquelle M. François AUBINET, professeur de guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 4 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 4 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et plus particulièrement son article 3, à raison de 4 périodes par semaine, du 26/08/2024 au 24/08/2025, de :

M. François AUBINET,  
né à Liège, le 03/02/1988,  
domicilié rue du Baneux 46 à 4000 Liège,  
professeur de guitare et guitare d'accompagnement, à raison de 4 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Goedkeuring - Dhr. François AUBINET.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0088 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Cindy CASTILLO.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 15/05/2024 par laquelle Mme Cindy CASTILLO, professeur d'orgue, à raison de 4 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 4 périodes par semaine, du 14/09/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et plus particulièrement son article 3, à raison de 4 périodes par semaine, du 14/09/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Cindy CASTILLO,  
née à Etterbeek, le 18/02/1981,  
domiciliée rue de Robiano 88 à 1030 Schaerbeek,  
professeur d'orgue, à raison de 4 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Cindy CASTILLO.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0089 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Prolongation - Approbation - Mme Margaux SLADDEN.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 16/04/2024 par laquelle Mme Margaux SLADDEN, professeur d'histoire et d'analyse, à raison de 3 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une prolongation de son congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 3 périodes par semaine, du 28/08/2024 au 24/08/2025 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la prolongation du congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et plus particulièrement son article 3, à raison de 3 périodes par semaine, du 28/08/2024 au 24/08/2025, de :

Mme Margaux SLADDEN,  
née à Liège, le 12/03/1987,  
domiciliée rue Alfred Cluysenaar 8 à 1060 Saint-Gilles,  
professeur d'histoire et d'analyse, à raison de 3 périodes par semaine, à titre définitif,  
à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Verlenging - Goedkeuring - Mw. Margaux SLADDEN.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0090 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel auxiliaire d'éducation subventionné - Congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 - Approbation - Mme Olivia SPRUMONT.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 29/05/2024 par laquelle Mme Olivia SPRUMONT, surveillante-éducatrice, à raison de 27 heures par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite un congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990, à raison de 27 heures par semaine, du 13/05/2024 au 07/06/2024 ;

Vu le décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié, et plus particulièrement son article 3 ;

Considérant que ce congé est compatible avec les exigences du bon fonctionnement des cours ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

APPROUVE le congé en vertu du décret de la Communauté française du 12/07/1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, et plus particulièrement son article 3, à raison de 27 heures par semaine, du 13/05/2024 au 07/06/2024, de :

Mme Olivia SPRUMONT,  
née à Braine-l'Alleud, le 31/10/1990,  
domiciliée avenue de la Couronne 220 à 1050 Ixelles,  
surveillante-éducatrice, à raison de 27 heures par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd opvoedend hulppersoneel - Verlof krachtens het decreet van de Franse Gemeenschap van 12/07/1990 - Goedkeuring - Mw. Olivia SPRUMONT.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0091 **Académie Paul-Baudouin Michel - Personnel enseignant subventionné - Interruption de carrière à 1/5 temps dans le cadre du congé parental - Approbation - Mme Erell JULIEN.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 23/03/2024 par laquelle Mme Erell JULIEN, professeur de formation musicale, à raison de 24 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Académie Paul-Baudouin Michel, sollicite une interruption de carrière à 1/5 temps dans le cadre du congé parental, du 26/08/2024 au 25/04/2026 inclus ;

Vu l'arrêté royal du 12/08/1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE l'interruption de carrière à 1/5 temps dans le cadre du congé parental, du 26/08/2024 au 25/04/2026 inclus, de :

Mme Erell JULIEN,  
née à Toulouse (France), le 22/05/1984,  
domiciliée avenue Van Volxem 307 à 1190 Forest,  
professeur de formation musicale, à raison de 24 périodes par semaine, à titre définitif,  
à l'Académie Paul-Baudouin Michel.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement secondaire artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Académie Paul-Baudouin Michel" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Loopbaanonderbreking voor 1/5 in het kader van een ouderschapsverlof - Goedkeuring - Mw. Erell JULIEN.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0092 **Cours communaux de langues modernes - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales - Fin anticipée - Approbation - Mme Estelle VAN BELLINGEN.**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 06/05/2024 par lequel Mme Estelle VAN BELLINGEN, professeur de CG français langue étrangère (FLE) DS, à titre définitif, à raison de 240 périodes par an (6/20) aux Cours communaux de langues modernes, demande de mettre fin anticipativement à son congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, à la date du 25/08/2024, afin de reprendre sa fonction à temps plein à partir du 26/08/2024 ;

Considérant que cette demande fait suite à l'approbation d'un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, à raison de 160/800 (4/20), du 14/05/2024 au 13/05/2025 ;

Considérant que l'intéressée est également définitive pour 7/10 à la Haute Ecole Galilée (Institut supérieur de pédagogie) et qu'elle est, par ailleurs, en congé « détachement » à raison de 80/800 des Cours communaux de langues modernes vers la Haute Ecole Galilée pour l'année scolaire 2023-2024 mais reprendra sa fonction pour l'année scolaire 2024-2025 ;

Considérant que cette demande est compatible avec les exigences du bon fonctionnement de l'établissement ;

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu l'arrêté royal n° 94 du 28/09/1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tel que modifié ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la fin anticipée au 25/08/2024 à 24h du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales de :

Mme Estelle VAN BELLINGEN,  
née à Etterbeek, le 25/08/1983,  
domiciliée avenue Jean de Bologne 22 à 1020 Laeken,  
professeur de CG français langue étrangère (FLE) DS, à titre définitif, à raison de 240 périodes par an aux Cours communaux de langues modernes.

La présente délibération sera transmise à M. le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Cours communaux de langues modernes" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties wegens sociale of familiale redenen - Voortijdige stopzetting - Goedkeuring - Mw. Estelle VAN BELLINGEN.**

De Raad keurt het punt goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0093 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Personnel enseignant subventionné - Interruption de carrière complète - Prolongation - Approbation - M. Vito GISONDA.**

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 20/04/2024 par laquelle M. Vito GISONDA, professeur chargé du cours d'Atelier de l'option photographie - Atelier, à raison de 16 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75, sollicite la prolongation de son interruption de carrière complète, du 01/09/2024 au 31/08/2025 ;

Vu la loi de redressement du 22/01/1985 contenant des dispositions sociales, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 12/08/1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 03/12/1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, tel que modifié ;

Vu le décret du 20/12/1996 relatif à la répartition des prestations dans le cadre de l'interruption de la carrière des membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des

disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la prolongation de l'interruption de carrière complète, pour la période allant du 01/09/2024 au 31/08/2025, de :

M. Vito GISONDA,  
né à Haine-Saint-Paul, le 09/02/1973,  
domicilié rue d'Espagne 10/1 à 1060 Saint-Gilles,  
professeur chargé du cours d'Atelier de l'option photographie - Atelier, à raison de 16 périodes par semaine, à titre définitif, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Voltijdse loopbaanonderbreking - Verlenging - Goedkeuring - Dhr. Vito GISONDA.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24.06.2024/A/0094 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Personnel enseignant subventionné - Congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle - Fin anticipée - Mise en disponibilité pour convenance personnelle - Approbation - M. Mathieu LECOUTURIER.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 22/05/2023 approuvant le congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, portant sur 4 périodes par semaine, du 01/09/2023 au 31/08/2024, de M. Mathieu LECOUTURIER, professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Environnement numérique et réseaux, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire à durée indéterminée, professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Informatique, à raison de 10 périodes par semaine et professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Image numérique, à raison d'une période par semaine, à titre définitif, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 ;

Vu la lettre du 30/04/2024 par laquelle M. Mathieu LECOUTURIER demande de pouvoir mettre fin à ce congé le 04/05/2024 à 24h pour pouvoir bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenance personnelle portant sur l'ensemble de ses périodes, du 05/05/2024 au 18/08/2024 ;

Vu l'arrêté royal du 15/01/1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du

22/03/1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel que modifié ;

Vu les arrêtés royaux n° 74 du 20/07/1982 et n° 94 du 28/09/1982 relatifs aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, tels que modifiés ;

Vu la circulaire n° 8714 du 07/09/2022 relative au vade-mecum des congés, des disponibilités et des absences pour le personnel enseignant subsidié de l'enseignement subventionné ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 30/05/2024 ;

APPROUVE la fin anticipée au 04/05/2024 à 24h du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenance personnelle, à raison de 4 périodes par semaine et la mise en disponibilité pour convenance personnelle, portant sur l'ensemble des périodes, du 05/05/2024 au 18/08/2024, de :

M. Mathieu LECOUTURIER,  
né à Namur, le 17/04/1979,  
domicilié rue Guillaume Tell 37 à 1060 Saint-Gilles,  
professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Environnement numérique et réseaux, à raison de 2 périodes par semaine, à titre temporaire à durée indéterminée, professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Informatique, à raison de 10 périodes par semaine et professeur chargé du cours de Techniques et technologies - Image numérique, à raison d'une période par semaine, à titre définitif, à l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75.

La présente délibération sera transmise à Mme la Ministre de l'Enseignement supérieur artistique et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région Bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Gesubsidieerd onderwyzend personeel - Verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden - Voortijdige stopzetting - Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden - Goedkeuring - Dhr. Mathieu LECOUTURIER.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

### Affaires juridiques - Juridische zaken

24.06.2024/A/0095 **Affaire BUSINESS ASSISTANCE SERVICES c/ Woluwe-Saint-Lambert - Stationnement - Règlement amiable - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que par requête du 17/05/2024 auprès du Juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, la société BUSINESS ASSISTANCE SERVICES a sollicité l'annulation de la contrainte établie par la commune sur la base de l'article 137bis de la nouvelle loi communale et signifiée par l'huissier de justice CAILLIAU - VAN HAM afin de recouvrer la somme de 45 EUR au titre de redevance de stationnement impayée et frais de rappel ;

Considérant que Me Victor BOUTEILLER (VICTOR LAW), avenue Louise 54 à 1050 Ixelles, a été désigné par décision du Collège du 30/05/2024 pour représenter et défendre les intérêts de la commune dans ce dossier ;

Considérant que l'audience d'introduction devait avoir lieu le 11/06/2024 ;

Considérant qu'après réception de la signification de la contrainte (total de 251,80 EUR), la société débitrice a procédé au paiement du principal (45 EUR) ;

Considérant qu'à titre confidentiel, Me BOUTEILLER a, par courriel du 04/06/2024, été informé du souhait de la partie adverse d'un règlement amiable consistant à régler une partie des frais réclamés, à savoir la somme de 103 EUR, pour solde de tout compte ;

Considérant que cette somme correspond à la moitié du solde de la somme réclamée par voie de signification ;

Considérant que les chances de succès en cas de poursuite de la procédure de recouvrement de l'ensemble des frais par voie judiciaire sont incertaines dans la mesure où la contrainte a été établie le 28/03/2024, soit plus de 4 ans après l'établissement de la redevance elle-même (21/02/2020) ;

Considérant que dans un récent jugement du 17/05/2024 relatif à l'affaire CROIGNY c/ Woluwe-Saint-Lambert, le juge a considéré abusif l'établissement d'une contrainte plus de 4 ans après l'établissement de la redevance ;

Considérant que dans cette affaire, le juge a laissé les frais de la signification commandement de la contrainte à charge de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il est vraisemblable que le juge adopte un raisonnement similaire en l'espèce en cas de poursuite de la procédure ;

Vu l'article 1043 du Code judiciaire ;

Vu l'article 270 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 13/06/2024 ;

DECIDE :

- d'accepter le paiement de la partie adverse d'un montant de 103,45 EUR correspondant à la moitié du solde de la somme réclamée par voie de signification pour solde de tout compte ;
- de renoncer au recouvrement de l'autre moitié du solde de la somme réclamée par voie de signification, soit 103,45 EUR.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

**Zaak BUSINESS ASSISTANCE SERVICES c/ Sint-Lambrechts-Woluwe - Parkeren - Minnelijke schikking - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

## **ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS**

### **Enseignement néerlandophone - Nederlandstalig onderwijs**

24.06.2024/A/0096 **"Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord" - Personnel enseignant subventionné - Professeur de percussions rythmiques (classique) et professeur d'ensemble musical (classique) - Démission - Prise d'acte - M. Thomas PLESSERS.**

Le Conseil prend acte.

33 votants : 33 votes positifs.

**Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord - Gesubsidieerd onderwijzend personeel - Leraar ritmisch slagwerk (klassiek) en leraar groepsmusiceren instrumentaal (klassiek) - Ontslag - Akteneming - Dhr. Thomas PLESSERS.**

DE RAAD,

Gelet op de brief van 10/05/2024 waarbij dhr. Thomas PLESSERS, deeltijds vastbenoemde leraar ritmisch slagwerk (klassiek) (2/22 lestijden per week) en deeltijds vastbenoemde leraar groepsmusiceren instrumentaal (klassiek) (1/22 lestijd per week) in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, zijn ontslag aanbiedt voor al zijn uren, met ingang van 31/08/2024 om 24.00 uur;

Gelet op artikel 149 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 30/05/2024;

NEEMT AKTE VAN het ontslag dat:

dhr. Thomas PLESSERS,  
geboren te Halle, op 25/01/1985,  
wonende te 1500 Halle, Speldekensers 9,

als deeltijds vastbenoemde leraar ritmisch slagwerk (klassiek) (2/22 lestijden per week) en deeltijds vastbenoemde leraar groepsmusiceren instrumentaal (klassiek) (1/22 lestijd per week) in de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Woord, met ingang van 31/08/2024 om 24.00 uur aanbiedt voor al zijn uren.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Le Secrétaire communal,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn